

Face à l'islamisme

44 idées pour une stratégie de paix

ISBN : 978-2-36013-306-2
© Riveneuve éditions 2015
75 rue de Gergovie
75014 Paris
<http://www.riveneuve.com>

Jean Marichez

Face à l'islamisme

44 idées pour une stratégie de paix

Riveneuve
éditions



*Une inaltérable conviction est née en moi :
la guerre est le mal absolu qui déchaîne la haine,
attise les pires passions de l'être humain.
Il faut l'éviter à tout prix.
La violence ne peut engendrer que la violence.*
François Ponchaud

*« Islam » signifie soumission, mais sa racine
sémitique « slm » signifie « paix »*

*Et lorsqu'ils souhaitent la paix, fais de même,
et place ta confiance en Dieu*
Coran 8.61

*Dieu a fait de la paix le salut de notre communauté
et une garantie de protection aux non-musulmans
qui vivent parmi nous*
Hadith du prophète



INTRODUCTION

Tout se fit en douceur, trop vite sans doute pour qu'on prenne conscience assez tôt de l'ampleur des questions qu'allaient poser l'islamisme radical. En 1988, la fatwa lancée par l'ayatollah Khomeiny condamnant à mort Salman Rushdie pour son livre *Les versets sataniques*, révéla brusquement au grand public l'existence de valeurs scandaleuses et contraires aux nôtres : tuer au nom d'une religion ! On prit conscience d'un fondamentalisme religieux.

La décennie 1990 vit apparaître l'islamisme avec un terrorisme qui toucha plusieurs pays dont la France : détournement d'avion à Alger par le GIA en 1994, attentats dans le métro parisien par le GIA en 1995, braquages et meurtres du gang de Roubaix proche d'Al-Qaïda en 1996, attentats du RER à Port Royal en 1996 et bien d'autres encore, sans compter cette atroce guerre intérieure en Algérie qui fit plus de 150 000 morts. C'est avec « *l'apothéose* » du 11 septembre 2001 à New York que l'homme de la rue comprit la gravité d'un conflit avec l'islamisme. Celui-ci, par son extension et sa dilution populaire, prenait même l'allure d'un conflit international comme celui que nous venions de quitter en 1989. D'autant plus qu'il fut suivi de bien d'autres

attentats, à la synagogue de Jerba en Tunisie en 2002, à Bali avec plus de 200 morts en 2002 et en 2005, à Casablanca en 2003, à Madrid en 2004, à Beslan en Russie en 2004, à Londres en 2005, etc. On commença à réaliser qu'une nouvelle guerre internationale se présentait lorsque la lutte contre le terrorisme conduisit à la guerre en Afghanistan puis en Irak. Pleins d'illusions, Américains et Anglais ambitionnaient d'y maîtriser une région de talibans, d'islamistes et de terroristes. Au vu du monde musulman, c'était un tournant car, au nom de la paix et de la sécurité, l'Occident touchait à l'islam. Les guerres d'aujourd'hui jouant de plus en plus sur les symboles et sur l'image, celle des « croisés de retour » fut exploitée par les islamistes du monde entier. De plus, le conflit israélo-palestinien représentait un foyer d'infection minant toute relation entre les mondes judéo-chrétiens et musulmans, cette fois, les choix guerriers de Bush Junior devenaient catastrophiques et braquaient le monde musulman contre l'Occident, son modernisme, ses mœurs, son colonialisme, son arrogance, son pouvoir, sa richesse, sa religion... Mais à part quelques attentats chez nous, ces problèmes d'islamisme concernaient principalement l'étranger. En France, protégés par une police efficace, ils ne nous inquiétaient pas encore.

En revanche, avec la décennie 2000, Français et Européens découvrirent que certains immigrés avaient des exigences *religieuses* : besoin de mosquées, demandes de salles de prière dans les entreprises, demandes de halal dans les cantines scolaires, les magasins et les abattoirs, revendications d'horaires pour les femmes dans les piscines, horaires de prières en entreprise revendiqués par des syndicats, calendriers bi-religieux, défilés revendicatifs pour ces « droits »... Et que cela dépassait parfois les limites de l'égalité entre citoyens,

comme ces jours « supplémentaires » de congés payés pour ramadan ou fêtes religieuses, ou celles du ridicule comme cette plainte de parents musulmans contre un professeur qui avait parlé simplement de jambon¹ à ses élèves. Et qu'ils exigeaient des lieux de culte qu'on refuse catégoriquement aux chrétiens en Arabie saoudite ; ou des zones musulmanes dans les cimetières alors que, dans certains pays musulmans, on refuse carrément d'enterrer des chrétiens, on déterre même leurs tombes pour les rapatrier. Et qu'ils bravaient lois et valeurs en toute impunité comme ces appels à la haine ou ces menaces aux jurés et aux magistrats lors de procès, alors même que, dans plusieurs pays musulmans, on taxe, on menace et tue des chrétiens, etc. Une colère sourde commença à monter mais, dans le peuple, on ne distinguait pas encore bien l'islam de l'islamisme comme on le verra plus loin.

Plus encore, ces manifestations dépassèrent les besoins religieux et prirent un tour provocateur en divers pays d'Europe : exigences accompagnées de menaces pour qu'il n'y ait plus d'alcool et de porc dans des restaurants d'entreprise ; refus déclarés d'intégration ; ports de voiles lorsque rien n'y oblige mais aussi ports de hijâb, de tchador, de niqab et parfois de burkas ; profanations de sépultures chrétiennes (près de deux par jour en 2014²) ; différences d'émotions médiatiques entre les spoliations juives, musulmanes et chrétiennes ; voitures brûlées en masses ; drapeaux brûlés ; violences ostentatoires contre des symboles de l'Etat ;

1 Rapporté par Alain Sanders dans le quotidien espagnol *El Diario de Cadiz*. Les faits se sont déroulés en 2011 à l'Institut Menendez Tolosa, à la Linea de la Concepcion.

2 <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2015/04/20/01016-20150420ARTFIG00009-pres-de-deux-lieux-de-culte-ou-de-sepulture-chretiens-profanes-chaque-jour-en-france.php>

incendies volontaires d'écoles par des enfants embrigadés et entraînés ; actes religieux provocateurs dans l'espace public et devant la police impuissante ; églises vandalisées ou taguées ; paroissiens caillassés durant l'office en Egypte ; soutiens sans vergogne au principe des attentats ; manifestations de réjouissances à Londres pour fêter le 11 septembre jusqu'à ces slogans photographiés sur des panneaux d'une manifestation musulmane : « Préparez-vous au véritable holocauste – L'islam dominera le monde – Exterminez ceux qui calomnient l'islam – Liberté va en enfer, etc. ». Avec des milliers de vidéos sur le Net, il devenait difficile de ne pas ressentir d'agression.

Cette accumulation de faits peut paraître excessive à ceux qui préfèrent calmer le jeu, mais pour traiter notre sujet nous devons regarder les choses telles qu'elles sont, même si elles accusent plus largement que ne le font certains médias soucieux de paix civile. Si l'on veut avancer dans ce problème, il nous faut d'abord faire face à la réalité. On le comprendra mieux au fil des chapitres suivants qui essaient de faire la part des choses entre les excès d'un islam radical et la sagesse des musulmans qui méritent notre considération et qui, heureusement, sont majoritaires. Nous en reparlerons, mais revenons à notre tour d'horizon des faits et des ressentis populaires.

L'inquiétude devint encore plus sérieuse lorsque certains médias annoncèrent qu'en Europe les musulmans avaient des taux de natalité plus élevés que les non-musulmans et qu'ils seraient logiquement majoritaires dans quelques années, qu'ils l'étaient déjà dans certaines grandes villes d'Europe et que les islamistes pourraient un jour décrocher le pouvoir par voie démocratique³. Bref une colonisation rampante déterminée

³ Autant que leur contenu, c'est l'existence en nombre de ce genre de vidéos que nous voulons mettre en relief compte-tenu de leur effet dans l'opinion. <https://www.youtube.com/watch?v=hnTqUrHYoxc>

à nous imposer la charia dans quelques dizaines d'années au moins dans quelques villes ou agglomérations. Cependant, d'autres médias prétendirent que ces chiffres étaient faux car la fécondité des femmes immigrées chutent lorsqu'elles sont en métropole. Alors, réalité ou fantasme, peu importe à ce stade de notre exposé qui évoque ici le ressenti des Européens non musulmans. D'ailleurs, la vérité est intermédiaire car la diminution de fécondité n'intervient qu'après plusieurs années d'adaptation à notre mode de vie.

Pis encore, on prit conscience qu'au-delà des provocations et de la natalité, il y avait en Europe de véritables visées hégémoniques avec des programmes pour le développement des idées islamistes les plus fondamentalistes. On découvrit, avec la médiatisation de l'affaire Mérah, que de jeunes militants islamistes français allaient en Syrie, en Afghanistan ou au Pakistan pour se battre et se former à la lutte armée, que leur embrigadement islamiste allait jusqu'à risquer leur vie et qu'ils étaient bien plus nombreux qu'on ne le pensait. On entendit David Pujadas, le 25 novembre 2010 sur *France 2*, montrer le contenu de l'enseignement d'écoles coraniques en Grande-Bretagne, non contrôlé par l'État, révélé par la *BBC* : on y apprend aux enfants comment appliquer les punitions corporelles contenues dans la charia. Des manuels montrent par exemple à des élèves de quinze ans, comment couper une main pour un vol, ou un pied pour le second vol. On leur apprend que pour un homosexuel la sanction doit être le meurtre ou l'exécution, que cela peut se faire selon les cas en brûlant vif, par lapidation ou jet du haut d'une falaise. Dans le livre pour enfants de 6 ans, on fait cocher des cases pour apprendre que les non-musulmans doivent périr dans le feu de l'enfer. Ces livres sont distribués par l'ambassade de l'Arabie Saoudite à Londres. Et selon *France 2*, ces écoles seraient en expansion en Grande-Bretagne. On vit aussi circuler à foison sur le Net d'inquiétantes vidéos. Elles montrent par exemple des extrémistes musulmans au Royaume-Uni

faisant une campagne d'affichage visant à identifier les zones où la charia fait force de loi. Plusieurs quartiers de la capitale sont submergés d'affiches où l'on peut lire : « Vous êtes sur le point d'entrer dans une zone contrôlée par la charia – les lois islamiques y sont appliquées » . D'un jaune brillant et collées sur les lampadaires dans certaines rues de Londres ou encore sur les autobus, ces affiches interdisent les jeux de hasard, la musique et les concerts, les cigarettes et l'alcool. Le prédicateur islamiste Anjem Choudary revendique l'idée de ce projet d'affiches en affirmant qu'il songe à en submerger certains quartiers représentatifs, musulmans ou non, dans toutes les villes du Royaume-Uni afin d'établir les bases d'un futur Émirat islamique. Le plus étonnant est que les islamistes ne cachent même pas leurs intentions, ils les annoncent clairement lors de manifestations sur des banderoles ou dans des prêches enflammés, exemples en vrac : « Les mujâhids arrivent – Préparez vous à déménager parce que les musulmans sont venus ici pour rester – L'islam est venu ici pour dominer – On va envahir le monde, parce qu'on a deux milliards de soldats derrière – Pour un califat – Installation d'une république islamique – Rétablissement de la charia – Ici on se sent avant tout musulman – Haine du monde occidental... »⁴.

Dans les années 2010, la prise de conscience s'est généralisée en France comme dans le monde entier avec les suites des printemps arabes. Ceux-ci, après avoir manifesté l'existence d'une véritable poussée vers la démocratie, l'éducation et les Lumières, se sont heurtés aux forces islamistes radicales qui, trop intransigeantes, se sont avérées

⁴ <http://www.dailymail.co.uk/news/article-2263905/Muslim-patrol-Hooded-vigilantes-walking-streets-London-telling-women-cover-taking-alcohol-hands-revellers-behave-Islamic-way.html#axzz2K8Xv97Cz>
<http://www.directmatin.fr/monde/2013-01-25/des-patrouilles-musulmanes-londres-pour-imposer-la-charia-356046>
http://www.dreuz.info/2013/02/et-cest-lislamophobie-qui-inquiete-nos-gouvernements/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+drzz%2FPxvu+%28Dreuz%29

incapables de partager le pouvoir et même de l'exercer. A côté de ces deux tendances incompatibles, l'antagonisme séculaire entre chiïtes et sunnites fait aussi parler les armes en Syrie et en Irak où Daech⁵ use de la violence extrême, alors que la force militaire se fait entendre en Afghanistan, en Libye et en Palestine, bref le monde musulman est à feu et à sang. En France, le danger islamiste s'est illustré avec nos interventions militaires au Mali et en Centrafrique. Mais il nous concerne désormais chez nous et en Europe. La tuerie du 7 janvier 2015 à *Charlie Hebdo* le prouve s'il en est encore besoin et, pire encore, celles du 13 novembre 2015 dans les rues de Paris, au Stade de France et au Bataclan. Beaucoup se révoltent intérieurement et attendent des mesures qui ne viennent pas ou semblent impossibles à prendre. Tout en amalgamant, à tort, les musulmans et les islamistes, ils observent les méfaits des islamistes dans le monde : tantôt des meurtres au Nigeria ou en Inde, tantôt une guerre au Sahel ou ailleurs, tantôt des enlèvements d'otages, tantôt des chrétiens tués ou expulsés de leur pays en grand nombre, tantôt des milliers de morts au Sud Soudan ou une amorce de génocide en Centrafrique... L'actualité nationale en rajoute avec parfois un viol collectif en banlieue, un professeur agressé sans raison, des classes d'école transformées en futoir, et partout l'insécurité, les voitures brûlées, etc. On s'y habitue mais l'agression se développe. Ainsi cette note confidentielle⁶ des services de renseignements du 28 novembre 2013 qui rapporte 70 cas précis témoignant *d'une guerre d'usure menée dans les écoles par les adeptes de la « tradition islamique rigoriste » qui tentent de contourner la loi de mars 2004 prohibant les signes religieux à l'école : ports du voile dans les cours de récréation, revendications de repas halal à la cantine, absentéisme chronique au moment*

5 Isis en anglais. Auto-proclamé d'abord « État Islamique pour l'Irak et le Levant », puis « Califat » pour le monde islamique.

6 *Le Figaro* du 10 avril 2014.

des fêtes religieuses, prières clandestines dans les gymnases ou les couloirs... De manière insidieuse, le communautarisme musulman cherche à gagner du terrain dans le système éducatif français... « Lors des fêtes musulmanes, et plus particulièrement lors de l'Aïd-el-Kebir, des classes sont désertées par les élèves », souligne le rapport qui révèle des taux d'absentéisme frisant les 90 % dans des quartiers sensibles de Nîmes ou Toulouse. À Marseille, un proviseur de lycée des quartiers nord témoigne que certains de ses élèves prient avec une telle ferveur qu'ils en ont le « front bleu »... La philosophe et spécialiste de la laïcité Catherine Kintzler considère que « ce n'est pas en se taisant sur les revendications communautaristes que la République finira par gagner ». Ainsi, la méfiance s'installe, la peur tenaille à la fois pour le présent et pour l'avenir, l'islamophobie augmente et nourrit à l'opposé le communautarisme et l'animosité collective. Globalement, que ce soit en France, en Europe et dans le monde entier, la radicalisation religieuse est constatable⁷. Variable selon les individus, des non-musulmans se raidissent, des musulmans pacifiques se radicalisent. Des sages et mesurés rejoignent le lot des inquiets. Et, c'est important à noter, les musulmans tranquilles, pourtant les plus nombreux, ne font pas le poids à côté des plus radicaux et des islamistes qui ont l'initiative et sont de plus en plus présents dans les médias. Ceux-ci sont menacés en première ligne et, mis à part quelques rares réactions courageuses, se gardent bien de se manifester au grand jour. Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur, reconnaissait le 12 octobre 2012 que les islamistes nous font

7 Par exemple, en Malaisie, pays musulman relativement pacifique, la radicalisation est nette depuis les tensions avec les Bouddhistes du nord du pays.

la guerre⁸, il dénonce les « *ennemis en notre sein, en appelle à la mobilisation de toute la société*, et il ajoute : *la menace terroriste est en mutation. Elle est désormais le fait de Français nés sur notre sol parfois convertis à l'islam et qui ont versé dans l'islamisme radical mêlant, selon lui, délinquance, criminalité, antisémitisme virulent et soif d'un absolu de haine et de violence* »⁹. La réaction des Français est massive : *Le rapport rendu public le 9 avril 2015 de la commission nationale consultative des droits de l'homme note un essor des actes antisémites*¹⁰ et *confirme l'effondrement de la tolérance française envers les cultures minoritaires, l'apparition d'une « quasi-phobie » vis à vis des pratiques musulmanes*¹¹. Pourtant, beaucoup évitent la confrontation : après la décapitation dans l'Isère le 26 juin 2015 d'un chef d'entreprise par un islamiste qui voulait faire exploser un site classé Sévés, notre Président continue à parler de lutte contre le terrorisme au lieu de parler de guerre contre les islamistes. Malgré de lourds attentats dans le monde, de plus en plus fréquents et de plus en plus meurtriers, en Europe on n'ose pas encore désigner l'ennemi ni parler de guerre alors que les islamistes la font et disent qu'ils la font. Ils ont bien désigné leurs ennemis : l'Occident en est un, les musulmans non-islamistes également. A côté de cela, quelques intellectuels qui ressentent fortement le risque, cherchent à calmer les esprits,

8 Le terme de guerre est contesté par ceux qui la conçoivent de manière classique avec des armées, des États antagonistes, des moyens considérables, etc. Mais les guerres ont évolué et pris des formes différentes, on parle par exemple de guerre froide contre le communisme ou de guerre asymétrique pour le conflit qui oppose l'islamisme aux grands États. Plus loin dans ce livre, au chapitre sur l'islamisme, après avoir décompter le nombre de morts de ce conflit, la question ne se posera plus.

9 *Ibidem*, le 12 octobre 2010.

10 Issus principalement d'éléments radicalisés de l'islam

11 Texte relevé dans Science et Vie de juin 2015

à créer des liens et à mettre en valeur la religion des autres. Par exemple Malek Chebel suite aux attentats de *Charlie Hebdo*, ou Marek Halter qui disait en février 2013 : « *La xénophobie va monter car elle se développe partout où il y a crise. La mère de famille ne comprend tout simplement pas pourquoi son mari n'a pas de travail pour nourrir ses enfants alors qu'un "étranger", lui, a du travail. C'est une réaction terrible mais elle est humaine. Nous devons lutter contre ces simplismes mais nous devons nous attendre à une montée de xénophobie, de racisme et d'antisémitisme. Il faut être extrêmement vigilant et ne rien laisser passer* ».

La colère, la peur et parfois la haine montent. Or celles-ci sont mauvaises conseillères et conduisent souvent, comme le montre l'Histoire, au conflit et à la violence. Même dans notre Europe pacifiste la violence peut dégénérer et devenir explosive. Un tel risque de dérive incontrôlable mérite la plus grande attention. Il y a des seuils à ne pas dépasser car, au-delà, les passions collectives submergent toute raison. Les pays d'Europe sont plus ou moins concernés mais il serait étonnant que tous parviennent à garder longtemps le calme et à maîtriser leurs éléments les plus radicaux. Il y a des extrémistes dans tous les groupes, dans toutes les religions, dans tous les partis et dans toutes les factions ; et ce sont eux qui font monter la violence et enclenchent des spirales, parfois irréversibles.

**

C'est cette crainte d'un déchaînement de violence entre communautés dans certains pays d'Europe qui m'a décidé à étudier le sujet. Non pas pour crier au loup, ce que beaucoup

font déjà et souvent trop bien, mais pour sortir de la pente dangereuse dans laquelle nous sommes. La finalité de ce livre est de rechercher les voies et moyens d'éviter un conflit grave en France ou dans l'un ou l'autre de nos pays européens. Il faut y travailler d'urgence avant qu'il ne soit trop tard, y réfléchir de manière responsable. Les belles idées et l'humanisme ne suffisent plus. Il faut se défendre contre les islamistes mais aussi combattre et prévenir nos propres emballements. Surtout, il faut trouver des voies de sortie avant l'irréversible. Pour cela, nous ne craignons pas d'évoquer l'hypothèse d'un conflit violent entre islamistes et non-islamistes européens sur notre sol. Cette simple évocation effraie et beaucoup de gens préfèrent, comme l'autruche qui met la tête sous le sable, ne pas l'envisager. Si l'on veut avoir quelque chance de le résoudre, il importe de le voir bien en face, de l'identifier sans peur, d'en parler et de chercher ensemble des solutions... avec toutes les parties concernées.

Ce conflit est déjà largement engagé dans le monde et on verra que pour prévenir son extension guerrière en France ou en Europe, il faut une vision planétaire et une stratégie mondiale contre l'islamisme. Cela nous engagera bien au delà de l'Europe et des dispositions connues, trop exclusivement centrées sur l'actualité.

Pour faire ce travail, j'ai pris le temps de lire et d'écouter de nombreux témoignages, aussi diversifiés que possible. Ainsi, nous ferons cette recherche dans un esprit équitable, tout en ayant le courage de voir les vérités en face et de les dire telles qu'elles sont. Nous voulons respecter toute religion, toute nationalité. Nous voulons distinguer l'Homme de ses actes. Chacun mérite a priori considération en tant qu'humain, mais si ses paroles ou ses actes ne le sont pas, nous devons le dire sans détour. Non pas pour l'accabler mais pour dire

non à l'inacceptable, pour tracer les lignes rouges à ne pas dépasser sans créer des problèmes mille fois plus graves que les affrontements que nous voulons éviter. Certes, il est plus facile de ne rien dire ou d'être accommodant, mais alors il faut accepter la montée d'autres « inacceptables » et des difficultés encore plus graves.

Notre question centrale sera la suivante : face à l'expansion et à la radicalisation musulmane que nombre d'Européens ressentent comme une agression obscurantiste, violente, remettant en cause nos valeurs et notre identité, que pouvons-nous faire en profondeur pour y mettre fin ? Questions parallèles : comment éviter la haine, la montée de la violence (y compris la nôtre) et même la possibilité d'une guerre civile chez nous ? Comment vivre ensemble de manière durable ?

Il y a aussi d'autres manières de poser ces questions : Comment éviter qu'après les deux guerres mondiales du XX^e siècle et la guerre froide qui s'ensuivit, nous entrions dans une quatrième encore plus terrible ? Et comment la gagner ? Comment préserver notre identité culturelle et les progrès de notre civilisation ? Est-il possible de vivre ensemble sans nous renier ? Pourra-t-on intégrer des gens qui les combattent et veulent nous intégrer aux leurs ? Comment le faire sans développer un choc planétaire de civilisation ? Comment permettre aux musulmans de pratiquer leur religion de manière libre tout en respectant celle des autres et les cultures dans lesquelles ils vivent désormais ? Comment protéger les non-musulmans en pays musulman ? Comment y protéger les femmes selon la Déclaration universelle des droits de l'homme ? Sommes-nous déjà en guerre et s'agit-il d'une guerre mondiale ?

Depuis 2014, l'intensité des événements en Irak et en Syrie

tend à détourner notre attention des problèmes islamistes en Europe. Et depuis les massacres qui ont marqué la France en 2015, on parle beaucoup, et à juste titre, des jihadistes qui représentent un grave danger à court terme alors que les menaces à plus long terme sont bien plus inquiétantes.

**

Pour la plupart, il semblera excessif de parler de guerre. Pourtant quelques remarques s'imposent dans notre Europe pacifiée, un peu trop habituée à la paix, un peu trop certaine que désormais la guerre ne concerne plus que les autres.

– Les guerres sont plus nombreuses dans le monde qu'on ne le croit généralement car les médias ne focalisent que momentanément sur certaines d'entre elles : on a connu celles d'Israël, de Yougoslavie, de l'Afghanistan, de l'Irak, du Darfour, de Libye, de Syrie, du Mali, de Centrafrique, du Yémen... mais on s'est moins soucié depuis 20 ans des guerres au Congo (RDC), au Liberia, au Sierra-Léone, en Somalie, au Soudan du Sud, au Nigeria, en Colombie, au Cachemire, en Thaïlande, en Birmanie, en Indonésie, dans le Caucase...

– Elles ne ressemblent que très peu à celles que nous avons connues dans le passé¹². Tout en faisant autant de morts qu'auparavant, c'est-à-dire près d'un million par an, elles s'exercent souvent en sous-main ou par procuration, de manière froide, silencieuse et atroce. La plupart sont des

12 Voir par exemple

http://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_de_guerres#.C3.80_partir_de_2000.

<http://www.icrc.org/fre/where-we-work/index.jsp>

<http://www.icrc.org/fre/resources/documents/misc/5lpjg4.htm>

guerres internes ou civiles et elles frappent plus les civils que les militaires. Nous avons toujours tendance à les imaginer à la lumière d'un passé qui nous a marqué, avec les outils et les stratégies des précédentes.

– L'une de leurs caractéristiques les plus étonnantes est qu'on ne les voit pas venir. Et même lorsque les premières violences apparaissent, on sous-estime encore la probabilité de leur extension. Voyez les deux guerres mondiales du XX^e siècle, et dernièrement le Rwanda, la Syrie, le Mali, l'Ukraine, etc. Qui, à part sans doute quelques spécialistes, aurait pu les annoncer ? Et lorsque parfois, on en voit les prémises, on persiste à croire qu'elles ne se produiront pas. Pourquoi ? Probablement parce qu'elles ne sont pas raisonnables alors qu'on présuppose rationnels les adversaires ; or le plus souvent elles sont irrationnelles parce que tout le monde y perd, on le sait, mais cela n'empêche pas les passions d'être plus fortes. Ainsi, aujourd'hui, la plupart des leaders politiques n'imaginent pas qu'une guerre civile puisse avoir lieu en Europe¹³. Et pourtant, contre toute vraisemblance, elles y sont encore possibles, même en France.

13 Alvin Tofler cite H.G. Wells qui disait en 1914 : « *À l'aube du XX^e siècle, rien n'aurait pu être plus évident que la rapidité avec laquelle la guerre devenait impossible...* » Et Henry Ford en 1928 : « *Les gens deviennent beaucoup trop intelligents pour que puisse jamais se reproduire une grande guerre...* » Et encore le président des États-Unis Herbert Hoover en 1932 : « *Il faut réduire le fardeau qui pèse aujourd'hui sur les travailleurs du monde (...) et supprimer tous les chars, la guerre chimique et la grosse artillerie mobile, et tous les bombardiers...* » Il y a contraste entre la rationalité de nos projections et la réalité totalement irrationnelle des guerres qui, aussi incroyable que cela puisse paraître, finissent toujours par arriver. Nos opinions sur ce sujet sont très influencées par l'actualité, alors que cela doit être pensé à froid avec vingt ans d'avance, temps nécessaire pour se préparer et rendre efficaces des moyens de défense ou de prévention. (Extrait de *La guerre par actions civiles* de Jean Marichez et Xavier Olgne, Paris, La Documentation française, 1998).

– Le vainqueur, quand il y en a un, n'est pas toujours le plus fort, ni même celui qui a la maîtrise du terrain. Les exemples sont innombrables : Algérie, Vietnam, Somalie, Irak... L'assurance de sa propre force est une garantie de faiblesse. La puissance d'une armée ne peut pas grand-chose dans une guerre civile, on l'a vu en Bosnie, lorsque les populations se haïssent au point de s'entre-tuer.

– Une autre caractéristique est qu'elles sont déclenchées par les éléments les plus radicaux. Voyez la prise de pouvoir des Bolcheviks, celle des Nazis, celle des Serbes, celle des islamistes du Nigeria ou du Mali et de la plupart de celles que vous connaissez, partout on constate le pouvoir de fait des extrémistes ou des va-t-en-guerre et surtout le silence relatif des modérés pourtant majoritaires. Pour prévenir les guerres, il faut donc attacher la plus grande importance aux radicaux et autres extrémistes minoritaires. Il faut éviter l'erreur classique qui consiste à se sentir en paix grâce au poids des majorités modérées et des grands médias qui les représentent.

– Les guerres commencent souvent pour des raisons non religieuses, leur épice centre se situe alors au niveau des dirigeants, mais au fur et à mesure que le peuple est impliqué dans les combats, les aspects religieux prennent de l'importance au point même, parfois, de dominer tous les autres. On le voit particulièrement dans les nombreux conflits qui impliquent les musulmans. Citons simplement l'exemple de la Syrie.

– Et la plus inquiétante des remarques est que les guerres civiles sont toujours les plus atroces. Sans doute parce que l'ennemi y est moins identifiable, qu'il n'est nulle part et partout, que la peur est omniprésente, parce que les haines étant plus proches sont plus fortes et les vengeances plus faciles, les escalades plus rapides, etc. Or, aujourd'hui, la

plupart des guerres actuelles sont civiles, elles se combattent à l'intérieur d'un même pays.

**

Pour ce qui nous concerne, nous allons travailler sur l'hypothèse d'une guerre qui n'est pas certaine mais qui, si elle a lieu, sera déclenchée par des extrémistes, probablement de manière soudaine et imprévue à partir d'une étincelle, d'une violence insupportable, dans l'un de nos pays européens qui ne sera pas forcément la France. Nos peuples sont pacifistes mais sont aussi capables de s'enflammer lorsque « trop c'est trop ». Les extrémistes se chargeront de mettre de l'huile sur le feu et cela augmentera la haine et la violence dans les deux camps. L'embrasement gagnera les pays voisins.

Il ne s'agit pas de prophétie mais de simples conclusions issues de l'expérience des guerres. D'aucuns les trouveront pessimistes et préféreront croire ce qu'ils aiment croire. Mais en la matière, peu importe ce que l'on croit, ce que l'on craint ou ce que l'on imagine, l'important est que l'hypothèse soit plausible, ou même qu'on ne puisse pas l'exclure. Quand on prépare une défense, le degré de probabilité du conflit n'a guère d'importance, on tient moins compte de ce degré que de sa « possibilité ». Il nous faut donc réfléchir à cette perspective. S'agit-il d'un fantasme, d'une peur supplémentaire dont on sait qu'elle ne produit rien de bon, ou d'une menace réelle ? Nous n'avons exprimé jusqu'ici que des ressentis, il faut maintenant faire place aux faits.

**

Ce livre est un essai. Il aborde le sujet éminemment délicat des religions que nos élus abordent avec tellement de prudence qu'ils en éludent les questions dérangeantes mais ô combien importantes. Les mots islamistes, immigrés, français, européens, extrémistes et bien d'autres sont piégés car on peut être immigré et français, européen et extrémiste, islamiste et non extrémiste, etc. Nous essaierons de parler de manière simple et directe sans utiliser les mots politiquement corrects ou la langue de bois qui déforment les réalités. Ce n'est pas facile, ainsi pour parler d'Européens d'origine, nous parlerons parfois d'Européens tout court. Nous distinguerons les « musulmans » qui sont les adhérents d'une religion, des « islamistes » qui adhèrent à une idéologie politique.¹⁴ En fait, ce livre nous aidera à clarifier peu à peu ces mots que nous avons utilisés jusqu'ici sans précaution.

Le nombre de livres, d'articles, d'émissions qui traitent des problèmes de l'islam en France et en Europe est très important. Fort heureusement, les auteurs ont des points de vue différents et parfois contradictoires. J'ai profité de cette diversité pour éviter les partis pris faciles et retenir ce qui semblait suffisamment argumenté pour servir de base à une recherche de solutions. Je me suis méfié de moi-même et de mes opinions, pour autant je ne prétends pas à la vérité, ce qui suit correspond à ce que j'ai retenu dans une recherche que j'ai voulue honnête. Je ne suis pas sûr d'y être parvenu, mais c'est à partir de ces données que je travaillerai et que je veux apporter quelque chose de nouveau et d'utile.

Dans une première partie, nous précisons les données du problème. Ensuite, nous réfléchissons aux solutions et

14 Selon Anne-Clémentine Laroque : <http://www.bienpublic.com/cote-d-or/2015/01/02/on-deforme-l-image-de-l-islam>

ferons des propositions originales pour la paix à long terme. Nous parlerons moins des solutions classiques ou connues, non pas parce qu'elles ne sont pas bonnes, mais parce que nous voulons aller plus loin, au cœur d'un problème qui, aujourd'hui, semble sans solution. Cette seconde partie est le but même de cet ouvrage.

PREMIÈRE PARTIE

ÉTAT DES LIEUX

L'IMMIGRATION MUSULMANE

Selon les démographes, l'immigration est nécessaire dans nos pays européens de faible natalité afin de maintenir les grands équilibres. C'est une question de survie car un peuple qui vieillit décline sur tous les plans. Il en est de même pour les économistes qui démontrent l'effet positif à long terme sur l'économie d'un pays. Pourtant, selon une enquête rendue publique fin juillet 2015 par la Commission européenne¹, elle est passée au premier rang des soucis des Européens, devant la situation économique et devant le chômage : respectivement 38%, 27% et 24% pour l'Europe et 34%, 30% et 29% pour la France. Ils pensent que l'immigration est devenue le principal

1 <http://ec.europa.eu/COMMFrontOffice/PublicOpinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetail/instruments/STANDARD/yearFrom/1973/yearTo/2015/surveyKy/2099>

défi de l'Union européenne, pas seulement à cause du chômage mais à cause des tensions qu'ils ressentent. Il nous faut donc apporter quelques précisions avant de travailler sur autre chose que des ressentis et aborder plus librement notre sujet, celui des islamistes radicaux, des risques de conflit et des solutions. Alors qu'en est-il de la seule partie musulmane de l'immigration et de sa composante islamiste ?

En France, au nom même de la liberté de religion, il ne peut y avoir aucune mention concernant les appartenances ou opinions religieuses des citoyens au niveau de l'état-civil, des questionnaires de recensement, sur les fiches des fonctionnaires². Il y a donc peu d'études permettant de disposer de bases approfondies. Celles qui existent concernent l'immigration générale mais peu l'appartenance culturelle ou religieuse, ce qui s'explique aussi par la complexité du sujet, sa sensibilité et l'absence de critères fiables. De plus, il faut distinguer mille nuances entre les musulmans, les gens de culture musulmane, les Français issus de parents immigrés, les convertis, les diverses sensibilités religieuses, etc. Il faut alors se contenter de chiffres généraux d'immigration par pays de provenance, et de quelques approximations. A l'étude des données, le profane s'aperçoit vite de la complexité du sujet et du professionnalisme nécessaire à l'interprétation : les chiffres sont souvent mal définis et parfois même tendancieux. Ce manque de références solides est exaspérant pour ceux qui veulent identifier les problèmes. C'est dommage car cela ouvre la porte à tous les fantasmes, aux prévisions les plus folles et les plus contradictoires, donc à toutes les peurs et au développement des extrémismes. Pour le présent travail, nous avons retenu quelques ordres de grandeur mais qui ne permettent pas d'analyse approfondie de l'islamisation de

² http://atheisme.free.fr/Religion/Statistiques_religieuses.htm

l'Europe et de sa dynamique. De plus, on le verra plus loin, ce ne sont pas tant les musulmans qui nous intéressent que les islamistes. Or, les concernant, les évaluations sont encore plus floues et d'abord qu'entend-on par islamiste ? Nous y répondrons au chapitre suivant.

Les notions de culture musulmane et de musulman sont souvent confondues et le chiffre de 10 % (soit 6,6 millions) est souvent utilisé : ainsi le journal *l'Express* donnait pour la France 6 millions de *croyants* musulmans dans son édition du 9 octobre 2013, Christian Delorme³ donnait l'estimation de 10% en 2012, et le ministre de l'intérieur Claude Guéant indiquait 5 à 6 millions en avril 2011 (soit 8 à 9%) lors d'une convention sur la laïcité organisée par le parti majoritaire. Plus précis sans doute sur les mots, le *Pew Research Center*, bien connu pour ses statistiques religieuses mondiales, établit un total de 3 574 000 personnes de *confession* musulmane en 2010 soit 5,7% de la population totale française, et prévoit pour 2030 une augmentation à 5 620 000, soit 8,5% de la population française⁴.

Concernant les gens de culture musulmane, peut-on aller jusqu'à dire comme Christopher Caldwell, spécialiste américain de l'immigration en Europe, que l'Europe sera profondément remodelée par l'islam dans la seconde partie du XXI^e siècle et que déjà nous n'y pouvons plus rien ? Son livre⁵ « Une révolution sous nos yeux » avait fait grand

3 Delorme Christian, *L'islam que j'aime, l'islam qui m'inquiète*, Paris, Bayard, 2012.

4 *Mapping the Global Muslim Population, janvier 2011*, <http://pewforum.org/newassets/images/reports/Muslimpopulation/Muslimpopulation.pdf>. *Ibidem*.

5 Caldwell Christopher, *Une révolution sous nos yeux*, Paris, Éditions du Toucan, 2011.

bruit, apprécié par les uns, critiqué par les autres. Au milieu du XX^e siècle, remarque Caldwell, il n'y avait quasiment pas de musulmans en Europe occidentale alors qu'aujourd'hui le chiffre de 7,5% de la population française semble accepté dans divers ouvrages comme décompte, non pas des musulmans, mais des populations *originaires* de pays de culture musulmane. L'Institut d'études *Pew* dit que, pour la grande Europe géographique, y compris donc la Russie qui a d'importantes populations musulmanes dans le Caucase, la population de *culture* musulmane va progresser d'un tiers en vingt ans, passant de 44,1 millions d'habitants à 58,2 millions soit +32%. Certains pays européens vont voir leur part atteindre un pourcentage à deux chiffres comme la Belgique qui va passer de 6% à 10,2% sur vingt ans et celle de la France qui va atteindre 10,3% en 2030 contre 7,5 % aujourd'hui. En Suède, la part va grimper à près de 10% contre 5% aujourd'hui. En Grande-Bretagne, elle va atteindre 8,2% de la population (4,6% aujourd'hui) et en Autriche 9,3 % contre 6%.⁶

Quant aux radicaux, leur nombre est évidemment moins élevé. Leur effectif dépasse pourtant celui des jihadistes et des salafistes qui n'en sont que des formes particulières. Il faut y ajouter d'autres branches de fondamentalisme, de littéralisme ou de croyants qui ont des visées politiques et idéologiques dépassant largement le cadre purement religieux tel qu'on l'entend habituellement. Parmi ces mouvances qui posent problème, on le verra plus loin, se trouvent notamment les frères musulmans qui sont nombreux ; l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) qui les représente domine en effectif toutes les autres organisations musulmanes. Mais pour décompter toutes ces familles, nous ne disposons

⁶ *Ibidem*, octobre 2009

pas pour la France de chiffres étayés. Mohamed Sifaoui⁷ parle de 200 000 personnes *attachées à l'intégrisme et au militantisme qui sont sensibles aux thèses salafistes notamment*. Manuel Valls parle de 10 à 15 000 salafistes.

Ces chiffres ont le défaut des approximations et des moyennes, ils sont aussi peu précis lorsqu'on considère certains départements comme la Seine-Saint-Denis, certaines villes comme Roubaix, Leicester, ou Amsterdam ou de nombreuses banlieues où, selon Caldwell, les pourcentages dépasseraient dès aujourd'hui ou dépasseront rapidement les 50% et bien plus dans certains quartiers. Ils seraient de 25% à Marseille, 13% à Besançon, 10 à 15% à Paris, 8 à 12% à Lyon⁸. Il est certain qu'une moyenne de 25% comme à Marseille suppose 80% dans certains quartiers et permet aux habitants de cette ville de ne plus se sentir chez eux et de voir leur culture leur échapper.

Lorsqu'elles ont immigré en Europe, les femmes du sud ont progressivement moins d'enfants et, sur le long terme leurs familles rejoignent les moyennes européennes. Mais le phénomène est lent et attend la seconde génération : selon l'Insee⁹, en 2005, les femmes d'origine maghrébine et turque avaient 2,8 enfants par femme contre 1,7 en moyenne pour

7 Sifaoui Mohamed, *Pourquoi l'islamisme séduit-il ?* Armand Colin, Paris 2010

8 Voir aussi Bennani Abdelmourhit, directeur opérationnel de la Maison Des Savoirs, dans « La prise en compte du fait religieux par les organisations », page 84, Publibook, Paris 2015

9 http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/IMMFRA05d.PDF p. 65. Voir aussi Merlin Xavier pour Novopress France se référant aux chiffres de 2008 *World Population Data Sheet* du *Population Reference Bureau (PRB)*. Chiffres confirmés par le même PRB en 2012. Les chiffres sont différents mais l'esprit est le même. <http://archives-fr.novopress.info/13177/2008-world-population-data-sheet-le-genocide-europeen-continue/>

celles d'origine européenne. Sur 30 ans cela fait que 100 Européennes auront 80 enfants pour les remplacer alors que 100 Maghrébines auront 133 descendants. Cela montre l'importance du paramètre fécondité sur la croissance d'une population. Au Kosovo où le différentiel de fécondité a joué entre les Serbes chrétiens et les Albanais musulmans, les Serbes qui étaient 90% de la population en 1900 sont passés à 69% en 1971 et à 12 % en 1999, soit presque 30 ans plus tard. Ce basculement, non maîtrisé, conduisit au conflit de cultures et à la guerre.

En 2010, les musulmans sont en moyenne plus jeunes et environ la moitié d'entre eux ont moins de 24 ans. Au niveau des grandes villes, par exemple à Perpignan, 21% des jeunes de moins de 18 ans sont d'origine maghrébine et près de 40% dans certains arrondissements de Marseille¹⁰. Selon l'Insee¹¹, le prénom Mohamed est le prénom le plus donné en 2002 dans le 93, or il s'agit là pour notre étude de l'un des meilleurs indicateurs car, dans une certaine mesure, il signifie un plus grand attachement à des traditions et tournures religieuses qu'à un souci d'intégration. Mohamed, sous ses différentes déclinaisons¹², est le prénom masculin le plus fréquent pour les garçons nés en Angleterre¹³ et au Pays de Galles en

10 http://fr.wikipedia.org/wiki/Islam_en_France#cite_note-96.

Faute d'études sérieuses, nous ne disposons que des données de Wikipedia.

11 http://www.insee.fr/fr/insee_regions/idf/themes/faits_et_chiffres/fc/numero27.pdf.

12 Certaines statistiques n'indiquent pas ce prénom car, informatisées, elles omettent d'additionner ses différentes déclinaisons (Mohammed, Mohammad, Mohamed, Mohamad, Muhammad, Muhamad, Mehmet, Mehmed, Mamadou, Mahmoud...)

13 <http://www.islametinfo.fr/2013/08/16/angleterre-mohammed-prenom-le-plus-donne-a-londres-devant-harry/>

2009¹⁴. En France, c'était le prénom masculin le plus donné, à Marseille en 2007¹⁵ et en 2009.

**

Les chiffres sont une chose, les ressentis en sont une autre qui mérite aussi grande attention dans la mesure où ce sont eux qui créent les situations conflictuelles. Nos chiffres ne contredisent pas l'impression d'invasion que certains disent ressentir en parcourant nos villes et banlieues où l'on rencontre couramment une majorité de gens d'origine maghrébine ou africaine. On peut dire qu'il y a une forte croissance des origines musulmanes en cinquante ans et que cette croissance va continuer. Par contre, comme le dit Justin Vaïsse qui tempère fortement les craintes de Caldwell¹⁶, on ne peut pas affirmer que les musulmans seront majoritaires en France en 2050. Leurs majorités ne seront pas nationales mais très certainement locales, régionales et même importantes dans certaines villes. Surtout, elles disposeront d'une grande puissance politique. L'émotion ressentie dans la population d'origine européenne n'est donc pas sans objet.

Selon les prévisions de *Pew*, le mouvement va se prolonger et rien ne permet de penser le contraire : il n'y a pas, à notre connaissance, de disposition importante qui ait été prise en Europe permettant de le réduire de manière significative.

14 <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2010/10/27/97001-20101027FILWWW00727-gb-mohamed-prenom-le-plus-populaire.php>.

15 <http://www.laprovence.com/article/region/les-parents-marseillais-ont-craque-pour-ines-et-mohamed>.

16 Vaïsse Justin, (Critique du livre de Caldwell), *L'Europe islamisée : réflexion sur un genre littéraire américain*, Janvier 2010.

L'inquiétude ne diminuera pas. Les sondages des instituts confirment ce sentiment de « trop d'étrangers en France » pour 70% ou de « ne plus se sentir chez nous » pour 62%¹⁷. Après une période française, ces chiffres sont en augmentation constante pour l'ensemble de l'Europe et notamment en Allemagne qui recevrait 800 000 immigrés en 2015 (et même 1,5 millions selon le grand journal populiste Bild)¹⁸. Ils fluctuent en fonction des taux de chômage et des guerres dans les différents pays. Le manque d'action et l'absence d'une véritable politique de maîtrise de l'immigration pousse inéluctablement le peuple à l'inquiétude et au ressentiment, entretient des colères sourdes et des réactions extrémistes. Et l'actualité en rajoute : selon le HCR, en juillet 2015, la guerre en Syrie obligea quatre millions de personnes à quitter leur pays sous la terreur que font régner les islamistes de Daech et les bombardements de l'État syrien, et en déplaça 7,6 millions¹⁹. L'été 2015 se caractérise par une vague d'immigration sans précédent dans laquelle l'origine syrienne n'est pourtant que de 18,5% tandis que l'origine de pays musulmans est de 63%²⁰.

La grande majorité des Européens qui rencontrent physiquement un immigré et qui échangent avec lui perdent leurs réserves. Ils voient un humain qui a une histoire, souvent difficile et parfois dramatique, qui rencontre mille difficultés dans la vie courante après quelques années de galère pour parvenir chez nous. Ils n'hésitent pas à l'aider, à chercher un toit pour la nuit ou une assistance administrative. Un grand nombre d'associations entrent dans le soutien d'urgence, d'autres militent pour que l'aspect humain soit pris en

17 Sondage IPSOS 2013 France.

18 <http://www.bienpublic.com/actualite/2015/10/05/allemande-1-5-million-de-migrants-en-2015>

19 <http://www.unhcr.fr/559e2ca6c.html>

20 *Le Monde* du 4 septembre 2015.

considération dans toute réflexion sur l'immigration et tout cela fait cohabiter deux discours contradictoires, le discours humain et généreux, souvent culpabilisant pour notre société d'abondance, et le discours politique qui pose des problèmes non moins vrais et non moins graves pour l'avenir. Plutôt que d'opposer ces visions, il est possible de les associer et de les transformer en actes respectueux des deux approches. Il faut aussi garder à l'esprit que tout purisme dans l'une de ces visions crée une réaction passionnelle, donc excessive, chez les tenants de l'autre.

Bien qu'avancés avec réserves, les chiffres de ce chapitre permettent de voir l'insuffisance de notre maîtrise et de comprendre les malentendus lorsqu'on évoque ce sujet. Ils éclairent un peu le problème et expliquent (sans forcément justifier) les scores, en augmentation constante depuis 25 ans, du Front national ; en l'absence de mesures sérieuses, les mêmes causes produisant les mêmes effets, ils devraient continuer à croître. L'immigration devrait encore augmenter, au point qu'on peut dire sans risque qu'elle est devant nous et que nos chiffres sont bien faibles par rapport à ceux qui nous attendent²¹. Quatre raisons à cela : la première est que l'Afrique va passer de 1,1 milliard d'habitants en 2012 soit 16 % de la population mondiale à 2,4 milliards en 2050 soit 25,0 % de la population mondiale²² ; la seconde est que l'Afrique subit en première ligne les effets de la guerre menée par les islamistes qui sévit cruellement de la Mauritanie à la Somalie en passant par la Libye sur une zone de 8000 km de long sur 2 à 3000 km de large, qu'elle est souvent mal gouvernée et qu'elle

21 Par exemple, selon Frontex, l'immigration illégale est passée pour l'Europe de 100 000 en 2013 à 274 000 en 2014. En Allemagne, le nombre de demandes d'asile a explosé en 2015.

22 Selon Population Reference Bureau

reste le plus grand domaine de la pauvreté dans le monde²³ ; la troisième est qu'à chaque extension de conflit comme en Somalie, en Centrafrique, en Irak, en Syrie, en Libye etc. une vague supplémentaire d'immigrés se précipite vers l'Europe ; la quatrième est que l'Europe s'avère incapable d'établir une politique commune en matière d'accueil et de contrôle des immigrés.

Le fait est que, partout en Europe, l'immigration musulmane est mal maîtrisée et qu'aucun pays de l'Union européenne n'est aujourd'hui capable de la traiter sérieusement. Elle est étroitement liée aux deux problèmes les plus sérieux de notre époque : le chômage de masse dans certains pays dont les effets sont ravageurs dans tous les domaines, et le choc religio-culturel qui, par son caractère passionnel est encore plus explosif. Tout cela s'additionne et ne saurait rester sans lendemains. Bien que l'immigration soit encore encouragée par certains, l'opinion générale est de limiter de manière drastique sa part musulmane tout en refusant les solutions radicales de l'extrême-droite qui conduiraient au conflit et renieraient toutes nos valeurs. En fait, nous ne savons pas quoi faire. Empêtrés dans la diversité de nos législations nationales et européennes, nous ne progresserons que par leur unification, c'est-à-dire par un renforcement de nos capacités européennes de décision.

Il n'en reste pas moins nécessaire d'agir et pour cela d'étudier plus à fond les menaces qui pèsent sur le vivre-ensemble et qui vont devenir plus graves, non seulement par le nombre de musulmans mais par le poids électoral qu'ils représentent devant lequel les élus d'une démocratie

23 On peut continuer à dire cela malgré quelques bonnes nouvelles de ce continent concernant la réduction de la pauvreté moyenne et des progrès de gouvernance dans certains pays.

se « coucheront », ce qui ne manquera pas d'exacerber de nouvelles radicalisations.

Finalement, pour parler de l'immigration, il importe de préciser de quel point de vue on se place. Le nôtre n'est ni économique ni démographique mais celui d'une recherche pour la paix, il s'intéresse à l'antagonisme qui se développe entre cultures islamiques radicalisantes et cultures européennes angoissées et sur la défensive. Il est donc très spécifique et nous permet de nous contenter de ces approximations sur la présence musulmane : elle est en progression et les inquiétudes qu'elle suscite ne sont pas sans fondement quantitatif. Si l'islam radical pose déjà de graves problèmes en Europe, on peut présumer qu'ils vont s'aggraver et qu'il faut travailler en conséquence pour assurer la paix.

Pour cela, il nous faut aller plus loin et nous intéresser à l'islamisme, cette excroissance religieuse extrémiste qu'il importe de distinguer de l'islam, même si ce n'est pas simple.



LA MOUVANCE ISLAMISTE

Les inquiétudes ne sont pas seulement dans les chiffres. De nombreux éléments qualitatifs s'y ajoutent. Voici pour commencer quelques caractéristiques de l'islam en France. Il y a eu plusieurs générations d'immigrés musulmans. La première a commencé en 1945 à la fin de la seconde guerre mondiale suivie d'une autre en 1962 à la fin de la guerre d'Algérie. Avec leurs enfants et petits-enfants, ils forment trois ou quatre générations. Alors que les premières ne parlaient pas de religion, sans pour autant l'abandonner, elles trouvaient du travail et faisaient tout pour s'intégrer. Les suivantes sont arrivées en période de chômage et de relatives facilités administratives et financières. Le regroupement familial était devenu possible, il n'y avait plus besoin d'avoir un travail pour acquérir la nationalité et il était possible de survivre sans travail. Par contre, l'inaction, la drogue, la vie en banlieue, le trop grand nombre d'étrangers sans travail et les énormes difficultés d'embauche, qui renvoient à des difficultés d'intégration, conduisirent certains Maghrébins, et plus généralement des Africains, à se regrouper en communautés, à cultiver entre eux des éléments identitaires d'origine et de religion. Celle-ci prit progressivement de plus en plus d'importance. Aujourd'hui, selon Antoine Sfeir,¹ *les 3^e et 4^e générations se considèrent d'abord comme françaises et ignorent,*

¹ Dans *Le Point* du 14 février 2013, p. 69.

pour la plupart, ce que sont leur religion et le pays d'origine de leurs grands-parents. Les pères et grands-pères avant eux ont voulu que leurs enfants soient intégrés rapidement et ne leur ont pas parlé de religion. Ces 3^e et 4^e générations sont déstructurées par la démission des parents et des maîtres. Une déstructuration à la fois identitaire et familiale. Identitaire parce qu'elles se sentent françaises alors qu'elles sont vues comme algériennes, marocaines... Familiale quand on leur apprend que le pouvoir est patriarcal et qu'elles s'aperçoivent que celui qui traite avec l'administration est celui qui détient le savoir. Cela les pousse à se restructurer autour de l'islam. Mais un islam au rabais [...]. Cela commence à changer... avec la formation des imams.

L'échec de l'intégration apparaît de plus en plus nettement. De plus en plus souvent, des enfants, petits et arrière-petits-enfants d'immigrés en arrivent à la refuser consciemment et ouvertement. Ils tissent des liens communautaires dans un esprit réactif. Les raisons en sont multiples : le chômage qui les laisse souvent oisifs et aigris ; des cantonnements dans des banlieues qui ne facilitent pas l'intégration ; des familles déséquilibrées par le niveau des femmes qui, plus souvent que les hommes, ont un diplôme et surtout un travail qui les valorise et leur donne de l'indépendance ; des pères par contre dévalorisés, ayant perdu confiance en eux-mêmes et tentés de réagir en famille, selon leur culture, d'une manière trop autoritaire qui achève de les déconsidérer ; des enfants en échec scolaire ne reconnaissant que les valeurs de leurs bandes et s'opposant systématiquement aux autorités républicaines ou aux valeurs européennes ; les pressions religieuses et le déficit d'éducation qui empêche toute prise de recul sur la religion ; l'idée largement propagée et inacceptable pour l'esprit républicain que la loi de Dieu passe avant la loi des hommes ; les pouvoirs mafieux issus des trafics de drogue qui

ont pour corollaire l'effondrement de l'image et de l'autorité de l'État ; l'insuffisance des solutions collectives qui leur sont proposées ; la dégradation de l'éducation nationale ; les facilités de l'assistanat qui ne les incitent pas à travailler ; l'angélisme des discours politiques lénifiants et bien pensants qui ont tendance à les bercer et à condamner leur société d'adoption, etc. Pour beaucoup, le recours à l'identité musulmane est une bouée de sauvetage. Voici, selon des éducateurs en banlieue entendus à la radio, le genre de discours qui est proposé à des jeunes inactifs : « Regarde-toi, tu n'es rien, personne n'a besoin de toi, tu baisses les yeux quand on te regarde... Réagis, deviens musulman et tu seras quelqu'un. Tu acceptes ? Eh bien, maintenant te voilà quelqu'un ! Tu ne baisseras plus les yeux, ce sont les autres qui les baisseront sous ton regard et tu pourras les y obliger. Tu es l'Islam et l'Islam est grand. L'Islam vaincra... ». Dans certains cas, ils reçoivent même de l'argent. Variante : « Tu es en rébellion contre cette société, tu n'es qu'un petit délinquant, dans l'Islam au contraire, tu seras un véritable combattant du jihad ! » Et voilà que la recrue se débarrasse de son statut de parasite et le remplace par celui, valorisant, de soldat jihadiste. La mère du tueur en série Mohamed Merah avait découvert avec effroi que des jeunes considéraient son fils comme un grand combattant à qui ils voulaient ressembler. L'appartenance à un groupe considéré les conduit à jouer le jeu et même à en rajouter. On voit des jeunes s'en prendre violemment à des Européens ou Maghrébins qui ne baissent pas les yeux à temps. Des frères obligent leur sœur à porter le voile ou à observer des pratiques religieuses qu'eux-mêmes auraient considérées comme rétrogrades quelques temps plus tôt. Sous la pression collective, des pratiques se durcissent comme l'interdiction de mariage avec un non-musulman, le respect strict du ramadan,

du voile ou des prières, parfois même sous menaces implicites. Bref, plus on en rajoute plus on exerce une autorité qui remet sur pied et pose un statut qui manquait cruellement. On se fiche du Coran mais on demande ce que dit Dieu car, ensuite, en obligeant les autres à obéir à Dieu, on les domine et, en quelque sorte on « est » Dieu. Un frère leur a dit « Dieu t'a élu » et ils se sentent purifiés, au-dessus des autres. Ce qu'ils disent est sacré et ils y croient, explique la musulmane Dounia Bouzar qui insiste sur la gravité de la situation : « Ils créent des barrières, dit-elle. Ils transforment l'islam en code, en code *qui se voit*. On mange différemment, on s'habille différemment, on se fait une bosse², on remonte ses chaussettes. On efface l'identité et tout ce qui fait uniformité comme des albums de photos de famille qu'on vole pour les faire disparaître. Ces jeunes sont en rupture, ils disent aux imams « Toi tu ne sais pas ce que Dieu veut, moi je sais ». Ils ne se sentent de nulle part, ils sont au-dessus. Leur projet est totalitaire, il vise la purification interne de l'humanité et pour commencer de leur entourage ». On pense avec effroi aux Khmers rouges qui voulaient purifier le pays de la civilisation urbaine et bourgeoise et qui, puristes fanatisés, n'hésitèrent pas à virer des millions d'habitants de leur logement pour les jeter sur les routes, à en tuer près de 2 millions, en particulier les intellectuels parce qu'ils connaissaient une langue étrangère ou portaient des lunettes, à violer, torturer et finalement à ruiner le pays. Nos islamistes sont également très dangereux et certains sont armés, s'inquiète Dounia Bouzar. Le pire dit-elle, c'est qu'ils en arrivent à modifier le langage de l'islam : par exemple 95% des musulmans pensent que le voile fait partie de la religion, ou que les Français, parce qu'ils

2 Cette bosse est en fait une tâche grise que certains musulmans se fabriquent sur le front pour montrer qu'ils prient.

ne sont plus chrétiens, ne peuvent même plus profiter du statut de dhimmi³ accordé par l'islam ce qui, par exemple, les empêcheraient même de manger de la viande. Heureusement, à côté de ces franges radicalisantes, la plupart des musulmans n'entrent pas dans ces visions extrêmes et, s'ils savent raison garder, ils n'ont pas les moyens de réagir au-delà de leur propre cercle familial et en viennent à laisser courir des idées fausses propagées par des groupes mieux organisés et plus menaçants. Ainsi, pour les frères musulmans, l'islam a tout inventé, ils ont réponse à tout et ces réponses sont incompatibles avec nos valeurs d'européens. Quoi d'étonnant, dans le monde déstructuré qui les entoure, si certains finissent par y croire et devenir islamistes ? Certains jeunes vont même jusqu'à pratiquer des agressions ou à s'engager dans des opérations de plus haut niveau. Et quoi d'étonnant si des islamistes plus ou moins jihadistes, en pourcentage même faible, quadrillent nos territoires européens. Nombre de musulmans verraient bien la charia introduite en France⁴. Et au global en Europe, si on retient la proportion estimée par Mohamed Sifaoui pour la France, ils seraient déjà plus d'un million. Mais on va le voir, la notion d'islamiste est plus complexe.

En fait, l'islam en France est à la dérive, comme le disent eux-mêmes quelques penseurs musulmans. Dans leur pays

³ Un dhimmi est, suivant le droit musulman, un citoyen non musulman dans un État musulman, lié à celui-ci par un « pacte » de protection. Le dhimmi est inférieur au musulman par qui il est toléré moyennant une redevance ou des restrictions sociales et fiscales parfois lourdes ou dégradantes. Le dhimmi a des droits et des devoirs codés par la tradition.

⁴ Selon enquêtes du CSA et de Pew

<http://www.csa.eu/multimedia/data/sondages/data2008/opi20080730-islam-et-citoyennete.htm>

[http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/04/30/97001-](http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/04/30/97001-20130430FILWWW00496-majorite-de-musulmans-pour-la-charia.php)

[20130430FILWWW00496-majorite-de-musulmans-pour-la-charia.php](http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/04/30/97001-20130430FILWWW00496-majorite-de-musulmans-pour-la-charia.php)

d'origine, c'était le clan ou la tribu qui faisait autorité et qui disait ce qu'il faut penser dans la religion. Le « nous » dominait. Aujourd'hui, les musulmans ont appris à dire « je » mais ils sont laissés à eux-mêmes, sans référence, sans guide. Ils utilisent je ou nous comme cela les arrange. Ils ont appris la diversité. Seul leur reste un Coran que peu d'entre eux connaissent vraiment en esprit, et où chacun peut trouver littéralement ce qui lui convient.

Aujourd'hui, malgré le peu d'information chiffrée, on peut estimer qu'une majorité de musulmans, qu'on peut qualifier de modérés ou de paisibles, pratiquent un islam populaire, simple et serein. Ils cherchent à s'intégrer et sont partisans d'une religion pacifique, humaniste, respectueuse des lois de leur pays d'adoption et, si peu le manifestent par crainte de représailles, certains imams n'hésitent pas à le faire ouvertement et courageusement. Ils doivent alors être protégés. Pour la plupart cependant, la religion reste sacrée.

À l'opposé, se trouvent une minorité d'ultras radicaux, fondamentalistes. Selon Caroline Fourest, journaliste, et Séverine Labat, chercheuse en sciences sociales au CNRS, « *ils parlent beaucoup de religion mais ne pensent qu'à la politique, à faire reculer le vivre-ensemble et la laïcité* »⁵. Une partie d'entre eux, les salafistes⁶ et autres intégristes, souvent barbus, s'imposent de force par la parole virulente, les menaces et les intimidations alors que d'autres pratiquent le jihad, c'est-à-dire la lutte armée ou le terrorisme. Ces deux sous-groupes sont animés par la haine, ils ne supportent ni

5 Émission sur *France 5* « Les réseaux de l'extrême », 12 février 2013.

6 Pour bien faire, il faudrait distinguer les branches du salafisme car l'une d'elle, qu'on appelle quiétiste, ne prône pas l'action politique immédiate mais propose de passer par une phase de pureté religieuse, de rigueur coranique et d'enseignement.

les musulmans modérés, ni ceux qui s'intègrent dans leur pays d'immigration, ni ceux qui acceptent la laïcité. Dans le monde entier, les jihadistes tuent au nom de Dieu un nombre considérable de chrétiens, bouddhistes, hindouistes... mais plus encore de musulmans modérés ou laïques ou chiites qui sont leur principale cible. Leur nombre n'est pas près de diminuer compte-tenu de la quantité d'écoles coraniques dans le monde (trente mille avec une moyenne d'une centaine d'élèves rien qu'au Pakistan) où l'on apprend le Coran par cœur, la haine de l'Occident et... fort peu d'autres choses. Ce vivier s'alimente aussi naturellement, en tous pays, des masses qui ne trouvent plus dans le communisme l'exutoire rassembleur des pauvres ou des opprimés et l'espoir d'une revanche impitoyable dans des lendemains qui chantent. Il s'est enrichi depuis la guerre en Syrie d'une myriade de jeunes islamisés issus de tous pays musulmans et aussi des banlieues européennes. Plus de 1280 Français⁷ sont enrôlés dans le jihad au Proche Orient et 3000 à 4000 Européens avec aussi de nombreux Britanniques⁸, Belges et Allemands. Ceux-là, au contraire, connaissent peu le Coran mais utilisent la religion comme un moyen de pouvoir. Ils sont en guerre, jouent sur la peur, utilisent les moyens de communication informatique et leur champ d'action est international.

Entre les modérés et les ultras⁹, se situe une masse plus importante que celle des ultras, qui est proche des frères musulmans, c'est-à-dire à la fois croyante, pratiquante, hégémoniste en religion, politique, anti-occidentale et

⁷ Selon Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur, 2000 personnes sont « impliquées » dans ces réseaux au printemps 2015.

⁸ Et même 1 500 Britanniques selon l'émission de *France 5* « C dans l'air », 22 août 2014.

⁹ Toujours selon Caroline Fourest et Séverine Labat.

partisane d'une stratégie douce d'expansion et de grignotage des lois et coutumes. De bonne foi, cette confrérie se dit modérée mais, par ses croyances puristes, son prosélytisme sans borne et ses options panislamistes, elle ne l'est qu'en façade. Sa pratique du double langage la condamne aux yeux des Occidentaux qui, à tout prendre, préfèrent un adversaire qui annonce sa couleur qu'un faux ami louvoyant. C'est aussi l'avis de l'Arabie saoudite qui s'en méfie pour ses options trop politiques et finance plutôt les salafistes. La confrérie est plus largement soutenue par le Qatar. Elle inspire le Hamas qui a pris le pouvoir dans la bande de Gaza en opposition avec le Fatah. Devenue très internationale, elle est actuellement majoritaire dans de nombreux pays du Maghreb et du Machrek. Elle est aussi majoritaire au sein de l'UOIF qui est la principale organisation de l'islam en France et qui regroupe près de 200 associations. Celle-ci se dit partisane d'un islam d'ouverture mais est en fait intégriste. Elle est active dans les banlieues où elle s'occupe de la formation des imams, de l'animation d'associations sportives et de la gestion de nombreuses mosquées. Elle est aussi soutenue par d'autres pétromonarchies les plus idéologues qui s'introduisent en Europe de manière mercantile. Elle comporte une aile qutbiste, gardienne de la pensée radicale de Sayyid Qutb, qui prône la lutte armée et le terrorisme et refuse toute participation à la vie politique. La confrérie a soutenu le port du voile et continue à le soutenir, non pas pour raison religieuse comme elle le laisse croire mais par volonté de démarquage politique. Malgré ses déclarations d'allégeance à la laïcité, son but à long terme est l'instauration d'un État islamique, sa charte prescrit de réformer les lois pour qu'elles se conforment à la législation islamique. En cela d'ailleurs, elle respecte le Coran et toutes ses prescriptions d'un autre

âge impliquant autant un rejet des influences occidentales que des influences soufies qui préconisent l'adaptation du Coran à son temps. Elle refuse, par exemple, la mixité sur les campus d'étudiants. Sa mouvance, née en Égypte en 1928 par le grand-père de Tariq et de Hani Ramadan, a été féroce ment combattue par Nasser mais a réussi à s'implanter dans de nombreux pays. Elle a largement contribué à faire monter l'intégrisme et développer la religion musulmane bien plus efficacement que les salafistes caricaturaux. En France, son but à court et moyen terme est de faire régresser la sécularisation, de maintenir une emprise sur les communautés musulmanes, de ré-islamiser les musulmans d'origine et de les maintenir dans un état de non-intégration. Leur islam n'est plus l'islam des pères, il est plus radical et s'adresse à des populations fragilisées par le chômage et ghettoïsées. Celles-ci sont en quête d'identité et sont sensibles à un discours qui les pousse à être plus musulmans que français, du genre : « Voyez, la France ne vous aime pas ». Elles se laissent convaincre par des croyances religieuses simples, d'autant plus séduisantes qu'elles désignent un bouc émissaire et, plus encore, un ennemi à combattre « ensemble ». La crise et le nombre croissant des immigrés sont deux phénomènes qui s'additionnent pour les empêcher de trouver du travail. Cette mouvance et l'UOIF utilisent l'éducation comme moyen principal. Elle crée des cours du soir en arabe, des lycées musulmans et des écoles où l'on apprend le Coran et l'éducation islamique, c'est-à-dire la loi du Coran qui dit ce qu'il ne faut pas faire et ce qu'il faut faire jusque dans les moindres détails. Elle professe par exemple que « Qui ne dit mot consent » ce qui un jour permettra à un père d'imposer un mariage à sa fille si elle ne répond pas lorsqu'il la sollicite en vue d'accepter un mari. Ou alors qu'un mari peut empêcher sa femme d'avoir certaines

fréquentations. Ou que l'avortement est interdit par la charia islamique. Elle suit les prescriptions du « Conseil européen pour la recherche et la fatwa » qui se réunit souvent à Londres et dicte ses règles de vie aux musulmans d'Europe. Ses membres éminents, férus de Coran, viennent de pays du Moyen-Orient et relèvent de la mouvance des frères musulmans. Le président de ce conseil est une star de la chaîne *Al Jazeera*, Youssef al-Qaradâwî, qui est l'auteur d'un livre « Le licite et l'illicite en islam »¹⁰. Bien que sous mandat d'arrêt international à la demande de l'Égypte et interdit de séjour dans plusieurs pays arabes, il reste très influent. Dans ce livre on trouve par exemple des questions monstrueuses sur la meilleure manière de tuer les homosexuels, ces êtres nocifs... « par le sabre ou par le feu ou en les jetant d'un mur ». Ou des appels pour tuer les juifs jusqu'au dernier (lorsque Hitler écrivit cela dans *Mein Kampf*, on oublia d'y attacher de l'importance). Ou encore pour tuer tous les ennemis de l'islam. Il émet une fatwa qui recommande les actions kamikazes alors que le Coran interdit formellement le suicide ; interrogé sur ce point l'auteur déclare que les morts d'enfants ne sont que des dommages collatéraux. Caroline Fourest qui donne toutes ces informations, remarque que cet homme intervient régulièrement au congrès de l'UOIF qui est l'aile dominante et marchante de l'islam en France, soutenue par Tariq Ramadan. Comme on l'a vu en Tunisie et en Égypte, les frères musulmans qui, souvent, se disent partisans d'un islam modéré, sont en fait de farouches partisans d'un islam politique ; ils n'acceptent ni la sécularisation ni la laïcité et, lorsqu'ils sont au pouvoir, tendent à faire régner un hiver musulman qui succède aux printemps arabes. En Europe, et depuis quelques années, leurs pays d'accueil ont eu la faiblesse

10 http://www.huffingtonpost.fr/fiammetta-venner/qui-est-youssef-al-qarada_b_6286738.html

(et parfois l'exotisme) de les considérer comme modérés parce qu'ils le sont plus que les salafistes, de les accueillir comme un moindre mal et même comme dit Martine Gotteland¹¹ de se coucher devant eux. Nous commençons heureusement à réagir et, comme les Tunisiens et les Egyptiens, à comprendre leur vraie nature et leur stratégie.

**

Nous appelons islamistes ces deux dernières familles que sont les ultras et les frères musulmans. Leur mouvance est complexe, certains y sont plus missionnaires, d'autres plus politiques et d'autres plus radicaux et violents. Malgré leur différence stratégique, leur objectif est d'islamiser le monde entier et l'Europe en particulier parce qu'elle leur semble vulnérable et à leur portée. Partisans d'un retour aux sources de l'islam et d'un respect strict du Coran, ils veulent imposer à terme la charia, c'est-à-dire un ensemble de lois d'origine coranique qui l'emporteraient sur les lois du pays. Ils ne prônent pas tous la lutte armée mais tous veulent la charia. Pour Séverine Labat, l'islamisme n'est pas une religion mais une idéologie politique à base de religieux. Il veut le pouvoir et s'organise dans ce but. Les événements récents en Turquie, en Egypte et en Tunisie le montrent bien. Sa visée de domination islamique sans partage est à long terme, il a tout le temps devant lui et ne s'émeut pas des obstacles et difficultés de toute sorte qu'il peut rencontrer en Europe. Il est persuadé de sa victoire à longue échéance. Son existence est relativement récente puisqu'elle n'a pris son essor que depuis une centaine d'années en réaction à la fragilité et à la faiblesse des pays islamiques par rapport

11 Dans « *Les matins de France Culture* » le 14 janvier 2014 avec Caroline Fourest et Marc Goinchet.

à leur passé glorieux¹². Sa mouvance est internationale, elle est capable de s'enflammer mondialement et violemment contre un film, un livre, une caricature ou une loi contraire à ses croyances. Un dessin dans *Charlie Hebdo* jette des milliers d'individus dans les rues des grandes villes du monde entier, alors qu'ils ne bougent pas d'un pouce lors d'une lapidation de femme en Arabie ou lorsqu'une fillette violée au Maroc se suicide avec de la mort aux rats parce qu'on la considère coupable. Ils disposent de moyens importants et de soutiens étrangers. Ils sont capables de mener de terribles campagnes d'inquisition auprès des progressistes. Ainsi ces meurtres traditionnels durant la période du Ramadan contre les apostats et autres impurs du monde musulman. Faouzia Farida Charfi, scientifique et professeur d'université tunisienne, montre que des acquis scientifiques majeurs sont aujourd'hui attaqués de front par des religieux fondamentalistes : tout y passe, la théorie de l'évolution, la relativité d'Einstein, le big bang, etc. Des soi-disant érudits expliquent le monde bien mieux que toute la communauté scientifique à partir de phrases toutes faites pêchées n'importe où. Elle nous prévient : *Le projet islamiste est un projet global qui ne vise pas seulement à changer la constitution, mais toute la société : les femmes, l'éducation et la pensée scientifique*¹³. Évidemment, les musulmans modérés n'ont pas vraiment conscience de ces excès insoutenables. D'ailleurs, nos médias en parlent peu¹⁴.

12 Selon *Courrier International* du 16 janvier 2014, traduit de Al-Monitor, Washington.

13 Charfi Faouzia Farida, *La science voilée*, Paris, Odile Jacob, 2013.

14 Les autorités chrétiennes ont commis les mêmes erreurs au Moyen-Âge mais cela ne saurait déculpabiliser les islamistes. Si à l'époque de l'inquisition, il fallait dénoncer ces prétentions religieuses exorbitantes, aujourd'hui il faut encore le faire et avec d'autant plus de vigueur. Actuellement on retrouve encore ce genre d'excès dans le créationnisme qui sévit principalement aux États-Unis mais cela ne dédouane personne. Il sévit aussi chez les islamistes.

Les islamistes radicaux ont déclaré le jihad international contre tous ceux qui ne partagent pas leurs vues : les musulmans modérés ou intellectuels en premier lieu, les juifs, les chrétiens, les bouddhistes, etc. Ils n'hésitent pas à le dire ouvertement. Ils sont en guerre et ne comptent pas leurs victimes. En comptant les civils et les victimes collatérales des guerres à *composante* religieuse dans lesquelles ils sont impliqués depuis les années 80, leur radicalisme ou leur activisme a déjà causé, directement ou indirectement, plusieurs millions de morts (par l'instrumentalisation de la religion pour motiver les peuples et les combattants) : 3,1 millions au Soudan, 1,8 en Afghanistan, 1,25 au Bangladesh, 1 dans la guerre Iran-Irak, 400 000 en Somalie, 200 000 en Indonésie, 200 000 en Irak, 200 000 en Syrie, 180 000 au Liban, 175 000 en Serbie-Bosnie-Kosovo, 150 000 en Algérie, 150 000 aux Philippines, 150 000 en Libye, 140 000 en Tchétchénie, 100 000 au Nigeria, 70 000 en Érythrée-Éthiopie, 52 000 en Israël-Palestine, 50 000 au Tadjikistan, 40 000 au Pakistan, 26 000 au Cachemire. Il faudrait ajouter ceux du Xinjiang, du Daguestan, de Côte d'Ivoire, du Yémen, de Jordanie, de Syrie, du Mali, etc.¹⁵ On n'est pas loin des 8 à 9 millions de morts sans compter bien sûr des folies plus anciennes mais qui ont marqué le XX^e siècle comme le massacre des Arméniens 1,3 millions, ou la sécession Inde-Pakistan. Et l'on ne parle pas des réfugiés ou déplacés qui sont beaucoup plus nombreux. Si la plupart de ces conflits ont des causes plus complexes liées à des luttes de pouvoir, de matières premières, d'ethnies, etc. les peuples qui les vivent et combattent sont largement manipulés vers des motifs religieux. Nous n'avons pas retenu les conflits

¹⁵ Sources croisées entre les sites des pays concernés et ceux de Wikipedia. Les chiffres diffèrent selon les sources. On en retiendra surtout l'importance et l'extension planétaire.

à faible composante religieuse, mais ceux que nous avons cités concernent tous des musulmans, entre eux ou contre d'autres. Et ce ne sont pas que les incroyants qui sont tués, les croyants de l'islam forment une grande partie de ces morts. Au global, si on ajoute à cela toutes les difficultés pour vivre ensemble qu'il suscite dans un grand nombre de pays dont l'Europe, on peut dire que le monde musulman est un peu partout chauffé à blanc et qu'on se trouve devant une guerre planétaire d'une ampleur considérable. Elle s'annonce comparable en barbarie à la guerre du communisme qui fit quelques cent millions de morts au XX^e siècle. Les jihadistes le répètent à tout vent sans se cacher, ils veulent que le monde entier se plie aux règles d'Allah. Leur prosélytisme est absolu, sans concession, totalitaire. Ils sont en guerre totale et curieusement ils n'ont pas d'ennemi qui se soit officiellement déclaré en retour au niveau mondial, ils n'ont que des adversaires locaux ou épisodiques. Au contraire même, à l'instar des États-Unis, de nombreux pays « raisonnables » soutiennent ouvertement des gouvernements parmi les plus islamistes de la planète comme l'Arabie Saoudite, le Qatar ou le Pakistan, pour ne citer qu'eux. Par ailleurs, n'importe qui peut devenir jihadiste et le déclarer ouvertement en totale impunité¹⁶ tant qu'il n'a pas contrevenu à la loi, profitant ainsi de la liberté de circulation, de pensée et de parole qui règne, à juste titre, dans nos sociétés évoluées. Leur nombre augmente car les écoles coraniques ou madrasas fournissent des fanatiques en masse, non seulement on leur bourre le crâne de préceptes hors sol

16 D'autant plus que le mot jihadiste se rapporte aussi, selon le cas, à une lutte contre soi-même. Le plus souvent il signifie maintenant le combat armé contre les ennemis de l'islam.

mais on les entraîne au maniement des armes¹⁷. Leur pression sur les populations est puissante, ainsi durant la période du ramadan, au Qatar, les non-musulmans sont obligés de jeûner durant la journée à moins de se cacher à leur domicile. Bien que le nombre d'étrangers y dépasse largement le nombre d'autochtones, les restaurants et les magasins sont fermés durant la journée et les non-musulmans qui n'observent pas le ramadan dans l'espace public sont rafflés par la police. En France, selon Jeannette Bougrab¹⁸ *« Vous voyez même apparaître une censure sociale mise en place par des individus qui agressent ceux qui ne jeûnent pas. Des hommes viennent frapper à la porte des appartements à l'heure des repas pour vérifier que tous respectent le rite. En milieu carcéral, c'est pire. Une forme de terreur règne. A Marseille... un restaurateur âgé de plus de 60 ans s'est fait sauvagement agressé car son commerce était ouvert pendant le ramadan. Tous ces actes de violence vont à l'encontre de ce que représente l'islam et de la philosophie qui entoure cette période de jeûne. La radicalisation de l'islam est bien là, en France. Ailleurs la situation est pire, certes. Ne pas faire le ramadan relève du pénal. Des personnes sont jetées en prison parce qu'elles sont prises en flagrant délit de boire et de manger. Pour avoir dégusté un casse-croûte sur un chantier en plein mois de ramadan en août 2010, deux hommes de confession chrétienne ont été poursuivis devant le tribunal de Aïn el Hammam par la justice algérienne. Le*

17 Le Mouvement islamique du Turkestan oriental, lié à Al-Qaïda, a publié le 29 mai 2013 sur Internet une vidéo de propagande, montrant de très jeunes enfants s'entraînant au jihad armé. Un phénomène qui prend de l'ampleur, notamment au nord du Mali.

<http://www.jolpress.com/jihadistes-enfants-turkestan-oriental-xinjiang-mito-al-qaida-article-819816.html>.

<http://www.rfi.fr/moyen-orient/20130528-propagande-jihadiste-videos-enfants-combattants-young-talibans>.

18 Dans son livre *Ma république se meurt*, Paris, Grasset, 2013.

procureur dans cette affaire loin d'être isolée... ne requerrait pas moins de trois ans de prison ferme pour atteinte à l'ordre public et à la religion... Chaque année dans le royaume chérifien, des dizaines de rebelles sont arrêtés et condamnés à la prison ferme parce qu'ils n'ont pas respecté le jeûne du ramadan. Les athées, les chrétiens et les autres ont désormais du souci à se faire dans le monde musulman de moins en moins tolérant. On a le sentiment que la modernité sociale n'arrive pas à se greffer dans ces États. Le dogme religieux est de plus en plus présent. Il est la source principale de l'ensemble du système juridique. C'est la fin de la sécularisation du droit et on assiste à un véritable retour en arrière. »

On dit que les islamistes sont minoritaires, mais c'est à condition de ne pas compter l'importante mouvance des frères musulmans qui n'est pas jihadiste mais clairement islamiste avec un projet politique, idéologique et totalitaire. En fait, les frontières entre ces groupes ne sont pas nettes et, on vient de le voir, cette mouvance est fortement parcourue par un fond de traditions rigides et autoritaires qui ne renie pas l'islamisme radical de ses fondateurs. Or, pour l'instant, ce sont eux qui font la loi dans leur milieu, eux qui prêchent, eux qui enseignent, eux qui font pression sur les pouvoirs publics pour obtenir des dérogations, eux qui ont l'initiative dans leur communauté et qui, de ce fait, la dirigent. Pourquoi ? Parce que soutenus par leur passion religieuse, ils s'engagent plus que les autres. Comment ? De deux manières principales. D'abord en s'occupant de leur communauté par des activités sociales et caritatives ce qui leur en donne facilement le leadership. C'est ainsi que le Hezbollah au Liban et le Hamas à Gaza ont pris le pouvoir. Leur dévouement est souvent remarquable (d'autant plus facilement qu'on oblige les femmes à assurer ces services sociaux). De plus, avec la rigueur, ils apportent l'ascendant

et le cadre qui manquent à des gens souvent affaiblis par l'absence de travail et par le choc culturel avec la modernité. Seconde manière : ils disposent d'un moyen d'autorité encore plus puissant qui fait partie de la culture musulmane, la pression de force. Ils exigent, ils menacent et utilisent la violence. Leur famille, leurs voisins sont contraints de pratiquer la religion sous les vociférations et les intimidations. C'est ce que clame haut et fort Wafa Sultan¹⁹ qui sait de quoi elle parle pour l'avoir vécu dans sa Syrie natale : en Islam, dit-elle, la plupart des pratiquants le sont finalement par crainte. Nés musulmans, il leur est interdit de quitter la religion familiale sous peine de mort ou, au mieux, de menaces de mort. Il n'y a pas de liberté de conscience. Si vous en doutez, demandez à Messaoud Bouras qui a été menacé de mort pour apostasie et a dû vivre en semi-clandestinité²⁰. Demandez à Mohamed Moussaoui, Irakien converti au christianisme, qui a subi une fatwa, des pressions, la torture et la prison. Ses frères lui ont même tiré dessus et l'ont laissé pour mort avant qu'il ne raconte tout cela dans son livre²¹. On peut aussi évoquer la pression que subissent les femmes dans les familles musulmanes, ou celle qu'ont endurée les journaux et autres maisons d'édition soutenant le journal danois qui avait publié la fameuse caricature de Muhammad. Et voici encore le témoignage de Soad Baba Aïssa²² : ... *Nous, les Algériens, nous en avons assez de la chape de plomb de cette religiosité...*

19 Sultan Wafa, *L'Islam en question*, H&O Editions, Danemark 2011

20 Bouras Messaoud, *Le cocu de la république, les musulmans m'ont tué*, Paris, Le Cherche-Midi, 2006.

21 Moussaoui Mohamed, alias Joseph Fabelle, *Le prix à payer*, Paris, Éditions de l'œuvre, 2010.

22 Militante féministe laïque (Parti pour la laïcité et la démocratie en Algérie) et Conseil des ex-musulmans de France. <http://www.youtube.com/watch?v=awQQITX9UPE>.

Il n'y a pas un acte de la vie au quotidien des Algériens et des Algériennes qui ne soit pas rattaché à la religion ; il n'y a pas un programme de télévision qui ne s'arrête parce que c'est l'heure de la prière... Il n'y a pas une heure de la journée, si le ramadan est là, où nous ne restons pas calfeutrés dans nos maisons pour faire croire que nous sommes tous de bons et de bonnes musulmanes... Nous sommes fatigués de l'inquisition, nous sommes fatigués de l'islamisme, nous avons envie de vivre libres et de vivre ensemble avec ceux qui croient et avec ceux qui ne croient pas ; parce que notre combat... il n'est pas contre la religion musulmane mais contre tous ceux qui la mettent comme fondement politique pour nous faire marcher au pas ! En créant le Conseil des Ex-musulmans de France, nous le faisons pour l'Algérie mais aussi pour les Français et les Françaises qui vivent en France et qu'on oblige, tout simplement parce qu'ils s'appellent Soad, Mohamed, Fatima,... à être obligatoirement musulmans ou musulmanes, rattachés à une identité culturelle présumée et enfermés dans cette identité. Et c'est au nom de cette identité qu'on m'arrête dans la rue pendant le ramadan parce que je serais en train de manger une glace ou de boire un verre d'eau et que je pourrais me voir agressée. Est-ce que je vis dans un pays laïc ou dans un pays où une doctrine religieuse dicte mon quotidien ? Quand allons-nous encore fermer les yeux ? Quand allons-nous continuer à faire semblant ? Quand les hommes politiques vont-ils enfin cesser de nous considérer comme des musulmans et non comme des Français à part entière qui ont au préalable une liberté de conscience, celle de croire ou de ne pas croire, ou d'avoir envie de changer de religion ? Comment des islamistes intolérants qui se permettent de critiquer les autres religions peuvent-ils se permettre de mettre une fatwa sur notre vie, sur nos vies, et de nous mettre constamment en danger ? Nous souhaitons être en rupture avec une identité culturelle de naissance qui n'est pas

l'identité que nous nous sommes forgée au quotidien et que nous nous sommes construite en tant qu'hommes et que femmes.

Les modérés musulmans sont ceux dont on attend beaucoup car on les suppose généralement majoritaires. Ce terme de modéré n'est pas très explicite, il peut être compris comme désignant des musulmans non terroristes, ou non extrémistes, ou non fondamentalistes, ou gens de paix ou musulmans peu religieux, etc. Nous l'utiliserons plutôt dans le sens de « *musulmans non-islamistes* » c'est à dire de musulmans qui n'ont pas d'intentions politiques, idéologiques, sociales ou totalitaires. Il est vrai qu'on attend beaucoup d'eux : sont-ils capables de maîtriser leurs fanatiques d'une part et leurs idéologues d'autre part ? Le problème est régulièrement posé dans les médias à la suite de chaque débordement islamiste. Ici ou là, certaines voix commencent à se lever courageusement, par exemple ce communiqué du 30 juillet 2014 du Rassemblement des Musulmans de France qui condamne avec la plus grande vigueur l'expulsion des chrétiens d'Irak : *Le RMF rappelle que l'islam, religion de paix, de respect et d'ouverture, est profondément attaché à la liberté religieuse comme le stipule le verset coranique « Nulle contrainte en religion ». À ce titre, les minorités religieuses, notamment chrétiennes et juives, ont toujours vécu en parfaite symbiose avec les populations musulmanes.* On aimerait les entendre beaucoup plus et surtout dénoncer les mensonges, artifices et violences inacceptables de leurs extrémistes. Mais ils sont eux-mêmes menacés et c'est à juste titre qu'ils ont peur, on le serait à leur place. Ceux qui s'expriment le font avec courage compte tenu de la répression dont ils sont l'objet, mais leurs prises de position sont trop isolées et pas assez massives pour peser sur les islamistes et vaincre la peur par l'effet du nombre. En pratique, lors d'attentats ils se montrent plus préoccupés

d'apaiser les Européens que de condamner catégoriquement leurs coreligionnaires, ils semblent plus sensibles aux slogans d'islamophobie qu'à leur propre capacité à la vaincre, bref ils restent sur la défensive alors qu'il y a chez eux des hommes de valeur et de courage. Sans doute aussi sont-ils inhibés par leurs propres dissensions internes. Lorsque les modérés ne parviennent pas à se mettre d'accord, les extrémistes dominent. Au mieux, ils ne condamnent que la violence ou le terrorisme au lieu de condamner l'islamisme. Pourtant, leur nombre apparemment majoritaire leur donne un poids réel, alors qui d'autre que des musulmans pourrait condamner ces actes avec une quelconque autorité ? En Espagne, après chaque attentat de l'ETA (indépendantistes armés), les modérés du Pays Basque, manifestaient en masse à Bilbao pour affirmer haut et fort leur refus absolu de la violence. Il n'y a rien de comparable chez les musulmans en Europe, alors que s'ils manifestaient en masse cela réduirait la détermination des islamistes et redorerait leur blason dans une population qui ne demande que cela. Il leur faudrait donc vaincre la peur et dépasser leurs dissensions, mais si, comme les Tunisiens et les Egyptiens face au pouvoir islamiste, ils prenaient l'initiative de manifestations en masse, ils ne craindraient plus rien et reprendraient le pouvoir aux islamistes qui, aujourd'hui, le détiennent. Pour cela, il faudrait une occasion favorable car, c'est important à noter, c'est la première fois qui compte, c'est elle qui donne enfin confiance.

En conclusion, même minoritaires, les islamistes représentent aujourd'hui le pouvoir de fait dans le monde musulman. Même lorsqu'il n'est pas politique, leur pouvoir est démesuré et inacceptable puisqu'il ne correspond pas à des choix libres. Et pour répondre le plus succinctement possible à la question qu'est-ce qu'un islamiste, nous dirons

que c'est un musulman qui, peu ou prou – a des visées politico-religieuses (inacceptable) – instrumentalise ses croyances religieuses à des fins non religieuses (inacceptable) – recourt au nom de sa religion à des pressions, menaces ou même violences sur les autres (inacceptable) – se réfère au Coran et aux hadiths du prophète de manière littéraliste (inacceptable) – milite pour l'islam de façon sectaire (inacceptable) – ou plus généralement met en œuvre des obligations religieuses inacceptables.

Au nom de nos valeurs occidentales, ils ont parfaitement le droit de penser ce qu'ils veulent et même de le dire, mais ils n'ont pas le droit d'agir par des moyens hors de nos valeurs pour promouvoir leur idéologie, ni de prêcher la haine ou de créer de la division sociale.

Par la suite, nous aurons besoin de bien distinguer les islamistes des musulmans qui ne posent pas de problème. Comment caractériser ces derniers ? Au delà de ce que nous avons dit pour clarifier le terme de modéré, nous dirons qu'ils ne sont concernés par aucun des traits ci-dessus et qu'ils voient leur religion comme une tradition, une vérité transmise par la famille, une règle de vie, un instrument de paix et de progrès personnel, une identité religieuse qui accepte sans réserve d'autres identités additives, comme celle de leur pays d'accueil. Nous pensons qu'actuellement dans le monde, ils sont numériquement majoritaires même si souvent ils se sentent pris entre le marteau et l'enclume, et même si souvent ils sont peu religieux et si leur supériorité numérique vient des femmes.

Ceci dit, tout n'est pas si simple. D'une part, leur radicalisation est manifeste au niveau mondial, d'autre part, la distinction qui est faite entre islam et islamisme est souvent

trop binaire. Comme il n'est politiquement pas correct de faire des reproches à l'islamisme, on le fait mais alors on encense exagérément l'islam qui devient d'autant meilleur que l'autre est méchant. En chargeant le second on dédouane le premier un peu trop facilement de ses propres problèmes qui sont loin d'être négligeables comme on va le voir maintenant.

ISLAM ET ISLAMISME

Grâce à la démographie galopante des pays musulmans, l'islam est aujourd'hui en forte expansion. Cependant, il se cherche. Il n'a plus de tête reconnue depuis la suppression du Califat en 1924 par Atatürk. Ses enseignements s'accordent mal aux données de la modernité, sa doctrine se réfère donc aux écrits du Coran, mais comme ces textes correspondent à une époque bien différente, ils posent de sérieux problèmes d'adaptation et même d'identité. Alors, quel regard pouvons-nous porter sur l'islam ? Et face à cette question difficile, essayons d'abord de voir comment il est perçu ?

L'islam ne saurait se réduire aux versions simplifiées qui nous sont données à voir. Il concerne un très grand nombre de pays dont les plus importants sont en Asie. Selon le *Pew Research Center* en 2010, 49 pays ont une majorité musulmane, l'Indonésie en abrite 12,7% du nombre total, le Pakistan 11%, l'Inde 10,9% et le Bangladesh 9,2%. Les pays arabes n'en contiennent que 20%. Leurs croyances comme leurs approches religieuses sont très différentes. L'islam européen est déjà très différent des autres par la diversité de ses origines et son adaptation relative au monde occidental.

Les islamistes disent qu'ils sont les seuls vrais musulmans car ils se conforment vraiment au Coran qui est la parole de Dieu, sacrée et inamovible pour l'éternité, qui doit donc être

respectée à la lettre. Pour les autres, à l'opposé, l'important est de respecter les traditions d'honnêteté des tribus ou des familles : tu ne tueras pas, tu ne voleras pas, tu ne mentiras pas, tu respecteras ton père et ta mère. Ces derniers sont, fort heureusement, les plus nombreux dans le monde et respectent le Coran selon leur bon sens guidé par la tradition et le milieu de vie. Certains s'expriment autrement en disant qu'il n'y a pas d'islam modéré car l'association de ces deux mots est impossible du fait que le Coran n'est pas modéré, qu'il est hégémonique, totalitaire et guerrier. Ainsi pour cette jeune Tunisienne vivant à Nice : *Ce qu'on appelle l'islam radical, c'est l'islam tout court. Le reste, c'est un islam laxiste*¹.

Entre ces trois visions de l'islam, celle des islamistes, celle des musulmans modérés et celle de cet « ensemble tout court », il n'est pas facile de se situer. Dans la première, on ne voit que des règles qui ne sont plus acceptées aujourd'hui dans nos pays européens : des contraintes inhumaines imposées aux femmes, des châtiments barbares d'une autre époque tels que lapidation, amputation, esclavage, méfiance, discrimination et condescendance vis-à-vis des dhimmis (les non-musulmans), l'autorisation de mentir pour défendre l'islam (selon une interprétation qu'on trouve surtout chez les chiites), les châtiments promis aux incroyables, la charia qui est la loi de Dieu censée être au-dessus de la loi des hommes et apporter réponse à toutes les questions du vivre-ensemble ; il y a surtout cette énorme soumission à Dieu qui écrase littéralement chaque individu depuis sa naissance jusqu'à sa mort, qui entrave toute réflexion, freine toute initiative, étouffe les consciences et toute velléité de libre arbitre ; et aussi ces contraintes pointilleuses de la vie courante comme

1 <http://www.metronews.fr/nice-cannes/la-polemique-m-a-motivee-a-porter-le-niqab/pkeC!d0uxzlpzxdkW0HeRAeRTQ/>

l'interdiction de manger du porc ou de la nourriture non halâl, ou encore la peur de chacun devant l'énorme pression morale et punitive de sa famille, de sa tribu ou de son milieu de vie.

Dans la seconde vision, moins visible car plus discrète, on trouve une véritable recherche du bien et de l'élévation de soi qui s'impose au croyant sincère. En France, elle est médiatisée par le Père Christian Delorme, prêtre dans la banlieue lyonnaise qui vit au quotidien depuis trente ans avec des musulmans qui sont ses amis et dont certains sont très proches, sa famille dit-il. Sans renier quoi que ce soit de sa foi chrétienne et de son attachement à Jésus-Christ qu'il reconnaît comme *fi ls de Dieu, crucifié et ressuscité*², il parle de l'islam et des musulmans avec affection, comme s'il était des leurs, et une proximité semblable à celle qu'éprouvent les chrétiens pour la vie de Jésus. À le lire, on réalise qu'on ne peut rien comprendre à l'islam si on n'a pas cette foi profonde en la pureté des révélations de son prophète, en l'origine divine des versets du Coran. Les musulmans l'acquièrent, enfants, sur les genoux de leur mère. On ne peut rien comprendre à l'islam sans ce rapport affectif du Père Delorme avec d'autres musulmans, sans ce rapport personnel qu'il connaît avec sa propre foi chrétienne et si on ne saisit pas l'importance de cette *allégeance à Dieu qui permet de trouver la paix dans toutes ses dimensions. Ma chance, dit-il, est d'avoir été adopté par une famille qui m'a ouvert les portes d'un islam instinctif, domestique, qui n'est ni dogmatique ni ritualiste. Cet islam manifeste un abandon total dans les mains de Dieu. Il se nourrit d'une conviction : il existe un au-delà de la vie, et Dieu nous demandera des comptes sur ce qu'on aura vécu, la bienveillance à l'égard des autres étant*

² Delorme Christian, *L'islam que j'aime, l'islam qui m'inquiète*, Paris, Bayard, 2012.

un critère du jugement. Loin de la jurisprudence religieuse, ces familles populaires maghrébines étaient surtout attentives à la manière concrète et ouverte de vivre la foi. Une phrase revenait sans cesse dans nos conversations : « Il n'y a qu'un Dieu et nous avons le même malgré nos façons différentes de l'appeler et de le prier. » Autrement dit, lui qui fréquente quotidiennement les musulmans témoigne d'un islam de paix et de progrès personnel. S'il parle ensuite des excès inacceptables des islamistes qui bien sûr l'inquiètent, il ne cesse de les expliquer par l'histoire, par nos excès occidentaux, et donc de les comprendre. Par exemple, sur la question du voile comme sur la domination des femmes, comme sur tous les sujets, il explique les raisons historiques ou sociologiques qui permettent de comprendre comment on en est arrivé là. Sa lecture de l'islam est intéressante car elle permet d'en voir les aspects positifs. Par contre, il faut être sur ses gardes car ses explications peuvent facilement être interprétées comme des justifications. La bienveillance devient vite de la tolérance. Ainsi, ce n'est pas parce que des chrétiens espagnols ont tué des Indiens en Amérique Centrale que cela justifie des actes musulmans terroristes aujourd'hui. Cela explique mais ne justifie pas. Ce qui doit être refusé doit l'être sans détour et de manière nette en toutes époques. La faute des uns ne permet pas celle des autres. Ce travers qui consiste à justifier au nom d'explications, hélas trop courant dans nos sociétés occidentales, doit être dénoncé. En tout cas, le père Delorme a un discours qu'il faut savoir entendre pour prendre conscience des dynamiques positives contenues dans l'islam et de la bonne volonté personnelle des musulmans. Il donne de cette religion un regard de l'intérieur qui assurément nous manque.

Un ami musulman qui a enseigné en Algérie puis en France avant de prendre sa retraite m'explique que le rapport des musulmans avec leur religion a complètement changé depuis

quelques dizaines d'années. Autrefois, dit-il, notre islam était serein et partagé entre tous, on était musulman sans attacher d'importance à des détails, être musulman c'était croire en Dieu, prier, être bon, c'était savoir vivre ensemble et aussi s'adapter au pays d'accueil. Par exemple, la religion tolérait qu'on mange du porc quand on vit chez les non-musulmans.

Entre cette vision positive et les reproches bien connus, certains s'échappent en disant que, dans le Coran, on trouve tout et son contraire, d'excellentes choses comme de lourdes menaces. Ce serait donc à chacun d'y prendre ce qu'il estime juste. Mais justement, l'islam ne reconnaît pas la liberté de conscience et personne ne peut faire cela ni changer un iota du Coran, l'opinion publique à l'intérieur de la communauté fait loi et police tout à la fois. Il y a donc conflit interne autour de certains versets, certains pensent qu'il faut les appliquer à la lettre, alors que d'autres, guidés par leur conscience, ne les appliquent plus depuis longtemps et en retiennent d'autres. Le Coran divise.

Pourtant, du temps de Muhammad le Coran représentait une avancée sociale. Par exemple, selon l'islamologue Éric Geoffroy³, tout en restant très machiste comme à son époque, il améliore la situation des femmes : il leur attribue une demi-part d'héritage, il limite la polygamie à quatre épouses et encadre les châtiments corporels, ce sont des améliorations. Ces limites nous paraissent aujourd'hui scandaleuses tant elles sont dures, mais à l'époque elles marquaient un progrès. De même, il permet à la femme de divorcer et d'avoir une indépendance financière, il interdit d'enterrer vivantes des filles à leur naissance, il empêche d'échanger une sœur ou

³ Geoffroy Éric, *Muhammad, un triple révolution*, *Le Monde des Religions*, janvier 2014. La plupart des progrès signalés dans ce paragraphe sont issus de cet article.

une épouse contre une autre épouse moyennant de l'argent et attribue la dot en bien propre de la mariée, il désigne une femme pour conduire la prière dans un quartier de Médine. À côté de cela, il affranchit les esclaves qui entrent en islam, il abolit les privilèges fondés sur l'identité raciale ou tribale et sur la richesse, et mesure la valeur d'un individu à l'intensité de sa foi. Ce faisant, il fait ressortir les valeurs de l'esprit sur celles de la force physique (sic). Il institue une fraternité fondée sur le partage. Il met en propriété collective l'eau, le pâturage et le feu, etc. Beaucoup de ces choses sont aujourd'hui dépassées mais relevaient à son époque d'un authentique libéralisme. Surtout, ses enseignements étaient facteurs de cohésion sociale dans une société fermée de religion obligatoire. En remettant en cause l'immobilisme de son époque et en codifiant le vivre-ensemble, le prophète révolutionnait son temps et les contrées qu'il envahissait. Ainsi, on peut dire que son esprit de modernisation n'est pas respecté dès lors qu'on ne tient pas compte des réalités de notre époque. Ce ne sont donc ni Muhammad ni le Coran qui sont mauvais mais la manière hors contexte dont ils sont lus par certains.

Et comment en serait-il autrement tant que l'instruction et la culture ne seront pas plus développées ? Tant que les individus seront menacés par des barbus cruels et bornés, tant que leurs sociétés seront gouvernées par des leaders corrompus qui ont tout intérêt à laisser les choses en l'état, et noyautées par des leaders religieux dont le conservatisme protège la fonction ? Il est inévitable que la mondialisation qui brasse à marche forcée des cultures différentes provoque un choc. Il faut du temps pour s'adapter, le temps des changements de génération.

Pour être juste et montrer que l'obscurantisme existe également dans d'autres religions, un prêtre catholique me

dit : *Viens écouter les catholiques qui fréquentent la paroisse où j'habite maintenant et tu entendras cette même manière littérale de lire les évangiles. Je pense simplement, par exemple, à la virginité de Marie... aux 40% d'Américains qui croient encore à la création en six jours.* Il a tout à fait raison, cependant, encore une fois, l'excès des uns ne saurait justifier celui des autres : autant faut-il dénoncer les excès de croyance de certains chrétiens⁴ ou, pour le dire autrement, leur approche infantile de la religion, autant faut-il aussi dénoncer les excès islamistes qui relèvent de la même immaturité. Notons quand-même cette différence qui change tout : ces chrétiens immatures n'imposent pas leur religion aux autres.

La Bible comporte aussi beaucoup de phrases devenues inacceptables aujourd'hui, mais plus personne ne les revendique, alors que celles du Coran le sont encore par les islamistes. Ainsi, on lit dans la Bible (Lévitique 24, 16) : *Celui qui blasphémera le nom du Seigneur sera puni de mort : toute l'assemblée le lapidera.* Or je ne sais pas que cette loi soit encore appliquée ou simplement revendiquée. Il en est de même pour les mille et une règles de vie, venant de Dieu, énoncées par Moïse dans ce même chapitre biblique et qui conduisent à *ne pas manger les animaux impurs que sont le porc, le lièvre, les poissons qui n'ont ni nageoires ni écailles, le corbeau, l'autruche...* (On a du mal à appréhender les différences d'époques).

Par contre, quand on lit dans le Coran (17, 33) : *Lorsqu'un homme est tué injustement, nous donnons à son proche parent le pouvoir de le venger*, on peut être certain que de nombreux fondamentalistes revendiquent ce texte. De même, des myriades

⁴ Marichez Jean, *Croyances meurtrières – Essai pour la paix*, L'Harmattan, Paris, 2011

d'islamistes dans le monde revendiquent encore de *trancher les mains du voleur* (Coran 5,38 et 33), ou de *frapper les femmes dont vous craignez l'infidélité* (Coran 4, 34) ou de tuer tout musulman qui apostasie, alors même que cette règle ne figure pas dans le Coran mais seulement dans les hadiths et encore de manière contestée.

**

Il faut signaler les efforts du Conseil français du culte musulman (CFCM) qui a publié en juin 2014 sa « Convention citoyenne des musulmans de France pour le vivre-ensemble ». Dans ce texte de quinze pages, on trouve des affirmations intéressantes comme celles-ci :

Si l'Islam est unique en sa doctrine, il est multiple dans son histoire et ses expériences. En France, il adopte comme principe fondateur le respect des règles et des lois républicaines. Elles fondent le vivre-ensemble et assurent l'épanouissement harmonieux des hommes et des femmes de ce pays.

Les musulmans de France aspirent à l'union de tous, sans distinction d'origine ethnique, nationale, linguistique ou d'obédience d'écoles ou schismatiques. Ils considèrent la laïcité comme un acquis majeur du vivre-ensemble et de la non-discrimination des citoyens.

Les musulmans de France désirent se joindre au mouvement de renouveau et de reviviscence de la pensée religieuse de l'Islam⁵.

⁵ Coran XIII-11 : « ... Allah ne change rien d'une communauté sans que chacun des individus qui la compose n'ait changé en lui-même. » S'adressant à son peuple, Shu'aïb dit : « O mon peuple ! ... Je ne veux que la réforme (Islâh), autant que je le puis. Et ma réussite ne dépend que d'Allah », Coran XI- 88.

Ils s'inspirent des grands réformistes musulmans. Le Renouveau s'entend comme une action de « contextualisation », dans le temps et dans l'espace, de la compréhension de la religion et l'ajustement de son application dans une société en perpétuel développement et transformation.

Les musulmans de France reconnaissent pleinement l'égalité entre l'homme et la femme. Ils appellent à l'épanouissement personnel et professionnel des femmes musulmanes, dans le cadre de la loi.

Le médecin, homme ou femme, est pleinement responsable de ses malades. On ne peut récuser ni l'un ni l'autre.

Les musulmans de France sont attachés à la liberté de croyance pour tous les citoyens.

La liberté de conscience est chose tellement recommandable que les monastères, les églises, les synagogues tout comme les oratoires des Musulmans sont dignes de protection à l'encontre des impies.

Il est certain que ce texte ne recueille pas l'assentiment de nombreux musulmans proches des islamistes mais il est courageux et reflète probablement la pensée secrète d'une majorité de musulmans de France et d'Europe. En tous cas, il est en avance sur son temps et montre la voie du vivre-ensemble. Le journal, *Le Monde des Religions* commente : *On reproche souvent aux responsables musulmans de ne pas se démarquer assez de l'extrémisme islamiste ; mais quand il le font, qui s'en soucie ?* De fait, la presse a peu relayé cette prise de position et c'est fort dommage.

**

On aurait tendance à chercher quel parti prendre, pour l'un ou pour l'autre, en opposant de manière binaire bons musulmans et mauvais islamistes. En fait, ce n'est pas la bonne approche, et le philosophe spécialiste de l'islam Abdennour Bidar propose une synthèse éclairante de grande justesse ⁶ : *Je suis sceptique, dit-il, face à la thèse selon laquelle il suffirait de séparer l'islam de ses intégrismes pour en trouver la vérité. C'est pourtant ce que répètent la plupart des défenseurs de l'islam : « Ne faites pas l'amalgame entre l'islam et l'islamisme. » Une thèse rassurante, mais tragiquement insuffisante. Car les maladies de l'islam sont ses maladies. Un corps malade ne dit pas : « Ce n'est pas mon cancer » ! Donc tous les –ismes, – littéralismes, formalisme, dogmatisme, traditionalisme, machisme, etc. – sont des cellules cancéreuses « dans le corps même de l'islam » qui, si l'on refuse de l'admettre, vont métastaser. Les difficultés de l'islam dans la modernité ne sont pas seulement le fait de ses fondamentalismes. Ceux-ci ne sont que la partie émergée de points de blocage plus profonds. Ils cachent tous les autres –ismes que j'ai énumérés, et qui sont tout aussi préoccupants, parce que plus largement répandus. Intégrismes et fondamentalismes ne témoignent que de la façon exacerbée dont les plus fragiles (psychologiquement et socialement) réagissent à la crise d'identité que traverse la civilisation islamique – où la ligne de partage entre religion et culture attend toujours d'être redéfinie selon des standards appropriés au présent. Car la crise est bien celle d'une civilisation tout entière. Et ce n'est pas rendre service à cette civilisation que de minimiser l'ampleur de la tâche autocritique qui est la sienne. C'est l'ensemble des consciences musulmanes qui subit depuis plus d'un siècle et demi une perplexité durable entre tradition et modernité, fidélité*

6 Bidar Abdennour, dans *Le Monde des Religions*, n°64, mars avril 2014, numéro qui cherche à présenter « L'islam vrai ».

et mouvement, fascination et rejet de l'Occident, pulsions modernistes et régressions néo-conservatrices, etc. Il faut avoir le courage de constater que cette civilisation se tient encore dans une espèce de « bulle de verre » de représentations non assez critiquées, ni même souvent ouvertement critiquables. Ce ne serait donc pas rendre service à l'islam que de dire qu'il est « déjà » moderne et qu'il y a quelque part un « vrai islam » déjà disponible. Ce dernier n'est pas à rechercher du côté d'une origine mythifiée du temps du prophète, des beaux versets du Coran dûment sélectionnés pour mettre de côté tous ceux qui fâchent, d'une Andalousie musulmane idéalisée ou d'un islam tranquille et ouvert. Cet islam paisible existe. Nombreux sont les musulmans à en témoigner. Mais cela n'empêche pas que cette religion ait devant elle, toujours à faire, un effort radical de dépassement de soi pour que l'islam apparaisse au reste du monde comme un interlocuteur sur lequel on pourra enfin compter dans le dialogue des civilisations qui s'amorce aujourd'hui, en vue d'un humanisme partageable et partagé à l'échelle planétaire.

Nous citerons encore le président égyptien musulman Al-Sisi qui s'est adressé gravement en janvier 2015 aux dignitaires de l'université al-Azhar du Caire en appelant à une révolution religieuse. *Il a implicitement confirmé la violence intrinsèque à l'islam ou en tout cas à la pensée islamique aujourd'hui dominante. « Nous devons considérer longuement et froidement la situation dans laquelle nous nous trouvons. Il est inconcevable qu'en raison de la pensée que nous tenons pour la plus sacrée, notre Oumma dans son ensemble soit source de préoccupations, de danger, de tueries et de destruction dans le monde entier. Impossible ! », a-t-il déclaré. « Il est inconcevable que cette pensée – je ne parle pas de “religion” mais de pensée – ce corpus des idées et des textes que nous avons sacratisés au cours des siècles, à tel point que les contester est devenu très*

difficile, puisse nous opposer le monde entier. Peut-on imaginer que 1,6 milliard de personnes puissent vouloir tuer le reste des habitants du monde – 7 milliards – pour pouvoir vivre ? C'est impensable ! » « Cette Oumma est en train d'être déchirée, détruite, on la perd – et elle se perd par nos propres mains », a lancé Al-Sisi : c'est pour le moins une claire accusation et un appel à prendre la responsabilité de ce qui se passe dans le monde. Aussi a-t-il invité ceux qui animent la pensée islamique, muftis et imams, à prendre leur responsabilité « devant Allah »⁷.

**

Alors, quel est l'islam vrai ? De manière très résumée, on vient d'en voir la diversité. La réponse dépend beaucoup de notre capacité à saisir la complexité. Il nous appartient de faire la part des choses. Vu de l'intérieur, du côté des croyants, la diversité est également très grande. Entre l'islam moderne, relativement ouvert et tolérant enseigné dans les écoles et les médias tunisiens, et l'islam obscurantiste enfoncé de force dans la tête des écoliers pakistanais, la différence est énorme. Il en est de même entre les approches spirituelles des musulmans soufis (dont nous reparlerons plus loin) et celles des islamistes. Finalement, ce sont toujours ces derniers qui posent problème et qui méritent toute notre attention.

Ils pèsent énormément sur l'islam actuel et sont en train de tuer leur religion par excès d'autoritarisme. Ils sont persuadés du contraire mais ils se trompent. La démonstration se fait par l'absurde (comme on dit en mathématiques) : il suffit

⁷ <http://reinformation.tv/president-egyptien-al-sisi-appelle-islam-revolution-religieuse-contre-sa-violence/>

d'imaginer un instant qu'ils gagnent peu à peu la guerre qu'ils ont entreprise et qu'ils étendent la domination de leur religion rigoriste sur la vie politique, culturelle et sociale. Seule la violence et la terreur leur permet de faire régner leur loi et d'obliger les gens à respecter des règles dont ils ne veulent pas, à marier les filles de force, à battre les femmes qui désobéissent à leur mari, à châtier les contestataires, à couper la main des voleurs, à haïr les juifs, à tuer les infidèles et les apostats, à abattre des statues ou des chefs-d'œuvre historiques non musulmans, etc. Les pays matés vivent sous d'impitoyables dictatures. Les gens n'ont plus le droit de réfléchir, ils doivent obéir à des ordres iniques et stupides, la peur règne partout. C'est l'hiver islamique. Les peuples soumis sont si écrasés, alors qu'ils étaient habitués à la liberté et à l'autonomie, qu'un jour (et plus tôt qu'on ne le croit) ils se révoltent si puissamment qu'ils bannissent définitivement l'islam comme ils balayèrent en leur temps les dictatures communistes par un basculement des masses et leur détermination. Tel un jeu de dominos, la rébellion s'étend de pays en pays. C'est la fin de l'islam et les islamistes en ont été les fossoyeurs. En réalité, dans les pays européens, les révoltes n'attendront pas la prise de pouvoir des islamistes, on l'a vu dans les printemps arabes, elles interviendront dès que l'oppression commencera ou même dès qu'elle s'annoncera. Mais le résultat sera le même, l'islamisme sera balayé et, plus il se sera amalgamé avec l'islam, plus ils seront rejetés ensemble. Les peuples ne renieront jamais leur liberté de penser et d'agir, ils veulent bien accepter des lois convenues ensemble de manière démocratique (vivre-ensemble oblige !) mais ils n'en acceptent pas davantage. On aura beau leur dire qu'elles viennent de Dieu, ils demanderont qu'on le leur prouve ce qui, bien entendu, est impossible. Rien n'empêche d'y croire à titre personnel mais tout empêche d'obliger les autres à le faire.

Cette démonstration ne convaincra pas les croyants car, de manière générale dans toutes les religions, on ne peut pas discuter avec un croyant dès lors qu'on effleure ses croyances, elles sont ainsi faites que toute raison ou intelligence s'arrêtent au seuil de l'échange. Alors faut-il attendre que, grâce à l'instruction et à la mondialisation, les mentalités évoluent et que la lecture du Coran par les sages de l'islam finisse par l'emporter sur celle des fondamentalistes ? Nous n'en avons plus le temps. Le problème est que ces sages sont lourdement menacés et que, seuls, ils n'osent que rarement s'exprimer et encore moins s'imposer. Si encore cette menace n'était qu'une mode, mais elle semble faire partie intrinsèque de la culture musulmane. Aujourd'hui, c'est la lecture obscurantiste du Coran qui cherche à s'imposer dans le monde entier, les musulmans pratiquent le plus souvent leurs obligations dans un mélange d'habitude et de contrainte sociale, familiale et identitaire. L'incompatibilité théorique de « cette » lecture et de « ces » pressions avec le monde d'aujourd'hui est absolue, frontale.

Dès lors, puisque l'Islam est sans chef, sans porte-parole officiel, avec le Coran pour seul phare, on peut dire que l'islam est, avant tout, ce que ses adhérents en perçoivent aujourd'hui, ce qu'ils en interprètent personnellement et ce qu'ils en font, chacun trouvant dans le Coran et dans les mosquées ce qu'il a envie d'y trouver. Il n'y a pas de vrai islam, il y a des hommes et des femmes qui, au travers de multiples influences contradictoires, ont leur islam, font l'islam.

Et à la question, tout à fait cruciale pour nous, de savoir s'il n'y a qu'un seul islam, s'il l'on peut amalgamer les musulmans et les islamistes, la réponse est négative. Même s'il y a quelques raisons graves et logiques de le faire, il faut l'éviter d'abord parce que c'est faux, ensuite pour nous-même car il s'agit

d'une simplification capable de nous aveugler et de nous faire prendre de mauvaises décisions. C'est enfin une question de respect pour des hommes et des femmes de bonne foi et de bonne volonté qui sont nés et qui vivent dans cette religion, mais c'est aussi un pari sur l'Homme et sur sa capacité à progresser. C'est un choix difficile que nous maintiendrons malgré la profondeur de la culture de violence dans l'islam.



UNE CULTURE DE VIOLENCE

L'histoire de France comme celle de l'Europe est pleine de violence. Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'il en soit de même pour une religion née au 7^{ème} siècle qui s'est développée essentiellement par des conquêtes militaires de territoires sous le couvert d'une révélation divine et de textes sacrés justifiant cette violence. Une violence extrême et impitoyable au nom de Dieu¹. Les oulémas (théologiens) ne sont pas en reste : « Dieu châtie les mécréants, il est un Dieu de justice ». On le perçoit comme un super chef de tribu qui ne dispose de son pouvoir que par la force. Muhammad ordonne : *Combattez : ceux qui ne croient pas en Dieu et au jour dernier, ceux qui ne déclarent pas illicite ce que Dieu et son prophète ont déclaré illicite, ceux qui, parmi les gens du Livre, ne pratiquent pas la vraie religion. Combattez-les jusqu'à ce qu'ils payent directement le tribu après s'être humiliés*². Ou, en parlant des hypocrites : *Ils aimeraient vous voir incrédules comme ils le sont eux-mêmes, et que vous soyez semblables à eux. Ne prenez donc aucun protecteur parmi eux, jusqu'à ce qu'ils émigrent dans le chemin de Dieu. S'ils se détournent, saisissez-les, tuez-les partout où vous les trouverez*³. Muhammad, ses textes, ses dires et sa vie sont sacralisés. Leur

1 Coran Sourate 2, versets 216, 217 ; puis 8,12 à 16 ; 8, 39 ; 9, 5 ; 9, 41 ; 9, 111 ; 9, 123 ; 47, 35.

2 Sourate 9, Verset 29.

3 Sourate 4, Verset 91.

respect banalise l'usage courant des menaces et de la violence. La stabilité sociale qui en résulte arrange tout le monde.

Certes, les chrétiens ont aussi commis des horreurs, notamment en Amérique du Sud ou dans certaines croisades mais cela ne change rien au constat. La violence des uns ne saurait justifier celle des autres. D'ailleurs, pour les chrétiens, ce ne fut ni une méthode ni une constante dans leur expansion, mais plutôt des dévoiements en de tristes épisodes. Ici, au contraire, c'est une constante.

Pour Ibn Khaldoun au XIV^e siècle, qui fut l'un des plus grands historiens, philosophes et intellectuels du monde arabe : *Dans la communauté musulmane, la guerre sainte (jihad) est un devoir canonique à cause du caractère universel de la mission de l'islam et de l'obligation de convertir tout le monde, de gré ou de force. C'est pourquoi les pouvoirs spirituels et temporels sont confondus.*⁴ C'est aussi pourquoi la culture musulmane donne tant d'importance à la force, à la violence, à la menace et à la domination.

A travers l'histoire, les musulmans ont rêvé de dominer l'Europe mais n'y sont jamais parvenus. Ils ont été repoussés vers l'Asie où ils ont conquis les vastes territoires d'Asie centrale, de la Turquie jusqu'en Chine, et aussi l'Indonésie et l'Afrique où leur domination va de la Somalie au Sénégal. En brandissant la soumission à Dieu ils pratiquent une véritable colonisation. Partout la religion est instrumentalisée à des fins de pouvoir.

Le problème c'est qu'aujourd'hui la violence existe toujours. Dans un sondage international, *Pew Research* pose la question : « Croyez-vous que quitter l'islam mérite la peine

⁴ Ibn Khaldoun, Discours sur l'Histoire universelle, Trad. Gilbert Dagion.

de mort ? » et note 78% de réponses positives en Afghanistan, 64% en Égypte et 53% en Asie où l'islamisme est moins virulent. Il nous faut donc en parler afin de comprendre la gravité de la situation.

Wafa Sultan⁵ met l'accent sur les peurs qu'éprouve chaque musulman devant toutes les pressions dont il est l'objet et dont on peut trouver les justifications dans le Coran ou les hadiths du prophète. Peur de Dieu, du jugement dernier et des souffrances après la mort, mais surtout psychose de peur entretenue par les imams, les intellectuels avec leurs fatwas, les pères, grands frères et autres mâles de l'entourage qui tous font régner la terreur dans les familles et les communautés de vie. Selon elle, on ne peut rien comprendre à l'Islam si on n'a pas conscience du poids de cette pression sociale. Psychiatre aux États-Unis, elle vécut longtemps en Syrie où elle fut médecin, avant de quitter son pays, écœurée par l'inhumanité des pratiques musulmanes. Voici par exemple ce qu'elle dit avec beaucoup d'émotion dans une conférence maintenant célèbre : *Ma nièce a été mariée de force à son cousin à l'âge de 10 ans. Lui en avait plus que 40. Son mariage était valide et légal en accord avec la charia parce que Muhammad, prophète de l'islam, épousa sa deuxième femme alors qu'elle en avait 6, lui en avait plus de 50. Je me souviens toujours de ma nièce revenant chez son père le suppliant de ne pas la renvoyer chez son mari. Il lui répondait que pour l'islam il était honteux qu'une femme quitte la maison de son mari et que Dieu la récompenserait de lui obéir. À l'âge de 25 ans, ma nièce s'est suicidée en s'immolant par le feu. Elle est morte brûlée vive, laissant 4 enfants. En 2002, la police religieuse saoudienne empêcha des écolières de sortir d'un bâtiment en flammes car elles n'étaient pas habillées selon les règles de l'islam. Il y avait environ 800 jeunes filles dans*

5 Sultan Wafa, *L'Islam en question*, H&O Editions, Danemark, 2011.

cette école quand la tragédie a eu lieu. Selon la presse saoudienne que je ne crois pas, au moins 15 jeunes filles sont mortes. Je crois le bilan bien plus lourd. À cause de cela et de bien d'autres tragédies humaines dont j'ai été le témoin durant les trente premières années de ma vie, j'ai décidé de combattre l'islam. Attention, je dis bien : combattre l'islam. Pas l'islam politique, pas l'islam militant, pas l'islam radical, pas le wahhabisme, mais l'islam tout court. Je crois vraiment que l'Occident a inventé ces termes pour satisfaire au politiquement correct. En Syrie où j'ai grandi, on dit juste « islam ». L'islam n'a jamais été mal compris : l'islam est le problème. Mais personne ne dit la vérité, personne ne regarde en face la cause du terrorisme qui est cette machine à laver le cerveau qu'est l'islam. L'islam ne dépend pas de moi ni d'aucun musulman, l'islam, c'est précisément ce que le prophète Muhammad dit et fait. Pour comprendre l'islam, il faut lire la biographie de Muhammad. C'est très traumatisant, très choquant. Il a épousé sa seconde femme quand elle avait 6 ans, il en avait plus que 50. Je reviens de France où j'ai débattu avec une musulmane pakistanaise, ministre de la femme au Pakistan. Lorsque j'ai énoncé ces faits à l'assistance, elle a dit : "Mensonge ! Elle avait neuf ans, pas six." ... Il a épousé sa seconde femme, c'était sa belle-fille. Il avait adopté ce fils, et à l'époque, ce mariage n'était pas accepté par la culture arabe préislamique, alors il a déclaré à ses fidèles : Dieu m'a dit que l'adoption est interdite. Et croyez-le ou non, l'adoption a alors été interdite par l'islam, rien que pour justifier son mariage avec sa belle-fille. Sa troisième femme, Sofia était juive. Il est clairement écrit et documenté dans nos livres scolaires qu'il a attaqué sa tribu, il a tué son père, son frère, et son mari et le jour même, il a couché avec elle. Voilà ce qu'est l'islam, il faut le savoir, il faut comprendre que l'islam est le problème. J'en ai assez de ces occidentaux qui me demandent d'adoucir mon message. J'en ai

assez de ces gens qui me demandent : “Essayez-vous de changer 1,3 milliards de personnes ?” Oui, c’est ce que j’essaie de faire ! Oui ! Non seulement j’essaie, mais je les changerai ! Je veux que vous sachiez que la première des valeurs que j’ai acquise dans ce grand pays, c’est qu’on peut réaliser l’impossible si on croit en soi-même. Je ne crois pas qu’en moi-même, je crois en des millions de femmes musulmanes comme Nonie Darwish et Ayaan Ali, et nous travaillons ensemble pour changer 1,3 milliards de musulmans. Ils doivent comprendre qu’ils ont le choix entre changer ou être écrasés. Je vous en prie, ne laissez pas votre pensée civilisée vous empêcher de défendre votre beau pays. S’il vous plaît, défendez vos valeurs. S’il vous plaît, défendez votre liberté. Défendez le paradis où vous vivez. Ne tenez rien pour acquis. J’ai savouré chaque instant de ma vie en Amérique. Se promener seule dans la rue sans se faire traiter de putain est un don du ciel pour moi. Rien que pouvoir discuter avec un voisin, sans se voir accusée d’adultère, c’est un don du ciel pour moi. Pouvoir boire un café toute seule au Starbucks, c’est un don du ciel. S’il vous plaît, ne tenez rien pour acquis. S’il vous plaît, défendez ce beau pays. Mon rêve est de voir mon pays, la Syrie, aussi libre que l’Amérique et non le contraire. Quand j’étais en Syrie, je pleurais beaucoup. Maintenant que je suis libre, je pleure encore plus, pour toutes ces femmes restées là-bas. Mon rêve est de les libérer un jour. Puisse-t-il être le rêve de toute l’humanité.

Wassyla Tamzali⁶, qui a vécu très longtemps en Algérie où elle a voulu et soutenu l’indépendance, parle ainsi des religieux : *Ils ne veulent pas faire de politique, ils veulent le*

⁶ Tamzali Wassyla, Extraits de mémoire de ses conférences :
<http://www.franceculture.fr/emission-les-rencontres-de-petrarque-la-democratie-un-horizon-universel-2012-08-11>.
ou <http://www.youtube.com/watch?v=-NQH61wc3ws>.

pouvoir [...] Ils n'ont rien d'autre que la religion à proposer [...] Comme les fascistes, ils sont organisés pour séduire avec des distributions de nourriture et autres services mais dès qu'ils ont le pouvoir, ils se séparent du peuple [...] Leurs partis portent souvent les emblèmes "justice et développement" mais ils ne parlent jamais de liberté parce qu'ils sont absolument incapables de répondre à ce besoin fondamental des peuples [...] Pour eux les gens ne sont pas égaux alors, nul doute, le peuple ne les supportera jamais et passera dans l'opposition à cet islam-là. Il n'abandonnera jamais cet idéal [...] Leur religion opprime les femmes, et pour qu'elles sortent de cette malédiction, il faudrait que la société entière apprenne peu à peu ce que peut être un véritable libéralisme culturel, mais c'est impossible aujourd'hui.

Cela se confirma en Egypte et en Tunisie, après qu'ils eurent exercé le pouvoir suite aux révolutions de 2011. Dans cette autre belle page⁷, elle montre la force de l'emprise familiale. Elle s'apprête à quitter l'Algérie en 1977, profondément déçue par l'incapacité des révolutionnaires de la guerre d'Algérie à vaincre l'obscurantisme religieux qui dévore leur pays : *Aux trahisons des grands frères, aux désenchantements politiques s'ajoutait la victoire de la vieille tribu méditerranéenne qui pesait lourdement dans ma décision. Elle avait fini par étouffer tous les espoirs de liberté que j'avais nourris sous les slogans socialistes. Plus que les ancêtres, c'étaient les mères qui redoublaient de férocité, porte-paroles zélées des pères et de la loi, revêtues par eux d'un pouvoir dont elles s'emparaient à l'âge de la ménopause. L'attente de cet accomplissement jugulait la révolte des jeunes femmes, qui n'avaient plus qu'à attendre leur tour. Elles joueraient alors auprès de leur fils le grand rôle de leur vie. Si elles savaient attendre, elles trouveraient avec eux des joies et des plaisirs qu'elles n'avaient pas connus en tant que*

⁷ Tamzali Wassyla, *Une éducation algérienne*, Paris, Folio, 2012.

femmes, ainsi que l'exercice d'un immense pouvoir. Malheureux fils ! Plus malheureuses encore, et parfois pour toujours, celles qui les avaient aimés et qui, les premières, avaient essayé d'établir les règles d'un jeu amoureux en dehors du contrôle des matrones. Les matrones se vengeaient et les faisaient pleurer. A ce jour, elles pleurent encore leurs amants terrorisés, qui ont fini par épouser leur jeune cousine vierge. Quelle terrible chaîne que celle qui tient ensemble l'oppresseur et l'opprimé, la génération entière, souffrante et complice ! Quel écheveau de silences, de soumissions, de cris étouffés, d'attentes avides, de désirs différés, de solitudes forcenées ! Et gare aux matrones qui ne respectent pas la loi de la tribu : elles seront bannies et leurs âmes erreront sans fin hors de la demeure des ancêtres ! Malheur aussi aux hommes prisonniers, arborant en consolation les colifichets du pouvoir viril ! Combien ont été rompus par le pacte tribal ?...

Ce témoignage éclaire ce règne de la peur et de l'extrême soumission dénoncé par Wafa Sultan. Figés par la lourdeur de la pression sociale et par les lectures islamistes du Coran, les hommes réagissent comme les femmes ci-dessus : ils se soumettent mais se vengent en reconduisant eux-mêmes cette oppression contre d'autres. Coincés dans cette impasse, ils ne s'en sortent que par prosélytisme et rigorisme. Poussés par la modernité dans leurs retranchements intellectuels, ils se radicalisent comme quelqu'un qui, n'ayant plus d'argument, se répète, se fâche et crie pour avoir le dernier mot⁸.

Les chrétiens minoritaires en pays islamiques en savent quelque chose. Ils sont nombreux à devoir quitter leur pays poussés par la peur et par ce statut d'infériorité conféré aux

⁸ Wafa Sultan raconte aussi dans *L'islam en question* comment, dans sa Syrie natale, elle qui avait fait des études, ne pouvait discuter avec les religieux car ils n'avaient pour argumentation que la force de leurs éclats de voix. Leur autorité ne s'appuyait que sur des menaces.

chrétiens par le Coran qui revient en force et s'applique radicalement. Alexandre del Valle montre dans un livre très documenté que le christianisme est la religion la plus persécutée et la moins défendue⁹. Il montre le déracinement progressif des chrétiens dans tout le Moyen-Orient, leur discrimination dans toute la péninsule arabique, leur émigration du Maghreb et d'Égypte, leurs innombrables agressions au sud Sahel, de la Mauritanie à la Somalie en passant par la Centrafrique, leur quasi disparition en Turquie, etc. Que ce soit en Inde, aux Philippines, en Indonésie, aux Maldives, en Malaisie, en Ouzbékistan et autres pays d'Asie centrale, toutes les régions où les musulmans dominent sont touchés par cette xénophobie religieuse. C'est maintenant le tour du Pakistan de rendre la vie impossible aux non-musulmans comme à Rimsha Masih, cette jeune trisomique de 11 ans, menacée de prison à vie pour avoir brûlé dix pages d'un manuel d'introduction à l'islam destiné aux enfants. Ou Asia Bibi, cette mère chrétienne de cinq enfants condamnée à mort pour avoir bu un verre d'eau dans un puits réservé aux musulmans.

En Algérie, le ministre des affaires religieuses, Bouabdallah Ghlamallah, a déclaré au journal *L'Expansion* : « J'assimile l'évangélisation au terrorisme », il a fait fermer dix églises¹⁰ et il a averti que l'apostolat chrétien entraînerait un affrontement : « Il y aura effusion de sang ». En cause, toujours une lecture littérale de certains versets du Coran qui demandent de combattre l'apostolat des chrétiens alors que d'autres, moins

9 Del Valle Alexandre, *Pourquoi on tue des chrétiens dans le monde aujourd'hui ?*, Paris, Maxima, 2011.

10 Ou dix hangars où se réunissaient des Kabyles se disant chrétiens. En effet, les évangélistes sont actifs au Maghreb où de nombreuses conversions sont signalées.

lus sans doute, demandent de les respecter. On pourrait citer par milliers de tels exemples de manquement graves et cruels aux droits de l'homme !

En Irak, toutes les factions militaires rivalisent en horreur et, à ce jeu, l'armée de « Daech » se distingue particulièrement. C'est par la terreur (soigneusement médiatisée) qu'elle gagne son pouvoir et se permet de conquérir des villes en quelques heures, de forcer massivement à l'exode entre autres des chrétiens d'Irak et de détruire leurs églises et leurs signes religieux.

Alors, espère-t-on que l'islam européen sera plus pacifique ? On peut en douter car la plupart des régions musulmanes du monde sont ou ont été *récemment* en conflit entre elles ou contre des populations non-musulmanes, leur liste est impressionnante : Bosnie, Kosovo, Irak, Afghanistan, Liban, Région kurde, Pays du Caucase, Azerbaïdjan, Palestine, Inde, Pakistan, Xinjiang, Malaisie, Timor Oriental, Mindanao aux Philippines, tous les pays de l'Afrique subsaharienne qui sont une bonne douzaine de la Somalie au Sénégal en passant par le Soudan, le Nigéria, le Mali, etc. Partout, les tensions religieuses s'exacerbent et partout la cohabitation interreligieuse pose de graves problèmes. Une enquête du *Pew Research Center*¹¹ constate cette évolution : *75% de la population mondiale vivaient en 2010 dans des pays où les libertés religieuses sont restreintes... Les chiffres seraient en augmentation par rapport à la situation de 2006 sur tous les continents, même en Amérique et en Afrique sub-saharienne, où on enregistrait jusqu'alors une baisse... Quant aux pays souvent cités du fait de violences contre les libertés religieuses – Afghanistan, Pakistan, Indonésie,*

11 Citée par l'hebdomadaire La Vie http://www.lavie.fr/chroniques/chretiens-en-debats/faut-il-un-vatican-iii-28-09-2012-31277_290.php#question.

Irak – la tendance est toujours aussi négative. Sur sept groupes religieux étudiés à travers le monde, cinq font l'expérience d'une détérioration de leurs conditions depuis quatre ans. Ce sont les juifs, les chrétiens, les bouddhistes, les membres de religions traditionnelles et de religions mondiales fort minoritaires. Pour John Allen, journaliste à National Catholic Reporter « La menace contre la liberté religieuse n'est pas seulement un problème politique parmi d'autres. Au contraire, c'est le drame humain du XXI^e siècle.¹² »

On peut perdre tout espoir d'amélioration en lisant les textes des ténors islamistes comme Ayman al-Zawahiri, Abou Qatada, Abu Mus'ad al-Suri et Abu Bakr Naji. Selon l'islamologue Jean Fontaine, ce sont les maîtres à penser dans la mouvance islamiste et leurs textes sont d'une violence inouïe. Le premier Al-Zawahiri (né en 1951) n'est rien moins que l'idéologue et très actif successeur de Ben Laden. Al-Qatada (né en 1950) est un intellectuel de l'islam radical très influent, Al-Suri (né en 1958) est le grand inspirateur des jihadistes actuels : il prône une stratégie privilégiant les petits groupes et les petites attaques, plus nombreuses mais moins lourdes et surtout plus conséquentes sur le plan médiatique. Cette stratégie rendrait plus difficile la traque et le démantèlement des réseaux. Très écouté, il se retrouve à la base de la plupart des actes terroristes de ces dernières années comme ceux de Madrid du 11 mars 2004, de l'affaire Merah, etc. Quant à Abu Bakr Naji (non identifié mais recherché par toutes les polices), son ouvrage qui s'intitule *Gestion de la Barbarie*¹³ devrait suffire à illustrer la monstruosité de ces mouvances

12 <http://ncronline.org/blogs/all-things-catholic/pondering-rising-tide-threats-religious-freedom>.

13 Abu Bakr Naji, *Gestion de la barbarie*, Éditions de Paris, Versailles, 2007. Son titre est mieux traduit en anglais par « Management de la Barbarie ».

islamo-fascistes. C'est un « *Mein Kampf* » du XXI^e siècle qu'il faut absolument avoir lu pour ne pas dire dans quelques années : « Je ne savais pas ». Il explique de manière glaciale la stratégie diabolique et les violences à organiser pour démoraliser et détruire l'Occident. Machiavélisme et violence le caractérisent. Ainsi, il distingue des étapes de la lutte parmi lesquelles celle de l'humiliation et de l'épuisement. En voici quelques extraits :

(p. 53) : *Si un centre de vacances patronné par les croisés en Indonésie est touché, tous les complexes du même genre dans tous les États du monde devront être protégés. Ce qui nécessitera l'apport de forces de sécurité supplémentaires, le double au moins de leur nombre habituel. D'où des dépenses accrues. Si une banque usuraire des croisés est frappée en Turquie, toutes les banques des croisés devront être surprotégées dans tous les pays du monde. Ce qui provoquera, là encore une crise économique. Si un complexe pétrolier est frappé près du port d'Aden, les croisés devront accroître leurs mesures de sécurité dans tous les complexes pétroliers du monde, et aussi leurs tankers, leurs pipelines. Ce qui, là encore, les contraindra à d'énormes dépenses ».*

(p. 75) : *L'Oumma¹⁴ qui ne craint pas l'horreur...*

(p. 76) : *Les ennemis actuels des jihadistes ne sont pas musulmans. Rien donc ne nous interdit de répandre leur sang. C'est tout au contraire une obligation puisqu'ils ne se repentent pas, ne prient pas, ne pratiquent pas l'aumône. La religion appartient au seul Allah.*

(p. 76) : *Même l'ami Abu Bakr¹⁵ et Ali ben Ali Talib¹⁶ ont fait brûler vif des gens...*

14 C'est-à-dire, la communauté musulmane, au sens large.

15 Premier Calife successeur du Prophète.

16 Cousin germain du Prophète qui devint aussi Calife.

(p. 77 sur l'apostasie) : *Nous devons donc massacrer...*

(p. 80 concernant les otages) : *Et si cette exigence n'est pas acceptée, les otages doivent être liquidés de la manière la plus cruelle pour terrifier nos ennemis et leurs alliés.*

Ces penseurs recommandent l'émigration de musulmans vers les pays européens. Leurs sbires incitent des activistes à partir, leur donnent de l'argent pour payer un voyage coûteux, on parle de 3 à 6000 euros par personne¹⁷ et parfois plus, rien que pour le passeur. C'est la stratégie du cheval de Troie. Elle permet en partie de comprendre comment quelques migrants peuvent payer leur voyage en Europe.

C'est ainsi, en réaction aux radicalisations islamistes, que les peuples non musulmans du monde se radicalisent dangereusement. On l'a vu aux USA avec la décision de G.W. Bush d'engager la guerre en Irak, ou dans les pays de l'Afrique subsaharienne qui subissent leurs turbulents voisins musulmans du nord, en Russie face aux Caucasiens musulmans, en Arménie face aux Azéris musulmans, en Inde face aux Pakistanais musulmans, en Chine face aux Ouïghours musulmans, au Timor Oriental face aux Indonésiens musulmans, etc. Jusqu'aux bouddhistes, si pacifiques de réputation, qui réagissent avec la plus grande violence aux excès musulmans : en Birmanie face aux Rohingyas, au Sri Lanka, en Thaïlande... On le voit aussi en Europe où la réaction à l'islam ne cesse de croître au fur et à mesure de son développement. Quant aux Israéliens, il y a longtemps qu'ils se sont radicalisés en masse et qu'ils montrent où tout cela peut nous mener demain : à l'impossibilité de vivre ensemble dès lors que les plus radicaux ne sont pas maîtrisés dans

¹⁷ <http://www.metronews.fr/info/immigration-combien-coute-une-traversee-clandestine-de-la-mediterranee/moae!gtVafSjuMa/>

chacun des deux camps. Leur conflit annonce de manière prémonitoire où la cohabitation européenne peut conduire si nous ne trouvons pas la voie de cette maîtrise avant qu'elle ne devienne incontrôlable. Sachant par expérience que tout accord sera cassé par des extrémistes et autres fous de Dieu, ils n'ont plus que la force aveugle comme moyen de survie, ce qui explique mais ne justifie rien. Nous en reparlerons mais pour l'instant, il s'agit de montrer que la radicalité des uns conduit à celle des autres et que, dans le futur, rien n'arrêtera cette spirale qui monte déjà en Europe.

En fait, la menace est sérieuse, le mal est profond et durable. Mohamed Sifaoui le dit sans détour¹⁸ : *Affirmons-le ex-abrupto : la domestication de l'islamisme est impossible. Tous ceux qui s'y sont essayé, y compris les pouvoirs musulmans, ont pu mesurer, a posteriori, l'ampleur de leur méprise. Le régime égyptien l'a tenté, ainsi que le gouvernement égyptien ou la monarchie saoudienne. Tous ont récolté les conséquences de leurs erreurs d'appréciation. (...) Les élites politiques doivent comprendre qu'il existe une guerre idéologique à entamer et qu'il ne s'agit pas uniquement d'un fait de société anodin, d'un épiphénomène sans gravité ou d'une mode passagère qui s'estomperait avec le temps. Le problème islamiste est sérieux, dangereux et profond, et nécessite une réflexion qui dépasse les clivages, le cynisme partisan et la posture de circonstance.* Hassan II, roi du Maroc et descendant du prophète était encore plus pessimiste en parlant non plus de l'islamisme mais de l'islam : *l'islam et la laïcité sont incompatibles. De vrais musulmans ne peuvent pas s'intégrer en Europe. J'aimerais qu'ils ne soient jamais l'objet d'une tentative d'intégration car ils ne seront jamais intégrés... L'exprimeront-ils qu'ils ne le pourront pas... Vous n'en avez que faire, ils seront de mauvais français... Je vous le*

18 Sifaoui Mohamed, *Pourquoi l'islamisme séduit-il ?* Armand Colin, Paris 2010

déconseille, ils ne seront jamais 100% français¹⁹. Cela s'explique par leur histoire, par leur culture, par les rigidités dogmatiques de leur religion et les orientations rigoristes et obscurantistes prises au cours du XX^e siècle. Celles-ci ne résistent pas à l'esprit critique et l'islam, s'il n'évolue pas, se trouvera toujours dans la modernité comme l'huile dans l'eau, impossible à mélanger. Autrement dit, les conflits s'accumuleront et s'accumulent déjà : au-delà des guerres que nous avons citées dans le monde, il y a ce conflit, grave et insoluble, entre musulmans modérés et islamistes, une guerre en expansion mondiale entre sunnites et chiïtes qui ont chacun leurs extrémistes, des difficultés graves dans nos banlieues et une nouvelle possibilité de guerre entre l'Occident et les islamistes. Bienvenue dans le XXI^e siècle. Il serait peut-être temps d'agir et d'abord de prendre un peu de recul.

Ces témoignages disent la profondeur des problèmes de l'islam, la force du conflit qui se dresse devant nous et, pour la masse des musulmans de paix, l'énorme difficulté à sortir de ces ornières. Ils montrent l'existence d'une culture de violence à tous les niveaux des sociétés musulmanes. Et comme le dit si bien Abdennour Bidar, *ce ne serait pas rendre service à l'islam que de ne pas le dire*. C'est en voyant les choses en face qu'on pourra trouver quelques solutions ou, plus exactement, que *les musulmans* pourront se trouver quelques solutions. Surtout, ils confirment la difficulté de distinguer l'islam de l'islamisme comme nous le disions en fin de chapitre précédent. Il y a tant de différences entre ces deux approches religieuses qu'elles ne peuvent être amalgamées. D'un côté, on tolère le meurtre, les persécutions, les lapidations, les amputations et autres horreurs imposées par des lois et coutumes d'un autre âge. On

¹⁹ Interview par Anne Sinclair, émission « 7 sur 7 » en 1982 : http://www.youtube.com/watch?v=_CRksyc2alM.

accepte la takîya, cette pratique chiite (souvent utilisée par les sunnites) qui, autorisant la dissimulation au profit de l'islam, permet tous les doubles langages et interdit toute relation confiante. De l'autre, on condamne l'islamisme, on vit selon sa conscience et on respecte le Coran avec discernement c'est à dire en s'adaptant à son époque comme le faisait le Prophète, donc en cherchant les moyens de vivre ensemble, on fait de la religion un moyen d'élévation personnelle et sociale.

Nous maintenons résolument notre volonté de ne pas les amalgamer car seul cet islam des Lumières sera en mesure de réduire son excroissance fascisante. De plus, si nous ne faisons pas ce choix, nous irions tout droit vers un choc de civilisations qui serait une catastrophe pour l'humanité. Enfin, nous verrons plus loin l'importance stratégique que comporte cette distinction.

Si les non-islamistes ne franchissent pas ce pas, leur religion, dominée qu'elle restera par les extrémistes, sera devenue invivable et disparaîtra. Heureusement, les musulmans de paix sont les plus nombreux de par le vaste monde.

Le problème est que combattre l'islam puriste est généralement perçu comme combattre les musulmans, car les islamistes jouent à fond de cet amalgame qui trouve un écho identitaire dans le monde musulman. C'est pourquoi ils pratiquent le terrorisme pour ses effets rassembleurs du monde musulman face à la vindicte publique. C'est pourquoi ils n'ont que le mot d'islamophobie à la bouche et oublient de voir leur islamo-fascisme qui est beaucoup plus grave. C'est aussi pourquoi ils parlent sans cesse de stigmatisation de l'islam alors que c'est leur islamisme qui est en cause. De plus, un peu partout, ces radicaux qui s'imposent à l'ensemble de la société musulmane ne sont pas prêts à faire la moindre

concession. Ils sont en croisade mondiale pour l'hégémonie de l'Islam (de leur vision de l'Islam) et les croyants plus sages n'ont pas encore (comme les Tunisiens et quelques autres) pris les moyens de s'imposer pour refuser l'inacceptable. Dans les années 1930, les Allemands ont vécu le même cas de conscience et n'ont pas su discerner l'inacceptable, ils n'ont pas eu la force de dire non. On connaît la suite.

Le mot fascisme que nous venons d'utiliser, à l'instar de Manuel Valls le 7 février 2013, mérite quelques commentaires. S'il ne peut s'appliquer intégralement à l'islamisme car il n'en comporte pas tous les aspects comme le culte du chef, l'athéisme, la bureaucratie, l'économie d'État, le culte du corps..., il en comporte bien d'autres, à des degrés divers selon les mouvances, comme le totalitarisme, la violence extrême, le fanatisme, l'autoritarisme, le rejet de la démocratie et de la diversité politique, l'hégémonisme, l'idéologie unique et l'obligation de bien penser : tout ce qui n'est pas islamiste est impie et doit être détruit ou massacré. Il comporte aussi de nombreuses similitudes : ainsi il ne discrimine pas les races mais les non-musulmans et les femmes, il ne cherche pas la renaissance sur des bases nationales et ethniques mais sur des bases pseudo-religieuses, il n'exacerbe pas un nationalisme mais une nation islamique, un califat, une interprétation religieuse et un droit religieux. Selon Marc Crapez²⁰, il aurait même du bolchevisme dans la mesure où il fait tonner un nouveau « debout, les damnés de la terre ! ». Finalement, pour être juste, il nous faut bien parler d'islamo-fascisme.

20 Crapez Marc, *Un besoin de certitudes*, Michalon, Paris 2009
et <http://fr.wikipedia.org/wiki/Islamofascisme>

DEUXIÈME PARTIE

BIEN POSER LE PROBLÈME

Quel problème, quel conflit, quel objectif ?

Jusqu'ici nous avons essayé de décrire la situation, de percevoir les ressentis et les difficultés. Avant de passer à la seconde partie de l'ouvrage avec l'ambition de proposer quelques solutions, il importe de préciser notre problème et de nous fixer un objectif.

Nous ne reviendrons pas sur l'histoire récente du fondamentalisme musulman, abondamment décrite dans de multiples ouvrages. Elle montre pourquoi, après les périodes ouvertes du XII^e au XIV^e siècle au Moyen-Orient où la philosophie, la médecine et les sciences avaient progressé, après l'apogée au début du XVII^e du chah d'Iran Abbas le Grand qui séparait les fonctions religieuses et politiques de l'empire, après l'âge d'or d'Al-Andalus où les trois religions

coexistaient dans une relative harmonie et formaient un foyer de culture de l'Europe médiévale, après le pragmatisme et l'absence de dogmatisme des sultans de l'empire ottoman, pourquoi ce repli obscurantiste durant le XX^e siècle et, plus encore maintenant, au XXI^e ? Ces ouvrages l'expliquent par les retards culturels et sociaux toujours mal ressentis par les élites intellectuelles, par les pesanteurs religieuses inhibitrices de dynamisme individuel et sociétal, par les corruptions, les dictatures, les emprises coloniales, etc. Ils parlent d'espoirs perdus dans les nationalismes, le communisme et l'espoir final dans la religion comme dernier recours : « Dieu, il aurait forcément la solution ». Selon l'essayiste Boualem Sansal : *De tous ceux qui proposèrent une rénovation de l'islam, celle des islamistes était la plus crédible, la plus exaltante. Elle était globale, religieuse, politique, sociale*¹. Pourtant, cet échec total du monde arabe, ce repli de l'islam sur lui-même et contre des boucs émissaires, ne serait-il pas devenu un véritable enfermement qui s'apparente à une paranoïa collective ? C'est ce que laissent penser les réactions toujours très violentes des islamistes à la moindre remarque sur l'islam. On peut même se demander si les actes terroristes ne sont pas des essais, toujours en échec, de catharsis collective. Autrement dit, en détruisant les tours de New York, en tuant des centaines d'innocents à Madrid ou à Londres, en abattant les statues bouddhistes de Bâmiyân ou les mausolées de Tombouctou, en coupant les mains et les pieds d'opposants comme le prescrit le Coran, ne cherche-t-on pas à purifier son âme par le spectacle du châtement du coupable ? Devant tant de folies collectives, il y a forcément une lecture psychologique.

¹ *Gouverner au nom d'Allah – Islamisation et soif de pouvoir dans le monde arabe* – Gallimard Paris 2013

Tout cela serait resté sans effet sans l'argent du pétrole. Les foyers originels de la pensée islamiste étaient dans (ou proches de) la péninsule arabique qui regorge de fortunes mirifiques réparties entre des milliers de frères, cousins et arrière cousins gravitant autour des pouvoirs politiques et économiques du golfe persique. Ainsi, les islamistes de tous pays reçoivent-ils de l'argent, non pas de l'Arabie saoudite ou de tel émirat comme on l'entend souvent mais de certains donateurs de ces pays proches du pouvoir, aussi richissimes qu'anonymes. Cela explique la puissance de frappe des djihadistes et autres militants de la cause islamiste. Ils pilotent des actions sanglantes au retentissement mondial qui ont pour effet de galvaniser les croyants et de nouvelles troupes dans le monde entier. Ils peuvent même financer de véritables guerres locales comme celle de Daech en Irak-Syrie et soudoyer des milliers de candidats à l'émigration vers l'Europe. Ce facteur financier est déterminant car au-delà de vingt dollars le baril, tout est bénéfique. Or, depuis 1973, ce prix a quasiment toujours été dépassé. Les sommes dégagées sont considérables et représentent pour des lustres une source inépuisable.

La mondialisation des échanges tant humains que commerciaux fut aussi un grand facteur de développement de l'islamisme. Que ce soit au Sahara, au Pakistan ou en Mongolie, chaque foyer a maintenant sous les yeux l'actualité mondiale. Celle-ci n'est pas expliquée partout de la même manière, elle est transmise différemment dans chaque pays en fonction des idéologies locales ou des pressions démagogiques et financières. Des peuples entiers sont ainsi, et de bonne foi, ralliés à la haine de l'Amérique ou de l'Occident et à l'idéal religieux qui leur est proposé. Pour les plus courageux qui n'hésitent pas à s'expatrier pour bénéficier d'une vie meilleure, comme pour les plus fanatiques de jihad, l'atténuation des frontières en Union européenne facilite les déplacements.

Finalement tous ces facteurs ont agi dans le même sens. Ils expliquent sur le fond la puissance de cet islamo-fascisme religieux qui agresse quotidiennement, qui brime toute intelligence et qui broie à grande échelle des Einstein, des Mozart ou des Michel-Ange.

Mais les Américains ont aussi une part de responsabilité dans ce drame avec la réaction de Georges W. Bush à l'attaque des tours jumelles de Mahattan. Soutenu par l'illusion d'un monde unipolaire, il commit l'irréparable en déclenchant les guerres d'Afghanistan en 2001 et surtout d'Irak en 2003. Samuel Huntington avait théorisé en 1993 l'idée que les guerres évoluaient et, qu'après des siècles où elles relevaient de luttes entre princes, elles étaient devenues des luttes entre nations, puis à partir du XX^e siècle des oppositions d'idéologies et même désormais des chocs de civilisations. La guerre froide et les attentats de New York en 2001 apportaient de l'eau à son moulin mais nombre d'intellectuels refusèrent cette engeance et sonnèrent le tocsin en Occident pour éviter d'entrer dans cette mécanique infernale du choc de civilisations. Bush et ses amis républicains² qui, comme Israël, ne connaissent que la force militaire, n'entendirent rien de tout cela, ils déclenchèrent la guerre que, justement, il fallait éviter pour ne pas verser dans une confrontation mondiale des cultures religieuses. Pour eux, elle n'était que régionale, mais pour plus d'un milliard de musulmans, c'était toucher à des lieux sacrés, c'était faire la guerre aux musulmans du monde entier. Dans tout le Moyen-Orient, du Pakistan au Maroc et jusque dans nos banlieues européennes la réaction fut amplifiée par les islamistes qui ne cherchaient que cela :

² Pour la guerre d'Irak, la responsabilité est largement partagée par le premier ministre anglais Tony Blair. Si, à l'ONU, il avait joint son *veto* à celui de la France, les Américains auraient sans doute changé de décision.

« les croisés étaient de retour ». L'effet fut dévastateur. S'il fallait motiver les musulmans du monde et les rassembler dans une guerre sainte contre l'Occident, cet empire du mal à leurs yeux, le moins qu'on puisse dire est qu'ils avaient réussi. Un peu partout depuis douze ans, on vit grossir les rangs des salafistes, jihadistes, talibans, kamikazes et autres fous de Dieu prêts à se battre pour instaurer la charia. Soutenus par une haine de tous ceux qui ne pensent pas comme eux, y compris dans le monde musulman, et par un prosélytisme sans borne, leur guerre, qui n'était au départ que celle d'une petite fraction d'extrémistes, est devenue mondiale, ils ne manquent pas d'occasion de le proclamer et d'en rejeter la faute sur l'Occident.

Les démocrates de l'administration Obama semblent avoir arrêté cette machine infernale et vouloir reconstruire une image de paix qui unifie les civilisations au lieu de les choquer. Le problème est que, s'il faut très peu de temps pour détruire une image, il en faut beaucoup pour la reconstruire : des décennies et encore ! L'autre problème est qu'une image ne peut s'établir que sur la réalité. Il est extrêmement difficile, ou alors sur une période très courte, de tromper l'opinion mondiale. De même, la paix ne se construit qu'à long terme, il faut longtemps pour l'établir et peu de temps pour la détruire. Il faut beaucoup d'actes pour établir la confiance, alors qu'un seul suffit pour la détruire. Moralité, il faut toujours privilégier le long terme.

Beaucoup d'Occidentaux se demandent : « Sommes-nous en guerre ? ». D'un côté, nous ne la voulons pas et sur le fond, nous pensons que le monde musulman mérite le respect et veut la paix, et que seul l'islamisme, cette excroissance fascisante, doit être combattu et neutralisé. Le choc des civilisations ne viendrait que d'un excessif amalgame de l'islam et de

l'islamisme. Cependant les islamistes clament de tous côtés qu'ils sont en guerre, qu'ils veulent la charia et le pouvoir, qu'il faut contraindre de force tous ceux qui ne sont pas dans leur idéologie, qu'ils soient musulmans ou d'autres religions. Et ce ne sont pas que des paroles, ils la font alors que, les printemps arabes l'ont montré, la population musulmane ne veut ni la charia ni les islamistes et leurs gouvernements encore moins. Quant aux Européens, ils ne sont pas en guerre mais la haine et les craintes progressent, il suffit de peu de choses pour qu'elle prenne une forme active. Les populations n'ont pas encore pris les choses en main et font encore confiance à leurs gouvernements mais pour combien de temps ? Ceux-ci gèrent le court terme et y obtiennent quelques résultats. La France fait la guerre ponctuellement sur quelques terrains extérieurs mais elle n'est pas en guerre à l'intérieur. Elle est plutôt en phase d'observation. L'ennemi, l'islamisme, commence seulement à être désigné et encore parle-t-on prudemment d'islamisme radical et, trop souvent encore, de terrorisme et de jihadisme. Pour le long terme rien de décisif n'est fait alors que la situation ne cesse de se détériorer et qu'au niveau mondial, la guerre est largement engagée, elle fait rage en de nombreux pays, mais n'a pas de traitement d'ensemble.

Notre discours est en-dessous de la réalité et nous devons avoir le courage de dire : « Oui, nous sommes en guerre contre l'islamisme sous toutes ses formes, mais nous ne le sommes pas contre l'islam. Nous faisons cette guerre avec les musulmans, les musulmans de paix, les non-islamistes ». Cela clarifierait les choses et permettrait de traiter les problèmes au bon niveau, ce qui, apparemment, est loin d'être le cas, à part dans la bouche de Manuel Valls qui semble avoir tout compris. Afin de renforcer la puissance et l'efficacité de nos forces militaires, cela permettrait de mobiliser beaucoup

mieux toutes les forces de la société qui représentent une puissance énorme, alors que pour l'instant, seuls les politiques et les forces de l'ordre sont engagées.

« Être en guerre » aujourd'hui, n'implique pas forcément de prendre les armes au moindre clash sur la planète mais d'utiliser, lorsque c'est possible, des formes de lutte différentes faisant appel à l'intelligence et à la puissance de la société civile. De nombreuses voies non armées pour la paix ont fait la preuve de leur efficacité au point que nous devons leur attacher la plus grande importance et les explorer avec attention. Nous y reviendrons car c'est un phénomène nouveau depuis cinquante ans, mal connu mais de toute première importance. En fait, le mot guerre ne convient pas tout à fait parce qu'il connote trop exclusivement l'emploi des armes, la mobilisation, la stratégie, l'importance des moyens, etc. alors qu'il y a mille autres manières de combattre. Bref, il manque un mot dans notre langue, un mot qui ait la force de mobilisation générale du mot guerre, qui connote autant d'énergie mise en œuvre et qui engage plus largement le peuple et la société civile dans l'action. En résumé, nous devons tous nous impliquer beaucoup plus dans ce conflit si l'on veut le gagner. Le problème est que nous ne savons pas quoi faire et comment participer. Nous y reviendrons dans la seconde partie de ce livre mais avant de l'aborder, il nous faut répondre à quelques questions.

Repères

Une question préalable se pose : la paix est-elle notre seul objectif ? Autrement dit, pour l'avoir, sommes-nous prêts à

accepter l'islamisation de l'Europe ? Ou encore, les choses étant ce qu'elles sont, quel degré d'islamisation la population européenne est-elle prête à accepter sans conflit ? À quelles conditions ? Dans quelles limites ? Quelle sorte d'islam nos populations pourront-elles accepter sans outrepasser leurs possibilités ? En répondant à ces questions, nous définirons un peu mieux les contours de notre difficile problème.

Un sondage de l'IFOP du 25 octobre 2012 montre un rejet croissant de la communauté musulmane dans l'opinion publique : 43% des sondés considèrent l'islam comme une « menace » et 60% pensent que cette religion a désormais « trop d'importance ». Ils étaient 55% deux ans plus tôt. Quelques mois plus tard, le 24 janvier 2013, un autre sondage de IPSOS pour *le Monde* est encore plus net, il indique que 70% des sondés jugent qu'il y a « *trop d'étrangers en France* » et 62% que l'on « *ne se sent plus chez soi comme avant* » ; le musulman est volontiers assimilé à « l'intégriste » et sa religion est jugée, par 74% des Français, *intolérante et incompatible* avec la société française. Si on ajoute à cela d'autres résultats de ce sondage qui montrent chez les Français un fort besoin d'autorité et une condamnation encore plus forte des travers de la classe politique (« tous pourris »), les ingrédients du populisme sont réunis et dépassent l'électorat de l'extrême droite. Bref, la France a peur et cela donne plus d'acuité à notre problème.

Si maintenant on posait la question : acceptez-vous que l'islam se développe fortement en France ? La réponse serait évidemment encore plus négative. Par contre, si on disait : à supposer que l'islam de France devienne une affaire purement privée et personnelle, comme l'est aujourd'hui le christianisme, c'est-à-dire sans intervention dans la vie publique, accepteriez-vous que l'islam se développe fortement en France, la réponse serait certainement beaucoup moins négative. Les Français

ressentent de plus en plus les difficultés que nous avons citées et les pressions diverses et multiples qui s'exercent journallement sur notre culture. Le premier sondage montrait par ailleurs que le rejet des valeurs occidentales est le facteur qui correspond le mieux à l'idée que les Français se font de l'islam. Pour 68% le refus de s'intégrer à la société française est la cause du manque d'intégration des musulmans. 63% des français sont défavorables au port du voile. Ils n'étaient que 32% en 2003. C'est la progression qui est importante.

Alors que pourront accepter nos sociétés française et européenne ? La réponse n'est pas unique compte tenu des diverses sensibilités qui existent, aussi bien chez les européens que chez les musulmans. Chez nous, comme toujours, il y a ceux qui sont prêts à tout accepter, soit par légèreté, soit par idéologie, soit par calcul électoral, soit par esprit munichois ou pacifiste. À l'opposé on trouve des citoyens ultra-sensibles prêts à ne rien accepter et à se battre contre la moindre concession. Au centre on constate des gens plus réservés et pourtant très attentifs, intraitables sur les questions de liberté religieuse et de laïcité, mais ouverts au dialogue, ce qui ne signifie pas négociation quand il n'y a rien de négociable. Le dialogue peut cependant porter sur de nombreux sujets comme l'intégration, la construction de mosquées, la formation des imams, la réciprocité en pays musulman en faveur des chrétiens, les questions de financement, etc.

De même, chez les musulmans, on trouve également des gens complètement souples, soit parce qu'ils ont pris des distances avec leur religion, soit parce qu'ils sont bien intégrés à l'esprit et à la culture européenne. Et bien sûr, à l'opposé on trouve des islamistes, des jihadistes, des puristes ou fondamentalistes, rigides et pleins d'exigences inacceptables, souvent même peu religieux mais rebelles et violents. Au

centre aussi, des citoyens éclairés, fermes dans leur foi et leurs traditions religieuses mais désireux de vivre en paix dans leur pays d'accueil et prêts à la recherche de solutions constructives.

Ce tableau quelque peu élémentaire permet de poser quelques repères :

– Il y a des ultras dans chaque communauté, prêts à donner leur vie pour leur cause, ils sont très radicaux et n'hésitent pas à utiliser la violence. Cette radicalité peut encore augmenter sous l'effet de la violence et atteindre des paroxysmes comme nous le montre l'Histoire ou, plus près de nous, la Palestine. Il faut leur attacher de l'importance car ce sont eux qui créent la violence et nourrissent les conflits, eux qui, malgré leur minorité, écrivent l'Histoire.

– Il faut craindre autant la radicalité des Français que celle des musulmans. Dans le calme actuel, les Français peu radicaux pourraient se réveiller et sortir de leurs gonds à la suite d'une étincelle. La montée de l'extrême droite en France comme dans toute l'Europe doit être prise très au sérieux.

– Il faut craindre aussi les pacifistes français qui, par leur sous-estimation systématique des problèmes, empêchent de les traiter et les rendent de plus en plus insolubles.

– Du côté français il n'y a pas de négociation possible sur la laïcité et sur nos libertés religieuses : même les modérés, malgré leur bonne volonté et leur recherche de compromis, ne voudront transiger sur des principes si essentiels.

– Enfin le rôle des modérés est majeur des deux côtés : puisqu'ils sont majoritaires, ils sont chargés de faire avancer les choses dans chaque communauté ? Leur action doit cibler leurs propres extrémistes. Les gens les plus instruits et les moins passionnés sont seuls capables de les rassembler ou de

les pondérer, par exemple en les associant à leurs travaux, en les instruisant, en jetant des ponts et en ouvrant des voies.

– Les gens d'origine ou de culture musulmane qui sont bien intégrés ont également grande importance du fait de leur bonne connaissance des deux cultures.

– Compte tenu de la difficulté du problème, chacune de ces fractions peut avoir un rôle crucial et doit être considérée avec le plus grand soin.

Quel conflit ?

Nous parlons d'un possible conflit en Europe, mais quels en seraient les contours ? C'est un exercice délicat car, pour la plupart d'entre nous, il n'y aura pas de conflit : « nos dirigeants, malgré leurs faiblesses, sont intelligents et trouveront forcément les voies d'apaisement ». Par contre, notre approche d'un conflit interne en Europe consiste à dire :

1 – Il n'est pas probable mais il est « possible », et en tout cas on ne peut l'exclure. Nous devons donc l'imaginer afin d'être en mesure de l'éviter.

2 – Il sera déclenché, non pas par des islamistes qui ont intérêt à jouer profil bas, mais par des Européens excédés par le sentiment de laxisme général des politiques et par ce qu'ils ressentent comme une islamisation insupportable de leur pays ou de l'Europe.

3 – Les passions viendront moins des réalités que de l'image de ces réalités dans l'esprit de la population. Par exemple, si les islamistes réussissent à amalgamer l'islam à leurs visions obscurantistes, les Européens feront également le même

amalgame et condamneront tout l'islam sans nuance. C'est trop souvent ce qui se passe et cela change complètement les données du conflit.

4 – Il prendra vite un tour passionnel compte tenu des caractères religieux et identitaires. Les actes de violence seront alors difficiles à éviter et susciteront des contre-violences dans une spirale sans fin.

5 – Une autre possibilité est que la guerre qui fait rage dans le Moyen-Orient et dans certains pays d'Afrique prenne de plus en plus d'importance et déborde sur l'Europe... sur une Europe incapable de s'unifier militairement et stratégiquement, et/ou sur une Europe empêtrée dans son conflit avec l'expansionnisme russe³. Lorsqu'un pays est déjà sous tensions communautaires aigües, une guerre à ses frontières peut l'embraser à la moindre étincelle.

Il faut aussi rappeler ce que nous avons dit en introduction sur les guerres et ajouter qu'elles semblent toujours impossibles avant qu'elles n'éclatent et aussi qu'elles peuvent prendre des formes extrêmement différentes. Par exemple, dans la France des années 1930, ou en Algérie dans les années 1950 puis 1990, etc., la guerre paraissait impensable. On peut aussi rappeler que les islamistes sont en guerre à peu près partout et qu'il n'est pas excessif d'imaginer qu'ils le soient, un jour ou l'autre, face aux Européens excédés. La

3 Au nom de la protection de ses minorités russophones, le gouvernement de Poutine mène depuis 1999 une politique trouble avec les anciens territoires de l'URSS consistant soit à les contrôler, soit à les autonomiser, soit à les annexer, créant ainsi des tensions de plus en plus graves avec ses voisins et avec la communauté internationale (Gagaouzie en Moldavie, Abkhazie en Géorgie, Ossétie du Sud en Géorgie, Crimée en Ukraine, et l'Est ukrainien).

forme du conflit se situerait entre le terrorisme et la guerre civile du genre Liban ou Syrie. Mais il y a aussi des formes plus insidieuses de guerre psychologique qui ont pour but de rallier les esprits en utilisant toute la panoplie des moyens de communication associés au mensonge, au bourrage de crâne ou à des propagandes subtiles et perverses, faciles en pays de liberté d'expression. L'art de la guerre consiste à s'adapter au terrain, or celui de l'Europe est bien particulier, fort différent de celui que donnent à voir les guerres actuelles.

Le conflit opposerait des Européens (y compris des musulmans tranquilles soucieux d'intégration et de saine cohabitation) aux mouvances radicales de l'islam. Cela se produirait dans le futur lorsque, par hypothèse, l'islam se serait plus largement développé en Europe. Dans ces mouvances figureraient – des salafistes, wahhabites, jihadistes et autres fondamentalistes plus ou moins activistes, mais aussi – des croyants proches des frères musulmans forcés de prendre parti – une bonne part de jihadistes internationaux qui se précipitent sur tous les lieux de conflits pour soutenir leurs frères. Ces derniers qu'on estime parfois à 15 000 sont des combattants plus ou moins professionnels, financés par des pétrodollars, ils sont très radicaux et très dangereux – La famille très répandue des musulmans obscurantistes de l'islam, c'est-à-dire ceux qui, par leur éducation et leur milieu de vie soutiendront systématiquement leurs frères de religion. Cette catégorie est loin d'être négligeable en Europe, mais hors d'Europe, elle forme la majorité du monde islamique. Elle soutiendrait les trois précédentes catégories en cas de conflit européen. Et enfin – la masse des Européens protestataires qui se rattachent à l'islamisme par esprit vindicatif et qui ne font pas la différence avec l'islam que, par ailleurs, ils ne connaissent pratiquement pas. On y trouve les jeunes sans

travail et tous ceux qui se sentent exclus ou en manque de statut social.

Comment nommer cet ensemble autrement que islamistes ? Les expressions islamo-obscurantistes ou islamo-fascistes expriment aussi une réalité. On pourrait aussi parler de jihadistes ou de puristes mais, pour beaucoup, cela ne conviendrait pas. Regrettons cependant que l'expression islamistes contienne le mot islam ; il gêne ceux qui, en toute bonne foi et honneur, respectent leur religion et refusent les excès de leurs frères islamistes.

Les Européens se retrouveraient largement réunis, tous partis et tous pays confondus. Entre ces deux camps, figureraient sans doute une bonne part de musulmans neutres, partagés entre d'une part la fidélité à leur foi religieuse et des coreligionnaires menaçants et d'autre part la fidélité à leur pays d'accueil et, comme toujours, quelques collaborateurs ou profiteurs mangeant à tous les râteliers. La part de musulmans neutres serait certainement la plus exposée aux violences et aux assassinats, elle serait donc à protéger particulièrement. D'autant plus que, partisane de la paix et de la laïcité, opposée aux radicalismes, elle pourrait jouer un rôle majeur.

Si le conflit se développait actuellement, le camp sécularisé aurait vraisemblablement comme soutien hors d'Europe, l'Amérique du Nord et du Sud, mais aussi des pays majeurs qui ont des problèmes avec les musulmans comme l'Inde, la Chine, la Russie... Le Moyen-Orient et l'Afrique seraient certainement divisés entre États à tendance laïque et États islamistes souvent riches de leur pétrole. Au global, le camp laïc aurait donc les plus forts soutiens extérieurs, mais cette estimation n'a de sens que par rapport à la situation internationale de 2015-2016, elle

variera probablement dans les années à venir en fonction de nouveaux facteurs. De plus elle n'est pas très importante en ce qui concerne le résultat du conflit car l'ennemi, diffus et non repérable visuellement, est impossible à vaincre par des bombardements ou par des moyens militaires traditionnels. Elle illustre une fois de plus l'intérêt pour les musulmans radicaux, en infériorité numérique mondiale, d'une stratégie de profil bas qui, seule, leur permet d'obtenir un jour du pouvoir par le jeu démographique. N'oublions pas que leur objectif est politique autant que religieux. De ce fait, la logique serait que les hostilités soient engagées par des extrémistes européens anti-islamistes (et même souvent anti-islam) exacerbés par l'emprise grandissante d'une soi-disant religion honnie. Elle illustre aussi l'importance du lien entre les parts internationales et locales du conflit. Le traitement de la part internationale est primordial et justifie la plus grande attention des Européens car il aura forcément des répercussions sur la part européenne. Il le précède dans le temps car il est largement engagé depuis plusieurs années et l'Europe aura tout à gagner de ses avancées. Tout progrès, toute étape franchie dans le sens de la paix pourrait un jour se révéler majeure. Mais ce n'est pas si simple.

Dans cette lutte, l'adversaire est flou, réparti dans une population plus large de musulmans, mal identifiable : l'adversaire-type de guerres civiles épouvantables. Tel une anguille il est insaisissable et il n'a pas de tête reconnue. Il n'est pas possible d'échanger ou de négocier quoi que ce soit car il n'a pas de représentant. Est-ce un adversaire ? Non, dans la mesure où il est français vivant sur le territoire national et où il est de bonne foi dans une adhésion religieuse non politisée. Oui, dans la mesure où il est radicalement opposé à la laïcité et à la liberté religieuse de chacun, ou militant d'un

islam hégémonique, plus ou moins idéologue intolérant, agressif ou violent, ou s'il ne joue pas le jeu de la cohésion nationale, ou s'il se montre adversaire du pays dans lequel il se trouve, etc. Cette dilution populaire de l'adversaire est pour lui une faiblesse car, sans leader, il est sans gouvernail et flotte au gré des vents (et des médias). Elle est aussi une force car, tel un fleuve, il avance par sa propre gravité, sans capacité d'adaptation incessante. L'instinct populaire le guide. L'intelligence collective s'y développe comme dans l'effet papillon où, chaque battement d'aile contribue au climat de toute la planète. C'est ainsi que, sans staff de réflexion stratégique, sans intellectuel faisant autorité, sans décideur responsable et visionnaire à la fois, cette base populaire semble se rassembler autour d'une stratégie de fait. *L'islamisme radical avance caché et s'enracine partout, dans les pays musulmans et jusque dans le cœur de l'Occident. Il crée d'énormes tensions dans les sociétés qui se trouvent ainsi menacées de déchirement. C'est la stratégie du ver dans le fruit*⁴. Elle a émergé toute seule, du peuple, comme une évidence : laisser faire la croissance démographique des musulmans ; jouer profil bas pour ne pas irriter les non-musulmans ; être contraignant et menaçant auprès des musulmans ou gens de culture musulmane ; profiter de l'esprit de tolérance régnant en Occident et de la faiblesse propre aux démocraties qui empêchent les fermetés policières ; miser sur la démagogie des partis politiques de gauche et sur l'imbécillité des extrêmes droites facilement manipulables ; instrumentaliser l'insatisfaction des chômeurs issus de familles immigrées au profit de l'islamisme pur et dur ; profiter de l'amalgame largement répandu entre modérés et islamistes pour disposer de la bienveillance des modérés et

⁴ Sansal Boualem, *Gouverner au nom d'Allah – Islamisation et soif de pouvoir dans le monde arabe*, Paris, Gallimard, 2013.

de la force numérique qu'ils représentent ; faire de l'entrisme auprès des grandes institutions ; profiter de l'argent facile des pétromonarchies du golfe et du trafic de drogues ; jouer des symboles et des médias ; profiter à fond de leur puissance ; donner systématiquement dans le spectaculaire et dans l'image qui frappent les populations plutôt que dans la lutte armée ou le terrorisme classique⁵ ; faire la guerre par l'image et même *détourner la mythologie de l'islam pour en créer une nouvelle dans laquelle l'eschatologie du martyr joue un rôle central en présentant cet acte comme l'unique voie de salut pour les musulmans*⁶ ; et à plus long terme, « laisser faire, le temps joue pour l'islam, les Européens n'ont pas de stratégie, il leur sera bien difficile d'en avoir ».

Quels sont les risques de cette stratégie ? Vu du côté islamiste : « Ils sont faibles tant que l'extrême droite ne prend pas le pouvoir. Bien que, si elle le prenait, nous subirions des mesures d'expulsion et d'arrêt brutal de l'immigration dans une partie de l'Europe, mais pourquoi s'inquiéter ? Il nous suffirait de laisser les dhimmis (les non-musulmans) se battre entre eux, au pire ce ne serait qu'un mauvais moment de quelques années à passer. Peut-être nous interdirait-on de manger halal et de porter le moindre voile, cela ne nous empêcherait pas de gagner, c'est-à-dire d'atteindre notre objectif : devenir la première religion d'Europe et peut-être, si Dieu le veut, obtenir *du* pouvoir à défaut de tout *le* pouvoir par le jeu démocratique. »

Quelles sont les faiblesses de cette stratégie ? D'abord elle ne tient pas compte de l'existence de la société civile occidentale,

5 Tchakhotine Serge, *Le viol des foules par la propagande politique*, Paris, Gallimard, 1992.

6 El Difraoui Abdelaïem, *Al-Qaïda par l'image*, Paris, PUF, 2013.

c'est-à-dire, d'un ensemble dynamique d'associations, de structures de la société de toutes natures⁷, qui « moulinent » la pensée et le progrès de manière multiple, diversifiée, autonome et empêchent les dérives. « L'islamisation⁸ » de l'Europe sera rejetée comme un corps étranger dans un organisme vivant et, en l'occurrence, très vivant. L'islam, en tant que religion, sera contraint de respecter les choix individuels et de ne pas s'immiscer dans l'action politique par la seule vitalité des sociétés civiles françaises et européennes, alors que la vitalité de leurs correspondantes musulmanes ne fera pas encore le poids. Mais attention aux évolutions à la libanaise où le Hezbollah avait su prendre en charge une société trop délaissée, ou à l'égyptienne où les frères musulmans avaient pris d'importantes racines sociales dans les fractions les plus faibles de la société. Chez nous, avec le développement rapide des mosquées et d'associations diverses, le monde islamique en Europe déploie sa propre société civile, celle-ci dispose aussi d'une forme particulière issue des multiples rassemblements et palabres, d'autant plus nombreux et inévitables que les islamistes œuvrent dans les zones de chômage où l'on refuse l'intégration.

Quelle pourrait être pour nous l'issue du conflit ? Bien répondre à cette question permettrait d'éclairer la recherche d'un objectif, comme pour finir une partie d'échecs. Une première réponse vient de ce que pourrait être une islamisation

7 La société civile regroupe notamment les organisations syndicales et patronales, les organisations non gouvernementales, les associations professionnelles, les organisations caritatives, les sociétés sportives, les organisations de base, les organisations qui impliquent les citoyens dans la vie locale et municipale, les Églises et communautés religieuses, etc. La société civile est le domaine de la vie sociale civile organisée qui est volontaire, largement autosuffisant et autonome de l'État.

8 A ne pas confondre avec l'islamisation

acceptable. Les Européens accepteraient une islamisation de l'Europe qui respecterait la liberté de conscience, la non-intervention dans la sphère politique, la discrétion dans l'espace public et l'esprit de laïcité. Chez nous, on ne sait pas si untel est chrétien, protestant ou athée. Les gens le savent-ils eux-mêmes ? On ne veut pas trop savoir s'il est musulman ou juif car nos opinions ne sont que des opinions et nos croyances ne sont que des croyances. L'appartenance religieuse relève plus de l'opinion que de la nature profonde de l'être. Les Français n'accepteront jamais, je dis bien jamais, la charia, l'intrusion du Coran dans la vie publique et sociale, l'extension de sacralisations religieuses au domaine public, le muezzin à 5 heures du matin, la prière musulmane sur les lieux de travail ou dans les lieux publics, etc. Ils n'accepteront jamais que des femmes soient contraintes par leur époux, que des gens se distinguent sur la voie publique par un habillement marquant leur appartenance religieuse. Certains juifs le font aujourd'hui en France dans certaines villes où existe une communauté juive fondamentaliste, par exemple à Aix-les-Bains. C'est mal perçu mais toléré parce qu'ils sont peu nombreux donc un peu folkloriques. Mais avec les islamistes, le nombre sera tel que le refus serait catégorique, viscéral. À ces conditions, dites acceptables, peu importerait le nombre de musulmans. Les Français et les Européens seront tolérants, mais ils auront aussi besoin que des autorités musulmanes reconnues posent clairement leur refus d'appliquer des textes religieux d'un autre âge comme couper la main du voleur, lapider l'adultère, tuer l'apostat, obliger à prier, obliger à jeûner, etc.

Et surtout, même si les musulmans deviennent un jour plus nombreux, toute manifestation d'islamisme sera toujours violemment rejetée. C'est une ligne rouge naturelle. Disons-

le nettement, les Européens n'accepteront jamais les barbus prosélytes qui prêchent la charia ou plus généralement une forme d'islam fondamentaliste et non européen. Ils ne les aimeront vraiment pas et face à toutes les manifestations d'islamisme leur haine montera. Si l'islam veut se faire accepter, et pourquoi pas aimer, il doit éviter toute manifestation extérieure de fondamentalisme, de purisme, de radicalisme religieux ou d'islamisme. Mieux, il doit être porteur de tolérance, de paix, de justice (laïque) et de vivre-ensemble. Et pas seulement en apparence comme les frères musulmans. Que certains musulmans s'intéressent aux lectures littérales du Coran ou nourrissent intérieurement des idées radicales, pourquoi pas, cela fait partie de la liberté de penser, mais que cela reste du registre personnel et ne passe jamais au stade collectif ou de pression sur les autres. La liberté de penser et de dire qui est laissée aux citoyens est contrebalancée par leur respect total de la liberté des autres.

Une autre issue à la guerre pourrait-elle être la partition du territoire comme elle se fait à l'initiative de mafias de quartier qui instituent des zones de non droit et rêvent d'y instaurer la charia ? Accepterions-nous près de chaque grande ville des bantoustans ou même des régions entières confiées à des communautés comme en Afrique du sud, ou une immense séparation du pays en deux comme en RDA des années 1950 à 1990, ou comme au Kosovo avec une frontière, ou comme en Israël avec un mur ? Le nombre d'exemples montre que la partition n'est pas une vue de l'esprit, c'est une issue fatale quand on ne prépare pas longtemps à l'avance la cohabitation par des mesures courageuses. Cette issue est « aujourd'hui » impensable et sera toujours refusée avec la plus grande énergie par les Européens qui verraient là une agression impardonnable à leurs valeurs et, disons-le, la mort de leur culture. Surtout en France. Autre ligne rouge !

Ainsi, les islamistes vont logiquement camper sur une stratégie de profil bas alors que les Européens auraient stratégiquement avantage à être les plus entreprenants, voire combattifs mais surtout pas violents car toute violence se retourne contre ses auteurs. Mais, des deux côtés, compte tenu de la mentalité des plus radicaux, du mode de fonctionnement des extrémistes, de leurs traditions et du totalitarisme de leurs chefs, il est peu probable qu'ils parviennent à rester sans violence. À l'instar de la Palestine, il y aura toujours quelques fanatiques pour tuer. Leur comportement ressemble souvent à celui de taureaux qui foncent tête baissée sur des chiffons rouges. C'est d'ailleurs un piège qu'ils se tendront mutuellement. Il est probable qu'au bout de quelques temps de conflit, il y aura violence des deux côtés, une escalade sans fin, au point qu'on ne saura plus qui a commencé, les deux camps se renverront la balle. La guerre sera longue et meurtrière car rien ne pourra l'arrêter et tout le monde sera perdant. C'est une fatalité, commune à toutes les guerres civiles, à laquelle, au delà d'un seuil, il est quasiment impossible d'échapper.

Voici donc quelques éclairages qui interrogent : est-il possible que les islamistes acceptent les conditions d'un islam de France tel que délimité ci-dessus ? Aujourd'hui catégoriquement non et c'est là une promesse de conflit grave. Pourtant, au vu des Européens, c'est une condition absolue et non négociable. Si nécessaire, les Français se battront jusqu'au bout, ils les imposeront par leur sang. Mieux vaut l'annoncer clairement que de se cacher derrière son petit doigt, même si l'islam devenait un jour très influent en France et si de nouvelles lois enfreignaient les minima ci-dessus, ils se battront jusqu'à la mort pour les empêcher. Ils feront la guerre au péril de leur vie. Penser qu'une guerre est possible n'est pas à confondre avec un souhait personnel, c'est tout simplement une estimation de ce qui se passera compte

tenu de l'expérience des guerres et de la connaissance de nos compatriotes. Si une fraction d'entre eux pactisera inévitablement avec l'adversaire, une autre fraction beaucoup plus importante ne pourra être arrêtée dans sa volonté d'empêcher par tous les moyens l'inacceptable et je dis bien par tous les moyens. César avait dit des Gaulois « Ils sont palabreurs et n'arrivent à s'unir que face au danger ». Ce jugement est encore juste et j'ajouterai que leur union, trouvant sa source dans la passion, peut générer une force immense. Ceux qui, aujourd'hui, font des concessions aux islamistes seront un jour traités et punis comme collabos c'est-à-dire comme traîtres.

Nous allons maintenant aborder le but de cet ouvrage qui consiste à ouvrir des voies susceptibles d'éviter ce conflit ou de contribuer à le résoudre. Certains ont pu trouver le tableau très noir. Nous leur promettons une seconde partie plus positive. Il s'agit maintenant de prendre un peu de recul et de faire des propositions concrètes.

TROISIÈME PARTIE

PROPOSITIONS

POUR LA PAIX

IDÉES GÉNÉRALES POUR INSPIRER NOS RECHERCHES

Dans les grandes salles d'ordinateur des années 1960 dont la puissance nous impressionnait, figuraient des écrans indiquant : « Réfléchissez »

Pour commencer ce chapitre, pensons à cette phrase de Michel Dubost, archevêque d'Évry. « *Ne pas nourrir l'hostilité que nous craignons* ». Elle interpelle car, en décrivant ces graves dangers, nous sommes obligés de décrire une réalité qui accuse et stigmatise les islamistes et, injustement par un mauvais amalgame, les musulmans. Or, il faut sans cesse rappeler que l'islamisme se bat contre le reste du monde et

particulièrement contre les musulmans non-islamistes qui sont ses principales victimes. En Égypte, des musulmans se groupent et s'interposent pour protéger les coptes chrétiens et leurs églises des attaques islamistes. Des personnalités musulmanes condamnent de plus en plus souvent leurs folies, ce fut le cas récemment des autorités religieuses du Nigeria devant les exactions de Boko Haram, celles de Centrafrique devant celles des Sélakas... Et si elles ne le font pas aussi souvent qu'on le voudrait, c'est qu'elles le font au risque de leur vie. Il nous faut affirmer que l'islam est une grande religion qui mérite tout notre respect car généralement elle cherche la paix et l'élévation vers Dieu. Elle traverse aujourd'hui une grande épreuve et a besoin de notre aide. Pour nous situer au bon niveau face à un tel enjeu, il importe donc de centrer le problème sur les islamistes et pas seulement sur le terrorisme et les jihadistes ; de considérer le problème à l'échelle planétaire et pas seulement français ou européen ; de protéger les musulmans de paix que nous appelons aussi non islamistes et plus généralement de respecter l'islam.

C'est une première proposition pour la paix. Comme les suivantes, elles seront désormais récapitulées à la fin de chaque chapitre.

Dire ou ne pas dire ?

Devant la perspective d'un conflit, trois attitudes existent : la plus fréquente consiste à fermer les yeux ou, comme l'autruche, à mettre la tête sous le sable pour ne pas voir cette horrible chose. Dans ce cas, le conflit reste entier et peut se

développer. L'attitude opposée consiste à foncer tête baissée vers tout ce qui semble hostile, c'est ce que font les radicaux et les extrémistes. Dans ce cas, le conflit s'exacerbe, prend des tours passionnels et peut s'embraser. La bonne attitude consiste à regarder le conflit en face et à l'accepter comme tel. Dès lors, on peut observer les faits à froid, les analyser, les raisonner jusqu'à être en mesure de proposer quelques issues. Leur éventail est large, il peut aller de « ne rien faire » à « préparer la paix » jusqu'à « préparer la guerre » et entre les deux, mille voies intermédiaires.

Une idée générale doit guider notre recherche : accepter l'existence d'une guerre en cours, ne pas la sous-estimer, la regarder en face et en parler ouvertement. C'est une guerre mondiale, elle concerne aussi l'Europe qui est clairement ciblée par les islamistes. Il ne faut pas exclure la possibilité d'une guerre civile en Europe ou en France. Il faut travailler sur cette hypothèse sans la surestimer et sans en brandir la menace qui nourrirait l'hostilité que nous craignons ou la rendrait auto réalisatrice.

En France nous sommes dans une situation paradoxale, alors que nous combattons l'islamisme au Sahel et au Moyen-Orient et que nous soutenons des gouvernements dans ce genre de lutte, nous n'abordons pas souvent ce conflit dans ses dimensions spécifiquement planétaires et européennes. Nous parlons d'éléments partiels de ce problème ou d'aspects locaux mais peu sous l'angle global. Il est vrai que localement la violence est encore sous contrôle. Mais elle existe et, même dans son état actuel, il faut en parler et y réfléchir sous tous les angles y compris celui d'un véritable conflit. Pourquoi ? Parce que le problème est grave et, si on veut avoir une chance de le traiter avant qu'il n'explose, il faut savoir ce que l'on veut, où l'on va et le dire clairement. Certains répondront qu'il ne faut

pas mettre de l'huile sur le feu et qu'en l'occurrence, il y a des chances que le problème se résolve de lui-même. Il est possible que l'histoire leur donne satisfaction et je l'espère de tout cœur mais, dans le contexte actuel de radicalisation croissante au plan mondial, c'est plutôt le contraire qui se prépare. Si les populations musulmanes pouvaient voter en toute équité et liberté, les modérés auraient quelque chance de faire le poids et de contenir ces folies. Mais elles pourraient aussi voter pour des islamistes comme on l'a vu en 2012 en Égypte, ou en 1991 en Algérie. Surtout, nous sommes dans le domaine des religions, donc des mystères, des peurs et des croyances, des totalitarismes et parfois des violences. Un domaine où les passions sont explosives et où les mentalités et les idées évoluent très lentement. Bien que plus ancien, le christianisme est loin d'avoir terminé, lui aussi, ses propres mutations vers le monde réel¹. Même si des évolutions s'opèrent dans l'islam, elles sont si lentes et si aléatoires que nous ne pouvons les attendre. L'affaire est trop sérieuse pour s'en remettre à l'optimisme ou à la chance. Face au communisme hégémonique des années 1950 et suivantes, l'Occident s'est protégé par une position de force, une véritable dissuasion connue du monde entier et qui a finalement réussi ; aujourd'hui il faut se demander si nous disposons d'une dissuasion suffisante, si notre travail de réflexion et notre discours opèrent au bon niveau.

La première disposition consiste donc à dire les choses telles que l'étude et l'honnêteté nous le permettent. Il faut dénoncer l'islamisme et dire ce qu'il est : une forme nouvelle de fascisme inacceptable qu'il convient donc, à terme d'éradiquer et aujourd'hui de traiter avec la plus grande rigueur. Cela nous permettra d'être plus explicite lors de notre recherche des moyens et stratégies pour éradiquer ces

¹ Voir *Croyances meurtrières*, Paris, L'Harmattan.

menaces sur la paix en Europe, mais aussi dans le monde. De nombreux gouvernements musulmans mènent la lutte contre leurs extrémistes (Algérie, Maroc, Tunisie, Égypte, Albanie, Pakistan, Afghanistan, Indonésie, etc.) et seraient certainement contents d'une contribution à un travail de fond et d'envergure internationale contre l'hydre qui ronge leur pays de manière cruelle. Ils luttent localement par les armes et le renseignement mais, même si cela leur apporte quelque succès, ils savent que le problème ne sera pas résolu car l'ennemi est omniprésent et quand ils tuent dix jihadistes, douze autres prennent leur place. L'islamisme a besoin d'un traitement mondial et, même aussi, européen.

On peut aussi noter que tout le monde combat le même adversaire mais personne n'indique les conditions ou les limites qui permettraient de vivre ensemble, la situation qui permettrait de mettre fin au conflit. Or, si l'on veut le résoudre, il importe d'avoir une vision claire de ce qui pourrait le conclure. Dans quelle situation pourrait-on considérer qu'il peut se terminer et qu'est-ce qui pourrait y conduire ? Par exemple, on sait que l'arrêt de la violence ne saurait suffire dans la mesure où les islamistes veulent instaurer la charia puisqu'ils le font dès qu'ils ont le pouvoir dans une région. Il nous faut donc rechercher et poser les conditions d'une fin de conflit.

Le Times nous en suggère une² le 27 juin 2015 sous le titre « *L'Islam doit réagir* ». Après avoir montré les énormes dégâts des guerres sectaires et du terrorisme sur l'économie de nombreux pays (Liban, Syrie, Égypte, Tunisie...) il écrit : *La victoire est possible, mais à une condition : que les pays arabes reconnaissent le rôle central qui leur incombe. La longue et*

² Traduit et publié par Le Courrier International du 2 juillet 2015

sanglante histoire de l'islamisme nous a appris que cette abjecte caricature de la foi ne pouvait pas être détruite par des forces extérieures. Elle doit être éradiquée par les régimes qui l'ont aidé à se développer et y ont trop souvent succombé. Les pays occidentaux peuvent former des alliances utiles avec des régimes qui s'efforcent de tourner la page de la tyrannie. Ils resteront néanmoins impuissants tant que les chefs religieux majoritaires ne condamneront pas le sectarisme et le proto-fascisme qu'incarne l'islam militant. Il est proprement stupéfiant que l'appel aux armes lancé par l'EI pendant le mois du ramadan n'ait pas suscité la moindre réaction de dignitaires sunnites, d'Egypte ou d'Arabie Saoudite. L'abomination du terrorisme constitue une attaque contre leur religion, il est donc de leur devoir d'organiser la riposte avec leurs coreligionnaires, partout et à tout moment. A côté de cela, une intervention militaire occidentale ne pèse pas beaucoup dans la balance.

L'auteur ne s'y trompe pas, le pouvoir en Islam est bien aujourd'hui chez les islamistes qui règnent par la terreur, les menaces, la violence et la guerre tous azimuts. Ce sont les musulmans (non islamistes) qui en font les frais. Leurs conflits internes les empêchent de parler et, si cela devait continuer, ils resteraient coincés dans le camp des islamistes comme ceux-ci l'auront voulu et organisé. C'est alors tout l'Islam qui serait emporté. S'il veut survivre, il importe au plus haut point qu'ils reprennent la main dans le monde musulman.

Il y a peut-être là un point clé de notre approche : ne peut-on dire que le conflit aura pris fin lorsque les musulmans non-islamistes auront repris le pouvoir au sein de l'Islam mondial ? Ce n'est pas utopique dans la mesure où ils y sont probablement très majoritaires. En progressant dans ce sens, ils rendront sans doute le meilleur service qui soit à leur religion. De notre côté, nous ne gagnerons pas la paix sans

qu'ils reprennent ce pouvoir. La Tunisie a pris le bon chemin mais elle est maintenant en première ligne comme l'ont montré les terribles attentats de Sousse en juin 2015.

Le corollaire de cette option est qu'ils auront besoin de notre soutien car cela leur demandera du courage. Cela signifie pour nous Européens le soutien des non-islamistes. Non pas le « soutien de l'islam » car il ne s'agit pas de soutenir une religion, mais le soutien des personnes, des organismes et des États qui prennent position courageusement contre les islamistes. Cette distinction n'est pas inutile car, on le voit déjà dans le dialogue interreligieux, des chrétiens soutiennent l'islam de manière excessive et cela irrite souvent ceux qui voient cela de l'extérieur et ne comprennent plus rien. Il ne s'agit pas de soutenir une religion mais de soutenir les acteurs d'une religion de paix. Il s'agit de s'unir avec les musulmans de paix, ceux qui prêchent la paix et agissent pour neutraliser leurs coreligionnaires égarés dans l'islamisme. C'est avec eux que nous gagnerons la paix. Par contre, bien évidemment nous pouvons et devons « respecter l'islam » comme toute religion digne de ce nom. Cette dernière remarque est importante aussi car, les sondages le montrent, la tendance actuelle des Européens (non musulmans) est de condamner l'islam en bloc alors que, majoritairement, elle est bien une religion du vivre ensemble, avec bien sûr comme toute religion, ses erreurs ou ses faiblesses, mais une religion digne de respect. A ces Européens-là, parfois très virulents contre tout musulman, nous dirons : respectez l'islam, et si vous ne le faites pas par respect, faites-le au moins par intérêt car vous aurez besoin des musulmans non islamistes pour gagner cette guerre contre l'islamisme. Plus encore, sans eux, vous ne pourrez jamais gagner.

On peut aussi imaginer une fin du conflit mondial qui interviendrait lorsque les grandes fortunes des

pétromonarchies auraient cessé de financer l'islamisme sous toutes ses formes, des jihadistes aux frères musulmans. Même si c'est impossible aujourd'hui compte-tenu de la diversité de ces sources, la question mérite d'être étudiée. Une réponse positive pourrait inspirer quelques idées pour combattre cette idéologie. La question corollaire serait de savoir si ces mannes financières seraient disposées à se réorienter pour servir la paix. Comment ? Par exemple en soutenant les musulmans non islamistes que nous appelons aussi musulmans de paix. Utopique ? Ce n'est pas certain car les enjeux de la négociation ne sont pas incompatibles : pour les financeurs de l'islamisme c'est la survie et le développement de l'islam qui pour nous ne posent pas de problème, nous acceptons de vivre ensemble avec un islam de paix mais nous refusons tout radicalisme islamiste. Et comme il a vaincu le nazisme et le stalinisme, le monde vaincra forcément l'islamisme. Ainsi, l'argument qui pourrait les décider pèse lourd : s'ils ne cessent pas de financer l'islamisme, l'islam disparaîtra avec l'islamisme.

Responsabilité et prévention

Le problème est qu'il est difficile d'échanger avec des croyants car ils sont enfermés dans des sacralisations. Nous en tirons une autre idée générale importante et trop peu exprimée : c'est aux modérés de chaque religion qu'il appartient de maîtriser leurs propres extrémistes. Un chrétien a évidemment peu de chances de convaincre un extrémiste musulman de modifier son interprétation du Coran et inversement. Un imam ou un ouléma (théologien musulman) sera forcément plus crédible. Cela permet de fixer les responsabilités. Les chrétiens doivent

se sentir responsables de leurs propres extrémistes et les musulmans des leurs. C'est une charge lourde et peut-être même trop lourde, mais personne d'autre ne peut la porter si l'on veut progresser. La solution passe par la communication en premier stade et, si nécessaire, par la neutralisation des extrémistes. Les musulmans paisibles doivent se sentir au cœur de la stratégie d'arrêt de l'islamisme en vertu du poids qu'ils représentent. Il existe aujourd'hui des moyens pour donner à ce poids de l'efficacité. Nous en reparlerons. Egalement, même si c'est loin d'être facile, les chrétiens doivent dialoguer avec leurs propres fondamentalistes et, plus généralement, les Européens doivent peser sur leurs anti-musulmans primaires et radicaux. Ensemble, ils doivent rechercher les moyens de la paix. Ce n'est pas simple, c'est même très difficile, mais nous proposons d'approfondir cette idée.

Le dialogue interreligieux mobilise beaucoup d'énergies en Europe. Le Vatican et les chrétiens s'y investissent largement ainsi que des autorités musulmanes comme feu Abdallah roi d'Arabie Saoudite ou le Centre Français du Culte Musulman malgré le peu d'écho médiatique donné à leurs récentes interventions. C'est important et il faut le poursuivre. Cependant il ne met en contact que des musulmans modérés avec des chrétiens modérés. L'échange y est facile car en général, les participants sont d'avance acquis à l'objectif de reconnaissance mutuelle. Ce n'est pas à cette jonction que résident les vraies difficultés, c'est au niveau des plus radicaux. Il faut donc créer et développer du dialogue intra-religieux entre musulmans non-littéralistes et islamistes, entre chrétiens modérés et chrétiens fondamentalistes et de manière générale entre modérés et radicaux de chaque religion.

Cela ne concerne pas que les croyants, les laïcs sont concernés car l'islamophobie se développe aussi chez eux. Il

faut donc créer du dialogue entre Français, entre ceux qui sont, à juste titre, exacerbés par les excès islamistes et ceux qui s'inquiètent, à juste titre également, de la montée des haines. Dès lors le dialogue prendra une dimension intra-communautaire. Il dépassera les échanges radicalisants qui se développent de plus en plus, notamment sur Internet et attisent les braises. Il s'agira au contraire de *parler, échanger et réfléchir ensemble*. C'est encore possible aujourd'hui, ce ne le sera plus lorsque les passions seront trop fortes.

Plus tôt on s'intéressera au conflit, mieux on le maîtrisera. Pour Boualem Sansal³, *la gestion de l'islamisme a été entourée de beaucoup de secrets, on en a fait une affaire de spécialistes et de services de sécurité alors qu'il s'agit d'une affaire politique, publique donc, qui devrait se traiter en pleine lumière et mobiliser la société. Un problème social dont on confie la gestion aux seuls spécialistes a toutes les chances de se développer et de s'aggraver. En l'ouvrant à tous, on chasse l'ombre, on le vide de son mystère*. Cette remarque est importante à ce stade de notre réflexion : c'est le peuple qu'il faut sensibiliser. Mais comment le faire à l'échelon national ou européen ? Et le faire autrement que par les méthodes haineuses et radicales d'extrême droite ? Comment le faire sans jouer sur les peurs, toujours mauvaises conseillères ? L'Histoire parle peu d'exemples de large mobilisation civile intervenant avant que l'évidence d'une catastrophe n'apparaisse. Pourtant, les actes courageux existent et ne sont pas sans effet. Par exemple, en Allemagne en 1939, un programme d'élimination des malades mentaux avait été engagé afin d'assainir la race aryenne. En 1940, le pasteur Braune déposa un mémorandum accusateur auprès des ministres nazis. Puis Mgr Von Galen manifesta publiquement dans son sermon

³ Sansal Boualem, *Gouverner au nom d'Allah – Islamisation et soif de pouvoir dans le monde arabe*, Paris, Gallimard, 2013.

dominical son hostilité à l'élimination de ces malades. Son texte circula dans toute l'Allemagne. Le chef nazi Borman fut d'avis de supprimer l'évêque contestataire, mais le ministre Goebbels s'y opposa afin de ne pas perdre le soutien de la population de la Westphalie. Le programme fut interrompu dans les jours suivants après avoir fait 70 273 victimes⁴. En fait, les peuples se mobilisent lorsqu'un drame fait l'actualité. Par contre, dans le cadre d'une stratégie pensée pour la paix, il est certainement possible de mettre en œuvre au niveau politique approprié un grand plan de communication (films, émissions de télévision, réseaux sociaux et autres moyens digitaux, conférences ou programmes en milieux scolaires, etc.) proposant et illustrant des approches qui sachent faire la part des choses entre les voies constructives pour vivre ensemble et les actes inacceptables. Cela se fait déjà un peu et avec beaucoup de bonne volonté mais, souvent, avec angélisme ou d'une manière partisane qui irrite plus qu'elle ne construit. Il importe d'équilibrer ces communications en développant les deux aspects. Aujourd'hui, l'inacceptable est traité par la police et la justice mais pas assez par les intellectuels et les journalistes. Bref, il faut dire les vérités, avoir le ton juste, contrer nos sacralisations et diabolisations.

Il importe d'en parler et d'aller vers une prise de conscience collective car de plus en plus ces questions prennent un tour passionnel et on peut prévoir qu'il sera bientôt impossible de proposer une attitude de sagesse. Il faut montrer que les conflits sont, en priorité, provoqués puis entretenus par des extrémistes immaîtrisables de chaque bord et que toutes les attitudes qui s'écartent de la sagesse les exacerbent. L'excès de tolérance exaspère, le laxisme de la justice fait monter l'extrême droite, l'indécence vestimentaire fait monter l'islamisme, l'étalage de la richesse fait monter l'extrême

⁴ Extrait du livre *La dissuasion civile* de C. Mellon, J.-M. Muller et J. Semelin.

gauche, la diabolisation de l'extrême droite attire les révoltés et les anarchistes tout en popularisant les idées d'extrême droite, etc. Bref, il importe de donner des responsabilités aux sages, ceux qui voient les deux aspects des choses, et leur donner la parole. Cela se fait déjà dira-t-on, oui mais cela peut aussi basculer comme on l'a vu dans l'Allemagne pré-nazie. C'est un danger grave qui nous guette quand on constate les radicalisations actuelles. Qu'elles viennent d'un extrême ou de l'autre, les sacralisations et les diabolisations n'apportent rien de bon, elles attisent les haines.

L'éducation est sans aucun doute l'un des meilleurs moyens à notre disposition pour aller dans ce sens et permettre à des citoyens de comprendre et de savoir gérer de telles contradictions. La paix se développe de manière préventive. Il ne s'agit pas seulement d'éducation à la paix mais de l'éducation au sens le plus large, celle qui se fait dans la famille, les associations, à l'école, etc. Il s'agit aussi d'instruire à l'histoire des religions, au fait religieux et plus généralement à l'Histoire. Pour cela la formation des éducateurs semble la voie de l'efficacité. La télévision joue aussi un rôle important : par exemple cette émission que nous devrions tous voir qui raconte l'incroyable guerre du Liban de manière passionnante et instructive⁵. Mais tous les moyens sont bons, le savoir-vivre-ensemble est lié au niveau d'instruction et au développement de l'esprit de finesse.

Et même l'humour, ce regard au second degré, ce recul qui manque tant aux extrémistes. Puisque avec les croyants il est difficile d'établir un véritable dialogue, ce peut être un moyen de dépasser l'incommunicabilité, comme dans cet exemple où, justement l'humour terrasse le rigorisme : *Dans une émission de l'année 2000, Laura Schlessinger, célèbre animatrice radio*

⁵ Laffont Frédéric, *Liban, des guerres et des hommes*, Film 2012.

U.S. fit remarquer que l'homosexualité est une perversion. C'est ce que dit la Bible dans le livre du Lévitique 'ch18 ve22': « Tu ne t'uniras pas à un homme comme on couche avec une femme ; ce serait une abomination ». La Bible le dit, un point c'est tout, affirma-t-elle. Quelques jours plus tard, Ken Ashcraft qui avait entendu l'émission lui adressa une lettre ouverte qui disait :

– Merci de mettre autant de ferveur à éduquer les gens à la loi de Dieu ; j'apprends beaucoup à l'écoute de votre programme et j'essaie d'en faire profiter tout le monde ; mais j'aurais besoin d'un conseil quant à d'autres lois bibliques... Par exemple, je souhaiterais vendre ma fille comme servante, tel que c'est indiqué dans le livre de l'exode 'ch21 ve7'. A votre avis, quel serait le meilleur prix ?

– Le lévitique aussi enseigne que je peux posséder des esclaves, hommes ou femmes, à condition qu'ils soient achetés dans des nations voisines. Un ami affirme que ceci est applicable aux Mexicains, mais pas aux Canadiens. Pourriez-vous m'éclairer sur ce point ? Pourquoi ne puis-je pas posséder des esclaves canadiens ?

– J'ai un voisin qui tient à travailler le samedi. L'exode 'ch35 ve2' dit clairement qu'il doit être condamné à mort. Suis-je obligé de le tuer moi-même ? Pourriez-vous me soulager de cette question gênante d'une quelconque manière ?

– Autre chose, le Lévitique 'ch21 ve18' dit qu'on ne peut s'approcher de l'autel de Dieu si on a des problèmes de vue ; j'ai besoin de lunettes pour lire ; mon acuité visuelle doit-elle être de 100% ? Serait-il possible de revoir cette exigence à la baisse pour servir à l'autel ?⁶

⁶ Selon le site Hoaxbuster, cette lettre fut connue grâce à sa reprise dans un épisode de l'émission West Wings. Ken Ashcraft a même touché un petit dédommagement de la production.

Cette histoire vraie, outre sa saveur, montre que la Bible aussi contient, comme le Coran, des textes d'un autre âge qui, heureusement, ne sont plus retenus par les croyants d'aujourd'hui. Que les chrétiens et les juifs qui sont choqués par les versets les plus insoutenables du Coran, lisent ce troisième livre de la Bible qu'on appelle le Lévitique et ils relativiseront leur jugement. Et que les islamistes qui lisent le Coran à la lettre comprennent l'impasse que constitue cette forme de lecture.

Remarquons cependant que si l'humour a de l'efficacité vis-à-vis des spectateurs, il est moins apprécié de ses victimes, surtout lorsqu'elles n'en ont pas la culture. Dans toutes les religions, les fondamentalistes en manquent totalement et réagissent avec violence. À condition d'être juste, l'humour permet de dire des choses difficiles sans blesser, il permet de se faire comprendre et de laisser une trace. Il est d'autant plus efficace qu'il s'exerce contre soi-même ou contre les siens. Par exemple, s'il s'agit de dénoncer un excès de bigoterie chrétienne, la blague d'un athée aura moins d'impact que celle d'un prêtre. Ainsi, les humoristes musulmans sont à encourager. Les Égyptiens, paraît-il, n'en manquent pas... et bien d'autres dans le monde musulman. Mais fondamentalement, plus que l'humour lui-même, c'est une culture de l'esprit qu'il faut développer dans l'éducation sous toutes ses formes. Il faut réintroduire l'esthétique et l'esprit de finesse à la télévision, dans les médias, dans les jeux sur smartphones, chez les humoristes, les artistes, les chansonniers etc. C'est un facteur de paix qui ne manquera pas de porter des fruits à long terme.

Objectif

Devant des problèmes sans solution, on est souvent conduit à piloter à vue. Faute de mieux on saupoudre de petites actions mais, aussi intéressantes, utiles et nécessaires qu'elles puissent être, il importe de voir plus loin. Pour progresser dans un problème national et international d'une telle ampleur et complexité, il convient donc de savoir ce qu'on veut, c'est l'objectif ; puis comment l'atteindre, c'est la stratégie. Encore faut-il commencer par fixer l'objectif. Pour cela, il faut qu'il comporte une visée lointaine sinon on fait comme en Irak ou en Libye, on va abattre un dictateur sans trop savoir ce qu'on fera par la suite. Il faut surtout un objectif qui tienne compte des réalités et soit possible à atteindre sinon comme en Irak on rêvera de mettre en place une démocratie dans un pays trop profondément divisé. Il faut aussi qu'il soit simple et compréhensible par tous. Dans le cas présent, il faut que l'objectif convienne à la fois aux musulmans non islamistes de tous pays et aux Européens non musulmans, bref, il doit être mobilisateur.

La définition claire de l'objectif visé est sans doute la partie la plus importante de la planification stratégique. Au point où nous en sommes de nos réflexions, nous pouvons suggérer ce qui suit.

Nos objectifs principaux sont :

- de vivre ensemble durablement en conservant les valeurs que nous avons mis des siècles à établir, et pour cela
- d'empêcher toutes les formes d'action de l'islamisme dans le monde
- de respecter les tenants d'un islam de paix refusant l'islamisme.

Cela signifie pour les Français et les Européens :

- accepter la présence de l'islam en France et en Europe,
- accepter l'exercice de cette religion,
- accepter son enseignement dans des mosquées et dans des écoles privées,
- accepter le développement de l'islam en Europe,

...à la *stricte condition* que l'islam prône, respecte et fasse respecter en tout moment et en tous lieux :

- la liberté de conscience en matière religieuse,
- la liberté d'expression dans les limites légales,
- la non-intervention de la religion dans la sphère publique,
- l'esprit de laïcité ou de sécularisation et les lois nationales qui leur correspondent,
- le respect des femmes et leur égalité de droit avec les hommes,
- les lois nationales et les textes de l'ONU dont la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme
- l'intégration de ses ressortissants dans la nation qui les accueille,

...et qu'il refuse catégoriquement parmi ses adeptes,

- l'application des prescriptions musulmanes contraires aux lois nationales,
- toute pratique ou incitation contraire aux valeurs positives du vivre-ensemble, par exemple le mensonge, la duplicité, la violence physique, le terrorisme, la guerre...

- tout enseignement ou incitation à la haine et, plus généralement, tout ce qui nuit à la cohésion nationale et à la paix,
- toutes les formes de pression et de violence liées à des motifs religieux,
- et plus généralement toute manifestation religieuse autoritaire, radicale, fondamentaliste ou hégémoniste.

(Ces conditions seront explicitées plus loin au chapitre « Convention universelle »)

Autrement dit, l'islam de France mettra en œuvre ces objectifs ou ne sera pas. Quant aux islamistes, ils peuvent penser ce qu'ils veulent, nous reconnaissons leur liberté de penser, mais ils ne peuvent ni ne pourront jamais faire pression sur les individus ou agir par voie politique pour mettre en œuvre leur idéologie religieuse.

Au niveau international, ces objectifs sont les mêmes mais peuvent s'exprimer de manière différente (par exemple pour le mot laïcité qui n'a pas toujours d'équivalent). De manière universelle, ils visent à permettre à des gens de religions, de croyances et de cultures différentes de vivre ensemble durablement. Ils valent pour nous et pour tous les pays du monde où vivent et militent des islamistes. Compte tenu du nombre de conflits en cours ou latents, on est aujourd'hui loin du but.

Cet objectif n'est pas neutre pour les Européens non musulmans car il implique leur acceptation de la religion musulmane en Europe même si elle y devenait un jour majoritaire. Pour les musulmans européens, la difficulté n'est pas moindre car il implique leur refus net de l'islamisme et le retour à un islam paisible et tolérant selon les critères posés ci-dessus.

La paix est à ce prix. Si nous ne l'acceptons pas nous serons dans une logique de conflit ou même de guerre civile en Europe. On en mesure donc la portée.

Remarquons aussi que notre cible dépasse largement les problèmes dont l'actualité nous entretient sans cesse et qui tournent autour des méfaits de Al Qaïda, de Daech, de Boko Haram ou de leurs nombreux affiliés qui sévissent entre l'Inde et la Mauritanie. C'est à juste titre que nous nous inquiétons des jeunes qui partent lutter en Syrie, en Irak, en Libye ou ailleurs. Devant tous ces dangers graves et toutes ces guerres en cours, nos chancelleries et nos gouvernements agissent avec pertinence et efficacité. Mais l'objectif dont nous parlons ici se situe en amont. Il vise la racine du mal qu'est l'islamisme dans ses formes hégémoniques et insidieuses, agissant hors des normes humanitaires reconnues par les Nations Unies. En effet, même si nous parvenions à circonscrire les conflits et menaces actuelles, l'adversaire conserverait ses intentions et ses capacités de nuisance.

Forts de ces réflexions, nous allons maintenant passer aux propositions, aux voies du vivre-ensemble et aux moyens d'éviter la guerre. Elles sont censées construire peu à peu les éléments d'une stratégie générale que nous synthétiserons en fin d'ouvrage.

Nous commencerons par quelques réflexions sur l'approche stratégique et sur la situation internationale et nous terminerons par la contribution de notre pays. Entre les deux, nous évoquerons quatre axes stratégiques spécifiques, d'abord une convention de l'ONU, puis le travail de nombreux chercheurs au sein de l'islam, puis une réflexion sur les croyances et leurs dangers, et une autre sur la puissance des modérés à l'intérieur de l'islam.

Résumé des 7 idées générales de ce chapitre

1 – Centrer le problème sur les islamistes et pas seulement sur le terrorisme et les jihadistes – Considérer le problème à l'échelon planétaire et pas seulement français ou européen – Protéger les musulmans de paix que nous appelons aussi non islamistes. Respecter l'islam

2 – Accepter l'existence d'une guerre en cours, ne pas la sous-estimer, la regarder en face et en parler – Ne pas exclure la possibilité d'une guerre civile en Europe ou en France. Travailler sur cette hypothèse

3 – Dénoncer l'islamisme comme une nouvelle forme de fascisme inacceptable qu'il convient donc d'éradiquer à terme et aujourd'hui de traiter avec la plus grande rigueur

4 – Définir les conditions d'une fin de conflit et les dire. Par exemple :

- Si la fin de conflit dépend d'une reprise du pouvoir religieux par les non-islamistes qui sont largement majoritaires, cela nous conduit à les soutenir de manière puissante et organisée
- Si elle dépend de l'arrêt du financement des islamistes, cela nous conduit à mettre de gros moyens sur cet objectif

5 – Dire aux modérés de chaque religion qu'ils sont responsables de la maîtrise de leurs extrémistes – Créer et développer du dialogue "intra", c'est à dire intra-religieux et intra-communautaire

6 – Sensibiliser le peuple, dire les vérités, avoir le ton juste, contrer nos propres sacralisations et diabolisations, donner des responsabilités aux sages, développer l'éducation, l'instruction, l'esthétique, l'esprit de finesse, l'humour...

7 – Accepter sans réserve l'objectif proposé. Ou alors en proposer un autre qui soit également capable de conduire à la paix. C'est une proposition clé.

PART INTERNATIONALE DU CONFLIT

Vers une stratégie générale

*Nous n'avons pas encore pris la dimension du problème.
Alors que la guerre de l'islamisme se développe dans le monde,
nous avons besoin d'une stratégie à la hauteur de l'enjeu.*

Besoin d'une stratégie

Disons les choses telles qu'elles sont : les islamistes sont aujourd'hui en guerre contre tous ceux qui ne pensent pas comme eux. Ce sont les jihadistes, salafistes, wahhabites et autres extrémistes musulmans qui l'ont déclarée il y a plus de vingt ans et ne cessent de la proclamer à qui veut les entendre : l'islam doit dominer le monde. Ils font la guerre dans ce but, leur emprise s'étend de manière régulière et systématique et des territoires entiers leur sont soumis de l'Inde à la Mauritanie en passant par des foyers plus ou moins chauds et plus ou moins étendus en Syrie, en Lybie, au Nigeria. Le Sahel est de plus en plus contaminé et, sur cette ligne de front, tous les pays sont touchés. Quand on sait qu'en 2050 le Nigeria sera plus peuplé que les États-Unis et que l'Afrique aura deux fois plus d'habitants qu'aujourd'hui alors que la moitié

des pays y sont mal gouvernés, parfois même sans État, sans administration, sans forces de l'ordre et sans espoir de sortir de la corruption. Les groupes prolifèrent, ici c'est Daech, là c'est Al Qaïda, Aqmi, Boko Haram, Ansar al-charia, Ansar Dine, Mujao ou les Shebabs, etc. pour ne citer que les plus connus. Ils ont de gros moyens, leurs méthodes évoluent, ils savent jouer des médias, bref ils savent ce qu'ils veulent et ils en prennent les moyens. Leurs combattants se multiplient et sont à l'œuvre dans de nombreux pays. Ils viennent de partout, y compris de nos pays européens, et se précipitent dans chacun des lieux de conflit pour faire parler leurs armes au nom d'Allah, un Allah usurpé, instrumentalisé et dévoyé de ses fondements. Par ailleurs, le radicalisme augmente assez généralement dans l'islam.

La réponse de la communauté internationale n'est pas à la hauteur de l'enjeu. Depuis une vingtaine d'années, chacun mène des actions énergiques contre le terrorisme dans son pays et hors de ses frontières contre des groupes islamistes trop dérangeants. On soutient ici ou là des gouvernements de pays qui ont de trop graves difficultés mais ceux-ci deviennent trop nombreux et la communauté internationale ne suit plus. Le monde commence à prendre conscience de l'ampleur du problème mais ne fait pas de véritable déclaration de guerre contre l'islamisme, juste une réaction au coup par coup, parfois même en sous-main et en tous cas sans l'officialisation qui fixerait un objectif international à long terme, dégagerait les moyens nécessaires, responsabiliserait les gouvernements, mobiliserait les sociétés civiles, encouragerait les peuples opprimés et obligerait certains pays à choisir leur camp comme l'Arabie Saoudite, le Qatar, la Turquie... Cela conduirait à poser plus clairement les problèmes à la face du monde comme distinguer l'islam de ses variantes fascisantes,

refuser de considérer les islamistes comme des défenseurs d'une religion.

Pourtant les faits sont là, c'est une guerre mondiale, depuis une trentaine d'années elle a fait près de neuf millions de morts dénombrés aux chapitres précédents et bien plus de réfugiés ou déplacés. De nombreux gouvernements de pays musulmans sont laissés seuls aux prises avec leurs extrémistes et subissent leurs diktats. Des États comme la Somalie, la Libye, le Mali, la Centrafrique et maintenant l'Irak se sont effondrés, certains sont au bord de génocides interreligieux, l'Algérie peine à se remettre du cauchemar des années 1990, la Syrie en guerre civile est en train de faire pire, le Sahel est à feu et à sang, le Soudan s'est scindé, son Président Omar al-Bashir est poursuivi par la Cour pénale internationale, la Libye est en train de devenir un nouvel Afghanistan c'est à dire un foyer d'islamisme et de terrorisme international, le Nigeria est dépassé par les événements, la Palestine est toujours en guerre, le Liban est au bord d'une nouvelle guerre civile, l'Irak compte chaque jour ses morts, l'Iran chiite attise le feu un peu partout, le Pakistan fournit journallement des kyrielles de fondamentalistes, l'Europe fournit des jihadistes, l'Inde ne s'en sort pas de ses haines religieuses et bien d'autres pays sont à la peine avec des radicaux plus ou moins nationalistes comme la Birmanie de l'Ouest, la Thaïlande du sud, l'Indonésie, les Philippines, la Chine du Nord-Ouest, la Russie caucasienne, etc. Le feu est bien alimenté : les écoles coraniques de divers pays musulmans fournissent en abondance le matériau humain, les pétromonarchies du golfe fournissent sans faiblir tout l'oxygène nécessaire avec ses dollars. Les trafics illicites continuent dans les zones de non-droit comme le Sahel ou les banlieues des grandes agglomérations. Des pays n'en peuvent plus de lutter contre cet ennemi intérieur et sont trop faibles

pour faire face. Et comme toujours ce sont les gens les plus faibles ou les plus pauvres ou les femmes qui trinquent, soit des conséquences de la guerre, soit des rigueurs de la charia. Bref, le monde souffre et a besoin d'aide.

C'est maintenant l'Europe qui s'éveille sous la pression des musulmans radicaux qui ont l'initiative. Tantôt ils utilisent le terrorisme armé, tantôt le terrorisme psychologique, tantôt le grignotage juridique ou démographique. Ils jouent de la tolérance et de la permissivité de nos sociétés occidentales, de nos tensions et faiblesses politiciennes, ils tirent parti de leur nombre, du chômage, de l'insatisfaction des populations immigrées sans travail, ils profitent des difficultés d'intégration et des malaises identitaires. Les Européens prennent de plus en plus conscience du problème, le radicalisme monte aussi de leur côté sans qu'une solution n'apparaisse ni à court ni à long terme. Pire, notre capacité à vivre ensemble est menacée. De graves conflits intérieurs ne sont plus à exclure.

Et finalement, partout dans le monde, les gouvernements sont en position de défense et réagissent au coup par coup. Chacun a sa petite politique et ses grands problèmes. Les nations subissent et ne disposent pas de cadre global pour réagir. Pourtant les peuples agressés, musulmans en première ligne, sont largement majoritaires dans le monde et, unis, leur nombre permettrait de faire cesser cette agression islamiste mondiale. S'ils se fédéraient et disposaient d'un cadre structuré, ils pourraient réduire l'islamisme. Le problème est, que parmi ceux qui souffrent, la Chine et la Russie résolvent ce problème par des voies policières et militaires radicales (au Xinjiang, en Tchétchénie et autres régions du Caucase). Quant aux États-Unis ils sont un peu moins concernés. L'Europe est donc seule face à son destin mais la plupart de ses membres ne se sentent pas encore gravement impliqués. Ceux

qui le sont le plus, la France et la Grande-Bretagne, sont en crise et n'ont pas les moyens financiers capables de faire face à une menace mondiale de si grande ampleur. L'islamisme a de beaux jours devant lui !

Bref, de manière générale, nous n'avons pas pris la dimension du problème. Tout se passe comme s'il ne s'agissait que de combattre le terrorisme, chacune de ses manifestations étonne encore et concentre tous les commentaires alors que le problème est d'un tout autre niveau. Dans l'émission «C dans l'air» du 19 mars 2015, après avoir montré des images de jeunes combattants fanatisés en Afrique et même en France, Yves Calvi se demande inquiet comment comprendre cette extraordinaire haine de tous nos systèmes de valeur. Antoine Glaser qui connaît bien l'Afrique confirme que l'Europe a du souci à se faire dans les années à venir. Il montre à quel point il s'agit de mondes différents parce que les frontières y ont explosé, les gouvernements ne contrôlent plus rien, le chômage est partout et la démographie galope, les jeunes entendent des médias leur rabâcher 24 heures sur 24 (sic) qu'ils vont mettre l'Occident à genoux, qu'il faut tuer les juifs et que la solution est d'aller en Europe. Beaucoup de jeunes se sont laissés convaincre de la dégénérescence de l'Occident et de la supériorité de l'Islam, de la séparation du monde entre les musulmans (bons) et les kâfirs (les mécréants honnis de Dieu). Ils s'étonnent en toute bonne foi de cette attention que nous portons aux aspects humains ; cela leur paraît de la faiblesse ou de la décadence alors que pour eux la violence a toujours raison, etc. Ainsi, tout cela nous dépasse mais il faudra pourtant mesurer le problème à sa vraie valeur si nous voulons le traiter.

En mars 2013, l'ONU couvrait des opérations liées à des débordements islamiques sanglants au Soudan, au

Darfour, en Côte d'Ivoire, au Timor, en Inde, au Pakistan, en Afghanistan, à Chypre, au Kosovo, au Liban et en Israël (Golan), en Syrie et en Irak. Bien d'autres pays justifieraient de l'aide. La communauté internationale ne peut faire mieux que circonscrire les méfaits. Elle laisse à chaque pays le soin de maîtriser ses propres islamistes ce qui se révèle très insuffisant. De nombreux pays sont débordés.

Nous n'avons pas de stratégie et nous perdons beaucoup d'énergie. On le constate aussi bien à l'international, où l'on laisse l'Arabie Saoudite, le Qatar et d'autres financer des jihadistes alors qu'ailleurs on envoie des militaires les combattre, que dans nos pays européens où l'on joue aussi bien sur la répression que sur le laxisme. La preuve la plus nette nous est donnée par Israël qui, en bombardant Gaza tous les deux ou trois ans avec chaque fois mille à deux mille morts à la clé, dénoue un problème à court terme mais crée dans le monde, par réflexe de colère et d'humiliation, des centaines de milliers de jihadistes potentiels. Michel Rocard expliquait en 2002 dans une lettre à Ariel Sharon : *Vous avez des raisons de mépriser leurs divisions, leur sous-développement et leur impuissance. Méfiez-vous cependant : ils ont le nombre, l'espace et le temps – tous facteurs stratégiques qui vous manquent – et certains commencent à rattraper leur retard de modernité. Vous êtes en train de les rassembler, ce qui pour la première fois depuis bien longtemps fait réapparaître ce danger que l'on croyait disparu : celui de la précarité de la présence d'Israël en Palestine.* Ainsi, à l'issue de chaque campagne de bombardements, la situation mondiale n'a fait qu'empirer. Il ne s'agit pas ici de dire ce qu'Israël devrait faire mais de constater qu'ils ne s'inscrivent pas dans une stratégie générale et qu'à ce régime, non seulement on ne sortira pas de la guerre mais on l'amplifiera. De même en Libye, en Syrie, en Irak... l'absence d'objectif et de stratégie générale est criante. Barack Obama l'a

dit lui-même en août 2014 avant de souhaiter qu'une véritable stratégie soit mise en place contre Daech lors de la conférence de l'OTAN du 6 septembre 2014. De même, en juillet 2015 au Kenya il parlait de l'arme économique contre les shebabs. Mais là encore, bien que l'intention soit bonne, sa visée est trop basse : s'il est effectivement souhaitable de disposer d'une stratégie contre ces groupes en expansion, c'est « contre l'islamisme au niveau mondial » qu'il en faut une. Sinon, on anéantira Daech et consorts sans avoir réellement avancé. Peut-être même aura-t-on aggravé la difficulté. Et les problèmes seront laissés dans le désordre au niveau de la bonne volonté et des moyens des États. Cela se traduira par d'autres interventions ponctuelles dispersées et inefficaces vis-à-vis des questions de fond.

Si l'on observe la situation des différents États, on peut ici ou là espérer un mieux momentané mais rien ne permet d'espérer un résultat à long terme. Au global, pour ceux qui agissent, la stratégie actuelle, si c'en est une, consiste à limiter les dégâts ici ou là, à contenir les folies extrémistes jusqu'à ce que, sous l'effet de la mondialisation et de l'éducation, leur intensité baisse. Mais c'est illusoire car en fait l'islamisme gagne chaque jour du terrain. Nous nous trouvons comme dans les années 1930 devant un nouveau fascisme qui ne se réduira que par son éradication totale.

**

Disposer d'une stratégie globale éviterait cette dispersion et multiplierait grandement l'efficacité. Elle aurait l'avantage de fixer un cap sans lequel tout individu, quel que soit son pays ou sa religion (y compris musulmane), est

dans le flou, ce qui ne manque pas d'exacerber ses craintes et ses ressentiments. En donnant de l'espoir, elle calmerait les passions, voire les haines à droite, modérerait les démagogues ou langues de bois à gauche et donnerait courage aux musulmans paisibles. Surtout, elle fédérerait l'ensemble des forces civiles, politiques, économiques et médiatiques qui œuvreraient dès lors en synergie. Elle serait la moitié du chemin vers la paix. Il nous faut donc établir une stratégie générale contre l'islamisme et la faire connaître.

La stratégie permet d'atteindre un objectif final, même s'il faut passer par de lourds objectifs intermédiaires, il ne s'agit pas seulement de mener des actions qui vont dans le sens souhaité mais de faire en sorte que l'ensemble des actions permette à terme d'*atteindre l'objectif*. Dans une guerre l'échec est impossible et cela change complètement le degré de préparation car, s'il faut « absolument » atteindre le but fixé, les contraintes sont sévères, les obstacles sont nombreux. Il faut prévoir les difficultés et proposer à l'avance la façon de les vaincre et les moyens correspondants. Une stratégie digne de ce nom ne fait aucune impasse, elle prévoit les revers ou les difficultés et les moyens de les dépasser, elle s'organise pour faire face aux imprévus. Ensuite elle coordonne et conduit les opérations. Surtout, elle vise le long terme, par exemple, il ne suffit pas d'abattre un régime, il faut que toute la stratégie soit conçue pour assurer la suite. Cela exige réflexion et réalisme afin de ne pas chercher l'impossible. Ainsi, chargé de toutes ces contraintes, on voit que le mot stratégie n'a plus le même sens que dans le langage courant.

Il ne s'agit pas d'une stratégie militaire comme au temps du communisme, mais d'une stratégie globale qui implique toutes les forces d'une nation qu'elles soient politiques, militaires, civiles, économiques, sociales, médiatiques,

religieuses ou morales. Les forces de nature civile sont beaucoup plus considérables qu'on ne le croit en général et sont à mettre en œuvre systématiquement avant d'envisager les solutions armées. Leur puissance et leur efficacité ont été illustrées lors des révolutions récentes en Tunisie, en Égypte, en Ukraine mais aussi dans une centaine de conflits graves au cours du XX^e siècle. Selon les situations, elles peuvent être rapidement opérantes. En tous cas, elles représentent une voie stratégique.

Pour un problème de grande ampleur comme celui qui nous préoccupe, il doit y avoir plusieurs niveaux de stratégie. Au premier niveau, il y a une stratégie générale et mondiale et au second niveau une stratégie européenne suivie de stratégies nationales. Chacune d'elles s'intègre au sein de la stratégie de niveau supérieur et, à la fois, organise et gère ses spécificités. Puis, viennent s'inscrire des tactiques locales ou particulières. Les stratégies de niveau supérieur sont conçues les premières. Elles permettent l'établissement des suivantes.

C'est à leur établissement que cet ouvrage prétend contribuer. Bien sûr, de manière partielle car nous n'avons pas toute l'étendue de compétence nécessaire pour en traiter tous les aspects. Une préparation stratégique sérieuse demande beaucoup de travail et un grand nombre de personnes.

**

Elle doit avoir quelque hauteur de façon à traverser les décennies à venir sans être remise en cause par les inévitables événements de l'actualité. Elle doit être internationale puisque son essence est justement de créer une puissante

synergie entre peuples en difficulté. Elle doit avoir la caution de l'ONU et son soutien actif. Elle doit être déclinable de manière régionale et modulable en fonction du moment et des circonstances. Elle doit être pragmatique et donc peu idéologique pour éviter des débats inutiles et interminables.

Alors quelle stratégie ? Celle, militaire, pratiquée par les États-Unis en Afghanistan et en Irak a fait long feu. On peut espérer que les néo-conservateurs US ont maintenant compris que la force ne peut rien contre les croyances et les passions religieuses, que des lois ne suffisent pas pour installer la démocratie ou la paix, que les meilleurs discours ne viendront jamais à bout des nationalismes et que la culture d'un peuple ne se modèle pas comme de la pâte à gâteau. Ce n'est pourtant pas nouveau, ils en avaient reçu la démonstration au Vietnam, en Somalie, en Irak... Les Soviétiques en avaient fait l'expérience en Russie et dans les pays de l'est européen comme la Pologne. Est-ce en ayant pris conscience de l'inanité des voies militaires que le gouvernement de Washington aurait manigancé une nouvelle stratégie ? En effet, selon Samir Amin¹, il aurait soutenu les frères musulmans en Egypte (avec Morsi) afin d'éviter les poussées démocratiques du peuple égyptien capable de remettre en cause son alignement sur le libéralisme économique : « A eux la charia et à nous les affaires ! Cela expliquerait aussi leur soutien aux Frères dans de nombreux pays mais serait la preuve d'une bien courte vue quand on connaît l'islamisme fondamental des Frères et la nature de cette idéologie. Et si ce n'est pas de la courte vue mais du machiavélisme, c'est d'une étonnante stupidité dont seuls les néo-conservateurs ont le secret. En effet, cela ne peut donner rien de bon à long terme et, à l'heure des grandes

1 In Denécé Éric, *La face cachée des révolutions arabes*, Ouvrage collectif de 23 auteurs, Ellipses, Paris 2012

migrations musulmanes vers l'Europe, c'est donner celle-ci aux islamistes. Espérons que cette voie est définitivement abandonnée.

En fait, la stratégie actuellement à l'œuvre, qui est peut-être même une stratégie par défaut, ressemble étonnamment à celle du « *containment* » (ou endiguement) qui avait été retenue au début de la guerre mondiale contre le communisme et qui consistait à limiter dans chaque pays ses avancées, à le contenir en espérant qu'il s'effondre un jour de lui-même, miné par ses propres contradictions. Cela se concrétisait mondialement par une forte activité des services de renseignement, des soutiens militaires ponctuels, parfois même à des gens peu recommandables, des actions en sous-main des services secrets et des budgets militaires énormes censés épuiser les finances de l'ennemi, leur talon d'Achille. Aujourd'hui, il en est apparemment de même : on peut penser sans risque de se tromper, qu'à long terme l'islamisme s'effondrera sous ses propres contradictions, entraînant tout l'islam avec lui, sauf que le point faible des islamistes n'est plus financier, au contraire ils disposent de ressources abondantes. Il est idéologique car l'application intégrale du Coran choque ceux qui ont quelque éducation ou du bon sens comme notamment les femmes, et l'application de la charia conduit à des aberrations. Il est aussi dans les guerres internes mortelles et irréductibles que se livrent chiïtes et sunnites. Il est enfin dans les drones et la NSA qui sont devenus les fers de lance de la lutte armée souterraine.

Cette stratégie de l'endiguement a de gros défauts : d'abord, bien que s'appliquant au monde entier, elle ne s'intéresse pas suffisamment à l'Europe où elle ne pourra rien faire si un conflit grave s'y développe, ni d'ailleurs à aucun pays tant que la situation n'y atteint pas des sommets

de gravité ; elle manque de cohérence car Américains et Européens soutiennent des pays qui financent les jihadistes et l'islamisme en Europe ; elle s'intéresse au terrorisme alors que la vraie cible est l'islamisme qui utilise bien d'autres moyens subversifs plus pernicious que le terrorisme ; elle est critiquable car, même si elle est pacifique en apparence, son orientation militaire est omniprésente et casse l'image et la crédibilité d'un Occident promoteur des Droits de l'Homme ce qui est une aubaine pour la médiatisation de l'adversaire qui joue la victimisation et gagne en influence ; elle exacerbe les musulmans non islamistes qui portent en eux l'issue du conflit ; enfin, si elle a permis au communisme de durer 70 ans, combien lui faudra-t-il pour éliminer l'islamisme qui a tant de soutien dans le monde ? Mais l'argument décisif est celui-ci : si les multiples guerres du communisme ont fait 100 millions de morts, combien en faudra-t-il pour vaincre l'islamisme ? Cette stratégie de l'endiguement contre le communisme fut la guerre la plus meurtrière de l'histoire des hommes. La nouvelle guerre de l'islamisme a déjà fait 8 à 9 millions de morts et rien ne permet de penser que son endiguement en fera moins.

Il importe pour le moins d'y réfléchir et d'étudier la possibilité de faire mieux, bref d'établir une autre stratégie moins coûteuse en vies humaines et plus rapide afin d'accélérer cette guerre vers son but qui est la paix.

La suite de ce chapitre proposera quelques explications sur sa nature et ses méthodes. Par contre, les chapitres suivants proposeront des éléments de stratégie générale et c'est en conclusion qu'on en trouvera une synthèse.

Approche d'une stratégie internationale

Nous entendons la stratégie comme l'ensemble des actions coordonnées, des opérations habiles et des manœuvres en vue d'atteindre un but précis.

Pour l'établir, les stratégies commencent par identifier les points forts ou faibles des adversaires et aussi les nôtres.

- Ici par exemple, nous disposons du facteur favorable que représente le soutien de nombreux gouvernements musulmans qui luttent contre leurs islamistes et autres frères extrémistes. À l'ONU, par rapport au temps de la guerre froide, nous disposerons plus facilement du soutien du Conseil de sécurité car la Chine et la Russie sont elles-mêmes aux prises avec des islamistes. Encore faudrait-il préparer le terrain car bien d'autres sujets de discorde peuvent interférer.

- L'autre facteur favorable par rapport au communisme est qu'il n'y a pas de rideau de fer, il est possible de voyager ou vivre au sein de populations adverses.

- Facteur positif encore et non des moindres à l'échelle mondiale, le soutien majoritaire des peuples musulmans à la lutte contre l'islamisme : si celui-ci domine l'État dans certains pays il est mondialement minoritaire au niveau des populations. Son poids fait illusion régionalement par son activisme, ses pressions sur les individus et ses finances. Il y a peut-être là un point clé de la nouvelle stratégie comme nous l'avons montré dans les idées générales.

- Nous avons aussi évoqué la fragilité d'un islamisme trop dépendant des financements pétro-monarchiques.

- Dernier point : alors que beaucoup de pays sont déjà en guerre et souffrent, nous avons encore l'avantage de ne pas l'être sur notre territoire européen tout en ayant une bonne prise de conscience du danger qui s'approche.

Par contre, il y a au moins trois facteurs défavorables,

- d'une part la dilution de l'ennemi dans le paysage mondial

- et d'autre part sa motivation, passionnellement inscrite dans certains esprits prêts à donner leur vie pour leur cause en devenant soit jihadistes soit kamikazes soit militants civils. Alors que pour le communisme, cette motivation relevait d'une propagande qui, un jour ou l'autre devait montrer son vrai visage, aujourd'hui elle tient à des croyances religieuses sacrées bien plus difficiles à dépassionner. Sans parler de leur caractère identitaire à l'effet multiplicateur qui mérite le plus grand soin.

- enfin, l'énorme capacité financière des pays du Moyen-Orient qui alimente les conflits et la haine de multiples manières : achats d'armes coûteuses aux jihadistes, soutien médiatique comme celui d'Al-Jazeera aux Frères musulmans, pressions sur de multiples gouvernements incapables de résister aux mannes financières, etc. Ces soutiens de toutes sortes alimentent puissamment l'islamisme et entretiennent toutes les guerres à composante religieuse.

Cette analyse de la situation n'est qu'un premier aperçu qui mérite d'être largement complété. Cette étude permettra d'approcher les axes d'une stratégie permettant de parvenir à l'objectif visé.

Ensuite, la planification stratégique va beaucoup plus loin dans le détail, elle est un exercice de haute volée qui fait appel à des compétences variées. Elle comprend de nombreux chapitres comme les objectifs, la stratégie générale, la

recherche, la préparation, l'organisation, les responsabilités, les actions, les agendas, la communication, la formation, les moyens, les financements, le contrôle, etc.

Elle comporte aussi des volets donnant lieu, chacun, à une réflexion et à la mise en place de plans d'actions adaptés à l'objectif. En voici quelques-uns esquissés sommairement. Chacun d'eux mérite études et développements. Ils doivent être déclinés à la fois au niveau international et au niveau national.

- Volet anti-objectifs : il s'agit de prendre un à un les objectifs de l'adversaire en commençant par les plus importants et de les cibler. Par exemple, si l'un des objectifs islamistes est de s'attaquer en priorité à tel pays, il est possible de contrecarrer ce projet par un plan adéquat. S'ils ont pour objectif d'augmenter le nombre de jihadistes dans le monde, il est possible de développer une ligne directrice ou un programme pour le contrecarrer et en particulier obliger Israël à traiter le terrorisme par d'autres moyens que les bombardements de civils. S'ils pratiquent dans chaque pays une stratégie de grignotage progressif des coutumes locales, il est possible d'établir des recommandations internationales pour aider les pays à l'empêcher. S'ils jouent de l'amalgame entre musulmans et islamistes, il faut communiquer sur ce thème. S'ils terrorisent les musulmans de paix afin de les soumettre à leur domination, il devient de plus en plus nécessaire de les protéger. Et ainsi de suite... En priorité ces programmes doivent être de nature civile ou politique. Ainsi par exemple, en 1923 en Allemagne, les Français et les Belges occupaient la Ruhr pour obliger l'Allemagne à payer les dommages de guerre convenus au traité de Versailles en 1918. Les Allemands

firent tout pour empêcher le charbon d'arriver à bon port, les trains déraillaient, ils se trompaient de direction, l'extraction ralentissait dans les mines, etc. L'ensemble de la société civile dont les syndicats, les Églises... était mobilisé. De même, pour contrer les objectifs des islamistes, il est possible de mobiliser nos sociétés civiles pour s'y opposer.

Parmi les objectifs des islamistes, nous l'avons signalé, figure en bonne place la domination du monde musulman, aussi bien au niveau local, dans chaque famille, dans chaque cité, dans chaque mosquée, pays, région du monde. Cette domination s'exerce par la peur, la soumission, le littéralisme religieux dans le genre : « plus j'en rajoute dans le religieux, plus mon argument porte, plus les autres se sentent en tort, plus ils ont peur et plus j'ai de pouvoir ». Nous avons dit que la reprise de pouvoir (à chacun de ces niveaux) par les musulmans de paix était un point clé de la lutte anti-islamiste. Il faut donc étudier très sérieusement avec des musulmans un plan d'action de « Reprise du pouvoir ». Il mobilisera beaucoup la communauté musulmane, il fera parler de lui et provoquera des réactions violentes mais l'arme absolue de cette communauté sera sa masse (le nombre de ses acteurs) et, c'est bien connu chez les spécialistes de la lutte non violente, la disparition de la peur dès les premières manifestations de masse. L'étude doit se faire avec des spécialistes de cette lutte, elle doit prévoir les étapes, l'avant, le pendant la lutte et surtout l'après (c'est à dire la durée), elle doit prévoir les lieux, les formes, la communication, les acteurs, etc. C'est un grand plan au sein de la stratégie générale. Elle suppose aussi un regard positif sur l'islam qui est loin aujourd'hui d'être acquis en Europe. Il ne s'agit pas d'admirer béatement une religion mais de la respecter et d'estimer ses ressortissants en tant qu'hommes libres chargés d'une culture différente.

- Volet anti-collaborateurs : c'est l'un des détails du plan précédent à ne pas négliger mais il déborde largement de ce plan précédent. Chez les musulmans de paix ou, plus généralement non radicalisés, il importe au plus haut point d'ôter toute envie de collaborer aux objectifs islamistes. Cela implique de travailler avec eux, de les protéger, d'encourager leur condamnation systématique des actes islamistes et de les inciter aux choix entre le camp de la paix ou celui du jihad. Pour cela il faudra dénoncer et neutraliser les pressions qu'ils subissent et qui les empêchent de s'exprimer librement. Le plan « Reprise de pouvoir » obligeant les musulmans à se déterminer, provoquera forcément une polarisation délicate et pénible. Il faut prévoir des situations cornéliennes, ne pas laisser seules les personnes en difficulté, bref organiser l'accompagnement de cette épreuve. Ce volet mérite un plan de prévention très étudié.

- Volet dissuasion : L'idée de dissuasion est de remplacer les moyens militaires directs par des dispositions ou des menaces qui ôtent aux islamistes et à leurs soutiens modérés toute envie d'agir. Il ne s'agit évidemment plus de dissuasion nucléaire mais il est possible d'envisager des formes de dissuasion non militaires, des formes civiles dans lesquelles une population musulmane serait préparée à désobéir systématiquement à un pouvoir islamiste dans une situation définie. Ou, de manière plus classique, la mise en place de lois sanctionnant systématiquement certains actes parmi ceux qui caractérisent les islamistes (abus d'autorité religieuse, application de règles de la charia contraires aux lois nationales, non respect de la femme, etc.).

- Volet militaire : la plupart des volets ici évoqués nous orientent vers des solutions non militaires, c'est-à-dire qu'ils conduisent à des mesures de nature civile, politiques, sociales, etc. Les moyens militaires ne sont pas pour autant exclus et notamment pour les nombreuses situations qu'ils sont seuls capables de débloquent comme au Mali, en Centrafrique, etc. Mais attention, les interventions militaires débloquent une situation extrême ou particulière, elles ne résolvent pas le problème. On l'a vu en Libye et en Irak. Elles doivent presque toujours être suivies de dispositions d'accompagnement de nature civile, humanitaire, sociale et politique qu'on a trop tendance à oublier ou à laisser à charge de militaires dont ce n'est pas le métier. Sortir un dictateur qu'il soit fou ou sanguinaire n'est qu'un objectif intermédiaire mais sûrement pas final.

Dans le domaine des interventions militaires, on pourrait peut-être mieux répartir la charge entre tous les pays. La Russie, la Chine et Israël supportent les leurs comme aussi de nombreux pays musulmans dans leur propre pays. Il existe un partage de fait des zones à soutenir, par exemple le Nigeria est un peu plus à la charge de la Grande-Bretagne, l'Allemagne et d'autres pays européens pourraient également s'impliquer dans une région, et bien sûr sous le contrôle de l'ONU.

Nous avons cité plus haut les 13 pays où l'ONU intervient pour assurer militairement et civilement la paix menacée par des islamistes, cela illustre l'implication du Conseil de sécurité dans le conflit mondial de l'islamisme. Mais ces interventions semblent n'avoir été décidées qu'au coup par coup, toujours dans l'urgence. Le manque de stratégie militaire se fait sentir. Ne serait-il pas possible d'établir à ce niveau supérieur de l'ONU une stratégie anti-islamiste ? Ou, pour le moins, un plan de prévention avec des lignes rouges déclenchant des

actions militaires préventives ? Bref une gestion centrale des problèmes posés dans le monde par cet extrémisme.

- Volet financier : il s'agit d'intervenir sur les financements des adversaires avec le soutien actif de la société civile. Les pétromonarchies préfèrent-elles financer la guerre au profit d'extensions religieuses fort aléatoires ou au contraire financer la paix et, par là, améliorer l'image de l'islam ? Pensent-elles qu'à notre époque, on puisse encore convertir par la force des armes ou au contraire par la force de l'image que le peuple se fait d'une religion ? Pensent-elles qu'une religion puisse se maintenir dans la durée par la force et par l'argent ? Peuvent-elles comprendre que l'islamisme est en train de tuer l'islam ? Préfèrent-elles que le monde entier se coalise contre elles et contre l'islamisme jusqu'à voir l'islam s'effondrer tout entier avec lui ? L'argument est imparable, il doit donc être possible, par pressions multiples et suivies, et si nécessaire par contraintes ou par dissuasion, de convaincre un à un ces pays riches (ou ses individus immensément riches) de ne plus soutenir les islamistes. Il est probable que sans soutien financier, l'islamisme international se réduira comme peau de chagrin. D'ailleurs, ce sera le cas dans quelques dizaines d'années lorsque les ressources pétrolières et gazières seront épuisées. Préfèrent-elles au contraire voir l'islam s'autodétruire au préalable ? À leur niveau d'instruction, elles doivent bien comprendre que la seule alternative à l'autodestruction serait l'hiver islamique sur terre, c'est-à-dire une victoire impossible car bien évidemment les peuples le rejetteraient comme un corps étranger dans un organisme. Par conséquent, il nous faut planifier une sous-stratégie pour couper tout financement des islamistes.

- Volet constructif : il ne suffit pas de contrer, il faut aussi construire, c'est-à-dire donner aux peuples les moyens de vivre et d'espérer. Par exemple, il ne suffit pas de lutter contre les jihadistes il faut leur donner du travail, il ne suffit pas de lutter contre l'islamisme il faut des plans de développement économique dans leurs pays, il ne suffit pas de vouloir le ralliement à la bonne cause des musulmans de paix, il faut leur donner du travail afin de faciliter leur intégration, il ne suffit pas de combattre l'existence des madrasas pakistanaïses qui prônent la haine et « fabriquent » des jihadistes, il faut leur proposer d'autres formes d'enseignement qui les intéressent, etc. Les formes d'aide constructives sont nombreuses, elles doivent avoir à la fois une dimension macro-économique ou étatique et une dimension locale. Elles gagnent à être prises en charge par les populations concernées. Ce fut le cas par exemple en Palestine lors de la première intifada de 1988 qui fut principalement une lutte nonviolente² de la population qui se prit en charge par toute une série de travaux de construction d'une société nouvelle³.

- Volet communication. Ce volet mérite un développement un peu plus important ce qui ne diminue en rien l'importance des précédents. En effet, si on considère la nature de ce conflit, on peut dire que, fondamentalement, il s'agit d'une guerre de communication. Chacun des volets ci-dessus en comporte une

2 La suppression du trait d'union est ici volontaire. Elle est expliquée au chapitre « Part nationale ». En bref, il s'agit de marquer la distinction entre les méthodes de lutte nonviolente et la philosophie non-violente. Le but est d'éviter des confusions de sens souvent néfastes. Nous utilisons les deux formes d'orthographe selon le cas.

3 Marichez Jean, avec Olagne Xavier, *La guerre par actions civiles - Identité d'une stratégie de défense*, op. cit., p. 91.

part importante. Jusqu'ici, les islamistes ont formidablement joué de ce registre : tantôt victimes des croisades, de la colonisation, de l'Occident, des armées américaines, de la pauvreté, de la ghettoïsation, de la modernité, de la science, du non-respect de leur « droit » à appliquer le Coran comme ils l'entendent, de l'islamophobie, des musulmans trop modérés, des chiïtes, etc. tantôt en pratiquant le mensonge, l'amalgame et la récupération auprès des jeunes des banlieues ou des populations des bidonvilles en Afrique. *Le jihadiste américain Omar Hammami qui, jusqu'à sa mort en 2013 était responsable des chebabs, les islamistes somaliens, disait dans ses mémoires : « La guerre de la communication a désormais pris le pas sur la guerre des militaires, du napalm et des couteaux »*⁴. Nous devons en prendre acte afin de ne pas laisser faire et ramasser les pots cassés. Il faut absolument neutraliser systématiquement la communication islamiste et donner place à la vérité. La nouvelle stratégie doit donner une part majeure à la communication.

Les « idées générales » que nous avons développées indiquent le sens de la communication de guerre qu'il faut mener. Non seulement il faut dénoncer les méfaits islamistes mais il faut combattre leur idéologie, contrer leur propagande, la démonter et la dévoiler par des communiqués, déclarations, articles et autres formes de communications digitales qui se répandent mondialement. Il faut aussi communiquer sur nos objectifs de paix, sur notre respect de l'islam, sur nos actions, sur nos méthodes. Il faut faire des films, des émissions de télévision, utiliser Internet et les réseaux sociaux, etc.

Surtout il faut veiller à la qualité de notre image : l'image que les peuples se font des non-islamistes (occidentaux et

⁴ Dans *Courrier international* n° 1281 du 21 mars 2015

musulmans de paix) comparée à celle des islamistes. Cette guerre se gagnera par l'image. L'image vraie de tous ceux qui luttent contre l'islamisme, non seulement en Occident mais partout dans le monde. C'est un élément stratégique majeur.

Ce travail sur l'image est très impliquant car il nous oblige à correspondre dans les faits à l'image que nous voulons donner de nous. Elle ne sera que le reflet de la réalité et cela nous place devant une exigence majeure. Certes il ne s'agit pas de transformer les non-islamistes en parangons de vertu, l'homme ne changera pas, mais au moins d'éviter les opérations catastrophiques comme celles d'Irak ou d'Afghanistan, ou d'autres encore où sont massacrés des civils par imbécillité, et de mettre en avant nos actions courageuses comme celle du Mali. Par exemple, pour ce qui concerne l'usage des drones, il convient de donner à chacune de leur mission un statut acceptable et d'éviter le massacre de civils ; vaste travail ! De même, pour chacun des objectifs que nous nous fixons, nous devons étudier toutes les possibilités de l'obtenir d'abord sans violence, par des voies civiles. Elles sont plus nombreuses qu'on ne le croit mais c'est exigeant.

Nous utilisons les termes islamistes et non-islamistes et cela peut paraître simplificateur mais il est bon de clarifier les choses vis-à-vis des populations en désignant deux camps adverses. L'islamisme ne peut être appelé religion, il n'est plus qu'une pseudo-religion qui usurpe l'esprit de l'islam. Il doit être stigmatisé sans crainte. Cette polarisation incitera les musulmans non-islamistes à choisir leur camp, elle sera déterminante dans cette lutte de longue haleine car ils sont nombreux et leur position parfois trop ambiguë en retarde l'issue. Enfin, pour les islamistes eux-mêmes, il importe qu'ils s'entendent identifiés comme tels. Bref, il s'agit de sortir de l'ambiguïté et d'avancer peu à peu par une communication vraie.

La communication d'image ne suffit pas car elle ne joue que sur le long terme et c'est une construction fragile. S'il faut de longues années pour l'établir, il suffit de peu de choses pour qu'elle s'effondre (on l'a vu avec la campagne américaine de 2003 sur l'Irak). Il faut donc aussi déployer des plans de communication actifs et offensifs s'inscrivant dans la stratégie générale. Ils peuvent l'être beaucoup plus que durant la Guerre Froide. Durant cette dernière, nous luttons plus contre des équipes au pouvoir, surpuissantes et protégées par le risque d'une guerre nucléaire, que contre des peuples (qui ne suivaient leurs dirigeants que grâce à une propagande monstrueuse). Aujourd'hui, il ne s'agit plus de puissance militaro-policière à vaincre (à part Daech), nous luttons contre des individus et des groupes. Le cœur du mal n'est plus dans des gouvernements soucieux de se maintenir mais dans une auto-propagande interne qui s'exerce dans la rue, dans les familles, dans des groupuscules multiformes, sur les réseaux sociaux et qui est nourrie mondialement par d'énormes puissances financières.

Notre contre-communication ne saura se contenter d'impulsions gouvernementales ; elle doit aussi être prise en charge par nos sociétés civiles, seules capables de faire contrepoids et de déployer la puissance de communication suffisante. Par exemple, si demain une nouvelle affaire des caricatures est montée en épingle, ce n'est pas une petite dizaine de journaux⁵ qui doivent republier la caricature mais la plupart des journaux et médias du monde. Le simple fait de « dire » les choses permet une formidable démultiplication de la communication. Il faut libérer la communication civile.

⁵ Comme *Charlie Hebdo*, *Brussels Journal*, *Magazinet*, *Die Welt*, *Der Tagesspiegel*, *Berliner Zeitung*, etc.

Elle devrait surtout être prise en charge par chaque citoyen. C'est plus difficile mais cela pourrait se développer peu à peu. On peut imaginer que des internautes⁶ recevant des vidéos ou des messages de la propagande adverse (décapitations, destructions de sites, réussites armées, défaites transformées en victoires, etc.) refusent de les transmettre ou ne les transmettent qu'en les recontextualisant ou en corrigeant les éléments falsifiés ou mensongers. Face à une propagande issue de millions d'islamistes, seule une contre-communication issue de millions de citoyens peut faire le poids. Ce n'est pas simple pour plusieurs raisons, d'abord parce que contre une communication puissamment motivée par son contexte religieux, croyant et passionné, nous ne pouvons opposer que la raison et les arguments. Ensuite parce que nos citoyens ne sont pas formés à ce type d'exercice. Il nous faut apprendre à ne pas entrer dans le jeu adverse qui consiste à montrer sa force et sa résolution, à annoncer ses victoires, à semer la peur et souvent même, la terreur, à hurler à l'islamophobie et à dramatiser pour rallier à leur cause les indécis. Il nous faut apprendre à ne pas retransmettre les messages outranciers et va-t'en guerre de nos extrémistes de droite qui sont contre-productifs en attisant les haines. Il nous faut apprendre à rester sur le terrain des faits, de la raison, de la communication juste et argumentée, de l'efficacité. Il nous faut apprendre à respecter les musulmans non islamistes, à éviter les mots qui blessent et les paroles inutiles. Bref, il y a beaucoup de choses à apprendre pour mener une guerre de communication de civils libres à civils embrigadés qui est en fait une des nombreuses formes de la lutte nonviolente. Il faudra sans doute créer des centres de formation ad-hoc. Peut-être pourrait-on y penser dans le cadre du service civil ouvert à tous qui est justement en cours de développement.

6 Ou utilisateurs de réseaux sociaux de toute nature

Jusqu'ici la communication de guerre était confiée à des organismes spécialisés. C'est encore le cas aujourd'hui par exemple avec le Centre de communications antiterroristes stratégiques (CSCC) du ministère américain des affaires étrangères qui déploie une grande activité médiatique et mène des actions plus professionnelles. Mais cela ne suffit plus car l'ennemi est diffus et multiforme dans les populations de nombreux pays. L'éducation de nos propres populations va devenir indispensable, non seulement chez nous mais dans tous les pays concernés par l'islamisme.

- Volet éducation : c'est à la source qu'il faut agir, là où se créent des jihadistes, en particulier dans les dizaines de milliers de madrasas et autres écoles coraniques où l'on enseigne des contrevérités et où se sème la haine, dans les manuels scolaires du Moyen-Orient qui sont des bombes à retardement, dans certains médias internationaux qui entretiennent l'animosité en biaisant l'information, dans les camps d'entraînement pour jihadistes qui apprennent la violence, chez les trafiquants de drogues, d'armes, de femmes ou d'enfants, dans les milieux occidentaux où se concentrent le chômage et les refus d'intégration et, de manière plus générale, dans la pauvreté qui est source de toutes les frustrations et dans l'obscurantisme par manque d'éducation. Or, force est de constater que certaines de ces voies ne sont pas suffisamment exploitées compte tenu de la rapidité du changement, de l'énormité de l'effort économique. Retenons surtout l'urgence d'agir contre l'enseignement catastrophique des madrasas. Ce n'est pas un objectif facile car, les gouvernements comme celui du Pakistan où, justement, les madrasas sont si nombreuses, ne seront pas forcément suivis par leurs enseignants très idéologisés. Heureusement, Internet offre maintenant d'immenses possibilités pour atteindre des

publics qui en étaient gravement privés. Avec l'Unesco à Paris et avec nos chancelleries, il faut aller plus loin, plus vite et plus fort dans nos plans internationaux d'enseignement pour la paix et ensuite obtenir par pressions diplomatiques une révision en profondeur – des manuels scolaires – des programmes d'enseignement – de la formation des enseignants, etc. Il faut des volets négatifs pour supprimer les contenus obscurantistes et des volets positifs pour recentrer la formation vers des voies séculières, professionnelles et scientifiques.

L'éducation est si importante pour la paix qu'il faudrait carrément lui consacrer une exposition universelle. Si la ville organisatrice est attractive, elle peut attirer plusieurs dizaines de millions de visiteurs durant six mois. Surtout, elle serait l'occasion pour chaque pays de réfléchir à l'éducation qu'il donne et de la comparer ouvertement aux autres pays. Il faudrait donc se focaliser précisément sur l'éducation et éviter de dévier vers le thème beaucoup plus large de la culture. Comme la France a l'intention de poser sa candidature pour 2025, nous sommes devant une opportunité exceptionnelle.

- Volets régionaux : la stratégie générale peut inspirer et stimuler de grandes orientations politiques pour tous les pays qui, peu ou prou sont en conflit ou en problème avec l'islamisme. Voici à titre d'exemple quelques considérations régionales.

Pour Israël, s'insérer dans une stratégie à long terme, devrait les amener et sans doute les obliger à utiliser d'autres méthodes que militaires, donc à agir plus ponctuellement et de manière plus ingénieuse, et surtout moins seuls grâce aux perspectives nouvelles offertes par une stratégie internationale. Celle-ci, par sa solidité, devrait permettre

à Israël de moins fonctionner sur ses peurs et perspectives de survie. Elle doit conduire Israël à revoir la sienne et en particulier à réduire l'influence de ses propres radicaux. De même du côté palestinien la grande question est de réduire le pouvoir de fait de ses extrémistes.

Pour la Turquie, la paix à long terme au Moyen-Orient ne peut s'envisager que sur son rapprochement avec l'**Iran** afin de donner du poids aux initiatives de paix dans cette région. L'idée est saugrenue du fait de leur profonde division religieuse, elle est même stupide au regard de l'actualité, mais la France catholique et l'Allemagne protestante n'ont-elles pas montré que c'était possible ? Ces deux pays musulmans sont les plus peuplés et stratégiquement les plus importants de la région, ils atteindront chacun la centaine de millions d'habitants en 2050⁷. S'ils ne réduisent pas leurs divisions ils vont continuer à surenchérir dans la pureté de leur islamisme et la guerre actuelle embrasera le monde. Pourtant leurs divisions pourraient se réduire s'ils trouvaient quelques terrains d'entente non religieux. C'est impossible aujourd'hui alors que la région se déchire, mais est-on certain d'avoir examiné toutes les options à long terme ? Il faut considérer : 1 - qu'il ne peut y avoir de paix régionale sans création d'un véritable État kurde et 2 - sans fractionnement de l'Irak et de la Syrie entre leurs provinces sunnites et chiites qui ne peuvent vivre ensemble que sous régime dictatorial. Or si l'on accorde à ces deux points l'importance-clé qu'ils méritent, on peut imaginer qu'après l'épisode Daech, au moment de penser à la paix des braves, une conférence internationale retrace profondément les frontières comme en 1918 ou encore lors de la création du Pakistan. La Turquie perdrait son Kurdistan mais pourrait s'établir en fédération avec les vastes régions

⁷http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=98&ref_id=CMPTEF01116

sunnites de l'Irak et de la Syrie. L'Iran perdrait son Kurdistan mais regagnerait son influence avec les parties chiites de l'Irak, de la Syrie et du Liban, et peut-être même quelques territoires. On peut rêver ! Mais dans cette région condamnée à des guerres sans solution, une chirurgie courageuse *imposée* par les grandes puissances et l'ONU sera de toutes façons indispensable. Même si tout cela est beaucoup plus compliqué, vient un moment où il faut trancher dans le vif et dépasser les problèmes secondaires. Quoiqu'il en soit, on pourrait aussi favoriser un rapprochement à long terme Iran-Turquie par un projet commun, comme on le fit pour le charbon et l'acier en Europe. Par exemple la mise en commun de la gestion du transport régional du pétrole et du gaz (justement parce que ce sujet est litigieux) ? Ou encore la gestion en commun du problème régional, conflictuel et crucial de l'eau ? Ou encore la création d'un processus de gestion en commun d'un aspect de la création de l'État kurde ? Les grandes puissances doivent réfléchir à tout ce qui pourrait rapprocher l'Iran et la Turquie contrairement à leur habitude de diviser pour régner qui trouve ici ses limites. Il s'agit d'un parti-pris volontaire pour le long terme.

Pour l'**Arabie saoudite**, la reprise du pouvoir religieux par les sages de l'islam conduira à un renforcement de l'islam. Cela passe par l'apaisement des rivalités doctrinale et religieuse entre l'Arabie et l'**Egypte**, donc avec l'université Al-Azhar du Caire. On pense à ce dessin humoristique qui montre deux ânes attachés à une même corde, trop courte, qui les empêche de manger le foin qui se trouve derrière chacun d'eux. Ils tirent chacun de leur côté ce qui ne fait qu'augmenter leur difficulté. Jusqu'à ce que, par bonheur, ils aient l'idée, aussi simple que géniale, d'aller ensemble manger successivement chacun des tas de foin. De même, il doit être

possible aux autorités religieuses de Ryad et du Caire d'établir un processus de concertation régulière qui donnerait quelque autorité aux tenants de la paix dans l'Islam. Cela ne marcherait que si les débats se font au bon niveau et ne se perdent pas dans les débats stériles sur le licite et l'illicite, s'ils ne cherchent pas le monolithisme en matière de pratiques ou de règles mais s'intéressent aux orientations de paix, de tolérance et surtout « *d'esprit* ». Secret de la réussite : toujours sortir des difficultés « *par le haut* ». Cette concertation est impossible à établir aujourd'hui entre plusieurs pays islamiques compte tenu de la complexité de leurs divergences. Mais pour lui donner une petite chance de fonctionner, il faut viser petit avec des objectifs modestes, donc au maximum à deux pays et voler au bon niveau, alors seulement elle pourrait s'élargir par la suite et progressivement à d'autres acteurs.

Pour la Russie, la question ukrainienne interfère avec la lutte contre l'islamisme à laquelle les Russes participent avec la plus grande vigueur notamment sur leurs frontières sud. Leur méthode actuelle est la même que celle employée par la Chine et par Israël : la violence policière maximale et sans retenue contre toute velléité islamiste. Mais le pouvoir soviétique n'a pu venir à bout du christianisme et l'Histoire montre que la seule violence ne peut éradiquer des croyances. Les Russes devront nécessairement s'unir à l'effort international pour vaincre l'islamisme. De même la communauté internationale ne pourra mener ce combat sans la collaboration russe. Or, en cette année 2015, elle n'intervient pas de manière dissuasive contre les Russes dans l'Est ukrainien, ceux-ci en profitent pour avancer doucement dans leur région russophone tout en faisant mine de négocier et de jouer l'innocence. Mais le grignotage russe ne fait plus illusion après ses épreuves de force en Abkhazie, en Ossétie du Sud, en Transnistrie puis

en Crimée. L'Europe se trouve dans la même situation qu'en 1938 avant les accords de Munich où, après avoir annexé l'Autriche, Hitler demandait le rattachement d'une partie de la Tchécoslovaquie (les Sudètes) au prétexte que 3,2 millions d'Allemands y vivaient. Par crainte d'une guerre avec l'Allemagne ou par pacifisme et manque de fermeté, Chamberlain et Daladier abandonnèrent les Sudètes à Hitler, lui ouvrant la voie à l'annexion totale de la Tchécoslovaquie. De même aujourd'hui, Merkel et Hollande sont en passe de négocier le non-négociable avec Poutine pour ne pas entrer en conflit grave avec la Russie et peut-être aussi parce que nous aurons besoin d'eux à plus long terme, notamment face à l'islamisme. Ainsi, à moins d'un sursaut, nous pouvons pronostiquer "et" l'abandon de l'Ukraine "et" de graves difficultés avec l'islamisme. Alors que faire ? Il faut dresser des sanctions internationales drastiques contre la Russie et ne rien céder, ni à Poutine ni aux islamistes quitte, en dernier ressort, à faire en Ukraine ce que nous avons fait au Kosovo, avec les Américains et avec l'Otan. L'objectif n'est pas négociable car au-delà de l'Ukraine, il en va de bien d'autres pays. Il faut libérer l'Ukraine aujourd'hui et la Géorgie demain. Poutine ment comme Milosevic, on ne peut négocier avec lui, il faut informer le peuple russe par des moyens extraordinaires (messages, tracts, radios, TV, médias, dissidents...) mais il faudra faire fort car il a pris de grandes précautions. La lutte contre l'islamisme est une œuvre de plus long terme et nous devons nécessairement la jouer "avec" les Russes. Par contre, nous devons cesser de laisser penser que l'Ukraine et la Géorgie pourraient intégrer l'Union Européenne. Ce sont des nations de culture, de passé et de religion russes et elles peuvent, sans problème pour l'Union Européenne, demeurer dans l'orbite russe. Si nous avons clarifié ces limites plus tôt,

nous n'en serions pas là. Et pourquoi ne l'avons-nous pas fait ? Peut-être parce personne n'avait le pouvoir de le faire. Nos institutions ne le permettaient pas.

Pour l'Union européenne, son manque d'unité politique et plus précisément en matière de politique étrangère, de défense et de sécurité la condamne à l'indécision et à la faiblesse. Ce sera sans nul doute un handicap pour assurer la mise en œuvre d'une véritable stratégie. Même si celle-ci est de nature essentiellement civile, la crédibilité d'un pays et son autorité dans les instances internationales dépendent, qu'on le veuille ou non, de sa puissance militaire. Le renforcement de l'unité politique et celle de la défense militaire européenne doit donc faire partie des objectifs stratégiques internationaux. Il ne sert à rien de lutter contre l'islamisme en France si d'autres pays européens ne le font pas avec la même vigueur et de manière coordonnée, sinon, ils seront utilisés comme chevaux de Troie ou introduiront de mortelles divisions. La paix en Europe au XXI^e siècle dépendra de son unité politique. Elle dépendra aussi de son unité militaire car celle-ci serait dissuasive : par exemple, si elle avait existé, on peut présumer que les Russes n'auraient pas annexé la Crimée par crainte de son puissant voisin européen, qu'ils seraient moins agressifs en Ukraine et que nos relations seraient moins paranoïaques, ou en tout cas plus claires. Il en serait de même face aux extrémistes islamistes du Proche Orient, non pas parce que l'Europe y engagerait des troupes mais par simple effet de dissuasion et par puissance de négociation. Quand on est puissant politiquement et militairement, on peut exercer efficacement des pressions économiques, sociales ou politiques sans forcément engager ses forces militaires. On peut agir plus sûrement sur les flux migratoires sans forcément fermer ses frontières. On peut répartir plus intelligemment les immigrés dans ses différents territoires, etc. Il ne s'agit pas d'augmenter nos dépenses militaires,

cumulées, celles-ci sont déjà grandes, il s'agit de les coordonner et de les mettre en synergie. Or le seul moyen d'y parvenir est de créer un minimum d'unité politique. Il ne s'agit pas de développer des capacités militaires pour nous en servir à tort et à travers comme cela s'est souvent produit dans le passé mais justement pour ne pas devoir nous en servir. La faiblesse militaire et politique de l'Europe représente aujourd'hui une faute grave pour la paix dans le monde. C'est une réalité de premier plan à côté de laquelle les désirs de souverainisme pèsent bien peu. Faute d'avoir été capables de mesurer à sa juste valeur la gravité de la menace islamiste, nous pourrions un jour regretter de n'avoir pas créé cette unité politique ou cette Europe puissance lorsqu'il était encore temps. Si elle devait s'établir dans l'urgence, ce ne serait pas sans en payer le prix, par exemple celui d'une guerre.

L'Europe doit donc réfléchir aux moyens de se maintenir en paix. Pour commencer, nous lui proposons d'établir en commun un livre blanc pour sa défense et sa sécurité. Celui-ci traitera de la menace islamiste et proposera un véritable plan d'éradication. Il sera un pas vers l'unité et la paix. Une meilleure maîtrise de l'immigration, qu'à peu près tout le monde souhaite, en fera partie. C'est dire l'urgence de cette proposition⁸.

Ces exemples dans quelques régions ont pour but de montrer quelques implications du problème islamiste dans une optique stratégique à long terme. Ils sont très partiels et sont à prolonger en divers pays afin de trouver d'autres implications. Pourquoi avons-nous choisi ceux-là plutôt que d'autres ? Parce que, sans progrès dans ces pays, la question islamiste ne pourra progresser. Il s'agit donc de problèmes-

⁸ Idée nouvellement développée par l'association Eurodéfense-France
<http://www.bruxelles2.eu/2015/07/23/les-propositions-de-eurodefense-pour-un-livre-blanc-de-la-defense/>

clés : sans une meilleure maîtrise des radicaux juifs et islamistes en Israël on continuera à verser de l'huile sur le feu, sans un déclic entre chiïtes et sunnites ils continueront à jouer à « plus musulman que moi, tu meurs », sans concertation entre autorités religieuses de Ryad et du Caire on continuera à surabonder dans la pureté islamiste, sans la Russie nous serons en difficulté, sans renforcement de l'UE on n'aura pas les moyens d'éteindre les flammes de l'islamisme, etc.

- Volet des soutiens : une fois établie, la stratégie obtiendra ou pas le soutien d'un maximum d'organismes internationaux, dont évidemment l'ONU, et des multiples autorités religieuses ou séculières des grands pays musulmans. Qu'ils les acceptent ou pas, les musulmans disposeront de nouveaux repères pacifiques reconnus permettant de faire contrepoids aux organismes radicaux qui, aujourd'hui encore font loi. Cela déterminera un cap politique et diplomatique.

Il sera demandé à ces autorités de dénoncer officiellement chacune des dérives islamistes : actes terroristes, publications haineuses, livres contenant des contrevérités, traitements inacceptables en madrasas, discours inadmissible d'un imam, lapidations, excisions et autres agressions corporelles, attaques de lieux saints d'autres religions, spoliations de tombes, refus de vaccination antipolio d'enfants en zones épidémiques, ports de burkas forcés, abus d'autorité masculin, etc. Sans doute y en aurait-il tous les jours mais raison de plus pour donner de l'importance à cette tribune où, bien entendu, toutes les religions seront traitées à égalité.

Y aura-t-il assez d'États à l'ONU pour soutenir la stratégie ? La réponse est encourageante car les membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU sont concernés :

la Russie dans le Nord Caucase et la Chine au Xinjiang ont elles-mêmes de graves difficultés avec leurs islamistes. En Syrie, ils ont soutenu le pouvoir en place contre les islamistes. Par ailleurs, de nombreux gouvernements de pays musulmans y seront également favorables. On le voit déjà au Mali, en Côte d'Ivoire, au Nigeria, en Algérie, au Maroc, en Indonésie..., on l'a vu dans l'Égypte de Moubarak et dans celle de l'après Morsi... Surtout, il s'agit de protéger les musulmans contre la folie des islamistes. L'objectif étant raisonnable, il devrait être possible de trouver à l'ONU qui a soutenu les opérations au Mali et en Centrafrique une majorité pour condamner l'islamisme et permettre de le combattre en profondeur. Jusqu'ici, de nombreux gouvernements de pays musulmans se sentaient trop seuls pour le faire ; s'ils se sentent soutenus dans une stratégie intelligente, ils se mobiliseront. Ce sera une clé importante de la réussite. Il en est de même pour les gouvernements européens qui, par nécessité électorale, ne s'expriment guère contre l'islamisme, alors que leur silence révolte les franges populaires de leur peuple qui le subissent en première ligne et divise leur pays.

Pour assurer la mise en œuvre d'une stratégie de cette ampleur et de cette complexité, il ne suffira pas de compter sur les bonnes volontés ? Pour exister, vivre et fonctionner, pour évoluer et s'adapter en permanence aux circonstances, pour assurer l'unité d'action, pour disposer d'une influence suffisante et pour en conserver la flamme et l'esprit, elle nécessitera un pilotage et, dans chaque pays, la mise en place d'une véritable organisation.

**

On pourrait encore ajouter bien d'autres volets (Politique, Administrations, Chancelleries, Leaders religieux, Société civile, Industrie, Commerce, etc.) afin de ne rien oublier parmi toutes les responsabilités nécessaires dans l'ensemble de la société.

On obtient ainsi, à partir des grands objectifs initiaux, des sous-objectifs qui eux-mêmes appellent de nouvelles sous-stratégies. Il faut ensuite décliner tout cela dans des plans nationaux.

On le voit dans cet aperçu de l'approche stratégique, chacun de ces volets est lourd de possibilités et chacun fait apparaître de nouvelles urgences. On comprend que leur préparation demandera du travail et beaucoup de compétence. On comprend aussi qu'il serait prétentieux d'aller plus loin dans cet ouvrage ou de vouloir être plus précis. Notre intention est de faire prendre conscience de l'intérêt d'étudier une nouvelle stratégie et de montrer, par quelques touches, de quoi il s'agit tout en recherchant les axes principaux qui pourraient conduire à la paix.

Parmi tous ces éléments de stratégie, tous sont importants mais certains doivent être remarqués comme clés de voûte de la réussite générale au plan mondial. C'est notamment le cas de la reprise du pouvoir en Islam par la communauté mondiale des musulmans de paix ou non-islamistes. C'est aussi le cas de l'assèchement des moyens financiers. Ajoutons-y sans crainte les plans de communication que nous avons esquissés et enfin la révolution des enseignements en madrasas. Sans la réussite de chacun de ces quatre sous-objectifs, la victoire ne saurait être acquise.

Résumé des 10 propositions de ce chapitre

8 – Donner à la lutte contre l'islamisme une véritable stratégie mondiale capable d'atteindre nos objectifs et ceci plus rapidement que l'endigement

9 – Donner de l'importance au plan « Reprise du pouvoir »

10 – Demander de respecter l'islam et de soutenir les musulmans de paix (plan de communication spécifique)

11 – Planifier la prise de contrôle du financement des islamistes, d'abord par voie de négociation puis éventuellement par voies contraignantes

12 – Donner une part majeure à la communication

Planifier et mettre en œuvre une communication de guerre anti-islamiste

Gagner par l'image, l'image de tous ceux qui luttent contre l'islamisme

Libérer la communication civile et éduquer la communication individuelle

13 – Établir avec l'Unesco un plan exceptionnel d'enseignement pour la paix

14 – Réformer l'enseignement des madrasas

15 – Faire en 2025 une exposition universelle sur le thème de l'éducation

16 – Intervenir auprès de quelques pays clés de la lutte anti-islamiste

Israël : Une nouvelle stratégie internationale doit conduire Israël à revoir la sienne

Turquie-Iran : Prévoir une grande chirurgie régionale et favoriser tout ce qui peut rapprocher ces deux pays clés du Moyen-Orient

Arabie saoudite et Egypte : Parvenir à un processus de concertation régulière entre leurs autorités religieuses

Russie : Ne pas céder sur l'Ukraine

17 – UE : Renforcer l'unité politique et celle de la défense militaire européenne

Établir d'urgence un livre blanc commun pour sa défense et sa sécurité

Maîtriser l'immigration et l'intégration grâce au renforcement de l'unité politique

18 – Créer, à l'ONU une gestion centrale des problèmes posés dans le monde par l'islamisme
Créer dans chacun des pays impliqués, les organisations qui assureront la mise en œuvre de la stratégie



CONVENTION UNIVERSELLE DU DROIT ET DES DEVOIRS DES RELIGIONS

Stratégie du droit

L'ONU, en charge de la paix dans le monde, agit pour que la liberté et le respect des gens soient au fondement de la politique de chaque nation. Ces valeurs devraient aussi être déclinées sur le plan religieux.

La mondialisation et l'ouverture des frontières ont pour effet de faire vivre ensemble des populations de cultures et de religions fort différentes. Cela conduit, entre autres, dans de nombreux pays, à des replis identitaires, à des crispations religieuses et à l'intolérance. On constate un développement des fondamentalismes, radicalismes et extrémismes religieux. Ceux-ci s'organisent et prennent de plus en plus de poids au sein de leurs communautés respectives.

Ainsi les religions posent de plus en plus de problèmes dans le monde. Elles sont très nombreuses¹. Le nombre de conflits qui ont une composante religieuse a fortement augmenté, nous avons dit 8 à 9 millions de morts depuis la fin de la guerre froide. Cela n'empêche pas ces conflits d'avoir d'autres composantes comme la recherche de pouvoir ou de légitimité, les besoins de matières premières, les contestations territoriales, les haines ancestrales, etc. Cependant, les religions sont souvent instrumentalisées par les dirigeants pour motiver leurs peuples à se battre contre d'autres peuples ou adversaires.

Au demeurant, on trouve dans certaines religions ou fractions religieuses des abus de pouvoir ou d'autorité, des situations privilégiées ou inégalitaires par rapport à d'autres religions, des abus d'usage de la force physique, des contraintes obligeant des individus notamment des femmes et des enfants à pratiquer des règles religieuses, des abus d'usage de la religion pour maintenir d'autres personnes dans des positions de faiblesse et de dépendance. Des religions usurpent le titre de religion d'État alors que de larges fractions d'individus ne la reconnaissent pas, sont athées ou adhérents d'une autre religion. Les religions ne sont pas toujours au service de leurs adhérents mais sont parfois détournées au service d'intérêts particuliers, ou au profit d'individus, de groupes d'individus, d'institutions ou d'idéologies. De même, elles ne respectent pas toujours la liberté de leurs adhérents ou des peuples non-adhérents avec qui elles sont en relation. De

¹ L' *Atlantic Monthly* de Boston montrait en 2002 que de nouvelles religions naissent sans cesse au rythme de 2 ou 3 par jour, qu'il y en a actuellement environ 99 000 et que le plus grand étonnement des chercheurs est de constater leur évolution permanente et importante. Au point disent-ils que l'une d'elles, encore petite, peut très bien comporter 1 milliard d'adhérents dans quelques dizaines d'années.

telles accusations concernent couramment les sectes mais les religions n'en sont pas exemptes. Le plus souvent même, elles concernent des partis religieux plus ou moins dissidents ou des fractions fondamentalistes et extrémistes d'une religion. Ceux-ci sont souvent désavoués par ceux qui sont au centre de cette religion. Quand ce désaveu est inexistant ou faible ou ambigu, la collectivité religieuse porte la responsabilité des choix et actes de ses partis ou fractions.

La Déclaration universelle des Droits de l'Homme² dans son article 18 précise pourtant que : *Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.*

Il existe aussi une Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales du Conseil de l'Europe³ qui reprend ce texte dans son premier alinéa et ajoute dans un alinéa 2 : *La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité publique, à la protection de l'ordre, de la santé ou de la morale publiques, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.*

Ces principes sont clairs mais sont pourtant loin d'être respectés dans le monde. De plus, ils concernent les personnes et n'apportent aucune précision quant aux droits et devoirs des religions (ou fractions religieuses) « en tant que groupes

2 <http://www.un.org/fr/documents/udhr/index.shtml>.

3 Conseil de l'Europe de septembre 2003, article 9, « Liberté de pensée, de conscience et de religion ».

ou communautés ». Or celles-ci sont des entités vivantes qui pensent, agissent, dirigent et influencent les individus sur la vie sociale et celle de la cité, même lorsque, comme l'islam, elles n'ont pas d'unité représentative. À ce titre, il n'est pas acceptable qu'elles disposent de droits discrétionnaires illimités. D'autant plus que souvent elles se sont elles-mêmes arrogé ces droits et pouvoirs. D'autant plus encore qu'elles obligent et contraignent, directement ou indirectement, des personnes non-adhérentes qui ne reconnaissent pas ces droits et n'ont rien à voir avec eux. Il apparaît donc nécessaire de préciser les droits, les limites et les devoirs des religions et des fractions religieuses. Par exemple, jusqu'ici, on se limitait à dire que toute personne a la liberté de croire, mais il n'est pas inutile d'ajouter qu'aucune religion ou fraction religieuse ne peut exercer sur une personne une pression qui entraverait sa liberté de croire⁴. Surtout, il importe de préciser les limites de cette pression car si rien ne s'oppose à la liberté de manifester sa religion, quelles sont les limites entre manifestation et pression ? Même si la religion se considère au-dessus du politique, elle n'en est pas moins redevable à la société des droits et des devoirs qui incombent à l'homme et qui s'appliquent aussi à la sphère religieuse. De la même manière que les associations ont des droits et des devoirs, les religions ou fractions religieuses peuvent en avoir. Enfin, face aux nombreux abus constatés, il s'avère nécessaire que les États s'engagent à limiter les excès par la signature et la ratification d'engagements.

Notre idée est donc de faire établir par l'ONU, et accepter par ses États membres, une « Convention additive à la

⁴ Les contraintes à croire sont fréquentes et fortes en islam mais c'est contraire aux principes théoriques car le Coran dit très clairement : « Pas de contrainte en religion ».

Déclaration universelle des Droits de l'Homme ». Cette déclaration universelle a déjà inspiré un corpus abondant de traités internationaux relatifs aux Droits de l'Homme⁵. Ils portent le plus souvent le nom de convention. Ils n'ont qu'un caractère incitatif mais fixent des points de repère, des références universelles ce qui est considérable. Ils sont signés puis ratifiés par les États membres auxquels il appartient dès lors de les faire respecter par des lois. Pour l'ONU, une telle nouvelle convention pourrait être applicable dès lors qu'elle serait ratifiée par plus de 50 pays membres⁶, ce qui n'est pas impossible. De plus, l'expérience montre que peu à peu, au fil des années, d'autres États viennent ajouter leur signature et leur ratification. Ce sont les États qui les font respecter en établissant de nouvelles lois de portée nationale. Il est d'ailleurs probable que de nombreux gouvernements de pays musulmans seront intéressés par l'adoption d'un tel traité car il sera un outil pour les aider à se dégager des contraintes religieuses formelles qui pèsent sur leur gouvernance et sur la qualité de vie de leurs citoyens. Il donnera repères et recommandations qui les aideront à justifier des décisions qu'ils sont amenés à prendre pour assurer leur cohésion nationale et qui, autrement, paraîtraient arbitraires.

Le sens de cette convention est de montrer un chemin à toutes les religions et fractions religieuses, un chemin qui leur permette d'éviter des excès qui ont été trop nombreux dans l'histoire de l'humanité et qui, aujourd'hui encore, empêchent les hommes de vivre en paix. Plus précisément, il s'agit d'empêcher les extrémismes religieux car ce sont eux qui débordent les limites d'une sagesse que leurs religions

⁵ <http://www.un.org/fr/documents/udhr/instruments.shtml>.

⁶ Ou plus, ou moins, selon les termes du traité. Voir http://fr.wikipedia.org/wiki/Trait_%C3%A9_%28droit_international_public%29.

trouvent souvent d'elles-mêmes. Il s'agit donc de poser des cadres ou d'indiquer les limites à ne pas dépasser sous la forme de « devoirs ». Cela aidera les gouvernements à les imposer. Surtout, en évitant aux religions de se fourvoyer dans des impasses, cela leur donnera du poids et de la crédibilité et les aidera à atteindre les objectifs de l'ONU, paix et bonheur des hommes, qui sont aussi les leurs.

Les extrémistes religieux se replient souvent avec une vigueur extrême sur les fondamentaux de leur religion par peur exagérée de les perdre. Donner un cadre commun à toutes les religions serait de nature, sinon à détendre ces replis et ces crispations, du moins à donner un argument pour le faire accepter.

Il importe aussi d'indiquer les « droits » des religions, de façon à clarifier les cadres dans lesquels elles seront libres d'évoluer. Cette clarification aura pour avantage de réduire les attitudes de réaction ou de phobie que provoquent souvent les religions. Bref, une telle convention se présente aussi comme un outil d'apaisement.

Il existe aussi une « Déclaration sur l'élimination de toutes formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction ». Proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 25 novembre 1981 (résolution 36/55)⁷. Elle est importante et complète la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, mais elle protège encore les personnes et n'a pas décliné ses principes sous forme de droits et devoirs des « religions ou fractions religieuses ». Elle insiste sur le droit des personnes sans préciser les limites de ces droits que, les sectes et parfois les religions

⁷ http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/36/55&Lang=F

outrepassent. Or les religions ou fractions religieuses sont des groupes humains qui, en tant que tels, se sont souvent adjugés des droits. Ils ont pu le faire de bonne foi tantôt pour conduire un groupe de personnes qui avait besoin de lois communes (ex. juifs dans le Sinaï avec Moïse), tantôt pour donner de la cohérence aux réponses faites aux questions du peuple (ex. jurisprudence islamique par fatwas), tantôt pour régir socialement la pratique religieuse (ex. sacralisation d'un lieu saint de Jérusalem) sans souci des problèmes que cette loi pourrait poser quelques siècles plus tard, tantôt pour valoriser leur religion, etc. Mais elles ont pu le faire de moins bonne foi, sans possibilité de sanction, pour défendre un pouvoir, pour conquérir une région ou pour dominer d'autres peuples. Ces lois ou règles, arbitraires, abusives et même parfois iniques, ont parfois pris une importance démesurée du fait de l'accroissement numérique de ces groupes, ou parce qu'elles s'appuyaient sur une révélation, des croyances, des faits miraculeux, ou sur l'aura d'un gourou. Ou alors elles ont posé problème parce qu'elles étaient inamovibles, excessives, décalées ou, le plus souvent, en concurrence avec les droits des États-nations ou des Droits de l'Homme. Certains croyants en viennent alors à ce poser ce genre de question : pourquoi ma religion devrait-elle se soumettre au droit des États, alors même que nos adhérents sont bien plus nombreux dans le monde que ceux des États où ils vivent ? Pourtant la réponse est simple : parce que les contraintes du « vivre ensemble » ont conduit les hommes de cette planète à confier le droit aux États. Ou pour le dire autrement, parce qu'on ne pourrait imaginer un droit pour les chrétiens, un autre pour les musulmans, un autre pour les bouddhistes alors même que tous cohabitent en de mêmes lieux. Le droit ne peut être lié qu'à un espace terrestre dûment délimité. Il en résulte, pour

les groupements ou communautés religieuses, des limitations de leurs droits religieux. Et compte tenu de l'interpénétration géographique des religions, ces limitations ne peuvent être qu'universelles. L'objet de la convention à établir est donc d'indiquer à ces groupements religieux leurs droits et leurs limites indispensables pour vivre ensemble. Prenons un exemple : on lit dans la Déclaration de l'ONU mentionnée ci-dessus : 1-2. *Nul ne subira de contrainte pouvant porter atteinte à sa liberté d'avoir une religion ou une conviction de son choix.* 1-3. *La liberté de manifester sa religion ou sa conviction ne peut faire l'objet que des seules restrictions qui sont prévues par la loi et qui sont nécessaires à la protection de la sécurité publique, de l'ordre public, de la santé ou de la morale ou des libertés et droits fondamentaux d'autrui.* Autrement dit, lorsque dans un pays l'État est faible, ou lorsque les lois sont inexistantes ou peu respectées, ou lorsque les lois sont soumises à l'ordre religieux (ces cas sont fréquents), les religions auraient le droit de dire n'importe quoi et de justifier cela par un miracle, une croyance, une révélation, une tradition ou une autorité surnaturelle. C'est bien sûr inacceptable quelque soit le nombre d'adhérents à cette religion et cela conduit à la nécessité de limiter internationalement le pouvoir des religions.

Nous parlons de religions mais celles-ci peuvent-elles être considérées comme entités responsables dans la mesure où leurs fondateurs sont morts depuis longtemps et où leurs adhérents ne peuvent être personnellement responsables des orientations de la communauté ? En fait, rien n'empêche de les considérer comme des associations ou des entreprises que la loi considère comme des personnes morales qui ne sauraient se soustraire aux contraintes de la vie en société, le contraire est impensable. Une religion est un groupement d'individus collectivement et

individuellement responsables dans le cadre des lois de leur pays. Nous devons les considérer ci-après comme des entités vivantes qui ont aussi des droits et des devoirs. En conséquence, le mot Religion utilisé dans le texte ci-après désigne ce groupement humain et ses adhérents eux-mêmes.

Comme il peut s'agir de fractions religieuses s'identifiant plus ou moins à une religion, et plus ou moins reconnue par sa religion mère, nous devrions utiliser l'expression « Religion ou fraction religieuse ». Nous aurions pu parfois remplacer ce terme « Religion » par « Les croyants » ou « L'assemblée des croyants » mais ces termes n'impliquaient pas suffisamment les responsables religieux eux-mêmes ni les institutions ou entités qui les désignent. Une autre formulation aurait été : « Les organes dirigeants de la communauté religieuse » mais, là encore, on n'impliquait pas assez les croyants eux-mêmes. Autre remarque : il est fréquent que la communauté des croyants n'ait pas de direction officielle représentative et dans ce cas, l'expression « Religion ou fraction religieuse » n'engage personne, il faudrait donc y ajouter « Groupe humain à fonction religieuse ou œuvrant dans le domaine religieux ». C'est pourquoi finalement le terme « Religion » semble le mieux adapté pour résumer tout cela et nous entendrons par là : « religion ou fraction religieuse, ou parti religieux, ou communauté religieuse, ou responsables religieux, ou association à fonction religieuse ou œuvrant dans le domaine religieux, ou groupe de croyants, etc. » Et pour désigner toutes ces occurrences, nous écrivons Religion avec un R majuscule.

La convention à établir s'adresse aux religions et il serait logique de citer celles qui sont concernées. Mais comment le faire si même le terme religion n'est pas facile à définir et si elles sont très nombreuses, en perpétuel développement et démultipliées en branches innombrables et mouvantes ? Pour

éviter cette difficulté nous n'en citerons que quelques-unes à titre d'exemple⁸. En effet l'important dans cette affaire est de poser des jalons valables pour toutes les religions et toutes les branches religieuses. Il appartiendra ensuite à chacune d'entre elles de se situer par rapport à chacun des droits et devoirs. Le but de cette convention est d'éclairer les peuples et non de légiférer. Pour son application dans chaque pays, au contraire, les religions concernées pourront être désignées et la convention recommandera de le faire.

Les sectes semblent, a priori, passibles au minimum des mêmes devoirs, mais celles-ci devront être désignées car leurs droits ne sauraient être les mêmes. Une secte se différencie assez souvent d'une religion par des finalités de pouvoir et d'enrichissement de leurs responsables mais c'est parfois plus complexe et là aussi, leur désignation ne peut se faire que dans chaque pays. Par ailleurs, l'existence même de devoirs dans cette convention aura pour effet de limiter leur nombre car elles prétendent au titre de religion.

Par le terme « croyance » nous entendrons, dans ce qui suit, le fait de croire à quelque chose d'incertain, même si l'incertitude est minime. La croyance porte sur une chose invérifiable, à tort ou à raison elle n'est pas reconnue universellement par toute la communauté des hommes de bonne foi et d'esprit critique. Exemples de croyances : croire que Jésus est Dieu, croire que le Coran est littéralement la parole de Dieu, croire à la réincarnation, croire que Jésus, Muhammad ou Bouddha ont dit très exactement telle ou telle phrase, croire en une vie après la mort, etc. La croyance peut être de plusieurs natures : une existence surnaturelle,

⁸ Par exemple : catholiques, protestants, orthodoxes, musulmans, juifs, bouddhistes, hindous, sikhs, taoïstes, baha'is, mormons et « nouvel âge ».

une idée, un principe, un objet, un acte, un comportement, etc. Nous avons tous des croyances, celles-ci comblent les vides inévitables de nos savoirs. Elles n'en sont pas moins respectables et respectées. D'ailleurs, ne pas croire en une croyance est également une croyance puisqu'il y a incertitude. Par contre, les exemples suivants ne sont pas des croyances : croire Jésus car c'est avoir confiance en un homme ; croire le Coran car c'est adhérer aux préceptes d'un homme ; ou croire que Jésus a été crucifié, puisque c'est un fait historique reconnu. La foi, conçue comme confiance, ou adhésion, n'est pas une croyance. Elle relève de la raison et d'un acte libre.

Nous n'avons, ici, ni la compétence ni les moyens pour définir dans le détail une telle convention. Cela exige un travail de spécialistes pluridisciplinaires et internationaux, par conséquent nous nous contenterons d'en suggérer quelques lignes pour en montrer l'esprit.

Quels pourraient être ces droits et devoirs des Religions ? Voici quelques exemples, sous réserve d'inventaire et d'études approfondies, afin d'illustrer le sens de cette proposition. Nous l'appelons Convention universelle du droit et des devoirs des religions en espérant qu'elle puisse acquérir un caractère universel. Il ne s'agit que d'une ébauche dont l'ambition se limite à poser les bases d'une interrogation.

Nota : Les organisations musulmanes ont rédigé plusieurs variantes de la déclaration universelle des Droits de l'Homme⁹. Toutes soumettent les Droits

⁹ Par exemple : La Déclaration islamique universelle des Droits de l'Homme proposée par le Conseil Islamique d'Europe, organisme ayant son siège à Londres, et promulguée le 19 septembre 1981 à Paris. Ou la Charte arabe des Droits de l'Homme, adoptée en mai 2004 à Tunis.

de l'Homme à la Charia. Toutes limitent la liberté de choisir sa religion et d'en changer. Aucune de ces variantes n'est reconnue dans le concert des nations.

En particulier, l'OCI qui est l'Organisation de la Coopération Islamique (créée en 1969, elle regroupe 57 pays dont le siège est en Arabie Saoudite) a adopté en 1990 la « Déclaration des Droits de l'Homme en Islam ». Elle dit par exemple :

– Article 22 : Tout homme a le droit d'exprimer librement son opinion pourvu qu'elle ne soit pas en contradiction avec les principes de la Charia.

– Article 24 : Tous les droits et libertés énoncés dans la présente déclaration sont soumis aux dispositions de la Charia.

– Article 25 : La Charia est l'unique référence pour l'explication ou l'interprétation de l'un quelconque des articles contenus dans la présente déclaration.

– Article 19 : Il n'y aura pas de crime ou de peine, sauf tel que prévu dans la charia.

L'OCI a aussi mis sur pied le Processus d'Istanbul, dont le siège est à Djeddah en Arabie saoudite, qui milite pour inscrire dans le droit international une interdiction mondiale de tout examen critique de l'islam et/ou de la charia islamique. Son but est d'arriver à instaurer dans le droit international l'interdiction de critiquer toute religion. Il importe donc de savoir que ce mouvement agit de plusieurs manières pour parvenir à cette fin. Il cherche à pénaliser la diffamation des religions dans le monde entier. Il demande une loi universelle sur le

blasphème au titre de la lutte contre l'intolérance religieuse.

Préambule

Le préambule mentionnera les cadrages ci-dessus. Il pourrait aussi évoquer des expériences réussies dans certains pays. Par exemple, la laïcité en France a montré que des contraintes ou limites faites aux Religions leur ont permis de progresser, non plus en extension, mais en profondeur grâce à une meilleure adaptation aux vents de liberté auxquels leurs adhérents sont de plus en plus sensibles.

Il rappellera que ces droits et devoirs sont des objectifs à atteindre dans chaque pays. Il s'agit essentiellement de créer un « cadre de référence international » qui manque actuellement et qui de ce fait laisse la porte ouverte à des excès inacceptables.

Il indiquera les modalités d'agrément, de ratification et de mise en œuvre.

Existence, Croyance et esprit

Droits

- Toute Religion a le droit d'être créée, d'exister et de se développer tant qu'elle n'est l'objet d'aucune interdiction d'ordre juridique.
- De même, tant que sa doctrine n'est l'objet d'aucune interdiction d'ordre juridique, toute Religion a, par

nature, le droit de disposer d'une doctrine particulière faite de révélations, de croyances surnaturelles, d'opinions métaphysiques ou d'idées relatives au sens des choses et de la vie, qu'elle considère comme vraies et essentielles. Il peut s'agir de principes, d'énoncés, érigés ou non en système, traduisant une certaine conception de l'univers, de l'existence humaine, de la société, etc., et s'accompagnant volontiers, pour le domaine envisagé, de la formulation de modèles de pensée, de règles de conduite¹⁰. Il s'agit de ce qu'elle pense être la vérité et la sagesse, à un moment donné, en réponse aux grandes questions relatives à la création, à la vie, à la mort, au salut, au sens, à l'au-delà et à tout ce qui est d'ordre surnaturel ou inconnu.

- Toute Religion a le droit de croire en sa doctrine et de penser qu'il s'agit de vérités, même lorsqu'il s'agit d'affirmations dans des domaines réputés incertains. Certaines religions enseignent que la vérité ne s'exprime pas seulement de l'extérieur mais se découvre à celui qui la cherche et la respecte.
- Ces droits, comme tous les droits qui figurent dans la présente convention, sont expressément conditionnés par le respect de tous les devoirs de la présente convention. Autrement dit, c'est le respect de tous les devoirs qui permet l'accès à ces droits. Le non-respect de l'un d'eux remet en cause les droits.

Devoirs

- Toute Religion se doit de développer la paix entre les hommes, leur capacité à vivre ensemble, leur liberté, leur

¹⁰ Selon la définition du CNRTL.

bonheur, leur sagesse et l'élévation de leur esprit par l'éducation. Ce principe ne souffre d'aucune restriction. Tout ce qui, dans une Religion irait à l'encontre de l'une de ces finalités serait hors de la ligne de cette convention.

– Aucune Religion ne peut promouvoir une doctrine ou des applications de celle-ci qui présenteraient une menace, un danger pour la vie, la santé, la liberté et les biens matériels d'une personne, adhérente ou non.

– Aucune Religion ne peut prescrire ou recommander une souffrance ou un châtement corporel ou la mort d'un être humain. Ce n'est pas de son ressort.

– Toute Religion est au service de ses adhérents. L'inverse est interdit.

– Toute Religion respecte autant les non-adhérents que ses adhérents, elle ne peut les différencier en matière de droits et devoirs.

– Aucune Religion ne peut obliger à recevoir sa doctrine comme un ensemble indissociable de croyances, c'est-à-dire un ensemble totalitaire ne s'approchant que par tout ou rien. Les individus ont besoin de liberté et d'esprit critique pour approcher et comprendre une doctrine par chacun de ses éléments constitutifs.

– Toute sacralisation ne peut provenir que d'une volonté individuelle. Aucune sacralisation ne peut avoir de caractère collectif obligatoire en dehors de ce que chacun considère comme tel. Aucune Religion ne peut sacraliser sa doctrine c'est-à-dire la rendre intouchable ou taboue, ou imposer cette sacralisation à une personne qui n'en veut pas, fut-elle adhérente.

– Aucune Religion ne peut légalement empêcher un groupe d'individus ou un individu quel qu'il soit, fut-il même

de sa religion, de nier, contester, critiquer, blasphémer ou caricaturer, en privé ou en public, un élément de sa doctrine ou de ses valeurs. Cela vaut même pour les aspects les plus fondamentaux et les plus sacrés de sa doctrine. La liberté de pensée et de parole vaut même contre les religions. (La liberté de blasphémer ne vaut que sur le plan juridique ; sur le plan personnel et du vivre ensemble, cette liberté a des limites liées au respect des personnes et de leurs croyances.)

– Le droit de croire et d'enseigner est limité par l'obligation de ne jamais faire d'une croyance une vérité absolue (*cf.* définition du mot croyance).

– Le droit de croire et d'enseigner est limité par l'obligation de ne jamais imposer cette croyance à celui qui n'y croit pas, à celui qui doute ou refuse de l'adopter.

– Aucune Religion ne peut viser l'enrichissement personnel de quelques-uns ou celui d'une institution. Elle ne peut privilégier le bien-être de certains adhérents ou marquer des inégalités non conformes à la Déclaration universelle des Droits de l'Homme.

– Toute parole et tout texte religieux n'ont de sens que dans un contexte géographique, temporel ou dans une situation particulière. Toute religion étant établie à un moment de l'Histoire est adaptée à ce contexte. Elle doit donc se réadapter sans cesse aux époques suivantes. Elle ne peut se figer dans un littéralisme ou dans une rigidité séculaire.

– Toute religion est tenue d'empêcher ses éléments les plus extrémistes ou les plus radicaux de nuire à la société ou à des individus.

Relations avec l'État

Droits

- Les États ne doivent pas intervenir dans les affaires religieuses (doctrine, responsabilités, nominations, contenu de l'enseignement, exercice du culte...) sauf en cas de trouble à l'ordre public ou de non-respect des Droits de l'Homme.
- Les Religions sont traitées par les États selon une égalité de droits.
- Les Religions ont le droit de s'exprimer publiquement et d'émettre des avis sur tous sujets en rapport avec leur enseignement.
- Toute Religion a le droit de s'implanter en tout pays, elle ne peut y être refusée ni être l'objet de discrimination au profit d'une autre religion.
- Les États doivent permettre à leurs citoyens d'avoir une religion de leur choix et de l'exercer librement.
- Les États doivent garantir le libre exercice des cultes, permettre l'enseignement religieux et garantir que cultes et enseignements s'exercent dans le respect de la liberté des consciences.
- Les États doivent autoriser les Religions à disposer de prêtres, imams ou rabbins, etc.
- Les États doivent autoriser les Religions à disposer de lieux de culte et d'enseignement en nombres et en surfaces suffisants et raisonnables.
- Les États ont le devoir de protéger les ressortissants de

chaque Religion contre toute sorte de discrimination et contre toute forme de violence.

– Les États contribuent à la paix entre athées et croyants de toutes Religions et permettent ainsi aux Religions de s'exercer en toute liberté.

Devoirs

– Aucune Religion ne peut revendiquer le titre de religion d'État. Tout État doit respecter ceux qui n'ont pas de religion ou qui professent une autre religion. Cela n'empêche pas un État d'établir ses lois selon l'esprit ou les recommandations d'une Religion. Suivant les époques, un consensus religieux peut exister dans une société incitant une religion à se dire « religion d'État » ou « religion majoritaire ». Ce ne doit être qu'une constatation et n'entraîner aucune obligation légale.

– Les lois et règles d'une Religion ne peuvent, par principe, s'ériger à titre collectif au-dessus des lois d'un pays ou interférer avec elles. Par contre, à titre personnel, un individu peut aussi respecter les lois et règles de sa religion mais dans la limite des lois de son pays. Cependant, ces dernières peuvent heurter sa conscience et, s'il s'agit d'une affaire aux conséquences graves, il peut alors se déclarer en objection de conscience, rendre public son choix, et accepter sans recours les sanctions prévues dans son pays.

– Les Religions ne doivent pas interférer dans les affaires d'un État. Les lois, le droit, la justice, la police, les sanctions relèvent de l'État et non pas d'une Religion. Les Religions peuvent cependant exprimer des avis et recommandations.

- Les Religions observent les lois des pays dans lesquelles elles vivent.
- Les Religions doivent respecter les règles de financement prescrites par l'État pour tout ce qui touche à leur financement (recettes, dépenses, investissements, emprunts, etc.).
- Si un parti politique peut se prévaloir d'une inspiration religieuse particulière, il ne peut en aucun cas s'identifier à une religion¹¹ ou associer des buts ou représentations religieuses dans son programme¹².
- Aucun parti politique ne peut être fondé sur une base religieuse¹³.
- Les Religions doivent accepter que l'État contrôle le contenu et la forme de l'enseignement religieux. Elles doivent accepter les demandes de corrections en cas (et seulement en cas) de non-respect des lois du pays, des Droits de l'Homme et de la sécurité des personnes.
- Toute Religion qui se développe dans un pays doit adapter ses propres règles, coutumes et traditions à celles de ce pays pour éviter les chocs de culture sources de conflits ; elle doit inciter ses ressortissants à faire la même démarche.

11 Exemple pour mémoire, le parti « Islam » qui s'était présenté aux élections locales à Anderlecht et Bruxelles en octobre 2012.

12 Ainsi, le Parti Démocrate Musulman, en France, qui a dans ses objectifs l'amélioration de sa représentativité dans les instances nationales, profite de *croyanances* religieuses (vastes et floues) alors qu'il ne saurait se prévaloir que de *valeurs* religieuses dûment explicitées. Il en est de même pour le Parti Chrétien Démocrate en France ou d'autres partis à base chrétienne en Europe.

13 Voir l'article 7 de la nouvelle Constitution du Maroc de 2011 : « Les partis politiques ne peuvent être fondés sur une base religieuse, linguistique, ethnique ou régionale... »

http://www.amb-maroc.fr/constitution/Nouvelle_Constitution_%20Maroc2011.pdf

Prosélytisme et liberté

Droits

– Toute Religion a le droit d'agir avec zèle pour rallier des personnes à sa doctrine. Cela peut se traduire par toutes sortes de rites, manifestations, enseignements, communication médiatisée, débats, arguments.

Devoirs

À côté d'un zèle respectueux des autres, il existe un prosélytisme inacceptable qui consiste à utiliser des moyens proches de la propagande ou de la publicité, à faire pression sur les personnes d'une manière qui ne respecte pas leur liberté ou même à les manipuler, les provoquer, les affronter, les défier, les intimider par voies de soi-disant révélations.

– Toutes les Religions doivent respecter la liberté d'écouter, de croire, de penser et de dire, de ceux qu'ils souhaitent convertir.

– Aucune Religion ne peut exercer une pression ou contrainte sur un individu qui entraverait sa liberté de croire, de penser, d'adhérer à une religion ou de la quitter.

– Aucune sanction, aucun châtement ne peut être pratiqué pour obliger une pratique religieuse.

– Les gouvernements et les élus, les agents de l'État ou assimilés, et plus généralement toutes les personnes qui représentent l'État, sont tenus de respecter une attitude de

neutralité en matière de religion. Ils représentent le peuple dans sa diversité et ne doivent pas favoriser une Religion. Ils ne peuvent faire de prosélytisme dans l'exercice de leur fonction, au nom ou du fait de leur fonction, ou profiter de l'autorité de leur fonction pour influencer sur le plan religieux. A titre personnel, ils peuvent néanmoins pratiquer leur religion sans ostentation.

– Dans un pays ou dans un lieu donné, les Religions n'ont pas le même niveau de développement tant du point de vue adhésion et pratiques que du point de vue culturel. L'État doit impérativement veiller au respect des traditions locales et des populations présentes. En cas de conflit entre ces deux impératifs, il agira avec sagesse, transparence et esprit démocratique.

– Les statistiques d'appartenance religieuse ne peuvent se publier que sur la base d'expressions libres et volontaires de chaque individu.

– Les Religions croient à des faits surnaturels invérifiables et rien ne les en empêche. S'il est normal qu'elles les mettent en valeur, il importe qu'elles le fassent avec réserve compte tenu de leur caractère de croyances. Elles ne peuvent ériger ces croyances en vérités absolues, elles ne peuvent, sous peine de sanction, les utiliser pour menacer, faire peur et utiliser cette peur comme méthode de prosélytisme.

Morale et lois religieuses

Droits

– Toute Religion a le droit d'établir et de recommander à ses membres des lois, rites, pratiques et règles de vie.

Devoirs

– Ces lois, règles et prescriptions religieuses sont de nature morale et individuelle, elles ne peuvent pas avoir de valeur juridique ou collective. Elles ne sont pas le fondement des lois nationales qui, elles, s'appuient sur la volonté du peuple.

– Elles doivent favoriser la tolérance, le respect des autres, la justice, la solidarité, la fraternité, le refus de la violence, la recherche de la paix... et tout ce qui contribue à bien vivre ensemble. Toute Religion qui contreviendrait à cette ligne éducative et morale doit être interdite par l'État, même si celui-ci est garant de l'intégrité religieuse.

– Elles doivent assurer l'égalité homme-femme, favoriser l'obéissance des enfants à leurs parents et à leurs maîtres, recommander le principe d'obéissance aux lois nationales.

– L'application des lois et règles religieuses relève du libre choix de chaque personne. En aucun cas elles ne peuvent être exigées d'un adhérent contre sa volonté ou sa conscience. Tout adhérent reste libre de ses actes.

– En aucun cas ces lois et règles ne doivent gêner ceux qui n'adhèrent pas.

- En aucun cas ces lois et règles ne peuvent être sacrnalisées, c'est-à-dire être intouchables au point de pouvoir porter atteinte à la dignité ou à liberté d'une personne ou aux lois nationales qui permettent de vivre ensemble. Elles doivent être considérées comme des aides à la personne (sous forme de symbole ou d'exercice, etc.).
- Une Religion peut exercer des sanctions contre ses adhérents (conduites scandaleuses ou inappropriées, pédophilies, enseignements inacceptables, insubordination, ...) mais ses sanctions doivent rester dans son domaine religieux (ex. interdiction d'exercer, ou de communier...). Une dénonciation à la justice ne relève pas du domaine religieux mais d'une décision personnelle.
- Aucune Religion ne peut recommander ou exercer une sanction qui relève de l'État à l'encontre d'autres hommes. L'exercice d'une sanction ne relève pas du domaine religieux mais des lois nationales. Aucune sanction ne peut être exercée contre un individu au nom d'une religion, d'une révélation surnaturelle ou d'une croyance.
- Aucune Religion ne peut recommander ou exercer de la violence ou des contraintes physiques à l'encontre d'autres hommes. L'exercice de la violence ne relève pas du domaine religieux. Aucune violence ne peut être exercée au nom d'une religion, d'une révélation surnaturelle ou d'une croyance.

Pratiques religieuses

Droits

- Toute Religion a le droit de tenir des réunions publiques et de développer des liturgies, des cultes, des prières collectives, des prêches.
- Toute Religion a le droit d'inciter à des pratiques (prières, jeûnes, pèlerinages, actes, exercices...) qui renforcent la foi, l'élévation spirituelle et la capacité à vivre ensemble.
- Toute Religion peut exiger le respect de ses lieux de culte et de ses liturgies par des contraintes spécifiques.

Devoirs

- Des pratiques qui ne seraient pas motivées par ce genre de renforcement ne sont pas acceptables.
- Les cultes et les lieux de cultes sont ouverts à tous. Ils ne peuvent être réservés à des adhérents ou à des catégories de personnes.
- Toutes les pratiques religieuses qui portent atteinte à l'intégrité corporelle sont interdites, notamment l'excision, les scarifications... Les perçages, tatouages ou inscriptions ne sont autorisées que sur des personnes majeures et avec leur libre consentement. Leur refus ne peut leur porter préjudice. Les circoncisions d'enfants mineurs sont tolérées lorsqu'elles sont faites pour raison médicale.

- Aucune Religion ne peut exercer une pression sur un individu sur sa manière de pratiquer sa religion, sur la qualité et la quantité de ses pratiques.
- Aucune Religion ne peut « imposer » pour motif religieux des contraintes vestimentaires, des obligations alimentaires ou des signes ostentatoires spécifiques dans l'espace public. Elle peut les recommander mais en aucun cas les imposer. De telles pratiques peuvent exister pour des raisons culturelles, traditionnelles, tribales, mais ne sauraient relever du domaine religieux.

Mariage, sexe

Droits

- Toute Religion a le droit d'inciter au mariage religieux et de le célébrer selon son rite.

Devoirs

- Cette forme de mariage n'a qu'une valeur religieuse, elle n'a pas de valeur civile, à moins que l'État ait accepté de donner à la forme religieuse une valeur administrative civile.
- Aucune Religion ne peut contraindre au mariage une personne, adhérente ou non, qui n'en veut pas. Chacun des époux doit pouvoir choisir librement son conjoint. Cela n'exclut pas les mariages arrangés entre familles mais ceux-ci ne peuvent se faire sans l'accord des futurs époux. L'accord

des conjoints a priorité sur celui des familles. Aucune famille n'est déshonorée lorsque l'un de ses enfants choisit son conjoint en dehors de ses traditions religieuses ou de sa caste.

– Aucune Religion ne peut permettre à un homme de prendre pour épouse une jeune fille non pubère (non réglée) ou en dessous de l'âge légal.

– Aucune Religion ne peut permettre à un homme de prendre plusieurs épouses, ou à une femme de prendre plusieurs époux.

– Aucune Religion ne peut prescrire une différence du droit entre l'homme et la femme, qu'il s'agisse de l'héritage, de l'autorité dans le foyer, du divorce ou de la répudiation, etc.

– Toute Religion doit prôner l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes, l'égalité des races et ethnies, le respect des enfants, leur droit à l'éducation et plus généralement l'application des articles de la déclaration universelle des droits de l'Homme.

Dirigeants, leaders et responsables

Droits

Les Religions utilisent généralement des membres permanents ou à temps partiel dans une fonction de guide, de maîtrise, de direction, d'enseignement, de conseil... auprès des fidèles.

Elles attribuent à ces clercs une autorité en matière religieuse et morale.

Devoirs

- Leur autorité ne peut, en aucun cas, conduire d'autres personnes (adhérents ou non) à des obligations qui ne correspondent pas à leur libre volonté. C'est une autorité de compétence, elle guide, recommande ou conseille, mais respecte la liberté de chacun, notamment la liberté de penser, de croire et d'agir.
- Ces clercs ou leaders religieux ne peuvent exercer une activité politique ou syndicale pendant l'exercice de leur mission. Leur mission doit se limiter au champ religieux. Leurs prêches et leurs discours publics doivent être imprégnés de valeurs de paix, de fraternité et de tolérance, inciter les fidèles à faire le bien et éviter le mal, et s'interdire tout contenu politique. Dans l'exercice de leur fonction, ils sont soumis au principe de neutralité politique. A l'intérieur des bâtiments religieux ils assurent une atmosphère de spiritualité et de communion¹⁴.
- Compte tenu de l'influence que ces clercs peuvent avoir sur les adhérents, ils doivent recevoir une formation approfondie de niveau supérieur.
- Lorsqu'un membre s'est engagé dans une communauté par des vœux officiels et parfois même à vie, il doit lui être possible de changer d'avis. Fut-il à vie et solennel, un vœu exprime une volonté à un moment donné mais ne saurait priver son émetteur de sa liberté ou l'enfermer dans un engagement.
- Les clercs, les leaders religieux, et même toutes les communautés de croyants ou adhérents, ont la responsabilité de lutter contre les fanatiques, puristes, fondamentalistes ou extrémistes de leur religion.

¹⁴ Cet article s'inspire du Dahir 1.14.104 du Roi du Maroc qui est un décret du 29 mai 2014 recadrant la mission des imams.

Enseignement

Droits

- Toute Religion a le droit d'être enseignée aux enfants.
- Toute Religion peut ouvrir une école.
- Le contenu de l'enseignement proprement religieux est laissé à la responsabilité de l'institution, il n'est pas du ressort de l'État.

Devoirs

- Toute école doit respecter les lois, règlements et programmes nationaux s'ils existent et accepter un contrôle de l'État dans ce périmètre.
- L'enseignement des enfants en matière religieuse doit être respectueux de leur manque de maturité et adapté en conséquence.
- Dans le but d'équilibrer la formation des enfants entre les différentes matières et disciplines, et afin d'éviter des formations religieuses trop intensives chez des jeunes qui n'ont pas la maturité suffisante, l'enseignement religieux des mineurs ne doit être qu'une initiation à dose légère. Le temps de formation religieuse ne peut être qu'une petite partie du temps global consacré à leur formation et à leur éducation.
- Pour les personnes majeures, ce temps n'a plus de raison d'être limité.
- S'il est normal que les parents ou tuteurs choisissent et

enseignent une religion à leur enfant, c'est à ce dernier que revient le choix de sa religion ou de sa non-religion dès qu'il en exprime le souhait. Il est alors interdit aux parents et à quiconque de s'opposer à ce choix et de le sanctionner.

– Tout enseignement religieux doit être accessible à tous. Il ne peut se faire de manière occulte ou être réservé à certaines catégories de personnes.

Résumé de la proposition de ce chapitre

19 – Etablir et faire adopter par l'ONU une nouvelle convention du droit et des devoirs des Religions afin de leur tracer, à titre indicatif, des lignes rouges.



LUEURS D'ESPÉRANCE

Stratégie de recherche

De nombreux intellectuels et leaders musulmans proposent des lectures du Coran qui tiennent compte des données scientifiques, historiques, contextuelles, linguistiques, sociologiques, psychologiques, etc. Ils feront probablement sortir l'islam d'un littéralisme mortel.

Porteurs de lumière

Certains pensent que les problèmes liés à l'immigration religieuse ont moins d'importance que le déclin démographique qui ébranle l'Europe et annonce sa décadence inéluctable, lisible par ailleurs dans bien d'autres constats. L'immigration est alors une nécessité pour combler le déficit des populations en âge de travailler, pour rajeunir la pyramide des âges dont le vieillissement coûte cher et compromet les retraites, pour dynamiser la société, créer des activités nouvelles, créer des liens avec l'étranger, etc. Si elle crée des problèmes, on finira bien par les résoudre, pensent-ils. Alors que beaucoup d'autres donnent priorité au traitement du chômage, ils placent la leur dans une vision

qu'ils disent à plus long terme. C'est le cas des Nations Unies et de l'Union européenne. Les premiers parce qu'ils attachent de l'importance à l'équilibre démographique des continents en bouleversement trop rapide, la seconde parce qu'elle veut maintenir son influence dans le monde qui, malgré ses erreurs, est respectée et sollicitée.

Les optimistes pensent que l'intégration finira par faire son œuvre même si elle est terriblement difficile, même si elle est aujourd'hui bloquée au point de fonctionner à l'envers. Pour eux, les musulmans sont minoritaires et, même s'ils deviennent plus nombreux, la plupart s'intégreront à notre culture. Notre culture est forte, elle se traduit dans mille faits de la vie quotidienne de manière incontournable, or la réalité s'est toujours imposée et s'imposera toujours. Qu'elles soient chrétiennes ou athées ou plus généralement laïques, ses valeurs s'imposeront forcément par leur qualité et leur universalité. Notre laïcité est profondément ancrée dans le paysage culturel. Notre société civile, puissante, diversifiée et ramifiée, en est le meilleur garant.

Par ailleurs, chrétiens et musulmans pratiquent le dialogue interreligieux et se trouvent mutuellement de la bonne volonté. Ils expriment là leur désir de vivre ensemble et font un travail indispensable. Cependant, ils ne peuvent avoir de véritable communication avec les extrémistes des deux bords qui ne participent pas à ce genre de dialogue. Or ce sont eux qui en auraient besoin, eux qui sèment la division plus que le rapprochement.

Un espoir apparaît dans ces printemps arabes où, justement, les modérés de l'islam, les vrais et non pas les frères musulmans, se battent courageusement pour séparer l'État et la religion. Une maigre lueur apparaît lorsqu'on entend dire qu'en Égypte des musulmans se groupent pour défendre des

Coptes et leurs églises de la folie destructrice des islamistes qui, partout au Moyen-Orient, chassent les chrétiens.

Comment aussi ne pas évoquer les initiatives privées de gens qui, comme l'immense musicien Daniel Barenboïm, créent, au prix d'énormes difficultés, des concerts interprétés par des musiciens mixtes juifs et palestiniens ? Comment ne pas évoquer ce voyage de dix-sept imams de France, parmi les plus importants, qui sont allés en Israël pour parler de la paix avec les Palestiniens et pour se recueillir au mémorial de Yad Vashem ainsi qu'au cimetière de Givat Shaul, à Jérusalem ; puis, de nouveau quelques semaines plus tard, sur les tombes des enfants juifs de Toulouse, tués par le fanatique Merah et sur le mémorial juif de Drancy. Leur but : montrer au monde qu'à côté d'un islam minoritaire et violent, il en existe un autre qui se réclame de la fameuse sourate du Coran : « *Dieu a fait de la paix le salut de notre communauté et une garantie de protection aux non-musulmans qui vivent parmi nous* » ?¹ Comment surtout ne pas parler de tous ces obscurs Israéliens et Palestiniens qui vivent ensemble dans des villages d'Israël et qui agissent ensemble ? Comment ne pas penser à ces nombreuses régions où chrétiens et musulmans ont su vivre ensemble en harmonie, comme autrefois à Sarajevo, au Liban, en Syrie et aujourd'hui en Inde, en Égypte, au Sahel, etc. ?

**

La mouvance soufie présente aussi un axe d'espoir substantiel car elle est une vaste orientation de l'islam,

¹ *Le Point* du 15 novembre 2012. « Voyage à l'initiative de Hassen Chalghoumi, imam de Drancy ».

sortie du rigorisme et des lectures littéralistes du Coran. Selon Marc Yared², elle s'est orientée vers le mysticisme, la spiritualité et un peu d'idéalisme. Son islam est plus tolérant, plus ouvert. On a parlé d'islam des saints et des simples. Le royaume auquel il aspire n'est pas de ce monde. Ses approches sont souvent affectives, émotionnelles, sensorielles. On en parle peu et les médias n'en montrent souvent que les rites mystérieux – abusivement comparés à ceux des sectes – comme ceux des derviches tourneurs qui se « vendent » bien aux touristes. En fait, cette mouvance refuse les visions abstraites, légalistes, voire pharisaïques des docteurs de la foi, obsédés par le respect sourcilleux de la jurisprudence du IX^e siècle qui s'est élevée autour du Coran. Elle cherche la spiritualité, le progrès personnel en vue de vivre ensemble. Elle dispose encore du poids de Ahmed el-Tayyeb qui est, depuis 2010, le 44^e grand imam de la mosquée al-Azhar du Caire. Le problème est qu'elle n'a cessé de subir les attaques de l'islamisme politique qui a amplifié sa lutte depuis la fin des années 1960. Aujourd'hui, les soufis sont combattus si ardemment par les islamistes qu'on les entend de moins en moins. Alors que les radicalisations se généralisent, leur éclipse semble durable. Pourtant, quelques dizaines d'années plus tôt, ils représentaient une grande force dans l'islam. Malgré les oppressions leur mouvance était encore très développée et concernait des populations considérables au Sahel, dans la vallée du Nil et dans tous les pays musulmans : jusqu'à deux Sénégalais sur trois, un Turc et un Kurde irakien sur trois, un marocain sur cinq, un musulman sur dix dans le Caucase, en Asie centrale et au Xinjiang. Si considérables

² *Les Cahiers de l'Orient* n°50 de 1998 consacré au soufisme sous ce titre qui en dit long sur l'importance de cette mouvance : « Les Soufis à l'assaut de l'islam ». Une part de ce paragraphe est issue de l'article de Marc Yared : « Mystiques et politiques ».

donc, que Marc Yared conclut : *Étincelles d'espérance dans une communauté³ musulmane traumatisée par les atrocités d'Algérie* (et bien d'autres), *les confréries soufies⁴ sont sans doute appelées à supplanter largement – après une éclipse très relative – cet islamisme borné, encadré par des laïcs ou par des théologiens dogmatiques, qui n'a pas su marier authenticité et modernité.* C'est une constante de l'histoire : l'esprit ne meurt pas, donc le leur gardera forcément sa puissance. Il ne saurait disparaître et nous le mettons au compte des optimismes pour le futur. L'exemple de la vivacité du christianisme malgré 70 ans d'écrasement par les régimes communistes, permet d'espérer. Un autre exemple nous est donné par le travail en profondeur qu'avaient fait les monastères chrétiens en Occident, du IV^e siècle au Moyen-Âge, et encore aujourd'hui vers un christianisme de spiritualité, de prière, de silence, de recherche de Dieu, d'accueil de l'étranger et d'aide aux pauvres... Malgré des épisodes douloureux, des guerres de religion et des pressions radicalisantes toujours à l'œuvre, toutes les tendances chrétiennes, qu'elles soient orthodoxes, romaines ou protestantes, continuent, encore aujourd'hui, de privilégier ces approches.

Le problème des soufis est que, dans l'islam, il manque d'une autorité théologique capable d'étayer les voies religieuses qu'ils ont développées naturellement. Alors qu'on pourrait penser que ce sont les éléments théoriques qui fondent l'esprit religieux et ses pratiques, c'est souvent le peuple qui, par ses ressentis ou ses forces vitales, précède la théorie. Sa conscience est plus forte que la loi même lorsqu'elle est contrainte. Que le Coran le permette ou pas, que les Oulémas l'autorisent ou pas, les gens savent bien en leur for intérieur

3 Ou l'Oumma.

4 Ou les Tourouq.

que leur conscience est importante. Et lorsque, forcés par des autorités locales ou historiques ou par l'esprit grégaire, on leur fait croire le contraire, ils se laissent entraîner par les facilités de l'obéissance ou par la peur des sanctions divines et plus souvent humaines. Cela peut durer, mais un jour ou l'autre le bon sens reprend le dessus. Voilà encore l'un des mystères de l'Histoire qu'on retrouve partout, l'esprit finit toujours par être plus fort que la loi, même si celle-ci se prétend divine. Et c'est pourquoi le peuple précède les théories. Par contre, sans théorie, sans rationalité théologique, l'esprit ne peut s'imposer face aux fondamentalistes et c'est ce qui manque aux soufis : des bases théologiques opposables. Heureusement, grâce à un certain nombre de penseurs musulmans, celles-ci sont en construction. On va le voir plus loin mais auparavant une petite digression.

**

Contrairement à l'image médiatique qu'ils nous donnent, les musulmans dans leur grande majorité sont tolérants. Les nombreux livres qui racontent la vie de Muhammad donnent de lui l'image d'un homme bon, juste et généreux qui enseigne et met en pratique les vertus de patience, de sagesse et de tolérance. On lit par exemple dans celui de Tariq Ramadan : *Sa spiritualité profonde l'avait libéré de la prison du moi, et il ne cessait de voir et de rappeler les signes du Très rapproché aussi bien dans l'oiseau qui vole que dans l'arbre qui se dresse, le crépuscule qui s'installe ou l'étoile qui brille. Il a su exprimer et répandre l'amour autour de lui. Ses épouses furent comblées par sa présence, sa tendresse et son affection, et ses compagnons l'aimaient d'un amour profond... Il aimait, il*

*pardonnait. Pas un jour ne passait sans qu'il demande pardon à Dieu pour ses propres insuffisances et ses oublis...Il couvrait les fautes d'autrui aux yeux d'autrui, tout en apprenant à chacun l'impératif de l'exigence et de la discipline personnelles... La communauté de foi des croyants devait être une communauté d'êtres libres.*⁵ Même si les auteurs croyants sont quelque peu partiaux, il est probable que le prophète jouissait d'un grand charisme sans lequel il n'aurait pu rassembler comme il l'a fait toutes les tribus de la péninsule arabique. C'est en tout cas cette image que vénèrent des millions de musulmans qui l'ont comme modèle de vie. Une image sensible m'en est donnée à la télévision⁶ par une femme de la ville de Gao, au Mali du Nord qui, début 2013, était encore envahie par les islamistes radicaux : cette ville de 90 000 habitants a perdu toute vie, les gens qui vivaient le plus souvent dehors, devant leur maison, s'y cachent maintenant. Le voile est obligatoire. Services publics et hôpitaux sont dévastés. Cela ressemble à Phnom Penh au temps des Khmers rouges. On punit ceux qui écoutent de la musique, le simple fait d'avoir chez soi une cassette de musique donne droit à des coups de fouet, on coupe une main aux voleurs et, selon le cas, une main et un pied. Des amputés nous sont montrés en cours de soins à l'hôpital de Bamako, la capitale. Images dures. Cette femme est adjointe au Maire de Gao et a dû, par peur, émigrer à Bamako avec sa grande famille. Elle respire forte personnalité et connaissance des réalités. Au sujet des islamistes de Gao, elle dit, comme pour elle-même et avec conviction : « Ce ne sont pas des musulmans... moi je suis musulmane... notre religion demande d'être tolérant et ouvert. Ce ne sont pas de vrais musulmans. Ils font cela pour leur pouvoir ou je ne sais

⁵ Ramadan Tariq, *Muhammad – Vie du Prophète*, Paris, Presses du Chatelet, 2006.

⁶ « *Envoyé spécial* », sur France 2 du 29 novembre 2012.

quoi, comme la drogue, l'argent...». La conviction de cette femme sort de l'écran, elle transpire le profond ressenti de ses amis réfugiés. Ces musulmans-là, que j'appelle tranquilles ou modérés, étant de loin les plus nombreux, seraient en principe capables de faire évoluer leurs extrémistes. Comment ? C'est bien le problème et nous y reviendrons. Mais on aurait tort de ne pas tenir compte de la force que, par leur nombre et leur sagesse, ils représentent.

La recherche

Contrairement au chiisme dont l'interprétation du Coran n'a cessé d'évoluer au cours des siècles, le sunnisme est beaucoup plus figé. Or il représente 85% du monde musulman et c'est en lui que se fait un travail en profondeur pour débloquer cette situation.

Le sunnisme n'a pas toujours été figé, il est passé par des périodes d'épanouissement au Moyen-Âge. Au XIX^e siècle par exemple, il y eut dans l'islam un sérieux travail de réforme qui, selon Henri Laurens, se fit à la faveur du passage à l'imprimé, sur des progrès littéraires et linguistiques, sur l'encyclopédisme et le passage à l'universel. On s'intéresse au libre exercice de la raison naturelle et l'interprétation. L'Égyptien Mohammad Abduh⁷ s'y distingue avec notamment un travail sur l'assimilation des connaissances nouvelles. Aujourd'hui même, plusieurs musulmans, instruits et sages, instruisent sagement un islam ouvert et tolérant voire progressiste. Le plus célèbre est décédé en janvier 2013 à 93 ans, c'est Gamal al-Banna, frère de

⁷ Laurens Henri, *Le Point*, « L'islam, faits et mythes », mars-avril 2013.

Hassan al-Banna fondateur des frères musulmans. Ce grand intellectuel à l'esprit libre avait pris des positions étonnantes et courageuses. Selon Al-Hayat, il avait pris ses distances avec les islamistes en optant pour un islam des Lumières⁸. Tout en respectant les fondamentaux de l'islam, « *il a lancé l'appel à la vivification de l'islam, accompagné d'un manifeste en dix points. Il y affirme que la justice est la base des relations entre gouvernants et gouvernés, entre patrons et travailleurs, entre hommes et femmes, considérant que « l'injustice est l'apostasie » et que la réalisation de la justice peut exiger la « révision de tous les textes de la charia concernant la vie terrestre dans la mesure où les évolutions peuvent avoir annulé les motifs qui ont présidé à certaines règles. Cela ne revient pas à nier (les textes), mais à affirmer que c'est la recherche de la justice qui a été le but dans lequel ils ont été établis ».* Le manifeste dit également que « *le défi concret auquel le monde islamique fait face aujourd'hui réside dans le sous-développement économique, politique et social » et que la croissance est la bataille à mener « sous la bannière de l'islam en considérant qu'elle est la guerre sainte (jihad) à mener ».* L'avant-dernier point dit que « *l'important n'est pas d'interpréter le Coran mais de le révolutionner » à l'instar du prophète et de ses compagnons qui ont lancé « le plus grand mouvement de changement dans le monde ancien ».* Le manifeste se termine en énonçant que « *l'islam n'a pas le monopole de la sagesse, mais l'accepte avec sollicitude quand il peut la trouver, accueillant toutes les expériences ».* Bref, un islam comme on en rêve qui permettrait de vivre ensemble en bonne harmonie.

Aujourd'hui aussi, des islamologues essaient de faire évoluer les choses, d'adapter l'islam au monde contemporain et de libérer l'islam de l'islamisme. Citons entre autres

⁸ Al-Hayat, Londres, dans *Courrier International* du 14 février 2013.

Mohammed Arkoun, Abdelwahab Meddeb, Malek Chebel... D'autres comme Hassen Chalgoumi développent le dialogue interreligieux... Tareq Oubrou, imam de Bordeaux, après avoir patiemment reconstitué le contexte d'établissement de la révélation coranique et de la pratique musulmane, tient un discours intelligent et adaptable à la culture moderne. Sans renier sa foi musulmane, il incite à élever le débat et à mettre en valeur la spiritualité, l'intériorité, l'esprit, le cœur, la paix, la prière, l'adoration, le recueillement, etc.⁹

Il y a aussi des chercheurs comme le philosophe français Abdennour Bidar qui montrent l'émergence dans l'islam d'une volonté de liberté vis-à-vis des dogmes et des coutumes en partant de l'héritage islamique qu'il connaît bien¹⁰. Pour lui, les révoltes arabes manifestent cette exigence et le besoin même de sortir d'une religion oppressante. Il montre que *l'islam tel qu'il est vécu aujourd'hui en Europe par la plupart des musulmans et des hommes de culture musulmane est un islam libre* qu'il nomme et conceptualise comme *self-islam* ou *islam de choix personnel* (...) *Ce musulman libre se constitue comme tel par ses propres moyens. Il le fait à travers une prise de distance critique vis-à-vis de l'héritage reçu par la tradition religieuse et la coutume sociale, et aussi à travers la réappropriation personnelle de ce qui, dans cet héritage, est jugé par sa conscience, digne d'être assumé, revendiqué puis transmis à son tour... Il dit non à la répression très forte exercée sur lui par la religion vécue comme « fait social » Il dit non aussi à la soumission...* On est loin des ultras, fidèles bornés à la lettre du Coran. Sa question est alors comment trouver dans les fondements de

9 Oubrou Tareq, *Un imam en colère, entretien avec Samuel Lieven*, Paris, Bayard, 2012, et *Profession Imam*, Paris, Albin Michel, 2009.

10 Bidar Abdennour, *Un Islam pour notre temps*, Paris, Seuil, 2004, *L'islam sans soumission : pour un existentialisme musulman*, Paris, Albin Michel, 2008.

l'islam une parole libératrice qui permette à ces deux islams de se rejoindre. C'est en exégète qu'il étudie le Coran et qu'il trouve des portes à peine entrouvertes jusqu'ici : constatant cette soumission écrasante à un Dieu tellement transcendant que le musulman en est réduit au fatalisme et au servage, il propose une lecture du Coran libératrice. Par exemple, à partir de la sourate II (versets 30 à 34) où Dieu attribue à Adam une fonction de khalifat, qu'il analyse comme responsable de la création, il montre que Dieu a voulu faire de lui son *héritier* et non pas son *second* comme on le disait alors, il a donc voulu établir un *homme libre*. En laissant à l'Homme sa dernière révélation par Muhammad, Dieu n'interviendra plus sur terre. Il a désigné l'Homme comme responsable de la création, celui-ci peut et doit donc sortir de sa soumission et s'adapter aux réalités de son époque. Il montre que Muhammad en son temps fit aussi évoluer son peuple vers plus de liberté et d'intelligence. Il parle donc du besoin d'un islam qui vienne de soi, qui ne soit plus synonyme de soumission et qui ne soit plus la propriété des oulémas (théologiens musulmans) qui ont toujours eu tendance à interpréter les sourates dans le sens de la loi qui soumet. Il dit donc : réappropriation personnelle de ce qui est jugé digne d'être assumé par la conscience ; non au sacré synonyme d'interdit et porteur de violence ; adhésion au principe de la liberté personnelle de pensée et de conscience, pour soi et pour autrui ; égalité entre les hommes et les femmes ; droit de choisir sa vie, de changer de religion ou de n'en pratiquer aucune ; séparation entre l'Église et un État qui n'impose aucune religion officielle.

Jean Fontaine est un Père Blanc, qui a été durant plus de quarante ans directeur de l'Institut des Belles Lettres Arabes à Tunis. Fin connaisseur de l'islam, il lit et parle aussi bien l'arabe littéraire que l'arabe parlé. Sans abandonner sa foi chrétienne,

il aime profondément la Tunisie, admire les Tunisiens et la foi musulmane qu'il constate essentiellement comme facteur de paix et d'altruisme. Il connaît mieux le Coran que beaucoup de musulmans et apporte le témoignage tout à fait étonnant d'une recherche mondiale d'adaptation de cette religion à son époque. Pour lui aussi, cet islam qui se cherche chez Bidar et d'autres *constitue le mode d'être d'une majorité de musulmans en Europe. Leur rapport à l'islam se déconstruit au fur et à mesure de l'éloignement de la société musulmane d'origine et se reconstruit de manière plus individuelle au sein des sociétés multiculturelles, à la recherche de spiritualité, à la priorité du sens sur l'observance, à la capacité de choisir et donc de vivre sans contraintes le rapport à la religion. L'éthique l'emporte sur la peur de Dieu.*

D'autres travaux de fond vont dans le même sens, y compris dans les pays les plus marqués de culture musulmane. De nombreux imams, intellectuels, chercheurs et réformateurs œuvrent pour adapter l'islam aux impératifs de notre époque. Jean Fontaine en fait une démonstration qui montre l'ampleur et le sérieux de ce travail fort méconnu. Dans son livre « Points de suspension »¹¹, il rappelle que *c'est tardivement que l'Église catholique a admis la lecture scientifique de la Bible et de l'Évangile. Il a fallu attendre 1942 pour que le pape Pie XII autorise officiellement cette possibilité. Le Coran est apparu six siècles après les Évangiles. La société musulmane vit les problèmes de la révolution moderniste. Il faut se rappeler ce décalage historique, qui n'a aucune qualification morale. Pour lire correctement les écritures sacrées, il faut manger à sa faim et être libre. – L'influence des sciences contemporaines occidentales a amené des chercheurs musulmans à adopter une autre manière de lire le Coran et les autres textes fondateurs de*

11 Fontaine Jean, *Points de suspension*, Arabesques, p. 90-97, Tunis, 2008.

l'islam, à savoir les dits attribués au Prophète (hadîth), la loi musulmane (charî'a), les sources du droit musulman (usûl al-fiqh), pour élaguer la lecture actuelle, lui enlever tout ce qui s'y trouve de mythes, de légendes, de coutumes tardives, soit revenir à la substantifique moelle du message prophétique. Il déroule alors une liste impressionnante de chercheurs ayant, depuis plus d'un siècle et en de nombreux pays, approfondi les textes fondateurs. Nous la retranscrivons en annexe. Ils ont fait progressé la recherche mais leurs travaux, malgré leur qualité, sont encore mal connus.

En conclusion, dit-il, il ne s'agit plus d'une réforme « de » l'islam, simple adaptation superficielle de la société à l'Occident, mais d'une réforme « en » islam basée sur celle de la lecture des textes par une rationalité inédite et une spiritualité libératrice. Elle suppose une liberté de la conscience et une psychologie du risque.

Ces recherches ont-elles une influence dans le pays (Tunisie) ? De manière immédiate, non, puisque ce travail reste confiné à l'intérieur des murs de la faculté ou dans des livres peu diffusés. Un mastère du « fait religieux » a commencé en septembre 2004 à la faculté des lettres de Manouba. Ces enseignants exercent partout en Tunisie. Les idées qu'ils véhiculent passent auprès de jeunes et donnent espoir qu'un changement se produise. Peut-être contribueront-ils à la naissance d'une nouvelle conscience musulmane se distinguant des structures juridiques !

De ce chapitre, des conclusions s'imposent : d'une part l'importance du travail en cours, il souffle en profondeur un vent de progrès qui ne manquera pas de se révéler. Il en va de la survie de cette religion et les musulmans ont tout à y gagner, surtout ceux qui veulent la propager. Les masses musulmanes, poussées par la mondialisation des échanges,

suivent naturellement un chemin d'émancipation. Il en fut de même avec le communisme dont l'idéologie s'effondra devant les réalités, le besoin de liberté des gens et les assauts d'intellectuels dissidents. Ici, il ne suffit plus de voir s'effondrer des gouvernements mais des sacralisations marquées au cœur de masses populaires. De plus, il restera toujours des fondamentalistes irréductibles et il est probable que leur proportion ne passera pas en-dessous du seuil de nuisance. Surtout si leur nombre s'augmente de tous les frustrés de la terre qui accourent au jihad. Ce nombre est en concurrence avec l'émancipation générale du monde musulman aux Lumières de la mondialisation, de l'éducation, de la liberté et de l'autonomisation de la pensée.

Par conséquent, il faudra beaucoup de temps pour que ces travaux portent des fruits. D'autant plus que, pour les sunnites, il n'y a pas de hiérarchie, pas de magistère, pas d'autorité en dehors de l'Université al-Azhar du Caire qui, par défaut, fait référence. La rivalité des grands leaders religieux d'Arabie et de Turquie place le monde islamique dans une logique d'intégrisme concurrentiel. Les imams en France manquent souvent de formation et viennent de pays peu développés sur le plan éducatif. Certains deviennent du jour au lendemain théologiens et canonistes dictant des normes à leurs frères¹². Bref, l'évolution demande du temps. Les nouveaux échanges et moyens de communication permettront sans doute d'aller plus vite mais il faudra des générations pour les infléchir. Si le conflit se développe en Europe, il sera trop tard. Rappelons qu'il a déjà fait plusieurs millions de morts dans le monde. Face à l'urgence, à la dimension et à la complexité des problèmes posés, il nous faut trouver d'autres voies, d'autres formes d'action, aller plus loin.

12 Selon Oubrou Tareq, *Profession imâm*, Paris, Albin Michel, 2009.

**

Pour faire profiter le peuple de ces recherches, il faut d'abord les soutenir et les financer, celles que nous avons citées et bien d'autres qui développent l'esprit des Lumières dans l'islam et dans toutes les religions, on pense par exemple aux évolutions soufies qui représentent une richesse trop peu exploitée. Elles sont écrasées par les menaces des islamistes alors qu'elles représentent sans doute la pointe du progrès. Il faut surtout vulgariser et médiatiser ces recherches afin qu'elles atteignent le peuple dans ce qui les concerne de manière sensible. On pense à des livres, des sites, des films, des émissions de télévision, des débats, etc. mais aussi à la formation des imams. Il faut mettre en valeur les multiples efforts de la société civile musulmane, ceux des musulmans de paix, et tout particulièrement le manifeste tout à fait extraordinaire de Gamal al-Banna, frère du fondateur des Frères musulmans.

L'université pourrait initier et prendre en charge des colloques, séminaires, congrès, conférences, entretiens, réunions, cours et concours, sur l'évolution de la pensée islamique et développer les débats contradictoires. Ils seront toujours source d'enrichissement dans la mesure où, sur de tels sujets, il n'est pas nécessaire de conclure par des accords. À la limite, peu importe leurs conclusions, l'important est qu'ils aient lieu, qu'ils se multiplient, que les gens sachent que leur avis compte et qu'il est entendu, ce qui en soi représente déjà un énorme progrès.

On peut aussi demander aux pays musulmans riches, le soutien financier de ces actions. Cela peut paraître incongru mais les nombreux oligarques n'ont pas tous les mêmes idées,

il y a parmi eux des gens éclairés. Ils peuvent comprendre qu'il s'agit de sauver l'islam, leur soutien sera le meilleur investissement qui s'offre à eux. Encore doivent-ils ne pas sélectionner les recherches qui leur plaisent mais toutes les recherches y compris celles qui irritent ou qui fâchent. C'est la voie d'un débat en profondeur par lequel, un jour ou l'autre, il faut passer. Il est le prix de l'épanouissement. Le christianisme accepte ces débats de toutes sortes et, à ma connaissance, il n'en souffre pas, bien au contraire, il s'en vivifie. Il en est de même pour le judaïsme qui a abandonné le littéralisme du lévitique et de certaines parties de la Bible. Même si tout cela n'apporte pas de solution à court terme, c'est une lueur d'espoir pour l'avenir.

Résumé des 5 propositions de ce chapitre

20 – Financer la recherche

21 – Vulgariser et médiatiser ces recherches (livres, sites, films, télévisions, débats, etc.) dans ce qu'elles touchent la sensibilité populaire

22 – Mettre en valeur les multiples efforts de la société civile musulmane, les soufis, les musulmans de paix, le manifeste de Gamal al-Banna

23 – Inciter l'université à initier et prendre en charge des colloques, séminaires, congrès, conférences, débats, entretiens, réunions, cours et concours, etc. sur l'évolution de la pensée islamique

24 – Demander le soutien financier de ces actions à de riches musulmans pour l'avenir de l'islam

LE MUR DES CROYANCES

Stratégie religieuse

Les religions correspondent peut-être à des vérités mais nul ne peut le prétendre. Il est possible d'être musulman ou chrétien avec une foi moins totalitaire, faite de confiance et d'adhésion plus que de certitudes. À l'heure de la mondialisation, il en va de notre capacité à vivre ensemble et de la survie de l'humanité.

Chez les musulmans, comme aussi chez les chrétiens, les croyances ont une grande importance. Chez les islamistes, comme chez les fondamentalistes de toutes religions, elles ont une force démesurée, au point même d'entraîner certains à des actes extrêmes. Il y a là un défi de la raison qui justifie une sérieuse réflexion. Comment est-ce possible ? Diagnostic, remède et pronostic.

Rappelons quelques-unes des croyances musulmanes : croyance en Dieu, en son unicité, croyance dans le fait que les textes du Coran sont littéralement parole de Dieu lui-même ; croyance aux anges et aux djinns, au paradis, à l'enfer, au jugement dernier, en la vie après la mort, en la prédestination du bien et du mal ; croyance en diverses obligations telles que

interdiction de manger du porc, obligation de manger halâl, soumission de la femme et droit de répudiation, sanctions corporelles pour vol, adultère ou apostasie, lois du mariage, etc. En variante, diverses chapelles ou tendances ont les leurs. Ainsi, les mutazilites croyaient au libre arbitre et à la responsabilité de l'homme dans le mal, c'est lui qui le génère et non pas Dieu ; au contraire la tradition musulmane croit à la prédestination et à l'omnipotence de Dieu y compris dans le mal ; les khâridjites, branche puritaine et rigoriste de l'islam, croient que la foi n'est justifiée que par les œuvres, c'est-à-dire par les actes, mais que l'homme peut se repentir et être sauvé dans l'au-delà. Les chiismes et ses branches marginales ismaélites, zaïdites, druzes, alévites, alaouites, duodécimains, etc. se démarquent par de petites différences de croyances. Dans le sunnisme, branche majoritaire de l'islam, le Coran et les Hadiths sont interprétés différemment selon des écoles de droit : le chaféisme, le hanafisme, le malikisme, le hanbalisme...

Les croyances sont aussi nombreuses dans le christianisme. Elles posent bien des problèmes si l'on en juge par l'attitude de G.W. Bush dans le déclenchement de la guerre d'Irak. C'est le sujet de mon livre *Croyances meurtrières*¹ qui montre qu'en toute religion, elles alimentent souvent les conflits et les guerres. Non pas qu'elles causent des guerres mais elles sont souvent l'une des composantes des conflits. Les dirigeants font la guerre pour des questions de pouvoir, de territoires, de sécurité, de matières premières, etc. mais pour mobiliser leur population et parvenir à leurs fins ils instrumentalisent la religion. Et cela marche d'autant plus facilement que les plus radicaux de chaque religion foncent tête baissée dans les chiffons rouges. Leur violence entraîne d'autres violences

1 Marichez Jean, *Croyances meurtrières*, Paris, L'Harmattan, 2011

et leur spirale ne peut plus arrêter des passions qui prennent un tour sacré. Comme aujourd'hui en Syrie et en Irak. Ainsi, les radicaux de chaque religion ont un rôle déterminant dans beaucoup de conflits.

Ces gens-là sont bloqués sur des positions extrêmes et il n'est pas possible d'échanger sur leurs croyances. Notre question est alors : que peuvent faire les croyants sages et modérés pour empêcher les dérives religieuses de leurs extrémistes ? Et d'abord pour mettre les croyances à leur juste place ? Ces modérés ont l'avantage du nombre mais cet avantage ne sert à rien devant des gens bloqués. Alors peut-être au moins peut-on espérer aborder le sujet avec les gens de bonne volonté ?

**

Il est stupéfiant que deux personnes intelligentes et de bonne foi, puissent être « absolument certaines » de choses contradictoires comme, par exemple, la croyance en Dieu. Elles ne peuvent échanger sur leurs croyances ; la crispation sourde qu'elles ressentent les conduit à éviter le sujet. Pourtant, depuis cinquante ans, le dialogue inter-religieux est abondant et riche, mais il bute sur le noyau dur des croyances. Il est difficile d'accepter que celles-ci, normalement sources de paix, d'amour et de sagesse, auxquelles chacun apporte le meilleur de lui-même, empêchent de se comprendre. Ainsi, lorsqu'elles sont sûres d'elles, nos croyances nient ce qui constitue le meilleur de « l'autre », son identité même. N'y a-t-il pas là un vrai problème ?

D'abord, qu'est-ce qu'une croyance ? C'est le fait de croire à quelque chose d'incertain, même si l'incertitude est

minime. *La croyance porte sur une chose invérifiable, qui n'a pas de reconnaissance universelle par la communauté des hommes de bonne foi et d'esprit critique.* Exemple, la vie après la mort des chrétiens et des musulmans, la réincarnation des bouddhistes et des hindouistes, la présence réelle dans l'hostie des chrétiens, etc. Il y en a des milliers dans toutes les religions. Nous ne disons pas que ces croyances sont fausses mais que nous n'en savons rien, elles sont peut-être vraies, mais nous ne pouvons en être sûrs. Si nous sommes chrétiens, nous adhérons à la doctrine de l'Église qui nous paraît d'une grande richesse mais nous ne pouvons être absolument certains de l'existence de Dieu puisque nous ne savons pas de manière définitive ce que signifie le mot Dieu. Saint Augustin a dit : Dieu n'est pas ce que vous avez compris mais ce que vous ne comprenez pas. Nous disons que « Jésus est Dieu » depuis le concile de Nicée au IV^e siècle mais les évêques conciliaires n'étaient pas tous d'accord et la décision formelle (de le déifier) fut prise par l'empereur Constantin qui n'était pas théologien, mais cela calmait les passions et lui permettait d'unifier son empire. Alors, rien n'empêche d'y croire et personnellement j'ai comme tout le monde ma petite idée, mais au moins reconnaissons que nos petites idées ne sont pas des certitudes. Le doute est permis, il est bon de conserver l'esprit critique. Nos croyances ne sont pas des vérités absolues, elles ne sont que des croyances. Rien n'empêche d'y croire mais à condition de ne pas oublier qu'il s'agit de croyances. Elles ont été instituées par des hommes et rien ne permet d'affirmer que leur parole était d'inspiration divine donc intouchable.

Trois cent ans plus tard, Muhammad fonde l'islam sur l'idée que Dieu est un, et non pas trinitaire. Mais là encore, aucune certitude absolue. On peut y croire en tout bien tout honneur, mais ce qui est certain c'est qu'on n'en sait rien. D'un côté une révélation qui nous vient de Jésus, appuyée

par sa vie extraordinaire, de l'autre celle de Muhammad qui vient de sa communication onirique par l'archange Gabriel appuyée par son charisme et sa capacité de rassemblement des tribus. Des deux côtés, des textes dont l'origine et les traductions n'ont pas de fondements mathématiquement avérés. Et l'on peut qualifier d'étrange cette propension des hommes à définir l'indéfinissable, à dire comment est Dieu et même d'en être certains.

Car pour trop de chrétiens et de musulmans, leurs croyances sont des vérités absolues. Des martyrs chrétiens et des kamikazes musulmans donnent leur vie pour elles (même si leurs démarches sont bien différentes). D'autres s'enferment dans des religions dogmatiques et rigoristes. Beaucoup ne distinguent plus le « Tenir pour vrai » du « Tenir pour probable ». On demande couramment : êtes-vous croyant ? Comme si la croyance était le critère majeur d'appartenance à une religion. Et on attend une réponse binaire, par tout ou rien, sans nuance possible. Or la foi ne consiste pas à croire mais à « *faire confiance* » (la racine du mot foi est la même) et à « *adhérer* ». C'est préférable car la confiance est moins binaire, elle est progressive ; et adhérer est un acte volontaire et non pas un pari dans l'inconnu, c'est un acte de l'intelligence et de la volonté. On ne devrait donc plus parler de croyants mais de confiants ou d'adhérents.

Encore faut-il aussi distinguer entre deux sens du mot croire : – « Croire en Dieu » est une croyance parce que personne ne l'a vu. « Croire que le Coran écrit des paroles de Dieu » en est une autre parce qu'on ne peut pas en être certain. Croire que ce texte est intouchable ou sacré est un excès entretenu par des gens que cela arrange ou par des gens peu instruits. On est dans le surnaturel. – Par contre, « croire Muhammad » n'est pas une croyance car on connaît

sa vie, ses actes principaux, l'esprit de ses enseignements. Son existence est universellement reconnue. On peut donc lui faire confiance, y adhérer, sans verser dans le surnaturel, cela reste un acte personnel, libre et incontournable. De même, croire quelqu'un, croire en l'amitié, croire en l'honnêteté, croire en l'Homme ne sont pas des croyances. Rien là de surnaturel, on est dans le domaine du vérifiable et de l'intelligence.

Finalement, une croyance se caractérise par deux critères : *elle n'est pas vérifiable* de manière absolue, et de plus *elle n'est pas universellement reconnue*.

En utilisant ces critères on utilise notre raison et non plus nos sentiments, nos impressions. On fait fonctionner le doute et l'esprit critique qui sont les secrets de tous les progrès accomplis dans le monde depuis toujours. C'est l'esprit des Lumières, il s'est développé en Occident depuis le XVIII^e siècle dans tous les domaines mais il s'est arrêté aux portes des religions, notamment face au christianisme. L'idée était qu'avec les croyants, il est impossible de discuter, alors pensait-on : avançons et laissons-les de côté. Mais aujourd'hui, ce confinement des religions hors des Lumières (en quelque sorte hors de l'intelligence) ne tient plus. Les gens n'en veulent plus. On veut bien être croyant mais pas stupide. Il est temps pour les religions d'entrer dans l'esprit des Lumières. Cela peut même devenir dramatiquement urgent à l'heure où toutes les religions se radicalisent et conduisent à des millions de morts, bien plus de blessés et bien plus encore de réfugiés.

Ce n'est pas parce que je crois que la loi de Dieu me paraît supérieure à la loi des Hommes que je peux l'imposer au monde entier. Comment faire avaler mes convictions à des incroyants qui ne sont pas plus bêtes que les croyants ? Et qui, autant que les croyants, ont le droit à la parole ? Nous

ne pouvons même pas leur démontrer que cette loi que nous disons « de Dieu » vient effectivement de Dieu... Même si nous y croyons passionnément. Ce n'est pas parce que nous croyons dur comme fer que les phrases du Coran sont dites par Dieu lui-même que nous avons le droit de faire la guerre sainte et d'engager le monde entier vers d'effroyables tueries ! Qui sommes-nous pour nous croire le bras de Dieu ? Ce n'est pas parce que nous croyons avec ferveur, que cela nous autorise à tuer d'autres familles de croyants qui, tout autant que nous, sont certaines de leur foi.

La conclusion est qu'il serait bon de modérer nos croyances et de les mettre à leur *juste* place. Ce serait une honnêteté de notre part à nous, croyants, une modestie vis-à-vis des autres ; et surtout cela va devenir indispensable pour la paix. Chrétiens et musulmans, nous avons, dans l'histoire, mené des guerres pour convertir les autres que nous appelions mécréants. Mais aujourd'hui, nous devons vivre ensemble et nous ne pouvons pas courir le risque d'être entraînés, malgré nous, à nous entretuer pour des croyances qui ne sont que des croyances. Nous pouvons continuer à croire en elles et à prier avec la même ferveur ; c'est respectable et honorable, d'ailleurs nous avons tous des croyances, même les athées croient à leur athéisme, mais il faut y ajouter une pointe de doute, une parcelle d'intelligence et de modestie pour savoir vivre ensemble demain à l'heure de la mondialisation, des voyages, des grandes migrations, des mariages interreligieux et, qu'on le veuille ou non, du grand métissage.

**

Cette orientation que toutes les religions vont être obligées de prendre ne va pas sans poser question. En particulier, n'y perdront-elles pas un peu de leur force dans les esprits voire de leur vitalité collective ? C'est probable dans la mesure où les gens sont facilement captifs de leurs croyances, mais si cela les conduit à mieux en comprendre la nature, elles y gagneront en solidité. En effet, protégées comme actuellement par des certitudes, elles sont obligées de se défendre et de ne pas céder d'un pouce sur toutes les questions doctrinales ; elles sont fragiles, alors qu'en s'ouvrant à l'intelligence elles n'auront plus peur de s'adapter au monde réel et deviendront plus attractives. Chrétiens et musulmans verront leur religion moins comme un bloc de vérités que comme un choix d'idéal et un feu intérieur. Pour eux, cela ne consistera plus à se soumettre à des exigences imposées de l'extérieur mais à faire de véritables choix de vie qui leur soient propres. Alors qu'aujourd'hui, elles ne peuvent qu'être mises en cause et grignotées peu à peu par l'extérieur, par l'éducation et la modernité envahissante ; demain au contraire, elles se donneront par l'intérieur un dynamisme, une puissance de survie et de développement.

C'est particulièrement vrai pour les islamistes qui, par leurs excès, tuent leur propre religion en croyant la protéger. Ils ont pu, dans le passé, se développer en pays peu instruits grâce à des traditions de force et de pression, mais en pays instruit cette stratégie ne tient plus. Elle peut ici ou là donner quelques résultats, mais à long terme elle sera balayée par l'intelligence et l'éducation. Les jeunes qui sont passés par l'école n'acceptent plus des packages religieux tout faits, ils ne veulent plus qu'on pense pour eux. Pour tenir sur le long terme, une religion doit éviter de transformer des croyances en *vérité* : par exemple affirmer de manière péremptoire qu'il y a une vie après la mort. Par contre, elle peut l'espérer et recommander d'y croire. Rien ne s'y oppose,

c'est une démarche personnelle et, en tant que telle, personne ne peut en démontrer l'erreur. Croire quelque chose de surnaturel n'est pas forcément contraire à l'intelligence dans la mesure où c'est une conviction et non une *vérité*. Dès lors, elle ne peut être imposée à d'autres car ils sont libres aussi de leurs opinions ou de leurs convictions. Le croyant lui-même est libre de croire alors que les autres sont également libres de ne pas croire. S'il franchit cette ligne rouge en obligeant les autres, c'est-à-dire en les forçant ou en les mettant sous pression ou en ne respectant pas leur liberté, il détruit sa propre religion, il lui enlève toute crédibilité et donc toute possibilité de se développer sérieusement à long terme.

En fait, contrairement à l'opinion courante, il est possible d'être chrétien ou musulman en acceptant, ou plus exactement en assumant, une petite part de doute dans notre édifice religieux intérieur. Comment ?

- En remplaçant le mot croire par « adhérer » et « faire confiance » *pour ce qui est surnaturel ou mystérieux* : ainsi nous adhérons à la doctrine de notre religion, nous adhérons à notre religion ; nous avons confiance en Dieu ; nous avons confiance en une vie après la mort, etc.²

- En utilisant le mot croire *pour ce que nous comprenons*, par exemple nous croyons Jésus ou Muhammad et là nous savons de quoi nous parlons car il y a des textes. Nous croyons des hommes et leur enseignement.

- En évitant surtout de croire à des choses surnaturelles de manière sacrée, intouchable, monolithique.

- En évitant de sacraliser des choses secondaires comme

² On peut même aller plus loin en préférant « mettre sa confiance en... » plutôt que « avoir confiance en... » car le verbe mettre relève d'un acte volontaire et délibéré. Ceci dit, on entre là dans des subtilités trop fines pour être imposées dans le langage courant.

faire ou ne pas faire telle ou telle chose (manger kasher, manger halâl, manger du porc, etc.). On peut considérer ces règles, non plus comme des absolus sacrés, mais comme des outils qui nous aident à nous améliorer (c'est le sens premier du mot jihad recommandé par Muhammad).

- En faisant fonctionner notre conscience, en lui donnant de l'importance dans nos réflexions et dans nos choix de vie.
- En respectant les croyances des autres.

Être chrétien ou musulman, ce serait alors être disciple d'un homme comme Jésus ou Muhammad, mais dans l'*esprit* d'une révélation qui est bien plus fiable que sa *lettre*, forcément incertaine. Et en effet, tous deux nous parlent d'une manière de vivre, du bien et du mal. L'un se réfère au cœur des gens, à leur conscience et à leur intelligence, l'autre cherche des voies pour vivre ensemble harmonieusement dans son époque et fixe des règles de vie pour devenir meilleurs. L'un nous parle d'un Père et d'amour, l'autre nous parle de soumission à Dieu et de jihad qu'il faut comprendre dans le sens principal d'une lutte contre nous-même et nos mauvais penchants³. *Dans l'esprit*, c'est donc une orientation de vie, une manière de vivre, un engagement, une dynamique pour devenir plus Homme, une recherche de Dieu (ou de ce que ce mot signifie) et une recherche pour vivre ensemble. Être chrétien ou musulman relève peu d'opinions ou de vérités intellectuelles. Il s'agit plutôt de voies de progrès vers le bien et vers Dieu en nous fiant à Muhammad ou à Jésus. Cela conduit à changer nos approches religieuses, non plus par des croyances et des

3 Le mot jihad est aujourd'hui utilisé dans un second sens qui est celui d'une lutte contre les incroyants, contre les ennemis de l'islam. Il a toujours eu ces deux sens mais au temps de Muhammad c'était le premier sens qui était le principal.

dogmes parachutés mais par la lecture de textes qu'il faut rétablir dans leur contexte d'époque et dans leur esprit. Ne sont-ils pas là pour nous faire réfléchir et nous ouvrir l'esprit ? Alors que les croyances étaient collectives, aujourd'hui elles sont individuelles, chacun croit ce qu'il pense bon ou ce qui lui convient. Et là où les croyances sont encore collectives (par exemple en pays musulman) elles vont, qu'on le veuille ou on, devenir individuelles. Cela va de pair avec l'éducation, le mouvement est irréversible. Il faut donc s'y adapter car on ne peut pas aller contre cette réalité.

Dès lors, plutôt qu'une suite de croyances, notre religion devient surtout un outil pour : Être – Faire – Devenir Homme – Viser un comportement, un engagement qui, lui-même, donne sens à la vie (plus qu'une croyance) – Accepter la diversité des approches – Ne pas imposer l'unité des croyances – Valoriser la recherche sur les textes religieux et sur l'histoire des religions – Chercher Dieu comme le font bien des gens dans toutes les religions – Développer des idéaux humains et universels d'altruisme, de justice, de courage, de non-violence, d'éthique, de contribution à la vie collective et à la construction d'un monde meilleur – Promouvoir aussi des objectifs plus proches comme l'amitié, la gaieté, l'honnêteté, le pardon, la famille, l'éducation, l'engagement, etc. Ces approches-là sont autrement plus exigeantes que celles qui consistent à croire et appliquer des règles. Les challenges évoluent et nous placent devant de nouvelles interrogations.

Cela ne signifie pas que nous n'avons pas besoin de religion car seuls, il nous est difficile de progresser et de vivre avec les autres. Elle nous relie. Les cinq règles de l'islam sont de bons outils pour alimenter la foi. Nous avons besoin des autres et donc d'un cadre religieux dont le rôle est de nous aider dans un cheminement individuel difficile qui mène à

bien d'autres choses plus nobles que des croyances. D'ailleurs, ces dernières évoluent en cours de vie. Nous sommes des êtres croyants car nous comblons naturellement nos trous de connaissance par des croyances et, comme ceux-ci sont nombreux, celles-là le sont. Notre problème est de ne pas leur donner trop d'importance et d'abord de savoir les repérer. Ensuite l'éducation aide à les relativiser, mais encore faut-il la développer. Qu'au moins tout ceci soit une orientation vers le développement qui passe par celui des cœurs et de l'esprit.

**

Il s'agit là d'une proposition universelle, acceptable non seulement par tous les croyants du monde mais aussi par tous les incroyants. Elle est, en quelque sorte, une plateforme de pensée commune à toutes les religions et à tous les athéismes ou agnosticismes. Elle permet de vivre ensemble et à chacun de rester dans sa religion et ses croyances.

Ceci dit, le défi est assez fou. Penser que nos religions, toutes figées qu'elles sont, pourraient demain dédogmatiser, désacraliser, donner moins d'importance à leurs croyances et que les gens sauraient se prendre en charge, remplacer leurs croyances par des adhésions et de la confiance, donner plus d'importance à leur conscience personnelle, tout cela est encore bien futuriste et utopique pour le présent. Alors, ne serait-ce qu'un rêve ? Peut-être pas, et ceci pour quatre raisons qui semblent très fortes :

La première est que la réalité nous a devancé depuis longtemps : les approches religieuses croyantes fonctionnent de moins en moins en Europe à mesure que l'éducation

progresses. Il n'y a plus beaucoup de croyants qui pratiquent, et nombreux sont ceux qui se disent sans religion. Chez les musulmans, elles sont un peu plus fortes mais cela n'enlève rien au mouvement plus profond qu'entraîne l'éducation. Ainsi, l'actuelle radicalisation des croyances semble conjoncturelle et liée à la rapidité de la mondialisation, elle ne contredit pas forcément ce mouvement de fond qui joue sur plusieurs siècles.

La seconde est que Muhammad a remis en cause toutes les croyances de son époque pour les unifier en les adaptant à de nouvelles réalités. Jésus aussi a fortement lutté contre les dogmatismes, les religiosités et les croyances, il faisait constamment appel à l'intelligence et à la conscience des gens. Tous deux montraient par là qu'il faut savoir évoluer. Muhammad n'a jamais dit que ses écrits devaient être respectés à la lettre quatorze siècles plus tard. S'il vivait aujourd'hui, son esprit réformateur le conduirait certainement à s'adapter aux connaissances du XXI^e siècle. Sans doute éprouverait-il à nouveau le besoin d'unifier.

La troisième : pour les chrétiens, cette proposition est dans l'esprit du Concile Vatican II qui fit des avancées majeures pour permettre aux chrétiens d'entrer dans le XXI^e siècle. Il fait autorité dans l'Église catholique ; même le pape ne pourrait s'y opposer. Ce concile dit des choses extraordinaires qui changent l'Église en profondeur, par exemple que l'Église doit aller de bas en haut et non plus du haut en bas comme elle l'a toujours fait : partir de l'homme pour aller vers l'esprit ou vers Dieu et non bombarder d'en haut des règles et de la religion. Il dit que notre conscience doit finalement avoir le dernier mot sous réserve qu'elle continue de se former. Quelle révolution dans le discours ! Il dit encore, et chacun de ces points est une révolution dans l'Église, que toutes les religions

peuvent avoir des parts de vérité, que tout homme peut obtenir le salut, que la vérité n'est plus intouchable, qu'elle est le fruit d'une incessante quête où la libre recherche, l'échange, le dialogue, l'aide mutuelle deviennent des composantes de l'acte de croire, etc. Bref, tout cela est bien nouveau dans une Église catholique qui se sclérosait dans des rigidités d'un autre âge, et ce concile permet d'envisager un christianisme moins centré sur les croyances sans pour autant changer sa doctrine. Sa mise en application tarde mais il en a toujours été ainsi, les conciles ont toujours mis du temps à s'appliquer.

Quant à la religion musulmane arrivée six siècles après la religion chrétienne, elle n'a pas encore fait le même chemin mais elle le fera nécessairement. Forcée par l'évolution des mentalités, elle est en train de faire en cinquante ans le chemin que le christianisme a mis trois cent ans à faire. Quel courage !

La dernière raison et la plus forte est que si nous ne le faisons pas, nous ne pourrons pas *vivre ensemble* dans le grand métissage qui nous attend demain, et qui se voit déjà en Europe. Confortablement installés à l'abri de l'Europe, nous nous croyons en paix, et nous le sommes vis-à-vis de nos voisins proches, mais actuellement les passions religieuses se développent en se radicalisant et on ne peut exclure des issues beaucoup plus graves à l'intérieur même de chacun de nos pays. Ce n'est probablement pas ce que veulent Muhammad, Jésus, Bouddha et autres grands maîtres. On peut affirmer que nos cultures seront incompatibles si elles restent arc-boutées sur leurs croyances.

**

En fait, quelle que soit notre religion, chacun d'entre nous peut mettre en œuvre ici et maintenant cette proposition : il nous suffit de désacraliser nos propres croyances sans pour autant les abandonner car elles sont respectables. Il suffit, en les modérant, d'avoir une approche religieuse moins « parachutée », plus personnelle, plus responsable et en fait plus exigeante car venant de nous-mêmes. Il s'agit de donner plus d'importance à nos consciences personnelles⁴. Pour cela, la formation de nos consciences doit devenir un exercice personnel et majeur, elle doit être un souci permanent qui nécessite l'aide de nos collectivités religieuses dont c'est la mission première. Il s'agit d'une approche finalement très universelle vers laquelle, très probablement, toutes les religions évolueront un jour ou l'autre car c'est la condition de leur survie et de la vie ensemble. On peut avancer sans risque que les religions qui voudront s'imposer par la force ne pourront prétendre à l'universalité contrairement à celles qui respecteront les consciences. Celles qui survivront avanceront des croyances sans les sacraliser. Elles proposeront des *espérances* et des *adhésions* de l'intelligence.

Cette mise en œuvre « ici et maintenant » par tout un chacun est le point clé de ce chapitre qui s'adresse très personnellement à chaque croyant musulman même s'il s'adresse aussi à tous les humains d'autres croyances. À ce niveau individuel, elle peut s'engager sans attendre.

Au niveau collectif il faudra beaucoup de temps pour que les religions modifient leur discours. Aussi bien chez les chrétiens que chez les musulmans. Les traditions sont fortes, les mentalités évoluent lentement. Pourtant c'est urgent

⁴ À ce sujet, on peut voir une lueur d'espoir dans la nouvelle constitution tunisienne qui consacre la « liberté de conscience ».

car les guerres n'attendent pas. Elles accélèrent la prise de conscience mais à condition d'attendre la fin des hostilités et d'en assumer l'horreur ! Seconde raison de cette lenteur : les choses n'avancent qu'au rythme des masses populaires et de la somme des avancées individuelles qui agissent comme un travail de fourmi à l'échelle de la planète.

Le travail sur soi-même ici proposé concerne ceux qui pratiquent une religion de soumission, de règles et de croyances dogmatiques. Pour les autres, ceux qui considèrent leurs croyances avec recul et prudence en donnant de l'importance à leur conscience, leur travail n'est pas moins important car ils sont les seuls en mesure de développer le débat dans leur communauté et de faire avancer les choses.

Ces propositions qui avaient été faites en 2011 aux chrétiens dans mon livre *Croyances meurtrières* ne relèvent pas seulement d'une réflexion personnelle, elles avaient aussi été développées par de nombreux prêtres et théologiens de premier plan comme Yves Burdelot⁵ qui cherche le moyen de transmettre la foi dans le monde actuel, Joseph Moingt⁶ qui accuse tout dogmatisme, Claude Trémontant⁷ qui montre comment la croyance en Dieu est devenue récemment une dérive de la foi, Jean Sullivan⁸ qui secoue de manière poétique et convaincante nos approches chrétiennes rigidifiées,

5 Burdelot Yves, *Devenir humain, La proposition chrétienne aujourd'hui*, Le Cerf, Paris 2002.

6 Moingt Joseph, *Croire quand même : libres entretiens sur le présent et le futur du catholicisme*, Flammarion, Paris, Collection Champs, 2013

7 Trémontant, Claude, *Introduction à la théologie chrétienne*, Le Seuil, Paris, 1974

8 Sullivan, Jean, *Itinéraire spirituel - Matinales*, tome I, Editions Gallimard, Paris, 1976

François Ponchaud⁹ qui montre que la présentation du christianisme en milieu bouddhiste est incompréhensible (par exemple le mot Dieu n'existe pas, la vie après la mort n'a aucun sens chez des peuples qui croient en la réincarnation, etc.), Hans Kung¹⁰ qui revient sur certains dogmes et sur certaines orientations récentes de l'Église, Olivier Rabut¹¹ qui montre la possibilité d'un christianisme sans croyances et le dominicain Adrien Candiard¹² qui parle de *croire relativement, croire sans affirmer que ce qui est vrai pour moi est vrai en soi*. Leurs points communs : sortir des dogmatismes ; démythologiser ; privilégier une foi personnelle et non pas uniforme pour que cette foi puisse évoluer dans le temps ; humaniser nos approches ; comprendre l'évangile comme une recherche d'éthique universelle plutôt que comme une religion et des pratiques ; faire fonctionner nos intelligences... A tous ces penseurs, j'ajouterai Nassim N. Taleb¹³ qui montre brillamment, dans un livre qui mérite le détour, que sur des sujets complexes, l'homme de la rue a moins de chances de se tromper que le spécialiste : on se trompe moins lorsqu'on est dans le concret de la vie que dans les idées sophistiquées. De son côté, le très regretté écrivain et professeur Abdelwahab Meddeb¹⁴ remonte plus loin en citant Spinoza, le célèbre philosophe du 17^e siècle, qui proposait une formulation

9 Ponchaud, François, *La cathédrale de rizière ; 450 ans d'histoire de L'Eglise au Cambodge*, Editions Sarment, Paris, 2000

10 Kung Hans, *Peut-on encore sauver l'Église ?*, Paris, Le Seuil, 2012

11 Rabut Olivier, *L'Après-Croyance*, Cerf, Paris 1990

12 Candiard Adrien, *En finir avec la tolérance ? - Différences religieuses et rêve andalou*, PUF, Paris 2014

13 Taleb, Nassim Nicholas, *Le Cygne Noir, La puissance de l'imprévisible*, Les belles Lettres, Paris 2008

14 Abdelwahab Meddeb, *Contre-prêches – Chroniques (mars 2003-Janvier 2006)*, Le Seuil, Paris 2006

théologique acceptable par toutes les religions, et Ibn Arabi, non moins célèbre théologien musulman du 13^e siècle, qui traçait l'horizon d'un relativisme religieux. Kant clarifiait ensuite les choses en disant que le surnaturel n'est pas connaissable. On peut croire, il le faut même, mais par choix personnel, éthique et raisonnable. Croire non plus en La vérité mais en mes vérités. Candiard dit alors que les vérités religieuses sont devenues des vérités faibles ce qui n'est pas sans conséquences ou dangers. Personnellement, j'explique dans mon livre que si la foi y perd son moteur intérieur, celui qui dynamise les croyants, elle gagne en vitalité et en longévité. En effet, si les vérités ne sont plus parachutées toutes faites, parfaites, indiscutables et à prendre en bloc, si au contraire elles deviennent personnelles, mûries progressivement et non plus totalitaires, alors à l'intérieur de chacun elles prendront une nouvelle vigueur, elles permettront de vivre ensemble et surtout elles pourront survivre. Il ne faut pas avoir peur. C'est un peu comme la démocratie, elle est pleine de dangers, mais elle tient la route et sa qualité correspond à la somme de nos bonnes volontés individuelles. Il en sera de même de toutes les religions.

On peut penser que, dans quelques dizaines d'années ou dans un siècle, les mentalités religieuses auront évolué dans ce sens. C'est même inévitable, nous l'avons montré. Ainsi, ce chapitre constitue l'une de nos propositions pour l'avenir des religions et du vivre-ensemble.

Résumé des 5 propositions de ce chapitre

25 – Modérer nos croyances personnelles. Il ne s'agit pas de les abandonner, mais de les désacraliser afin d'éviter qu'elles puissent devenir meurtrières.

26 – Avoir une approche religieuse moins « parachutée », plus personnelle, plus responsable et en fait plus exigeante car venant de nous-mêmes.

27 – Donner plus d'importance à nos consciences personnelles.

28 – Former nos consciences, souci permanent qui nécessite l'aide de nos collectivités religieuses dont c'est la mission essentielle.

29 – Communiquer sur les croyances, leur contingence et leur danger (Universités, Médias, Intellectuels...).



LA PUISSANCE CACHÉE DES PEUPLES MUSULMANS

Stratégie citoyenne

*Tenir compte de l'expérience acquise
dans de nombreuses luttes non violentes.*

Alors que la proposition précédente s'adressait à la conscience de chaque individu, celle-ci s'adressera à la fois aux individus et à la société civile¹. Elle correspond à la capacité de réaction de la société en cas de crise grave ce qui est le cas de l'islam mondial.

Dans le film « L'attentat », une kamikaze a commis un attentat meurtrier en pleine foule à Tel Aviv, son mari cherche ce qui a pu transformer sa femme en terroriste alors qu'elle était chrétienne et bien intégrée. Un prêtre chrétien lui explique que le fond du comportement des Palestiniens est l'humiliation et qu'elle en avait pris conscience au point de

¹ La société civile regroupe l'ensemble des associations à caractère non gouvernemental et à but non lucratif, c'est l'auto-organisation de la société en dehors du cadre étatique ou du cadre commercial, donc un ensemble d'organisations ou de groupes constitués de façon plus ou moins formelle et qui n'appartiennent ni à la sphère gouvernementale ni à la sphère commerciale.

se révolter et de ne plus le supporter. Ce sentiment semble également fort chez les peuples musulmans où, depuis les années 1980, les attentats suicides n'ont cessé d'augmenter et auraient causé 48% des morts dus au terrorisme².

Pourtant, un grand nombre de Palestiniens et d'Arabes vivant en Israël connaissent le chemin d'une autre forme de révolte, moins spectaculaire mais plus porteuse d'avenir : la résistance civile nonviolente qu'ils mirent en œuvre lors de l'Intifada de 1988. Avant le début de ce « soulèvement » (intifada en langue arabe), les Palestiniens avaient plutôt une image de terroristes. Leurs actions meurtrières les condamnaient auprès d'une grande partie de la communauté internationale. Six années de résistance civile (non armée si l'on met à part les jets de pierre par les jeunes) ont permis de remonter la pente et d'aboutir aux accords de Washington le 13 septembre 1993. Les Palestiniens ont incontestablement renforcé leur position durant cette période. Dès lors, ils ont pu négocier en meilleure posture. Comment cela fut-il possible ?

Plutôt que de décrire l'ensemble du mouvement, mettons le projecteur sur une courte phase, significative du processus adopté. Le « Centre palestinien pour l'étude de la non-violence » a recensé toutes les formes d'action préconisées par le commandement unifié de l'Intifada pendant les premiers mois de 1988. Elles sont centrées sur deux thèmes : la résistance à l'occupation par la désobéissance civile et la mise en place d'institutions. Dans 17 tracts, 163 appels sont lancés. Ces appels concernent 32 grèves (pour marquer une fête palestinienne, un événement grave, manifester un refus total des mesures prises par les Israéliens...),

² Wikipedia, <http://fr.wikipedia.org/wiki/Attentat-suicide>.

17 soutiens (par des visites, des dons, des aides au travail...), 14 manifestations et marches, 11 prières et jeûnes. Il y en a 9 pour des créations d'institutions remplaçant des structures israéliennes, 8 pour hisser des drapeaux palestiniens ou noirs, et 8 pour des jets de pierres ou de bouteilles d'essence (les seules manifestations violentes). On trouve ensuite des appels pour 8 refus collectifs de paiement de taxes israéliennes, 8 boycotts de produits israéliens et incitations au développement de produits palestiniens, 7 boycotts du travail sur les chantiers et colonies israéliens, 7 démissions de Palestiniens occupant des postes dans l'administration, 7 envois d'enfants dans les écoles malgré leur fermeture, 4 condamnations de l'occupation par des écrits (journaux, murs), des pétitions et des slogans. Viennent enfin des appels d'opportunité qui concernent 3 refus de coopérer avec les autorités d'occupation, 2 funérailles symboliques, 2 appels à faire sonner les cloches, 2 refus de payer des amendes (pour les accusés de manifester ou de participer au soulèvement), 2 violations de couvre-feu, 2 opérations de bannissements des traîtres collaborant avec les Israéliens, 2 barricades sur les routes des colonies, 2 manifestations à la fin des offices musulmans et chrétiens, 1 opération de peinture sur des avis rédigés en hébreu, 1 opération de deuil général, 1 annulation de fête, 1 boycott d'achat de journaux, 1 hommage aux tués durant l'Intifada en disposant un peu partout leurs portraits et 1 appel à ignorer les rumeurs propagées par des faux tracts du commandement palestinien.

Cette présentation de l'Intifada est évidemment simplifiée. Elle ne rend pas compte de la complexité de la lutte et des réactions de l'adversaire dont l'intensité met aussi les Palestiniens à rude épreuve. En mars 1988, après avoir tâtonné quelques mois dans leur méthode de répression, les

autorités israéliennes mettent en œuvre un vaste plan destiné à briser l'Intifada. Ce plan comporte deux éléments essentiels : une répression contre la communauté palestinienne dans son ensemble et la recherche de moyens propres à démoraliser les Palestiniens et à créer des frictions entre eux. Mais ce plan obtient des effets inverses de ceux escomptés. Voici, selon Daoud Kuttab, journaliste palestinien, les résultats obtenus, à la fois par l'Intifada et par les mesures de répression : les contrôles et harcèlements quotidiens des Palestiniens, dans les transports et au travail, ont pour effet de les mettre en colère et de renforcer leur détermination. Ils doivent inventer des moyens de contourner les pressions israéliennes. Cela les amène à créer une économie domestique (jardins, poules, cuisson du pain, artisanat et activités pratiques communes...) qui augmente leur indépendance et leur sentiment de liberté. Des écoles locales sont créées dans les clubs, les églises, les mosquées... les enfants apprennent pour la première fois et tout le système d'éducation est repensé, base d'une autonomie nouvelle. Cela a pour résultat de créer des liens sans précédent entre les Palestiniens des territoires occupés et ceux d'Israël, de manifester publiquement l'opposition de 1,5 million de Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie. Cela renverse la tendance à l'annexion rampante en poussant les Palestiniens à construire leur propre infrastructure économique. Cela met un coup d'arrêt aux velléités jordaniennes de représenter les Palestiniens dans les processus de négociation. Ainsi se consolide le rôle de l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) comme unique représentant légitime du peuple palestinien. Ainsi se renforcent les liens entre les Palestiniens des zones occupées et leurs représentants à l'extérieur, sur des bases plus saines. Ajoutons à cela la prise de conscience, additionnée de fierté, de l'identité nationale palestinienne,

la mise en lumière de la brutalité israélienne aux yeux de la communauté internationale, la mise en évidence des objectifs de lutte des Palestiniens, jusque-là toujours occultés par le terrorisme et la guerre, la création d'une image positive des Palestiniens dans le monde et le renforcement de leur détermination³.

Que, par la suite, les fruits de ces efforts (accords de Washington) n'aient pas été respectés est une autre histoire : elle s'explique par la reprise de la violence par les extrémistes de chaque partie. L'action nonviolente n'est puissante que si elle sait contenir sa violence dans la durée, sinon elle perd toute efficacité et tous les résultats qu'elle avait su acquérir. C'est un fait constaté dans toutes les résistances populaires nonviolentes.

**

Alors, aujourd'hui, dans un monde où tout change très vite, que peuvent faire les peuples musulmans pour s'en sortir, écrasés qu'ils sont par des dictatures, la corruption et autres formes d'oppressions comme celles des islamistes ? La vraie réponse est justement à rechercher du côté des majorités populaires qui, de plus en plus, se font entendre : puisque ce sont elles qui acceptent sans réagir cette servitude que La Boétie appelait « servitude volontaire », ce sont elles qui peuvent la refuser et ainsi la faire cesser en pesant sans violence mais massivement face aux extrémistes. Puisque

³ Extraits du livre de Jean Marichez et Xavier Olgne, *La guerre par actions civiles - Identité d'une stratégie de défense*, Fondation pour les Études de défense, diffusé par La Documentation française, Paris, 1998.

la menace provient de la faiblesse du peuple, c'est avec lui qu'il faut travailler : l'histoire l'a prouvé dans un grand nombre de résistances populaires récentes, c'est lui qui peut agir car, face à l'oppression, il est seul à avoir la capacité, la masse, l'inventivité et l'adaptabilité nécessaire pour refuser la servitude dans laquelle il s'est laissé enfermer au nom de théories religieuses ou de mensonges. Sa force réside dans son nombre et sa détermination qui devient parfois et subitement très forte lors de révoltes populaires massives, elle s'exacerbe même au fur et à mesure de la répression comme on l'a constaté maintes fois, et tout récemment en Tunisie, en Égypte. Le peuple a montré dans les récents « printemps arabes » de quoi il était capable, il peut donc continuer jusqu'à la victoire. Et il continuera. Son combat sera difficile et semé d'échecs mais, l'expérience nous l'a appris, lorsque le peuple n'a plus peur, sa force est immense. Il est capable d'abattre des régimes militaires très puissants comme celui de Marcos en 1986 aux Philippines ou de Moscou en 1989 et il est aussi la seule puissance capable de vaincre celle, montante, des islamistes. On l'a vu en Égypte, où juin 2013 vit la plus grande manifestation de tous les temps contre le Président islamiste Morsi : 14 à 17 millions de personnes dans les rues et 22 millions de signatures avec adresses et numéros de cartes d'identité demandant sa démission. L'ampleur du mouvement emporta tout sur son passage, y compris l'armée qui choisit alors résolument le parti du peuple et raffa la mise. Et si certains contestent ce choix final issu d'un coup d'Etat, ce fut quand-même celui du peuple qui confirma Al-Sissi lors des élections qui suivirent. Ce même peuple qui, un ans plus tôt avait lui-même porté Morsi au pouvoir, avait tellement compris sa propre force qu'il se permettait de changer une nouvelle fois de dirigeant. Si cette révolution illustre la

puissance du peuple, elle témoigne aussi de l'importance d'une stratégie soigneuse, accompagnée d'une préparation et de la formation préalable de quelques leaders. En effet, ils ne s'en sont jamais cachés, plusieurs d'entre eux avaient suivi une formation à l'action nonviolente auprès de l'association serbe Canvas issue des luttes nonviolentes qui avaient permis de destituer Milosevic en 2000. Ce ne sont pas eux qui ont « créé ou déclenché » la révolution car, fondamentalement, il s'agissait bien d'un soulèvement populaire sur fond de pauvreté et de besoin de changement, à la suite du décès de Khaled Saïd torturé par la police en juin 2010, mais ils l'ont orientée et guidée selon des techniques éprouvées lorsque le peuple était dans la rue et qu'au fur et à mesure de la répression policière, le mouvement prenait de l'ampleur.

Ils ont aussi été encouragés et soutenus financièrement par de grandes ONG américaines qu'on retrouve un peu partout dans le monde dès lors qu'il s'agit de promouvoir la liberté de l'information ou de délivrer d'un pouvoir autocratique et oppressif (Freedom House, USAID, NED, IRI, NDI, etc.)⁴ pour ne citer que les plus connues. Elles le font ouvertement. Elles ne sont pas les seules à être présentes dans les pays où les populations civiles se prennent en charge contre l'oppression, la dictature ou la guerre : ainsi en Kirghizie, lors des résistances civiles de masses en 2005, elles se comptaient par milliers⁵ et provenaient aussi bien d'Europe que du Japon d'Australie ou du Canada... Les états-uniennes et les suisses étant les plus nombreuses. Elles sont financées par leurs adhérents, par des fondations philanthropiques, par des collectivités territoriales

⁴ Denécé Éric, *La face cachée des révolutions arabes*, Ouvrage collectif de 23 auteurs, Ellipses, Paris 2012

⁵ Karine Gatelier, chercheuse à l'École de la Paix de Grenoble, donnait le chiffre de 5000

(États, régions, départements, villes...), par la vente de leurs produits (DVD, livres, conférences...) et ont chacune leurs objectifs propres (la lutte contre la faim, la santé, la religion, le développement économique, la paix, l'éducation, la démocratie, les droits de l'Homme, la bonne gouvernance, la justice, les nouvelles méthodes d'action nonviolente, etc.). Leur grand nombre ainsi que le nombre de leurs militants ajouté à leur variété d'approches et d'obédiences contredit leur soumission à un « grand Léviathan » manipulateur qui, si on écoute les théories du complot, aurait planifié les printemps arabes. Ainsi, l'auteur de ces lignes fait lui-même partie d'une telle association (L'École de la Paix de Grenoble) où il fait, depuis 25 ans la promotion de ces méthodes pour la paix. Non pas pour déstabiliser quelque gouvernement que ce soit ou pour mener quelque activité subversive mais pour enseigner les méthodes de la lutte nonviolente et ainsi éviter la violence tout en faisant progresser les conflits. Non pas parce que ces méthodes sont morales mais parce qu'elles sont efficaces ; parce que les résultats qu'elles obtiennent les appellent à un grand avenir ; parce que, comme les méthodes militaires, elles sont nécessaires à la paix et, qu'à ce titre, il importe au plus haut point de les perfectionner.

Par conséquent, même avec de réels soutiens, c'est bien le peuple qui a pris les risques avec courage et qui, c'est le plus important pour nous, a pris ses responsabilités, a gagné et a pris conscience de son pouvoir. Dès lors, un changement en profondeur s'est opéré : les pouvoirs égyptiens devront dorénavant composer avec le peuple. Les soutiens, incitations ou formations de quelques leaders n'ont rien de diabolique ou de manipulateur, ils sont à développer.

Il en fut de même quelques mois plus tôt en Tunisie et nous ne reviendrons pas sur les faits assez largement connus

dans leurs grandes lignes. La même prise de conscience s'est produite dans la population qui a fait preuve d'une grande persévérance, rare peut-on dire, mais qui seule a permis d'aller jusqu'au bout, c'est à dire une nouvelle constitution qui ne cède en rien sur l'essentiel. Là aussi de graves soubresauts peuvent encore intervenir car rien n'est jamais définitif, les hommes sont ce qu'ils sont et le chômage est encore là, mais d'une part, les gens n'ont plus peur, d'autre part ils ont confiance en eux, ils savent que leur union et leur détermination est payante, que la lutte nonviolente peut gagner contre de puissantes forces armées. C'est considérable. De leur côté, de nombreux militants ont pris conscience de l'importance d'une méthodologie de lutte et du danger de se battre sans formation préalable et suivie.

En fait, ces méthodes (sans armes) de prises de pouvoir par le peuple se sont largement développées depuis un siècle. Une *centaine* d'épisodes au moins : en Inde sous Gandhi, en Amérique sous Martin Luther King, en Afrique du Sud sous l'apartheid, en Allemagne en 1920 et 1923, en France en 1960, aux Philippines en 1986, en Europe de l'Est en 1989⁶ pour ne citer que les plus connues. Plus récemment, des peuples ont résisté victorieusement contre la dictature ou la tyrannie en Serbie, une fois en 1996 et deux fois en 2000, puis aux Philippines en 2001, à *Madagascar en 2002*, en Bolivie en 2003 et en 2005, en Géorgie par deux fois également en 2003 et 2004, en Ukraine en 2004 et en 2014, au Liban et en Kirghizie en 2005, au Népal en 2006, et bien sûr en 2011,

⁶ Certains argueront que les peuples d'Europe de l'est n'ont gagné contre les puissantes forces militaires soviétiques que parce que celles-ci l'ont bien voulu mais l'argument se retourne, car au contraire elles ne sont pas intervenues parce que la pression populaire était trop immense et qu'elles ne pourraient y résister.

en Tunisie, en Égypte, etc. Certaines ont été des échecs comme au Bahreïn, en Syrie, au Yémen et en Libye parce qu'elles ont commis des erreurs stratégiques. Par exemple, en Syrie, lorsque des militaires ont fait défection et sont passés dans la rébellion, la lutte nonviolente s'est transformée en lutte armée, ce qui la condamnait à l'échec car elle perdait le soutien des médias et de la communauté internationale en même temps que la confiance du peuple. On commence à s'apercevoir que ces luttes sont plus efficaces que les luttes armées : *elles ont été couronnées de succès dans 53% des cas, contre 26% seulement pour les campagnes de résistance violente*⁷. Leurs succès, souvent contre des forces armées et des polices très puissantes, montrent que le peuple, pour peu qu'il soit déterminé et conduit avec stratégie, représente finalement la force la plus puissante d'une nation.

Toutes ces luttes ont été étudiées par de nombreux chercheurs qui en ont dégagé les causes d'échecs et les causes de succès. Gene Sharp à Harvard est le plus connu d'entre eux. Leurs travaux sont une source précieuse d'expérience. Aujourd'hui, les luttes nonviolentes tiennent compte de l'étude des luttes passées, elles exigent formation et professionnalisme. Ainsi, pour gagner, de nombreuses conditions sont nécessaires. Par exemple, les résistants ne doivent compter que sur eux-mêmes. Ils ne doivent pas se lancer dans des campagnes nationales s'ils ne sont pas en mesure d'obtenir un soutien majoritaire dans la population, indispensable pour avoir quelque légitimité et surtout pour gagner. Leur cause doit « tenir la route » et, pour

⁷ Maria Stephan et Erika Chenoweth, « *Why civil resistance works. The strategic logic of nonviolent conflict* », *International Security*, été 2008. Disponible sur http://belfercenter.ksg.harvard.edu/project/58/quarterly_journal.html.

cela, aller dans le sens d'une libération⁸. Ils doivent étudier leur stratégie et se former auprès de personnes expérimentées pour éviter de partir « la fleur à la boutonnière » en simple soulèvement de masse. Ils doivent étudier les points faibles et les points forts de leur adversaire mais aussi les leurs. Ils doivent étudier les méthodes de mobilisation, apprendre à saisir les opportunités. Surtout ils doivent apprendre les nombreuses techniques de l'action nonviolente et empêcher toute dérive violente. En effet, chaque fois que des résistants ont basculé dans la violence, ils se sont mis en position de grande faiblesse. On l'a vu en Libye et en Syrie et cela se comprend car, sur le terrain de la violence, leur adversaire est toujours le plus fort. C'est d'ailleurs pourquoi il provoque la violence, infiltre des éléments violents pour justifier une intervention armée. Il faut le savoir, ce genre de lutte relève de méthodes nonviolentes précises et exigeantes, largement étudiées, expérimentées et enseignées⁹. Autant que la lutte armée, elle exige études, recherches, préparation, formation, objectifs, stratégies, tactiques, communication, intelligence et compétence. Si par exemple l'objectif est de prendre le pouvoir (ce qui n'est pas toujours le cas), l'important est d'atteindre un premier objectif fixé à l'avance lequel, une fois atteint, permettra de poser d'autres objectifs. Dans tous les cas, on s'appuie sur la puissance et la détermination du

⁸ C'est d'ailleurs pourquoi les frères musulmans qui prescrivent la soumission des individus ne peuvent ni ne pourront utiliser ces méthodes. Car, c'est bien connu, si on peut mentir au peuple durant quelques temps on ne peut lui mentir tout le temps.

⁹ Notamment enseignées par trois organismes :

CANVAS <http://www.canvasopedia.org/>

ICNC, International Center of Nonviolent Conflict, (Fletcher Summer Institute for the Advanced Study of Nonviolent Conflict, à Boston) <https://www.nonviolent-conflict.org/>

Albert Einstein Institution, <http://www.aeinsteinstudy.org/>

peuple. En fait, c'est un vaste sujet et de nombreux ouvrages¹⁰ l'expliquent.

Ces méthodes sont bien différentes de ce qu'on en pense trop souvent, y compris chez les gens bien informés car elles vont à contre-courant de certaines de nos idées reçues, par exemple l'idée que pour réduire une révolution nonviolente il suffit de terroriser la foule et de quadriller le territoire de blindés. En effet, cela produit souvent l'effet contraire qui est de renforcer la détermination des résistants. En fait, elles reposent sur des concepts largement expérimentés qui ont fait leur preuve dans un très grand nombre de situations depuis un siècle. Elles ont été peu décrites par la presse qui s'intéresse beaucoup plus aux situations de violence, non seulement parce qu'elles intéressent leur lecteur mais parce qu'elles sont plus faciles à comprendre. Les luttes nonviolentes sont donc peu connues et souvent mal interprétées. Nous recommandons d'éviter de porter tout jugement les concernant avant de les avoir étudiées sérieusement. Pour cela, nous conseillons de lire les ouvrages de Gene Sharp figurant dans notre bibliographie. D'autre part, nous attirons l'attention sur l'inexactitude des reproches faits à Gene Sharp concernant des liens qu'il aurait eu avec la CIA pour provoquer des révolutions¹¹. Il n'est qu'un chercheur, enseigne des méthodes, agit comme conseiller sur demande, mais refuse tout activisme politique. Pour lui, les objectifs comme les choix stratégiques et tactiques doivent être faits dans les pays concernés.

10 Principaux ouvrages de Gene Sharp à voir dans notre bibliographie

11 Il lui a été reproché d'intervenir en sous-main des révolutions nonviolentes et d'être le bras caché des États-Unis et de la CIA. Ces attaques, formellement démenties par l'intéressé, sont totalement injustifiées comme l'a démontré le professeur Stephen Zunes. Pour ma part, je connais suffisamment Gene Sharp depuis plus de vingt ans pour le confirmer.

**

Il nous faut souligner l'intérêt que les musulmans du monde entier tireront de ces révoltes pour la démocratie et la bonne gouvernance, mais aussi pour leur religion. L'essentiel est de libérer le peuple de l'oppression islamiste, non pas de la religion mais de ce qu'elle a de contraire aux libertés, de le libérer de cette peur quotidienne qui oblige tout un chacun à se conformer à des modèles stéréotypés. Plus que la prise de pouvoir, l'essentiel est de promouvoir la liberté. La libération de la pensée, de la parole, de l'initiative et de l'action d'un peuple a toujours porté des fruits. Il n'y a pas de raison que cela ne profite pas aux musulmans, et qu'ils ne trouvent pas là une source de renouveau de leur génie toujours écrasé et la mise en œuvre de tous les dons individuels qui, comme partout, sont innombrables. Un musulman libre vaut cent musulmans soumis car il peut épanouir les dons qu'il a reçus. D'autant plus que les peuples musulmans sont jeunes, s'ils aiment l'islam, ils doivent le libérer de ses chaînes. Et cela en commençant par se libérer, aussi et par eux-mêmes, d'autres formes d'oppression politique, économique ou sociale comme ils ont commencé à le faire. La liberté enrichit les religions alors que le radicalisme les tue.

Qu'est-ce qu'un musulman libre ? La réponse nous vient des réformateurs de Tunisie qui ont lutté pour faire passer

cette liberté dans leur nouvelle constitution¹². Pour eux, c'est un musulman qui a choisi sa religion, qui peut la quitter et y revenir comme bon lui semble, qui la pratique s'il le veut et quand il le veut, qui refuse la haine parce qu'elle *attache* et ne donne rien de bon, qui s'intègre dans la société parce que cela libère et permet de s'intéresser à la condition de ses frères (de toutes origines et couleurs de peau), qui donne à la politique le rang qu'elle mérite de haute et noble activité humaine, qui donne aux femmes les mêmes droits que les hommes, aux pauvres les mêmes droits que les riches, qui sait que les croyances religieuses ne sont pas des absolus mais seulement des choix personnels auxquels il adhère en confiance, qui fait effort pour respecter des coutumes religieuses, mais qui donne plus d'importance à sa conscience qu'à des règles toutes faites. Il veut s'améliorer personnellement, il refuse tous les fondamentalismes et radicalismes religieux parce que, s'il aime sa propre liberté, il aime aussi la liberté des autres et refuse toutes les formes de pression et d'obligation qui ne vont pas dans le sens de la paix et du vivre-ensemble. Surtout, il sait par l'histoire, que tous les radicalismes sont voués à l'échec car les humains veulent et voudront toujours la liberté générale et se battront toujours pour elle. C'est pour cela qu'il combat et mettra toujours hors du pouvoir les partisans de la charia et de l'islamisme. Son islam est un islam de liberté. C'est un islam d'épanouissement de tout homme et de toute femme.

12 http://www.lemonde.fr/tunisie/article/2014/01/27/des-avancees-majeures-dans-la-constitution-tunisienne_4354973_1466522.html.
http://www.lepoint.fr/invites-du-point/tahar-ben-jelloun/ben-jelloun-la-nouvelle-constitution-tunisienne-est-revolutionnaire-22-01-2014-1783017_1921.php
http://www.marsad.tn/uploads/documents/Constitution_Tunisienne_en_date_du_26-01-2014_Version_Francaise_traduction_non_officielle_Al_Bawsala.pdf

Liberté individuelle et refus des radicalismes sont bien deux objectifs à atteindre par tous les musulmans dans leurs luttes nonviolentes. Le reste n'est plus qu'une question de stratégie... et de temps. Car tôt ou tard, ils atteindront ces objectifs. Comme le dit si bien Desmond Tutu avec son sourire inimitable, « aujourd'hui ils n'ont plus peur ».

Certains pensent que les luttes nonviolentes ne sont applicables que dans les sociétés développées ou instruites. C'est une erreur et l'histoire en apporte la preuve avec la réussite de nombreuses luttes dans des pays comme la Bolivie, Madagascar, la Kirghizie, le Népal, le Timor, l'Égypte, etc.

Ainsi, c'est le but de ce chapitre, nous recommandons aux sociétés civiles et aux citoyens ces méthodes de lutte nonviolente comme moyen pour la paix. Elles sont déjà à l'œuvre en terres musulmanes et c'est tout à l'honneur des peuples qui se sont courageusement pris en charge et font l'admiration du monde entier. La soumission est vaincue. Et même si la lutte reste nécessaire, il est possible d'être musulman et d'être un Homme, un Homme libre, un Homme qui cherche à grandir ses frères humains et non plus à les soumettre, un Homme qui accepte la liberté des autres et refuse le mensonge. Le lecteur attentif aura remarqué l'amalgame que nous faisons ici entre la libération politique des peuples musulmans par rapport à des pouvoirs oppresseurs ou corrompus, et la libération personnelle du musulman par rapport à une soumission religieuse excessive. Il s'agit bien de deux libérations différentes. S'il importe de bien les distinguer, elles peuvent aussi dans certains cas se rejoindre dans le même combat car la liberté n'est pas divisible, elle est un état d'esprit.

Ces méthodes de lutte commencent à être connues mais il faut insister sur un aspect moins connu qui est un point

clé de leur réussite : la stratégie. Trop souvent, les leaders de mouvements de résistance l'ignorent ou la sous-estiment, ils s'en tiennent à l'idée simpliste de faire la révolution ou de manifester en masse. Ils font des efforts considérables, déploient un courage admirable et vont tout droit à l'échec pour avoir méconnu l'importance de la planification stratégique. Comme des généraux qui se lanceraient dans une guerre sans être passés par l'école de guerre et sans en avoir longuement étudié les éléments et les méthodes ! Les stratégies de lutte nonviolente sont l'objet de livres¹³ et de formations de haut niveau. Elles nécessitent objectifs et stratégies (c'est le second message de ce chapitre). Il ne s'agit pas seulement de résister, il faut gagner et cela change totalement la réflexion. Les Tunisiens et les Égyptiens ne s'y sont pas trompés car certains résistants ont pu profiter de conseils expérimentés. Par contre, avec une meilleure connaissance des expériences passées et des études des chercheurs, les échecs en Syrie, au Yémen et à Bahrein auraient pu être évités. L'étude et la planification stratégique sont essentielles, car les forces sur le terrain sont complexes et exigent des choix d'objectifs réalistes et bien réfléchis. Dans ces trois cas particuliers, nous n'avons pas la solution mais nous pouvons avancer par exemple, que les rebelles ont trop systématiquement voulu prendre le pouvoir, alors que ce n'était peut-être pas le bon objectif compte tenu des radicalismes religieux ambiants. Il y en avait sans doute de plus fins, plus faciles à atteindre et stratégiquement plus appropriés. Par exemple, viser la mise en place d'un parlement digne de ce nom, c'est-à-dire élu démocratiquement, doté de pouvoirs réels et en mesure de faire évoluer le pays. Tout l'effort de la rébellion se serait alors

13 Par exemple deux livres de Gene Sharp en français : *De la dictature à la démocratie* et *La guerre civilisée*.

concentré sur l'honnêteté des élections comme cela s'est fait avec succès dans de nombreuses dictatures (Philippines en 1986, Serbie en 2000, etc.). En tout cas, la liberté a un prix et s'il peut ne plus se mesurer en vies humaines comme autrefois, il se paie en études et en intelligence stratégique.

Ainsi apparaissent l'importance des travaux de réflexion préalables et la responsabilité des milieux intellectuels. En particulier, dans chaque pays, les gouvernements, qui ont pour responsabilité de protéger leur peuple, devraient développer des recherches sur ces résistances civiles de masses, créer des lignes de compétence universitaire afin de disposer dans leur nation de capacités stratégiques et managériales capables de se déployer en cas d'oppression du peuple, de dictature insupportable, ou d'agression extérieure. Ces méthodes correspondent à des formes de démocratie extrêmes : lorsque le peuple n'a plus la parole et que ses libertés fondamentales sont gravement menacées, il devient légitime de transformer les voies démocratiques habituelles et constitutionnelles par des voies directes qui s'expriment dans la rue ou ailleurs, sans violence, avec des objectifs et stratégies adaptées. Il y a là tout un domaine de compétence, aussi important que la compétence militaire, qui ne saurait être délaissé, ni par l'État, ni par les citoyens, ni par les intellectuels, ni par l'Université.

Le problème est que, trop souvent, des gouvernements non démocratiques voient ces méthodes comme des menaces contre leur pouvoir. Ils n'ont pas tort et, certains les craignent au point de prendre des dispositions très pointues pour les empêcher. C'est le cas par exemple de la Russie, de la Biélorussie, de la Chine, etc. Cela ne saurait empêcher leur peuple de les submerger de leur volonté le jour où il le décidera dans la mesure où il aura su trouver la bonne stratégie. On peut considérer ces méthodes comme des armes qui évoluent

et se perfectionnent au fur et à mesure du temps et des conflits : après une période de réussite pour les attaquants, c'est la défense qui trouve des parades jusqu'à ce qu'à nouveau les attaquants trouvent de nouvelles stratégies gagnantes. Nos connaissances ne sont jamais définitives, des idées nouvelles ne manqueront pas de les bousculer. Cela implique de la recherche, de la créativité et parfois du génie. Notons cependant qu'à contrario bien des gouvernements ont été sauvés par la volonté du peuple utilisant la lutte nonviolente. On se souvient par exemple du putsch d'Alger en 1961 qui mit le gouvernement français sur la corde raide. Celui-ci fut sauvé grâce au peuple appelé à la rescousse par le gouvernement du Général de Gaulle. On pourrait aussi citer le putsch de Kapp et le maintien de la république de Weimar en 1920, la défaite du coup d'État militaire de 1978 en Bolivie, etc.

Notons enfin que ces méthodes ont très souvent servi à d'autres fins que l'éjection ou le raffermissement d'un gouvernement. Elles ont servi à contrer des invasions étrangères (dans la Ruhr en 1923), à obtenir l'indépendance (Inde, Pakistan, Ghana et pour la plupart des colonies américaines avant la guerre d'indépendance), à étendre les libertés religieuses en Grande Bretagne et au Massachusetts au 17^e et au 18^e siècle, à lutter contre l'esclavage (USA), à l'obtention du suffrage universel en Suède et en Belgique au début du 20^e siècle, à sauver de l'holocauste de nombreux juifs durant la seconde guerre mondiale (en Bulgarie, au Danemark, en Norvège, en Belgique et en France), à relégaliser un syndicat (Solidarnosc en 1980) et à atteindre des objectifs particuliers de toutes natures dans le monde : les libanais les ont expérimentées victorieusement en 2005 dans la révolution du cèdre qui permit d'expulser les Syriens de leur territoire suite à l'assassinat de Rafic Hariri.

Ces luttes pourraient être un moyen pour les populations musulmanes de se libérer de l'oppression islamiste. Si les Tunisiens et les Egyptiens eurent pour objectif de se libérer de la dictature et de ses excès, ce nouvel objectif pourrait également être envisagé. Il mérite la plus grande attention des populations musulmanes pour leur avenir puisque, partout dans le monde elles subissent la loi des islamistes qui, sous couvert de religion, utilisent la pression, la violence ou même la terreur. Puisqu'il s'agit de leur reprendre le pouvoir religieux et de le rendre au peuple, c'est à dire aux musulmans de paix qu'on peut aussi appeler modérés ou non islamistes, les méthodes de lutte nonviolentes sont tout à fait adaptées pour ce genre de combat car le peuple n'accepte plus l'oppression.

Cette idée est importante car cette reprise de pouvoir est indispensable pour l'éradication de l'islamisme, la sortie de l'obscurantisme forcé et l'épanouissement du monde musulman. Par rapport aux objectifs que nous nous sommes fixés dans ce livre, elle détermine la possibilité de les atteindre. Elle en est donc la clé. Et, tout bien réfléchi, elle peut devenir le centre de la stratégie que nous recherchons dans cet essai pour remplacer celle du « containment » qui, faute de mieux, est en cours.

Cette reprise de pouvoir ne se fera sans doute pas en une seule fois à l'échelon planétaire car les pays sont trop différents. Par contre elle ne semble pas impossible au niveau d'un pays et, par effet d'entraînement, dans d'autres pays. Nous en reparlerons donc au chapitre suivant, dédié à la France.

Bien entendu cette prétention d'un possible n'ignore pas les énormes difficultés de l'entreprise. La moindre de celles-ci est par exemple de convaincre les populations musulmanes de leur véritable intérêt. Ainsi, en 2014 et 2015, si Daech a tant de

facilité à s'installer dans les zones sunnites de l'Irak (brimées jusque là par une administration chiite), c'est parce qu'il est sunnite et qu'il apparaît comme un libérateur. Autrement dit, les populations musulmanes ne sont pas conscientes aujourd'hui ni de l'oppression dont elles sont l'objet, ni de la nécessité de s'en libérer. Le chemin à parcourir sera donc loin d'être aisé mais il en fut souvent ainsi de la plupart des révolutions nonviolentes : par exemple, sous Martin Luther King, la plupart des noirs américains étaient persuadés de l'impossibilité de sortir de l'oppression, sous Gandhi il en était de même de la plupart des Indiens. L'expérience des luttes nous a appris à contourner ces difficultés, celle-ci comme bien d'autres d'ailleurs, mais ce n'est pas le moment de dire comment.

En France, en particulier, cette idée trouve immédiatement son application : permettre aux musulmans non-islamistes vivant sur notre sol de ne plus se laisser dominer par des pressions pseudo-religieuses, d'anéantir le pouvoir des islamistes dans leurs familles, leurs groupes, leurs mosquées, etc. Ce pouvoir est insidieux et s'exerce par des prescriptions visibles comme le halal, le voile, les prières, etc. et par des menaces et des sanctions sur ceux qui n'obéissent pas aux puristes de la religion. Il s'agit d'empêcher ces pressions et de rendre à chaque musulman sa liberté de penser, d'agir et d'exercer sa religion. Cette idée repose sur l'hypothèse que ceci correspond à la volonté plus ou moins consciente d'une large majorité de musulmans ou de gens de culture musulmane mais qu'ils ne disposent pas des moyens pour le faire valoir.

Le Centre Français du Culte Musulman créé en France en 2003 par le ministère de l'intérieur souhaitait un organisme « représentatif » des musulmans de France. L'idée était bonne, elle devait permettre une expression musulmane

cohérente mais, compte-tenu des divisions internes, ce ne fut pas possible. Pour réussir il aurait sans doute fallu que l'initiative vienne des bases musulmanes avec un objectif d'expression libre de chacun. Pourtant, si les non-islamistes sont vraiment majoritaires, l'espoir reste permis. Leur challenge principal, encore mal identifié, pourrait être de ne plus se laisser dominer par les radicaux et par les luttes entre factions afin de conserver leur liberté, en tous cas il est de disposer de procédures d'expression libre afin que la majorité puisse enfin dicter sa loi. Il est loin d'être gagné, il faut donc le préparer afin que lors d'évènements nouveaux plus ou moins dramatiques comme le 7 janvier 2015, le peuple musulman se réveille enfin et prenne l'initiative d'une révolte nonviolente contre l'islamisme. Il faut y réfléchir afin que cette révolte puisse avoir lieu et ensuite pour qu'elle puisse avoir des effets durables, ce qui n'est pas un détail. Une fois de plus, cela ne s'improvise pas et s'apprend, comme nous l'avons dit, auprès de gens expérimentés en matière de lutte nonviolente.

**

En lisant l'étude intéressante de Mezri Haddad sur les révolutions arabes¹⁴, je tombe sur un texte de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, signée par les membres du Conseil de l'Europe. Dans son article 2 – Droit à la vie, il indique que seuls les États peuvent avoir le droit de tuer et dans des cas bien précis où *le recours à la force est absolument nécessaire : – pour assurer la défense de toute personne contre la violence*

14 In Denécé Éric, La face cachée des révolutions arabes, Ouvrage collectif de 23 auteurs, Ellipses, Paris 2012

illégale – pour effectuer une arrestation régulière ou pour empêcher l'évasion d'une personne régulièrement détenue – pour réprimer, conformément à la loi, une émeute ou une insurrection.

Ce dernier cas permettrait donc à un gouvernement de tirer à balles réelles dans une manifestation pacifique pour peu qu'une loi de son pays l'y autorise. Et si cette loi n'existe pas, il pourrait l'établir à son avantage en cas de difficulté, ce qui, bien évidemment, est inacceptable. Il y a donc là quelque chose d'important à rectifier. Nous proposons d'écrire : *pour réprimer, conformément à la loi, une émeute ou une insurrection armée et largement violente* ? En effet, les émeutes et les insurrections de notre époque sont de plus en plus souvent nonviolentes et, à ce titre, ne peuvent en aucun cas justifier d'être combattues par la violence des armes. Si elles sont minoritaires (c'est à dire l'expression d'une minorité) elles ne sont dangereuses pour personne et ne relèvent que de la liberté de manifester ; si elles sont majoritaires (c'est à dire si elles expriment la volonté d'une majorité du peuple) elles peuvent être dangereuses pour le gouvernement mais par contre elles disposent d'une légitimité de fait. Elles jouent alors un rôle de soupape de sécurité, nécessaire pour la vie en société, en évitant que la situation ne devienne plus grave encore.

Certains iraient sans doute plus loin en ne reconnaissant aucun droit de tuer, fusse à l'État. Mais aujourd'hui, comme le rappelle Mezri Haddad, *tout État a le droit et le devoir de défendre sa sécurité contre toute agression intérieure ou extérieure. C'est ce que Max Weber appelle la « violence légitime » dont seul l'État détient le monopole et assume l'usage.* Mais il s'agit d'un autre débat, hors de notre propos.

Résumé des 4 propositions de ce chapitre

30 – Faire connaître les méthodes de lutte nonviolente comme moyen efficace pour la paix.

31 – Insister sur la nécessité de ne pas s'engager dans de tels processus sans disposer d'un objectif réaliste et d'une stratégie capable de mener à la victoire, sans être certain de disposer du soutien d'une large majorité populaire légitimant la lutte, et sans avoir reçu de formation à ces méthodes.

32 – Reprendre le pouvoir religieux aux islamistes pour le rendre au peuple, c'est à dire aux musulmans de paix, non-islamistes.

33 – Modifier l'article 2 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales (Conseil de l'Europe).



PART NATIONALE DU CONFLIT

Stratégie nationale

Ne compter que sur nous-mêmes. Placer la lutte au bon niveau, c'est à dire global et à long terme. Apprendre à utiliser la puissance du peuple qui a fait de grands progrès.

L'Histoire ne se reproduit pas mais elle enseigne. Celle au XX^e siècle des fascismes et du stalinisme nous aide à prendre conscience de la difficulté d'éradiquer un mal profond et à prendre les moyens adaptés. Il ne suffit pas de construire des mosquées, d'empêcher la burka et d'affirmer nos valeurs. Il ne suffit pas de mener quelques opérations militaires comme celles du Mali ou de Centrafrique, par ailleurs fort nécessaires, il faut prendre la réelle dimension du péril et se placer au bon niveau pour le dominer. Nous en sommes loin et continuons à parer au plus pressé comme dans les années 30. Or, si on en juge par le grand nombre de publications qui tirent la sonnette d'alarme, par la crispation nationaliste et identitaire montante en France, par l'extrême violence verbale des leaders islamistes et surtout par les guerres que nous montre quotidiennement l'actualité, nous sommes alertés et inquiétés, mais nous ne nous plaçons pas au bon niveau pour

traiter le problème. D'une part, nous n'avons plus, comme au temps de la guerre froide, le bouclier d'un grand frère américain, nous sommes seuls devant notre avenir. D'autre part, les solutions en place ne produisent pas d'effet suffisant et paraissent bien incapables de mettre fin à cette agression qui se développe lentement mais sûrement. Les grands États interviennent au coup par coup et le moins possible dans les borbiers que sont les guerres à composante musulmane au Moyen-Orient et en Afrique. Et la situation continue de se dégrader. Nous avons rêvé dans les pages précédentes d'une véritable stratégie internationale mais qui va l'étudier, l'établir et la proposer ?

La préparation

En pratique, les États-Unis étant moins directement concernés que l'Europe et en prise avec leurs propres difficultés, l'Europe devrait en prendre l'initiative et le leadership. Pour ce faire, elle dispose maintenant d'un « Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité ». Cette fonction qui est censée unifier les politiques étrangères européennes semble être le niveau adéquat pour la réflexion stratégique en étroite liaison avec les spécialistes de chaque pays. Mais les choses étant ce qu'elles sont, on peut douter que la Haute Représentante actuelle se lance dans cette affaire sans une pression des pays les plus concernés. Seuls face à ce défi, nous proposons donc à la France d'étudier elle-même et d'être le moteur de cette stratégie internationale, en accord et sous contrôle de la Haute Représentante. Le Secrétariat Général de la Défense et de la Sécurité Nationale (SGDSN) peut en être le pilote,

le Quai d'Orsay le moteur auprès de l'Europe et de l'ONU. Ensuite, il appartiendrait à l'Union européenne d'en prendre la *leadership* et, si celle-ci ne le peut ou ne le veut, la France continuerait avec les pays volontaires. Notre SGDSN est responsable de la réflexion stratégique, l'équipe de travail à constituer devrait comprendre des personnalités de haut niveau, de compétences et de provenances variées. Il s'agit d'un travail difficile, capable d'être reconnu pour sa qualité et sa hauteur de vue par les niveaux de réflexion stratégique des pays étrangers impliqués par l'objectif général.

Concernant la stratégie mondiale qu'il aura à étudier et proposer, son objectif est tout simplement, si l'on peut dire, d'éradiquer l'islamisme mondial. Son point clé pourrait être la reprise de pouvoir des peuples musulmans au sein de la communauté islamique mondiale, en passant par les communautés islamiques nationales ou régionales.

Il est difficile aujourd'hui de définir une politique unique de défense et de sécurité au niveau de l'Union européenne compte tenu de la lourdeur de nos processus de décision, de la disparité numérique des effectifs musulmans d'un pays à l'autre, de nos difficultés à coordonner nos politiques d'immigration, de nos différences de sensibilité aux problèmes, de la disparité des approches politiques et surtout du manque d'autorité (qui arrange nos chancelleries) de notre Haute Représentante actuelle. Par contre, l'existence d'une stratégie internationale pourrait faciliter la définition de cette politique en matière de défense contre l'islamisme.

En France, nos particularités tiennent au nombre élevé de musulmans d'origine africaine et francophone, à la quantité et à la qualité de nos liens avec eux, à notre forte culture de laïcité, à notre sensibilité particulière vis-à-vis des

principes, à notre culture jacobine, et depuis quelque temps à la forte prégnance des partis extrémistes dans le débat. Mais notamment depuis les discussions sur le port du voile et depuis les attentats récents, les Français font preuve d'une très grande sensibilité aux excès insupportables de l'islamisme. La France est et sera en première ligne pour l'Europe. Tout cela nous engage en matière de réflexion stratégique et nous incite à prendre l'initiative. Il nous faut donc aller de l'avant, innover, penser par nous-mêmes et nous prendre en charge.

Après avoir défini la stratégie internationale, viendra le temps de définir notre stratégie nationale et c'est d'elle que nous allons désormais parler. Dans l'immédiat, nous sommes obligés d'avancer et nos gouvernements doivent prendre des décisions au jour le jour. C'est d'ailleurs ce qu'ils font quotidiennement et, disons-le, avec de bons résultats à court terme puisque nous vivons relativement en paix. De plus, nos décisions prises en matière militaire contre les islamistes ont été correctes et appréciées (refus d'intervenir en Irak, interventions en Lybie, au Mali, en Centrafrique...) même si leurs suites posent de graves problèmes. Autrement dit, nous avons privilégié le court terme mais apparemment négligé le long terme. Par exemple, quand nous bombardons dans un endroit peuplé pour neutraliser un jihadiste, nous en créons probablement d'autres.

Sur le plan intérieur, les idées d'action ne manquent pas, les responsables politiques, les médias et les citoyens de tous bords ont chacun les leurs, elles doivent être écoutées, étudiées et souvent mises en œuvre. Chaque jour, par exemple, apporte des débats ou des propositions concernant la réduction des actes de terrorisme ou de vandalisme, le contrôle de l'immigration, la prise en main des jihadistes à leur départ ou à leur retour du Moyen-Orient, l'expulsion d'éléments

indésirables, la fermeté concernant les demandes journalières d'accommodements de nos coutumes, l'augmentation des effectifs de la police, les contrôles au faciès, la rigueur de la justice, la construction de prisons ou les peines d'intérêt général, la promiscuité dans les prisons et la difficulté de les rendre plus « curatives », le regroupement des musulmans dans les prisons, l'éducation dans les banlieues, la création de centres de décontamination pour jihadistes, le contrôle de l'activité des mosquées, la fermeture des mosquées salafistes, l'enseignement du fait religieux, la responsabilité des parents et leur formation, l'autorité des enseignants et leur formation, l'obligation d'apprendre le français, la prudence en matière de mariages mixtes, le droit de vote aux étrangers, le budget de l'armée, la construction de mosquées, les règles d'attribution des assistances, le contrôle d'accès aux urgences des hôpitaux, le port du voile en certains lieux, la lutte contre les extrémistes, etc. La liste est longue, elle est l'objet, on le voit, de débats difficiles mais nécessaires. Heureusement, si l'on peut dire, l'énorme réaction populaire et médiatique suite aux tueries de *Charlie Hebdo* et au carnage du 13 novembre à Paris a permis de mettre enfin sur la table les vrais problèmes et de sensibiliser la nation. Notre pays s'est enfin réveillé et multiplie les idées de solution pour neutraliser un peu mieux les terroristes et contenir l'islam radical.

Dans cet ouvrage, notre propos se veut différent : nous parlons d'une réflexion stratégique et nous voulons nous intéresser à des questions de fond trop souvent écartées ou ignorées. Surtout nous voulons des propositions visant la paix à long terme, éradiquant l'islamisme et prévenant et empêchant la guerre en France et en Europe.

Il s'agit de réfléchir, dans le cadre de la stratégie mondiale évoquée ci-dessus même si elle n'est qu'en cours de définition,

aux éléments de la nôtre pour éradiquer l'islamisme en y ajoutant l'objectif d'assurer la paix sur notre territoire. C'est d'abord une stratégie, elle a donc pour caractéristique d'être conçue pour atteindre ces deux objectifs et d'assurer ce résultat par tous les moyens. Il ne s'agit pas d'empêcher les gens de penser comme ils le veulent, mais de les empêcher d'agir sur notre territoire et sous quelque forme que ce soit en vue d'objectifs inacceptables. C'est beaucoup plus que l'arrêt du terrorisme, c'est l'annihilation des objectifs de l'adversaire. Rappelons qu'il s'agit non seulement de terrorisme mais d'objectifs politiques et idéologiques avec des valeurs et des législations qui transforment profondément les nôtres.

En attendant la stratégie mondiale qui constitue notre premier axe de travail en France, nous avancerons les quelques axes qui suivent.

**

Avec ses interventions récentes en Afrique, mais aussi plus anciennement en Afghanistan et au Liban, la France a déjà marqué sa volonté de combattre les islamistes. Cependant, pour ce qui concerne son territoire, avant le 11 janvier 2015, elle n'avait pas exprimé cette volonté alors que l'adversaire est le même malgré des stratégies et des formes d'action bien différentes. Elle luttait contre l'insécurité et non pas contre l'islamisme. Cela lui permettait de ne pas mettre de l'huile sur le feu et de ne pas stigmatiser les musulmans car les islamistes jouent de ce faux amalgame qui les protège ; on l'a vu lors de l'affaire du voile, comme en bien d'autres occasions, le monde musulman a joué les martyrs et vilipendé la France alors que,

pour l'essentiel, il s'agissait de lutter contre un islamisme rampant et non contre les musulmans. La réponse est enfin venue avec la déclaration du premier ministre Manuel Valls devant l'assemblée nationale : *Oui, la France est en guerre contre le terrorisme, le jihadisme et l'islamisme radical. La France n'est pas en guerre contre l'islam et les musulmans.* Mais l'orientation Valls est loin d'être adoptée ; même François Hollande continue à parler de lutte contre le terrorisme au lieu de lutte contre les islamistes.

Le choix de ne pas exprimer clairement notre objectif a un coût très élevé car non seulement il engendre beaucoup de peurs et de rancœurs, mais il laisse monter une sourde réaction populaire de frustration et même de haine qui peut conduire, comme dans l'Allemagne des années 30, à installer l'extrême droite au pouvoir. Ce processus est d'ailleurs en progression régulière depuis 30 ans en France et dans toute l'Europe. Or, nous l'avons expliqué, le déchaînement de violence viendra moins des islamistes qui ont intérêt à jouer profil bas pour atteindre leurs objectifs d'imprégnation lente des esprits et des institutions, que des Français qui, lorsque qu'ils seront excédés, se révolteront ou, pour le moins, pourriront la vie politique par d'autres extrémismes non moins souhaitables. Et si cela ne nous mène pas à la guerre civile, cela dressera gravement les Français les uns contre les autres. On ne peut pas d'un côté envoyer nos soldats se battre, au péril de leur vie, contre l'islamisme à l'étranger et le laisser faire chez nous avec sa stratégie de basse intensité et de long terme. Vis-à-vis de ce danger, les Français s'intéressent un peu trop exclusivement à l'immigration et au terrorisme sur leur territoire alors que le conflit a des origines plus complexes. On n'avait ni désigné l'adversaire interne qu'est l'islamisme radical, ni exprimé la volonté de le combattre

sur le territoire français, ni tracé les lignes rouges dans notre pays. La victimisation angélique des islamistes se traduisait par une permissivité provocante et agressive qui exacerbait les tensions. Ainsi, on empêchait de traiter le problème ou au moins de le réduire ; pire on l'amplifiait. Aujourd'hui, comme Caldwell, à tort ou à raison, nous en sommes déjà aux peurs de l'envahissement de l'Europe, aux images ou vidéos angoissantes de menaces agressives sur Internet, aux lourds reproches à nos gouvernements européens « qui ne font rien ».

Avoir commencé à l'exprimer avec Manuel Valls permettra au contraire de fédérer toutes les forces vives de la nation, non seulement les forces de police mais aussi celles de la société civile dont la puissance est grande. Par exemple, cela fixera un cap clair aux employés de l'État, aux juges, aux enseignants, aux syndicats, aux Églises, aux médias et aux associations de toutes sortes. On cessera de débattre du port du voile seulement en terme de droits de l'homme mais « aussi » en terme de provocation, d'intimidation ou même de pouvoir. Tout cela décuplera les moyens de la lutte. En 1940, de Gaulle ayant fixé le cap, la résistance put enfin prendre confiance en elle-même, s'organiser et prendre de l'ampleur. En 1944, lorsqu'il apprit que les Américains prévoyaient la mise sous tutelle administrative de la France et la création d'une monnaie non indépendante, il s'adressa à tous les Français. En mai 1961, lorsque des généraux firent le putsch d'Alger pour prendre le pouvoir en métropole, de nouveau il s'adressa à tous les Français pour bloquer les aéroports et empêcher tout retour en France des putschistes. Pour traiter un problème national grave, il importe de fédérer la nation autour d'un objectif clair. Bien sûr ce n'est pas simple. Cela conduit à une préparation attentive impliquant la société toute entière, par exemple

comme le dit Patrick Klugman : Les terroristes *apprennent à fabriquer des bombes via les moteurs de recherche, ils nouent des contacts avec des jihadistes sur Facebook et les réseaux sociaux. Demander aux principaux acteurs d'internet, aux responsables de Google, Yahoo, Bing et autres de s'impliquer davantage dans la lutte contre le jihadisme est une nécessité*¹. Et il ajoute pour justifier cette mobilisation : *ce serait une grave erreur de considérer que ce terrorisme n'inquiète que les juifs, que ce serait une histoire de juifs et d'arabes. La vraie cible, le modèle qui est visé, c'est la société française dans son ensemble. Cette société ouverte, multiculturelle, démocratique, libre, est un contre-modèle insupportable pour les jihadistes. C'est aussi en renforçant ces valeurs qu'on combat le terrorisme.* Voilà le genre de clarification qu'il faut faire pour traiter le vrai problème et impliquer la nation toute entière autour du bon objectif. Cette implication ne peut aller qu'avec une libération de la parole. Celle-ci semble s'être quelque peu débloquée durant les semaines qui ont suivi le 7 janvier. Les médias s'y sont mis et l'on peut lire ou entendre des choses impensables quelques jours plus tôt. Il faut persévérer dans ce sens, non seulement préciser la menace, fixer nos objectifs mais aussi donner des consignes précises. Des efforts sont encore à faire. On entend trop souvent des journalistes remplacer le mot islamisme par ceux d'antisémitisme, de terrorisme, de jihadisme ou autres formules circonvolutives. Ou alors on s'émeut lorsque Manuel Valls parle d'islamo-fascisme.

Il faudra aussi et toujours expliquer ce refus de l'islamisme et montrer les points d'incompatibilité avec notre culture européenne, montrer en quoi son idéologie est hors de l'esprit de nos lois, donner des exemples, repérer les prises de

¹ http://www.liberation.fr/societe/2014/06/02/jihadisme-merah-et-nemmouche-ont-voyage-ont-ete-formes-par-d-autres_1032225

position et les silences coupables des salafistes, wahhabites et frères musulmans, dénoncer leurs actes inacceptables et, si besoin, ajuster notre droit en conséquence par des textes anti-islamismes assumés. À ce titre, il ne faut pas s'interdire de dissoudre les associations d'obédience islamistes dans la mesure où elles agissent, prêchent l'inacceptable ou financent l'islamisme.

Enfin il faudra montrer les frontières entre islam acceptable et inacceptable. Il ne m'a pas été facile de faire comprendre à mon petit-fils de 17 ans que l'islam et l'islamisme n'étaient pas la même chose ; que dans l'islam il y avait des musulmans non islamistes et des musulmans islamistes, tenants de l'islamisme ; que les premiers devaient être respectés et les seconds combattus. De plus, la difficulté qui nous empêchait de lutter ouvertement contre l'islamisme était que nous manquions de critères objectifs pour délimiter nos refus. Nous les avons définis au chapitre « Bien définir le problème ». Nous pourrions être plus précis en utilisant le contenu de la Convention universelle du droit des religions, si nous en débattons les termes avec des religieux et notamment avec des musulmans, nous disposerons alors de repères factuels beaucoup plus précis. Certes ils ne les accepteront pas tous, des aménagements seront possibles mais nous ne céderons pas sur nos lignes rouges, ils seront ainsi informés des limites acceptables dans leur pays d'accueil. Il est aussi probable que des chrétiens, protestants et juifs refusent certains alinéas qui touchent leur propre religion. Il faudra savoir refuser de négocier le non-négociable. Tout cela sera finalement porté à la connaissance du public. Il faudra donc expliquer, dire et redire ce que nous refusons.

Il nous appartient de travailler collectivement à la mise au point de cette convention pour le droit des religions, d'en

être les pionniers avant d'en être, plus tard, les promoteurs auprès de l'Union européenne, puis de l'ONU. Nous le ferons en concertation avec diverses religions y compris surtout avec des musulmans non-islamistes. La simple existence de ce débat permettra, s'il est bien mené, de calmer les ardeurs des anti-islamistes les plus extrémistes. Il faut le préparer soigneusement avec des juristes, des intellectuels, des religieux, des généralistes, des parlementaires... avant de le mettre en délibération plus officiellement. La méthode de travail devra être convenue à l'avance. Il faudra aussi dépolitiser le débat avant de l'engager. Des efforts importants devront être entrepris pour obtenir le soutien préalable *sur la méthode et le calendrier* des principaux partis politiques et, si possible (mais c'est moins sûr), des principales religions de France. La décision finale appartiendra à nos parlementaires et au gouvernement. C'est une clé de la réussite.

Il faut surtout entretenir la communication sur tous ces sujets de façon à maintenir la mobilisation de la population dans l'esprit du 11 janvier, et il faudra avancer en faisant la part des choses afin d'éviter tout développement d'une guerre de civilisations.

A ce propos, il ne faut pas insulter ou offenser les musulmans. Le débat sur ce point est difficile en France du fait que *Charlie Hebdo* le faisait. Et aussi du fait qu'il le faisait au nom de la liberté d'expression... et de plus en riant. Alors clarifions les choses en distinguant le plan légal et le niveau personnel. Sur le plan « légal », *Charlie Hebdo* a le droit de dire tout ce qu'il pense, il a le droit d'être corrosif, méchant et même offensant. L'État lui garantit ce droit. Par contre sur le plan « personnel », qui relève de la responsabilité de chacun, on peut sans doute parler d'un devoir de respecter la religion des autres et de ne pas les offenser dans ce qu'ils ont de plus cher.

Si nous n'avons pas ce respect élémentaire, nous ne pouvons nous étonner de voir des millions de musulmans dans les rues de toutes les capitales du monde et de voir des modérés se radicaliser. Par exemple, comme dit le pape François, si vous insultez ma mère, mon attitude avec vous deviendra radicale. Et si les modérés se radicalisent, on va vers la guerre de civilisation que nous devons absolument éviter, cela devient une guerre d'ampleur mondiale impossible à terminer. Donc, collectivement nous devons défendre *Charlie Hebdo* au nom de nos valeurs de laïcité et de nos lois et nous avons très bien fait de manifester en masse. Mais à titre personnel nous pouvons aussi respecter les croyances des autres ce que ne faisaient pas les journalistes de ce journal au travers de leur athéisme « militant, croyant et quasi religieux ».

Autre domaine où la parole doit se libérer : celui des mesures et statistiques démographiques et sociologiques concernant l'islamisme. Nous en avons évoqué les raisons au premier chapitre tout en reconnaissant la valeur des arguments contraires. Mais nous sommes en guerre et la méconnaissance des réalités comme son caractère secret a des effets pervers et délétères. Nous ne prétendons pas avoir la solution, d'autant que nous devons respecter nos valeurs et nos lois, mais nous demandons de remettre en cause l'excès de purisme dont la France, en particulier, a fait preuve en cette matière. Peut-être d'ailleurs faudrait-il limiter ces dispositions aux périodes de conflit ou de guerre sachant que les guerres de notre époque n'ont plus la même définition qu'autrefois.

Au contraire de tout cela, il est un espace où la parole devrait être mieux maîtrisée, c'est celui d'Internet où l'on trouve des choses inacceptables. Cela va des sites islamistes racistes aux sites pédophiles et autres horreurs. Que n'importe qui et n'importe quoi puisse s'y exprimer n'a rien de répréhensible

en soi, cela relève de la liberté d'expression mais à condition que cela soit signé. C'est une grande nouveauté dans l'espace des communications interhumaines qu'on puisse, en toute discrétion ou anonymat grâce à Internet, mentir, inciter à la haine ou au meurtre, qu'on puisse dire qui quand et comment tuer ou violer, etc. Il n'y a pas de loi pour l'empêcher et l'on en subit déjà les conséquences par exemple avec ces départs de jeunes jihadistes immatures vers l'Irak. On pose mal le problème en opposant liberté d'expression sur le Net et nécessité de censure. Si l'on demande aux hébergeurs de site, aux Google, Facebook et autres grands de la toile, de supprimer ces contenus, ils ne peuvent le faire car ils ne disposent pas de critères suffisants. Par contre, Facebook supprime bien toute photo de nus sur ses sites et Google accepte des limitations de parole antigouvernementales sur ses espaces chinois. Il faut envisager une autre solution puisque notre problème vient du manque de critères objectifs.² Elle consisterait à obliger tout émetteur de contenu sur Internet, quel qu'il soit, à le signer de son vrai nom (et non pas d'un pseudonyme) et d'accompagner cette obligation par des sanctions dissuasives en cas de fausse signature. Les hébergeurs refuseraient mécaniquement tout contenu non signé, la police rechercherait les fausses signatures et la justice n'aurait plus qu'à les sanctionner. Tout le monde agirait sur des critères simples et nets. La liberté d'expression y trouverait largement son compte. La suppression de cette irresponsabilité générale sur la toile, serait un grand pas en avant pour l'éducation. Encore faudrait-il réussir à établir cela au plan international et si cela semble impossible, il est possible de progresser.

² Problème plus largement exposé dans l'émission « C dans l'air » du 24-2-15, sur France 5

L'engagement

Nous avons recommandé aux peuples musulmans d'utiliser dans leurs pays l'arme ultime que constituent les résistances populaires nonviolentes de masses. Ultime car la mise en œuvre sans violence, comme en Tunisie ou en Égypte, de toutes les forces vives de la nation pour empêcher les excès islamistes est d'une immense puissance à condition d'en bien connaître les ressorts. Malgré sa nonviolence, elle n'en est pas moins une épreuve de force et c'est à ce titre qu'elle ne doit être utilisée qu'en dernière limite avant la guerre. L'Histoire nous l'a montré, elle est souvent un dernier recours avant l'usage de la force militaire mais moins coûteuse et plus efficace. Elle est même le seul moyen disponible lorsque les moyens militaires sont inadéquats, ce qui, en l'occurrence, est bien le cas. Pourquoi nous en priverions-nous ? Dans une situation extrême, telle que l'imminence d'une violence généralisée, nous aussi, Français, pourrions avoir à nous prendre en charge. Il nous faut donc reparler de ce processus au risque de quelques répétitions qui ne seront pas inutiles car le sujet est plein d'embûches.

Examinons la situation qui pourrait être la nôtre demain : l'islam s'étant développé en France, l'islamisme pèse de plus en plus lourdement et provoque des tensions graves, des anti-islamistes se radicalisent encore plus. Face au flot de violences, les moyens policiers et militaires, malgré leur compétence et leur efficacité, apparaissent insuffisants et inadaptés car ils doivent, mission impossible, maîtriser les extrémistes armés des deux bords de plus en plus nombreux, de plus en plus violents, et cela, sans recourir aux armes afin de ne pas en rajouter. Pourtant les violences se multiplient et se banalisent

au point de n'être plus maîtrisables, le peuple est excédé et veut abattre le pouvoir qui s'avère impuissant. Malgré les appels au calme, la lutte armée se développe et nous place au bord de la guerre civile. Des manifestations monstres se créent spontanément. Révolution ? Aventure ? Que peut faire le peuple ? Quel peut être son rôle et son efficacité ?

Pour analyser la situation, référons-nous au livre « *La guerre par actions civiles*³ » que j'ai co-écrit dans les années 1990 avec un collectif qui voulait faire connaître à nos stratégies de défense nationale le travail de chercheurs internationaux en matière de recours à la puissance des masses face à des situations insupportables. Publié par la « Fondation pour les Études de Défense » qui travaillait pour la réflexion militaire, il fut cautionné par une préface du Ministre de la défense nationale de l'époque. La thèse de ce livre, toujours valide, dit que, dans un grand nombre de situations où la nation est en danger et où les moyens militaires ne suffisent plus (ou s'ils sont inadaptés), le peuple et la société civile, par leur masse et leur détermination, représentent un recours, souvent inexploité mais utilisable à condition de tenir compte de l'expérience acquise grâce aux études des chercheurs sur les nombreuses résistances civiles de masses de l'Histoire. La multiplication récente de ces résistances dans le monde (nous l'avons montrée au chapitre précédent) nous a donné raison. L'École de la paix de Grenoble, a poursuivi ce travail d'information en éditant en français cinq livres du chercheur

3 Marichez Jean, avec Olgne Xavier, *La guerre par actions civiles - Identité d'une stratégie de défense*, op. cit.

américain Gene Sharp⁴ qui avait expliqué, bien avant nous, ces processus de pacification par voie démocratique et sans armes. Le cinquième vient d'être édité, c'est un gros volume qui synthétise l'œuvre de ce chercheur génial.

Entre 1970 et 2010, il avait fait la synthèse des travaux de nombreux chercheurs internationaux, dont les siens et ceux de plusieurs équipes de Harvard, afin de mettre au point l'arme des temps modernes la plus intelligente et la plus efficace de toutes celles que nous connaissons : la défense par actions civiles (DAC). Il ne s'agissait pas vraiment d'une découverte ex-nihilo puisqu'elle avait été pratiquée, à l'intuition si l'on peut dire, depuis le début du siècle par des peuples opprimés ou agressés. Mais il avait étudié leurs résistances et il avait su expliquer comment elles avaient pu fonctionner, comment, chose incroyable, il était possible à des peuples sans armes, de vaincre par des méthodes nonviolentes des puissances militaires réputées invincibles, comment, grâce à la formation préalable de quelques personnes, on pouvait orienter le ras-le-bol d'un peuple ou la colère d'une foule vers un objectif intelligent.

Pour ceux qui en doutent encore, disons que Vladimir Poutine la craint tellement qu'il a pris toute une série de

⁴ Sharp Gene,

- *La guerre civilisée, La défense par actions civiles*, Presses Universitaires de Grenoble, 1998, Traduit de l'américain *Civilian-Based-Defense - A Post-Military Weapons System*, Princeton University Press, Princeton, New Jersey, 1990

- *La force sans la violence*, L'Harmattan, Paris 2009

- *De la dictature à la démocratie*, L'Harmattan, Paris 2009

- *L'anti-coup d'État*, L'Harmattan, Paris 2009

- *La lutte nonviolente - Pratiques pour le XXI^e siècle*, Ecosociété, Montréal, Québec 2015, traduit de l'américain *Waging Nonviolent Struggle, 20th Century Practice and 21th Century Potential*, Porter Sargent Publishers, Boston, Ma, 2005

dispositions pour s'en prémunir au cas où le peuple russe voudrait s'en servir pour balayer son gouvernement. Par exemple, il a créé des milices de jeunes, prêts à contre-manifester, les « Natchi » (qui signifie « les nôtres » et qui étaient au nombre de 100 000 en 2007)⁵, il a muselé certains médias (intimidations, autocensure, propagande), inondé la toile de commentaires dithyrambiques en sa faveur et cassé dans l'œuf toute velléité d'opposition. D'ailleurs l'arme nonviolente avait déjà fait ses preuves en Russie lors du coup d'État perpétré en 1991 par quelques anciens leaders communistes partisans de la ligne dure. On se souvient de l'image de Boris Eltsine monté sur un char, haranguant le peuple qui le soutenait et brisait ce coup d'État. La puissance de l'armée rouge était mise en échec par la détermination du peuple.

De son côté, le gouvernement américain a tellement compris l'intérêt et l'efficacité de ces méthodes qu'il les encourage par la voie des ONG qui militent pour les raisons diverses indiquées au chapitre précédent. D'autres gouvernements, par exemple dans les Pays Baltes, les prennent très au sérieux afin d'être en mesure de résister radicalement à toute annexion de leur grand voisin. Quant aux Polonais, ils connaissent si bien ces méthodes qu'ils les ont appliquées avec succès avec Solidarnosc et l'Église catholique durant les années 80 contre l'emprise soviétique. On pourrait encore citer des dizaines de peuples qui les connaissent (Birmanie, Taïwan, Philippines, Ukraine, Biélorussie...) ou dont les gouvernements s'en inquiètent (Chine, Iran...).

Ajoutons, pour la crédibilité de Sharp, que ses nombreux ouvrages sont traduits dans une quarantaine de langues (à

⁵ Voir « La jeune garde de Poutine » dans *Le Point* du 19 janvier 2006

l'initiative d'acteurs de la société civile des pays concernés), qu'ils sont recommandés par certains chefs d'État, des ministres des affaires étrangères et de la défense et, excusez du peu, qu'il est régulièrement sur la liste des principaux nominés pour le prix Nobel de la paix. Il faut retenir de lui son insistance pour que ces luttes populaires s'appuient sur des réflexions stratégiques de haut niveau. Autant il importe pour gagner une guerre par des moyens militaires de travailler durement à l'élaboration de la stratégie, autant il importe de le faire aussi sérieusement pour gagner une lutte nonviolente. Autant pour les premières cela s'étudie dans de brillantes écoles de guerre, autant pour ces nouvelles formes de combat il n'existe que de modestes formations privées⁶ qui pourtant justifieraient un niveau de structure d'études et recherches équivalent. Or, le sujet est très mal connu en France, il est l'objet de nombreuses interprétations et idées fausses, même et surtout dans les milieux bien informés.

Pour disposer de la compétence qui nous manque et dominer ce sujet difficile et hautement évolutif, nous faisons deux propositions concrètes pour les responsables français de la réflexion stratégique de défense : la première est de former à ces nouvelles stratégies un corps d'élites de haut niveau, la seconde est de créer au plus tôt en France une *école de guerre nonviolente*. Cet oxymore⁷ est volontaire, il exprime l'idée, bien expliquée dans le livre *La guerre par actions civiles*, que ces luttes massives de populations nécessitent autant d'études,

6 Nous l'avons déjà indiqué dans un nota précédent, pour ces formations voir les associations :

CANVAS, <http://www.canvasopedia.org/>

ICNC, <https://www.nonviolent-conflict.org/>

AEI, <http://www.aeinsteinstudies.org/>

7 Association de deux mots de sens opposés ou apparemment contradictoires.

de préparation, de compétence, de technologies, de stratégie, d'engagement national et de soins qu'une guerre militaire. Nous l'utilisons volontairement pour éviter les trop fréquentes erreurs de compréhension. Cette École de guerre nonviolente devient indispensable car la lutte nonviolente est d'ores et déjà la méthode (pour ne pas dire l'arme) la plus amplement pratiquée dans les conflits de la planète (Serbie, Birmanie, Bolivie, Tunisie, Égypte, Ukraine, Thaïlande... pour ne citer que les plus récentes parmi une centaine d'autres) mais pas toujours avec la bonne stratégie (Chine, Syrie, Yémen, Bahreïn...). L'école française de guerre nonviolente serait un centre mondial de recherche et de formation aux stratégies et méthodes de résistances civiles de masses. Elle formerait les futures compétences dont nous avons besoin (au rang d'officier supérieur) mais aussi des élèves issus de l'étranger. Elle serait aussi un centre de recherche indispensable pour faire évoluer ces méthodes vers plus d'efficacité car, ne l'oublions pas, les dictateurs et autres oppresseurs commencent à en saisir la puissance et s'organisent aussi pour les faire échouer. On se trouve alors comme dans les guerres militaires où les plus avancés dans la recherche ou la technologie peuvent profiter d'un avantage stratégique. Ce fut le cas par exemple en 2011, en Égypte où les cyber-activistes jouèrent un rôle majeur dans la blogosphère. Et même lorsque le gouvernement en coupa l'utilisation, ils réussirent en très peu de temps à mettre en place un système de secours avec le concours de Google et Twitter⁸. On peut considérer ces méthodes comme des armes en perpétuelle évolution s'adaptant aux circonstances et aux données propres à chaque résistance. Il est important pour nous de les connaître, d'être à la pointe de leur progrès et donc

⁸ In Denécé Éric, *La face cachée des révolutions arabes*, Ouvrage collectif de 23 auteurs, Ellipses, Paris 2012

d'en disposer chez nous. D'ailleurs, si nous ne la créons pas nous-mêmes, d'autres la créeront.

Le mot « nonviolent » est ici écrit en un seul mot, comme dans les livres en français de Gene Sharp qui veut marquer par là une distanciation avec le sens porté par l'adjectif « non violent » en deux mots qui porte une charge sémantique négative liée au pacifisme qui a sévi durant tout le XX^e siècle. La lutte nonviolente n'a rien du pacifisme et ne relève pas d'une idéologie non violente, elle est un combat difficile, dangereux, mortel, destiné à vaincre un adversaire puissant et armé. On utilise le mot nonviolent en adjectif qualificatif des mots « lutte, action, combat, résistance, etc. » et on évite sa forme substantive « non-violence » qu'on laisse aux apôtres d'une philosophie ou d'une idéologie qui sacralisent une éthique. Celle-ci n'en est pas moins respectable. Mais ici, la lutte nonviolente est une méthode de force sans violence physique, dans laquelle il importe au plus haut point d'éviter toute violence. Non pas parce que c'est moral ou chrétien ou bouddhiste mais parce que c'est efficace. Elle met en œuvre des pressions de nature politique, économique, sociale, psychologique, intellectuelle et populaire, sous des formes nombreuses qui ont été expérimentées avec succès et décrites par Gene Sharp. Elle est une méthode incontournable de l'efficacité des luttes populaires.

Après cette digression, revenons à notre hypothèse d'une possible exacerbation des tensions communautaires en France, si graves qu'elles risquent de se transformer rapidement en guerre civile. Pour la population, la question se pose alors d'entrer ou non dans ce que nous appelons, suivant le cas, une résistance civile de masses, une révolution pacifique ou colorée, une défense par actions civiles (DAC), une guerre par actions civiles (GAC), une résistance nonviolente ou encore

une guerre nonviolente. Ces différentes dénominations désignent dans tous les cas la prise en charge momentanée par la société civile et par le peuple d'une situation tellement grave et insoluble qu'ils se mobilisent spontanément et massivement pour empêcher de basculer dans la violence générale commençante et dans la guerre civile. Ici, ce sont les extrémistes, islamistes d'un côté et nationalistes de l'autre qui, par leur violence explosive annoncent par des actes une guerre civile impossible à arrêter. La première question est de savoir si le peuple est capable de se mobiliser et la réponse est oui.

Cela s'est déjà produit, en divers pays. Même si les situations diffèrent, elles sont instructives. En Espagne, aux grandes heures de l'ETA, lors de chaque attentat, les peuples basque et espagnol à Bilbao, Pampelune, San Sébastien, et Madrid se jettent en masse dans les rues pour dire non à toute violence. La population en vient alors à collaborer avec les forces de l'ordre à tel point que les extrémistes sont écrasés par le nombre et finissent par capituler. Autre exemple, en France en 1961, lors du Putsch d'Alger, l'idée d'Algérie française est puissante dans l'armée mais elle est abandonnée par le gouvernement qui prépare l'indépendance de l'Algérie. Lorsque quatre généraux prennent le pouvoir à Alger, l'essentiel de l'armée est en Algérie, les militaires restent peu nombreux sur le territoire métropolitain et, pour Paris, ils ne sont pas fiables. Les partis et syndicats annoncent leur opposition au putsch. Le gouvernement français, ne pouvant résister au coup d'État qui s'annonce, se trouve en position délicate. Après une lourde période d'hésitation et de doute, le général de Gaulle fait appel par radio au peuple français, lui demandant de défier les putschistes et de leur désobéir : « Au nom de la France, j'ordonne que tous les moyens, je dis bien tous les moyens, soient employés pour barrer la route à

ces hommes-là, en attendant de les réduire. J'interdis à tout Français, et d'abord à tout soldat, d'exécuter un seul de leurs ordres ». Craignant une attaque anti-gouvernementale par voie aérienne, Michel Debré, premier ministre, ferme les aérodromes le soir même et demande par radio à la population d'aller convaincre les soldats qui pourraient atterrir, de se rallier au gouvernement légitime. Le discours du général de Gaulle est entendu en Algérie, il est largement reproduit et distribué. La résistance se renforce d'heure en heure. De nombreux militaires, notamment parmi les appelés, refusent d'obéir aux ordres ou de les retransmettre. Des avions ne peuvent décoller pour de fausses raisons techniques, d'autres quittent l'Algérie pour en priver l'armée. Le lendemain, dix millions de travailleurs prennent part à une grève symbolique. De nombreux élus et fonctionnaires participent en cachant des documents, en retardant des dossiers ou en quittant leur poste. Beaucoup d'officiers attendent que le vent tourne avant de donner des ordres. La police d'Alger se rallie au gouvernement. De Gaulle ordonne l'usage des armes contre les rebelles, mais cela ne s'avère pas utile, tout se passe sans violence, les putschistes capitulent ouvrant définitivement le chemin à l'indépendance de l'Algérie. Cette réussite montre la difficulté pour une minorité violente de s'imposer face à une majorité civile déterminée sachant exploiter sa force qui réside dans son grand nombre et par des décisions rapides et réfléchies.

Autre situation, plus proche de nous : l'attentat contre l'équipe dirigeante de *Charlie Hebdo* a provoqué des rassemblements monstres de 3 à 4 millions de personnes dans toute la France. On peut imaginer ce qu'il en serait si demain la guerre civile menaçait en France. Nos rassemblements seraient beaucoup plus importants et dégageraient une

puissante unité nationale contre la violence des extrémistes. Donc oui, le peuple français et les peuples européens sont capables de mobilisation.

Le problème serait de la faire durer et de la transformer en une véritable maîtrise de la violence des extrémistes, mais d'ores et déjà cela nous permet de dire qu'on peut compter sur une résistance civile nonviolente de masses en prémices d'une future guerre civile. Encore faut-il savoir lui donner une suite concrète. Lorsque le peuple s'aperçoit d'un danger grave dont il n'a pas la solution, il suit volontiers les propositions réalistes qui lui sont faites par ceux qui ont préparé la résistance. Il n'y a pas de solution unique, tout dépend de la situation particulière. Gene Sharp a dénombré 199 formes d'actions qui ont, un jour ou l'autre, fonctionné dans le monde pour atteindre sans violence un objectif précis et, dit-il, bien d'autres se manifesteront. Le peuple n'aime pas la violence et comprend vite la force dont il dispose par sa masse et sa détermination. Il est capable de s'imposer la discipline nonviolente pour peu qu'on lui propose un objectif atteignable et la manière d'y parvenir. Il ne se laisse pas manipuler grâce à l'intelligence collective qui se développe comme l'éclair dans les groupes en danger, il n'a pas conçu de stratégie savante mais c'est bien lui qui fait le poids au travers de comités qui émergent spontanément et de concertations quasi permanentes au fur et à mesure de situations hautement évolutives (les structures de la société civile jouent un rôle important de même que les médias et les réseaux sociaux). Alors que, sans cela, il risquait fort de verser dans l'action violente, il joue le jeu, agit en masse et accepte la coordination. Il suit les consignes simples et claires qui se diffusent très rapidement à l'ensemble de la population, il fait confiance aux leaders qui émergent et qui peuvent être des personnalités reconnues ou des spécialistes

mieux informés parce préparés et même formés à ce genre de situation, comme le sont les militaires de haut niveau. Lorsque des meneurs sont capturés ou neutralisés par des extrémistes armés, d'autres les remplacent immédiatement selon des processus prévus à l'avance. De même, des plans sont souvent établis pour mettre les forces de police ou les militaires du côté du peuple résistant, mais dans notre hypothèse, ce n'est pas nécessaire, le peuple vient au contraire ajouter sa puissance à celle des forces de police débordées par l'ampleur de la tâche. Ici, il s'agit d'empêcher les extrémistes de chaque camp de basculer corps et âmes dans la violence intercommunautaire. Et ceci en dépit de toutes les précautions prises à l'avance, du genre émissions de télévision, films, débats dans les quartiers, les communes ou les écoles. On peut imaginer par exemple que l'armée soit appelée à désarmer tous les possesseurs d'armes et que la société civile soit appelée à lui apporter son aide. La population civile serait alors mise à contribution en vue d'un désarmement rapide. Bien évidemment ce n'est pas simple, par exemple il faut préciser ce qu'on entend par arme, prévoir de rendre leurs armes aux chasseurs, peut-être aussi imposer un couvre-feu durant quelques jours, etc. Le diable se cache dans les détails. Les masses modérées doivent s'imposer par leur nombre et leur détermination face aux va-t'en guerre, les musulmans modérés face aux islamistes, comme aussi les français de souche face à leurs propres extrémistes. Cela n'irait pas sans représailles et sans morts mais cela peut éviter à court terme une guerre civile bien plus atroce. Pour le plus long terme d'autres dispositions doivent être prises pour permettre d'imposer un calme durable (contrôle exceptionnel des frontières, débriefing des possesseurs d'armes pour leur permettre de comprendre la saisie de leur arme, nouvelles dispositions contre l'immigration et surtout

contre les islamistes, interdiction d'associations, etc.). Là encore, tous les organismes de la société civile doivent être mis à contribution. Alors qu'en temps normal il est difficile de mobiliser les masses, la gravité du moment est enfin capable de les mettre en mouvement.

D'autres formes d'action peuvent être prévues. Celles-ci ne sont qu'un exemple. Et si certains objectent qu'elles ne sont pas faciles, nous dirons qu'elles sont les moins mauvaises. C'est une situation de guerre même si elle n'est pas encore à feu et à sang. Notre proposition consiste à mettre en branle l'énorme puissance du peuple qui, en maintes occasions, a fait ses preuves. Bref, il importe de savoir jouer de cette dernière carte en profitant d'un vaste champ de compétence, bien développé aujourd'hui grâce à des chercheurs instruits par l'expérience, et enseigné par des spécialistes.

Il faut considérer cette préparation comme essentielle pour la paix nationale et en tirer les conséquences. Elle exige au départ un gros travail d'études qui doit être confié à une équipe de haut niveau ayant de l'expérience et le sens des réalités. Nous l'avons dit, les guerres civiles sont les plus insupportables des guerres, cela s'est confirmé au Liban, en Syrie, au Kosovo et en Ukraine. Et qu'on ne vienne pas nous dire qu'aujourd'hui, en Europe, en France, la guerre est impossible. Ceux qui disent cela n'en ont aucune expérience (voir l'introduction). La qualité de la préparation est importante dans cette épreuve où le peuple est le dernier recours. Il ne s'agit pas de former tout le monde mais au moins quelques spécialistes et quelques leaders de la société civile. L'enjeu est trop grand pour être laissé au hasard des effets de foule et c'est dans cet esprit qu'il faut se préparer.

Rappelons qu'il ne s'agit plus de prévenir un conflit mais de le gérer alors qu'il est sur le point d'exploser et de

mal tourner. Il s'agit de périodes bien différentes. Dans la première, le conflit n'est qu'une possibilité, c'est la période de prévention dans laquelle on peut encore agir de nombreuses manières, notamment politique, pour l'éviter. Plus on s'y prend tôt, plus l'efficacité est possible et aujourd'hui, à l'heure où s'écrit ce livre, nous sommes encore dans cette période. C'est maintenant que nous pouvons créer une école de guerre nonviolente, former un corps d'élites, étudier des stratégies de résistances populaires nonviolentes, établir de nouvelles dispositions légales ou constitutionnelles, une charte du vivre-ensemble entre religions différentes ou celle du droit des religions évoquées plus haut, désarmer systématiquement les extrémistes, inciter les musulmans de paix à reprendre le pouvoir sur les extrémistes, etc.

Dans la seconde période, le conflit est déjà présent, la violence peut exploser de manière imminente et irréversible. Notre réflexion sur les méthodes de Sharp se situe dans la seconde où il n'y a plus de solutions à long terme, où le peuple agit en catastrophe, en ultime recours. Heureux est-il alors s'il s'est préparé.

La situation est-elle suffisamment grave aujourd'hui même pour craindre un emballement des passions ? Avant l'affaire *Charlie Hebdo*, je ne le pensais pas mais aujourd'hui, tout a changé. Les foules immenses qui ont défilé le 11 janvier ne sont pas sorties seulement pour manifester contre un acte de terrorisme mais pour exprimer leur « ras-le-bol » de l'islamisme et de l'inaction bien-pensante qui entoure son développement. Les Français et beaucoup d'Européens ont montré qu'il y avait urgence. De nouveaux incidents graves ou symboliquement révoltants sont inéluctables, ils ne manqueront pas de déclencher d'autres passions. On ne pourra plus les arrêter si nous ne prenons pas le taureau par les cornes

et si nous ne sommes pas mieux préparés. Le gouvernement semble l'avoir compris de même, enfin, que les intellectuels de tous bords, les médias et toutes les composantes de la société civile. C'est un premier pas considérable. Il est urgent de préparer le second.

**

Nos administrations et forces de l'ordre ne nous avaient pourtant pas attendus pour lutter contre l'islamisme. Leurs difficultés sont dues à la vitesse des changements en cours et à notre incapacité à nous adapter collectivement à cette rapidité. Elles sont dues aussi à la complexité d'agir sur l'origine des problèmes plutôt que sur leurs effets, de plus elles se situent au centre de luttes politiques sur les flux migratoires et l'islamophobie qui ne volent pas toujours au bon niveau. Alors quel est-il ?

Il est dans l'éducation. À titre d'exemple, l'École de la Paix de Grenoble qui l'a bien compris a mis en œuvre un certain nombre de modules pédagogiques pour tracer des chemins vers la paix et le vivre-ensemble. Il s'agit d'expositions mobiles, de vidéos, de sites Internet et autres médias de toutes sortes. Ils sont fournis à des enseignants avec des livrets pédagogiques qui leur permettent d'accompagner leurs auditeurs ou visiteurs. Ces derniers sont de tous âges, les programmes sont adaptés, selon la demande, aux écoles maternelles, aux collèges, aux lycées, aux universités et à des adultes ; même des militaires les ont suivis, en France et à l'étranger. Certains ministères africains et sud-américains en sont demandeurs et des traductions ont été faites. Ils intéressent particulièrement dans les banlieues où l'on ne sait plus comment sortir de la violence.

Ils apprennent les bases du vivre-ensemble, l'importance de se connaître, la richesse de nos différences, l'intérêt d'échanger, de travailler collectivement et mille autres choses. Ils expérimentent par exemple différentes manières d'aborder un conflit domestique : l'affrontement violent, la solution de l'autruche, l'affrontement constructif..., ils décrivent les spirales de violence, ils approchent les techniques de médiation, ils sensibilisent à l'empathie, ils apprennent le sens des lois et leur nécessité, ils initient à un travail sur soi en apprenant à reconnaître et nommer ses émotions, ses impressions, ils racontent aussi des guerres en les expliquant, ils montrent des réussites comme la construction européenne, etc. Bref, ils parlent de la paix et montrent l'incessante difficulté de sa construction ; ils parlent avec des mots simples de citoyenneté, de civisme, de démocratie et utilisent des jeux récréatifs. Surtout, ils construisent au lieu de contrer, ils instruisent. Certes, c'est un travail de fourmi et de long terme, mais il est le vrai chemin du progrès.

Le problème, c'est que quelques fourmis seules ne sont pas très efficaces, elles ne le sont que lorsqu'elles sont nombreuses. C'est pourquoi cette approche de la paix devrait être démultipliée à grande échelle au niveau national, auprès de tous les enfants scolarisés, de tous les éducateurs et particulièrement les parents. Aujourd'hui, l'École de la Paix vend et loue ses programmes pédagogiques mais cela ne lui suffit pas pour survivre elle-même, elle s'épuise donc à chercher sans cesse des financements bénévoles ou publics. Elle ne peut passer ses programmes dans les institutions scolaires que dans la mesure où celles-ci trouvent des budgets ce qui rend son action très aléatoire. Elle reçoit quelques précieux soutiens de la ville de Grenoble, des Conseils généraux et régionaux qui en ont compris l'intérêt, notamment dans les banlieues, mais

cela ne suffit pas pour répondre à un problème d'ampleur nationale.

Notre proposition consiste donc à demander à l'État de mettre en œuvre des programmes d'éducation à la paix dans les écoles et pour les parents en s'inspirant de l'expérience acquise par l'École de la paix de Grenoble. Il ne s'agit pas seulement de financer mais aussi de mettre en place une structure pilote pour réfléchir aux contenus, aux publics visés, à la forme pédagogique, à la formation des éducateurs, à l'organisation nécessaire, aux moyens, et ensuite pour engager la mise en œuvre.

Avec de bonnes raisons, l'éducation nationale est en train de mettre en place des formations à la laïcité sous le titre d'enseignement moral et civique (EMC)⁹. Leur intention est assez proche de celles de l'École de la paix mais, par leur approche « laïque et morale », elles semblent moins adaptées et surtout moins universelles que celles de Grenoble qui en approchant ces questions par le « vivre ensemble » et par la paix sont plus consensuelles.

**

Malika Sorel a écrit deux excellents livres pour parler de l'échec de l'intégration des immigrés qui, selon elle, est total et se trouve loin d'être suffisamment pris en compte par nos responsables politiques qui, malgré leur bonne volonté, sont contraints par d'autres préoccupations. Ils n'ont de souci que pour les classes sociales supérieures et inférieures et délaissent

9 http://www.lemonde.fr/education/article/2015/08/31/un-enseignement-moral-et-civique-du-cp-au-bac_4741212_1473685.html

les classes moyennes que l'espoir déserte peu à peu alors qu'elles sont, dit-elle, *le meilleur révélateur de l'état d'une société*. Parmi de nombreuses propositions, l'une d'elles doit retenir notre attention car elle dépasse ce simple problème, elle consiste à redonner espoir aux Français et cela semble pertinent car, non seulement le peuple est désabusé par la crise, le chômage, la dette, la disparition de nos entreprises, le nombre d'étrangers, l'assistanat, la faillite de l'éducation, le chacun pour soi, l'impéritie des dirigeants, mais il n'a plus confiance dans la possibilité d'un redressement ; la France lui semble vouée au déclin et, plus encore, à la décadence. *Les Français, dit-elle, se sentent aujourd'hui apatrides sur leur propre terre, celle de leurs ancêtres. Pour qu'ils reprennent confiance en eux et en l'avenir de la France, il est urgent qu'ils se réapproprient le droit élémentaire qui leur a été confisqué – celui d'exprimer et d'assurer ce que Français signifie dans leur tête, leur cœur, leur âme et surtout leur inconscient collectif. On ne peut faire la paix avec autrui sans l'avoir, au préalable, faite avec soi-même. C'est la confiance en ce que l'on est qui constitue la clef de voûte de tout l'édifice commun. C'est elle qui permettra de redonner de la cohérence aux projets politiques, qui s'inscriront alors spontanément dans le respect de l'intérêt général et donneront aux citoyens la force d'aller de l'avant.*¹⁰ Elle montre alors des raisons de confiance en nous-même mais l'essentiel reste à faire et elle interpelle nos dirigeants de toutes sortes en même temps que chacun de nous. Les solutions existent mais exigeront de nos leaders désintéressement et souci de l'intérêt national.

C'est une suggestion à laquelle il convient de donner grande importance si l'on veut sortir des ornières dans lesquelles patagent nos programmes d'intégration. Si on

10 Sorel Malika, *Immigration Intégration – le langage de vérité*, Paris, Mille et une nuits, 2011.

ne change pas quelque chose d'important, les mêmes causes produiront les mêmes effets, et la logique négative continuera de se développer. Il s'agit de l'arrêter et de créer une nouvelle dynamique.

Pour lui donner vie, il faudrait que, sur ces sujets de l'immigration et de l'islamisme, comme sur tous les sujets où notre démocratie semble bloquée et punie d'ingouvernabilité, les partis politiques puissent se détacher quelque temps de leurs attaches politiciennes. Il leur faut penser à l'intérêt supérieur du pays et établir des plans centrés exclusivement sur quelques questions qui ne peuvent être gérées que sur le long terme, hors des tensions partisans, celles que les gouvernements ont du mal à approcher du fait de leurs contraintes électorales ou de court terme. On pourrait créer une cellule de travail qui, tels nos anciens ministères du plan des années 1950 à 1990, tracerait des lignes de conduite s'imposant prioritairement à nos gouvernements. Elle ne travaillerait que sur des sujets dûment désignés par les parlements. Elle serait composée de sages reconnus, d'experts diversifiés, de personnalités peu politisées. Établie pour une durée limitée, elle établirait chaque année, après études et concertations, des objectifs d'intérêt national sur quelques sujets délicats que les partis peinent à faire progresser. Ces objectifs formeraient un socle de travail s'imposant, comme autrefois les plans, à tous gouvernements élus. L'idée est de sortir le pays de son ingouvernabilité. Ses recommandations s'appliqueraient dans la durée afin d'étaler les efforts dans le temps. En quelque sorte, il s'agirait d'une « *Planification du long terme en matière de gouvernance* », d'un moyen de cohésion nationale, de redynamisation et de remise en confiance. L'enjeu est d'empêcher notre pays de se laisser aller vers le déclin et peut-être même, si les extrémistes prennent trop d'importance, de se transformer en Liban.

Résumé des 11 propositions de ce chapitre concernant la France

La préparation

34 – La France doit étudier et être le moteur de la stratégie mondiale d'éradication de l'islamisme et en déduire une stratégie nationale.

35 – Exprimer clairement notre objectif qui est, non pas le terrorisme et la sécurité, mais l'islamisme. L'expliquer. Dire et redire ce que nous refusons.

36 – Distinguer islam et islamisme. Affirmer notre respect de l'islam non islamiste et de son travail d'adaptation.

37 – Travailler à la mise au point de la Convention pour le droit des religions. Déminer sans cesse le terrain politique pour rester unis sur ce sujet.

38 – Assouplir nos contraintes nationales en matière de mesures et statistiques des données concernant l'islamisme.

39 – Obliger tout émetteur de contenu sur Internet à le signer de son vrai nom. Accompagner cette obligation de sanctions dissuasives en cas de fausse signature.

L'engagement

40 – Développer des recherches sur les résistances civiles de masses, créer des lignes de compétence universitaires afin de disposer des capacités stratégiques et managériales capables

de se déployer en cas d'oppression du peuple, de dictature insupportable, ou d'agression extérieure.

41 – Considérer cette préparation comme essentielle pour la paix nationale dans les prochaines années et en tirer les conséquences. Former quelques personnes de haut niveau à ces nouvelles stratégies de guerre nonviolente.

42 – Créer au plus tôt une École française de « *guerre nonviolente* » qui devienne un centre mondial de recherche et de formation.

43 – Mettre en œuvre des programmes d'éducation à la paix dans les écoles et pour les parents en s'inspirant de l'expérience acquise par l'École de la paix de Grenoble.

44 – Établir un processus de planification du long terme en matière de gouvernance.



CONCLUSION

*Le silence des pantoufles est plus dangereux
que le bruit des bottes*

Max Fritsch, Martin Niemöller,
Thierry Van Humbeeck, Bertolt Brecht.

*Le monde est dangereux à vivre non pas tant
à cause de ceux qui font le mal,
mais à cause de ceux qui regardent et laissent faire.*

Albert Einstein

Il nous faut maintenant synthétiser nos propositions, elles ne sont que les éléments d'une stratégie qui reste à établir, mais nous pouvons maintenant en dégager les idées maîtresses.

- Il nous faut prendre la mesure d'un problème qui dépasse de loin la lutte contre le terrorisme.
- Nous ne le traitons pas au niveau qu'il mérite.
- Nous sommes engagés dans une guerre mondiale qui sera meurtrière et de longue durée.
- Elle nécessite des visions à long terme pour l'international, pour l'Europe et pour la France.

Nous avons donc besoin d'une stratégie mondiale,

- centrée sur l'atteinte des objectifs notés en fin de notre première partie
- déclinée en stratégies nationales

Nous devons l'étudier nous-mêmes en France et l'engager :

- avec les musulmans non islamistes contre l'islamisme
- avec les gouvernements de paix des pays musulmans
- avec tous les pays qui le voudront
- avec le soutien de l'ONU

Elle doit prendre en compte quelques axes prioritaires :

- Une parole claire définissant nos objectifs et définissant le périmètre de l'islamisme
- Une déclaration de guerre à l'islamisme parallèlement à une déclaration de paix à l'islam
- La prise de pouvoir progressive au sein de l'islam par les majorités musulmanes non-islamistes
- L'exercice d'une contrainte sur le financement des islamistes
- La communication et le travail sur notre image puisque le mal se trouve au cœur des populations et que nous avons besoin d'elles
- Des lignes rouges partageant l'acceptable de l'inacceptable... notamment avec une convention universelle du droit et des devoirs des religions
- Des méthodes de lutte fondées sur la puissance nonviolente des majorités civiles
 - ...notamment avec la création au plus tôt d'une école internationale de guerre nonviolente
 - ...qui sera aussi un centre de recherches pour faire évoluer sans cesse cette puissance en fonction des

Conclusion

nouvelles parades qui lui seront opposées
...qui jettera les bases d'une organisation de cette puissance

- Un soutien des recherches d'approfondissement et de compréhension de la religion musulmane
- Le développement de débats sur les croyances religieuses : contingence, limites, dangers... mais respect et nécessité

Tout ceci doit venir en supplément des nombreuses dispositions en vigueur chez nous et dans le monde pour contenir l'expansion islamiste.

La stratégie du *containment* ne doit pas être exclue, elle doit être puissamment complétée.

Il faut continuer nos actions militaires à l'étranger et policières sur notre territoire pour empêcher la création ou le développement de nouveaux foyers d'islamisme ou pour protéger des populations en danger.

Les activités de renseignement sont majeures.

Parmi les 44 recommandations que nous avons faites au fil des chapitres, notons particulièrement :

- L'exercice d'une pression énergique sur les pays musulmans qui enseignent à leur jeunesse des formes religieuses exclusives, littéralistes ou fondamentalistes
- La création et le développement de formes de dialogue intra-religieux et intra-communautaire afin de réduire les radicalismes religieux
- L'établissement d'un livre blanc de la défense et de la sécurité de l'Union Européenne portant une attention particulière à l'islamisme.

**

Au-delà de ces propositions, la grande question est de savoir si les réalités du monde vont parvenir à contenir les islamistes dans le moule du vivre-ensemble avant que les tensions ne dégèrent en conflit grave dans l'un de nos pays européens. Qu'on soit optimiste ou pessimiste, il nous faut agir afin de réduire ces tensions. C'est le sens de nos 44 propositions. Elles s'adressent principalement à ceux qui ont en charge la sécurité nationale, la cohésion nationale et la réflexion stratégique en matière de défense du pays. Elles s'adressent aussi au grand public pour critiques, compléments et débats mais aussi pour action puisqu'on s'aperçoit aujourd'hui que ce type de problème ne peut se résoudre sans lui. Elles méritent d'être reprises une à une afin de mieux les connaître, d'en mesurer les avantages et les inconvénients, d'en définir les limites et les difficultés d'application puis de les mettre en œuvre.

On peut penser que l'islamisme est dans une impasse et qu'il s'effondrera de lui-même mais notre hypothèse est que cela demandera beaucoup de temps et coûtera cher en guerres, en vies humaines et en développement de pauvreté. Pour éviter cela, nous proposons une stratégie engagée et offensive contre l'islamisme qui, contre toute apparence, peut préserver l'islam.

Elle pose des limites fortes, elle repose sur le fait de « clarifier » ce qu'on veut et ce qu'on ne veut pas, elle le fait en matière de droit des religions (chapitre *Convention Universelle*), puis en soutenant le formidable effort de recherche de la communauté intellectuelle musulmane (chapitre *Lueurs d'espérance*), en transcendant le mur des croyances (chapitre *éponyme*), en permettant aux peuples de choisir leur destin (chapitre *Puissance cachée des peuples*

musulmans), en élaborant une stratégie qui mette en synergie les forces internationales (chapitre *Part internationale*) et nationales (chapitre *Part nationale*).

Elle repose sur les gouvernements des pays concernés et sur leurs populations.

À l'évidence, les islamistes n'accepteront pas cette main tendue, mais ils entendront au moins qu'ils font fausse route. Ils l'entendront de la bouche des musulmans eux-mêmes et ce sera dans leur intérêt. Tôt ou tard, ils s'apercevront que la guerre qu'ils ont déclarée est dans une impasse. Pourquoi ? Parce que l'Histoire des guerres montre qu'elles n'ont jamais été gagnées durablement par ceux qui, en minorité, imposent aux autres, par la force, de renoncer à ce qu'ils ont de plus important ou sacré : leur liberté. Ou alors pour de courtes périodes qui peuvent faire illusion. Les peuples n'adhéreront jamais à cette forme dévoyée de l'islam qui ne leur donne pas suffisamment de liberté, de paix et de justice. L'islam modéré et sage qui respecte l'Homme et cherche la vérité sera forcément vainqueur s'il parvient à s'imposer au sein de sa mouvance religieuse mondiale.

Ce livre montre un chemin pour vivre ensemble et il ouvre à l'islam la porte de la vie en Europe. Il le fait dans le respect de cette religion qu'Ahmed Al-Tayyeb, grand imam de la mosquée Al Azhar du Caire, clame religion de paix. La stratégie proposée s'exerce par la parole, ce qui signifie aussi l'échange, le respect, la confiance... Notre conviction est que la majorité des musulmans cherchent la sagesse et la paix. Ensuite, un peu de recul leur montrera tous les avantages qu'à long terme, ils tireront de nos recommandations : amélioration de leur image, possibilité d'exercer leur culte plus ouvertement, d'enseigner leur religion dans tout ce qu'elle a de bon, de la développer librement, de se sentir libres

et respectés dans le monde et dans leurs pays d'accueil, etc. Notre ligne rouge s'accompagne d'une zone de liberté qu'ils ont rarement connue. L'inverse est également vrai : toute liberté s'accompagne de limites.

Encore faudra-t-il que les musulmans de paix s'engagent plus ouvertement et plus efficacement. C'est leur avantage car ils sont les premières victimes de l'oppression. S'engager sera pour eux le meilleur service à rendre à leur religion et à leurs frères. Certains le font déjà, mais d'autres plus nombreux, auront sans doute à cœur de renforcer le mouvement afin de faire de leur religion un véritable humanisme de notre époque et un vecteur des Droits de l'Homme. S'ils ne le font pas, l'islam s'effondrera de lui-même comme le stalinisme. Les islamistes auront tué l'islam. Ce n'est pas une hypothèse d'école, ils auront tout simplement oublié que *finalement* les peuples se déterminent d'eux-mêmes et que les orientations profondes de la société seront toujours plus puissantes que toutes les prescriptions et commandements du monde. Mais l'ont-ils seulement appris ? Beaucoup de musulmans l'ont compris, notamment dans les révolutions arabes et, en misant sur le très long terme, nous pouvons ne pas désespérer. Au contraire nous devons soutenir leur militance courageuse.

Si des lecteurs posent ce livre en se demandant si le risque d'islamisation de notre société est réel ou illusoire, nous leur disons attention, ce n'est pas la bonne question. Oui, notre société va vers une certaine islamisation quantitative. Sera-t-elle importante ? Oui et en tout cas, elle sera perçue comme telle. Dépassera-t-elle nos capacités d'accueil ? Oui dans les conditions actuelles elle les dépassera. Y aura-t-il conflit ? Oui des conflits sont possibles en Europe compte tenu du nombre de pays et de leur diversité. Seront-ils graves ? C'est une possibilité à ne pas négliger surtout s'ils dégèrent en

guerre civile. La bonne question est de savoir combien de temps les extrémistes anti-islamistes (et souvent anti-islam) en Europe seront capables de se contenir hors de la violence ? Face à une possibilité qu'on ne peut plus exclure et qu'il faut donc prévoir, la bonne question est de savoir si nous faisons ce qu'il faut aujourd'hui pour prévenir ces conflits et limiter les dégâts. La réponse est non.

Répétons-le, ce n'est pas tant la menace d'une islamisation de l'Europe ou de la France qui motive ce livre, celle-ci est déjà en cours, c'est celle d'un conflit qui sera déclenché par la bêtise de nos radicaux, ou qui viendra de l'extérieur par débordement du conflit en cours à l'étranger. Il interviendra bien avant la fin de cette islamisation. Si de Gaulle a pu dire que les Français sont des veaux, il aurait pu ajouter qu'à maturité ils deviennent taureaux et donc difficilement contrôlables. N'oublions pas non plus que l'islamisme est bien autre chose qu'une religion, c'est une sorte de fascisme à base de religieux, peut-être le plus grave de tous ceux que nous avons connus, un extrémisme politique qui veut s'étendre sur toute la terre par le jihad, la lutte armée, la terreur, et qui a d'énormes moyens financiers. Autant la guerre d'Irak fut une énorme bourde aux conséquences incalculables, autant il sera peut-être nécessaire d'y retourner, mais de grâce, dans un cadre stratégique de long terme. Cela signifie par exemple qu'il est inutile d'aller se battre en Irak ou en Syrie contre Daech avec le risque de s'y embourber si cela n'est pas réfléchi dans l'hypothèse d'une très longue durée et d'une guerre planétaire. Rien ne sert de s'occuper de l'Irak si demain l'Inde est aussi à feu et à sang entre ses communautés ou contre le Pakistan, et si après-demain l'Europe...

A elles seules, nos propositions ne forment pas une stratégie. Elles sont des suggestions qui permettront de

l'établir. Car l'important est d'en avoir une et pour qu'elle soit efficace de la situer au bon niveau. Nous espérons que d'autres idées viendront compléter celles-ci.

**

Nous voulons maintenant parler d'espoir. En parlant sur France Culture de la guerre civile dans son pays et de son livre¹, l'intellectuel libanais Samir Frangié disait récemment : *On a voulu la paix et pour cela on a visé l'arrêt de la violence, mais on a sous-estimé le lien, la nécessité de créer des liens, c'est-à-dire la recherche ensemble d'un avenir commun.* Cela nous renvoie au dialogue inter-religieux et aux liens qu'il crée, même si ce travail reste forcément marginal. Au Liban, on sait de quoi on parle et cette remarque résonne aujourd'hui comme un dernier appel. Il sera entendu si nous avons la volonté de vivre ensemble. Au-delà des stratégies qui ont un caractère collectif, il convient aussi de donner la plus grande importance aux approches personnelles. Car c'est là que se trouve une dernière clé de la paix, dans notre capacité individuelle à prendre quelque recul, à établir des liens avec les musulmans et à répandre des paroles de paix.

J'ai construit ce livre, non pas à partir de mes opinions sur l'islamisme car au départ, je n'étais sûr de rien. C'est en lisant les livres et textes les plus variés et les plus différents que j'ai pu me faire une idée du problème à résoudre. J'ai acquis la conviction que si l'islamisme est incompatible avec nos sociétés occidentales, l'islam au contraire est adaptable à la république, non pas compatible car des évolutions sont à faire, mais potentiellement adaptable. Les juifs ont montré l'exemple en sachant interpréter les passages de la bible qui

1 Frangié Samir, *Voyage au bout de la violence*, Paris, Actes Sud, 2012.

étaient totalement inapplicables dans le monde moderne. L'espoir est permis parce que, selon toutes les évaluations, la plupart des gens de culture musulmane ne sont pas très attachés à leur religion et encore moins à sa lettre. Ils ont un attachement à leur culture et à leur identité mais la plupart souhaitent l'évolution et le progrès de la religion. Même si cela semble difficile aujourd'hui, leur nombre devrait peser et obliger l'islam à s'adapter à l'esprit du vivre ensemble que nous avons élaboré sur notre continent européen.

Pour donner suite à cet espoir, voici les paroles étonnantes de clairvoyance de Abdennour Bidar sur *France Inter*, le 24 août 2014, en clôture d'une série d'entretiens sur le thème « France Islam ». Elles sont si pertinentes et si fortes que nous en ferons notre conclusion en forme d'ouverture.

« Je voudrais revenir sur quelques points qui me paraissent décisifs si l'on veut faire reculer l'ignorance, les préjugés, les peurs et, décisif aussi contre l'illusion dangereuse qui fait actuellement tant de mal à notre lien social, l'illusion que nous serions en train de vivre une guerre culturelle entre France de souche et France de la diversité, et en particulier entre la culture française et la culture musulmane. Qui donc, actuellement cherche à nous entraîner vers cette situation de guerre civile où nous allons basculer si l'autorité politique ne fait pas son travail et si les citoyens perdent leur sang-froid ? Qui donc a intérêt à répandre cette propagande, cette illusion que la France et l'islam seraient radicalement incompatibles et qu'ils devront aller à l'affrontement ? Eh bien, ce sont l'extrême droite et le radicalisme islamique. L'extrême droite veut provoquer le repli identitaire blanc, vers une conception dépassée de l'identité française qui n'intègre pas sa nouvelle diversité et qui rejette en vrac, l'immigré, le rom, le sans-papier, l'arabe, le noir, le musulman, en les désignant tous comme boucs émissaires de

nos problèmes sociaux. Et de son côté, le radicalisme islamique voudrait persuader les musulmans qu'il faut entrer en lutte contre une France néo-coloniale qui ne reconnaîtrait pas leurs droits. Hélas, je vois beaucoup d'esprits, parmi les plus brillants, qui aujourd'hui se laissent prendre dans l'une ou l'autre des deux mâchoires de ce piège.

Le premier point sur lequel je voudrais revenir, c'est l'idée de deux crises en miroir, crise de l'identité française, crise de l'identité islamique. La France est devenue une société multiculturelle et ce processus la déstabilise profondément. Ses représentations traditionnelles d'elle-même ne correspondent plus à la réalité. Ses principes politiques, je pense notamment à la laïcité, à l'égalité ou à l'intégration, passent aujourd'hui un test d'une difficulté sans précédent. Alors, par une sorte de réflexe d'autodéfense, cette identité française déstabilisée, inquiète, est tentée de prendre l'islam comme bouc émissaire de ses difficultés nouvelles à faire société. Mais, me direz-vous, pourquoi l'islam ? Eh bien, parce que c'est le coupable idéal, celui qui symbolise le mieux la différence dans la mesure où il concentre justement toutes les différences possibles et imaginables : différence ethnique, différence religieuse, différence culturelle, etc. En réalité, donc, l'islam est une sorte de prétexte, il assouvit un besoin inconscient de la société française, un besoin qui est lié à la difficulté du moment historique que cette société traverse. Ce moment historique est celui où l'étranger n'en est plus un, où la différence de religion, de couleur de peau, de culture n'est plus en dehors de nous dans l'ailleurs de notre continent mais désormais en nous-mêmes. L'islam nous apprend ainsi à quel point nous sommes devenus différents, nous Français, de ce que nous étions auparavant. Mais il y a là quelque chose de très difficile à admettre. Et c'est là, justement, que le besoin intervient. La société française est tellement déstabilisée par

cette révélation sur elle-même, cette véritable révélation que "l'autre" fait maintenant partie de soi, qu'elle a besoin de faire comme si elle rejetait cet autre, besoin de faire comme si il était encore un corps étranger pour arriver à accepter qu'il ne le soit plus. Bref, la France ne s'opposerait pas si violemment à l'islam s'il ne faisait pas d'ores et déjà partie de sa nouvelle identité. Et en refusant de voir cette évidence, une partie au moins de la société française exprime quoi ? Eh bien la crise de croissance de cette société tout entière, une crise inévitable dans la phase de mutation profonde que nous traversons. Mais il faudra bien que, le plus tôt possible, la France admette que l'islam, et plus largement ses populations d'origine immigrée sont des miroirs à travers lesquels cette France a rendez-vous avec elle-même, avec sa propre capacité à accepter qu'elle s'est profondément diversifiée et que celui qui était autrefois l'autre, l'étranger, le lointain, est devenu aujourd'hui le voisin, le concitoyen, le collègue de travail, le coéquipier du club de foot, le membre de la famille, même si l'on tient compte du nombre important des mariages mixtes, à peu près 27 % selon une étude récente.

Le second point de cette conclusion, eh bien, c'est aussi une question de miroir. J'aime beaucoup cette image du miroir parce que, pour le philosophe, elle exprime l'idée de l'autocritique, de la responsabilité de s'interroger sur soi-même au lieu d'accuser l'autre. C'est l'épreuve du miroir dans lequel on doit avoir le courage de se regarder en face. A cet égard, je pense que la France est une chance pour l'islam, c'est-à-dire que la France est ce miroir dans lequel l'islam a la chance d'observer l'image de ses propres défauts, de ses propres blocages, de ses propres contradictions. À chaque fois donc que la France dit à ses musulmans, vous n'êtes pas ici nulle part, mais dans un pays qui a une longue histoire, une immense culture, des valeurs, des lois, un art de vivre que vous devez respecter, l'islam doit refuser la facilité de se sentir

montré du doigt, refuser la facilité de se réfugier dans la posture de la victime, il doit au contraire se saisir de cette exigence de respect que la France demande pour sa culture et ses lois pour s'interroger de façon critique sur lui-même, c'est-à-dire sur sa propre capacité à évoluer, à se renouveler, à se repenser, à se projeter dans un avenir différent du passé, un avenir créateur.

Tous les efforts que la France demande aujourd'hui à l'islam sont pour lui autant de possibilités de progrès moral et spirituel. Voici la liste de ces progrès : rompre avec la logique de la religion spectacle, choisir plutôt la visibilité des vertus plutôt que celle du vêtement, apprendre à faire des compromis sur ses revendications en renonçant à les porter de façon intransigeante, voire agressive, être plus disposé à l'autocritique, et plus ouvert à la critique, arrêter de brandir l'accusation de blasphème dès que la religion est tournée en dérision, même si cette dérision est difficile à avaler (je pense aux caricatures de Mohamed parues dans Charlie Hebdo), être plus ouvert aussi à sa propre diversité interne, c'est-à-dire renoncer à la pression sur les individus exercées au nom de la religion, laisser les femmes décider complètement de leur choix de vie, ce qui est loin d'être acquis dans tous les milieux musulmans, être tolérant avec l'homosexualité, accepter aussi qu'un musulman change de religion au lieu de le condamner en parlant d'apostasie, renoncer à son préjugé de supériorité sur les autres religions, rompre avec la politique de l'autruche qui consiste à dire, « ah mais non, ça ce n'est pas le vrai islam » dès que cette religion est mise en cause, arrêter donc de nier que l'islam peut souffrir de contradictions, abriter des phénomènes graves de régression, et admettre qu'il doit se reprendre en main et reconstruire sa culture spirituelle. Et enfin... enfin, sortir de la grande contradiction de dire que chacun est libre vis-à-vis des normes de la religion tout en continuant de considérer que tout ce qui s'écarte de ces normes est un péché. Toutes ces impasses

Conclusion

continuent hélas à faire partie de l'islam comme autant de vieilles maladies dont il tarde infiniment à se soigner pour s'en débarrasser ? Or il n'y a plus de temps à perdre. Je vous en conjure donc, ô vous musulmans, prenez en main votre destin, et reprenez confiance en ce que vous demande la France.

Et toi, ô France bien-aimée, aie confiance en tes musulmans, arrête de les considérer comme un corps étranger, rassemblons-nous, acceptons-nous mutuellement, essayons de nous mettre les uns à la place des autres et ainsi nous entrerons, enfin je l'espère, dans le temps de cette fraternité qui nous attend depuis si longtemps au bout de la devise républicaine : Liberté, Égalité, Fraternité. »



ANNEXE

LES RECHERCHES DANS LE MONDE MUSULMAN

Suite du texte de Jean Fontaine, cité au chapitre « Lueurs d'espérance » qui montre l'importance des recherches faites dans le monde musulman en vue d'approfondir, comprendre et interpréter les textes fondateurs de l'islam, à la lumière des connaissances nouvelles.

La partie arabe du monde musulman n'est pas la seule à intervenir dans la recherche d'une nouvelle lecture des textes fondateurs. Les musulmans vivant en Inde ou au Pakistan ont joué un rôle important dans ce mouvement. Citons par exemple :

– Shah Wali Allah (1703-1762) qui parle de la nature progressive de la révélation ;

– le poète Mohamed Iqbal (1876-1938) père spirituel du Pakistan qui, s'appuyant sur la philosophie moderne, restaure la pensée religieuse musulmane en tenant compte de son historicité ;

– *Fadlurrahman Malak (1918-1988 aux USA) pour qui le Coran est entièrement la Parole de Dieu et entièrement la parole de Muhammad ;*

– *Farid Esack [Ishâq] (né en 1957), Pakistanais vivant en Afrique du sud, qui prône une théologie musulmane de la libération¹;*

– *enfin l'Iranien Hossein Dabbagh = Abdul Karim Soroush (né en 1945 et qui vit aux USA) pour lequel un texte est ouvert à une pluralité de lectures.*

Le Soudanais Mohamed Mahmoud Taha (1908-1985), fonde le parti des Frères Républicains et paie de sa vie, par condamnation pour hérésie (kufr) - un prétexte - et pendaison devant 2000 personnes. Il veut séparer le Coran de la Tradition attribuée au Prophète. Dans « La seconde mission de l'islam » paru en 1967, il proclame sa foi (l'islam est un horizon en perpétuel renouvellement) et revendique de l'examiner par la raison, se basant sur les versets coraniques révélés à La Mekke. Il réclame l'égalité entre tous les êtres humains.

La chaîne des Égyptiens est plus significative :

– *Ali Abd al-Râziq (1888-1966) publie en 1925 « L'islam et les bases du pouvoir ». Il y démontre la laïcité du pouvoir et le refus de toute autorité religieuse en islam. Le musulman est libre de choisir son système politique.*

– *Pour Amîn al-Khûlî (1895-1966), le Coran est une œuvre littéraire, dont il faut étudier les aspects sémantique et linguistique. Il perd son poste de professeur à l'université du Caire, après avoir patronné la thèse de Muhammad Khalafallah (1916-1998) sur*

¹ Farid Esack, *Coran, mode d'emploi*, Paris, Albin Michel, 2006.

l'art du récit dans le Coran. Il y distingue les contes historiques pour transmettre un enseignement, les contes métaphoriques où l'imaginaire est prépondérant et les contes légendaires empruntés au passé. Le Coran emploie ces différents genres en fonction des fluctuations de la psychologie de Muhammad.

Frej Foda a été assassiné, en 1992, à l'âge de 47 ans, pour des raisons presque semblables. Sa défense des droits de l'homme fondée sur une lecture personnelle du Coran lui a valu l'hostilité des extrémistes. Il est considéré comme un martyr de la laïcité.

Nasr Hamid Abou Zayd (1943-2010), a été professeur d'études islamiques au Caire. Il a voulu reconnecter les études coraniques avec la critique littéraire, pour définir une compréhension objective de l'islam sans manipulation politique. Le Coran n'est qu'une manifestation de la Parole de Dieu. L'intelligence du Prophète est un médiateur qui a transformé ce texte une première fois. L'information véhiculée par le Coran varie avec la personnalité du lecteur dont l'interprétation est l'autre face du texte.

Pour montrer qu'il s'agit d'un courant, je cite encore Nurcholish Madjid et Muhammad 'Alî Ingeneer d'Indonésie, Ibrahim Moussa d'Afrique du sud, Amina Wadud des États-Unis, Mohamed Mojtahed Shabestari d'Iran, Hüseyini Atay de Turquie, Mohamed Sharbrou de Syrie, Abdallah Ghadhami d'Arabie, Sadiq Nayhum de Libye, Ahmad al-Khamlîchî du Maroc.

Il évoque ensuite le contexte tunisien : Ce n'est pas la faculté de théologie qui a commencé à lire les textes sacrés de manière rigoureuse, mais la faculté des lettres. Deux professeurs d'histoire en émergent.

Mohamed Talbi d'abord (d'après 'Iyâl Allâh, 1992) propose une lecture vectorielle, finaliste du Coran. Elle cherche la direction du texte et en fait une analyse se basant sur l'histoire et l'anthropologie. Malheureusement, aujourd'hui, il refuse à la nouvelle génération qu'il qualifie de "désislamisée" le droit de parler de l'islam.

Hicham Jaït ensuite (d'après Târîkhiyyat al-da'wa l-muhammadiyya fî Makka, 2007). Avant la révélation, Muhammad menait une recherche spirituelle. Sa rencontre avec l'au-delà commence dans l'ignorance et par une purification. C'est un homme ordinaire (ummi) choisi par Dieu. Le Coran est la parole de l'envoyé venant de Dieu, la révélation a donc un intermédiaire. La prophétie de Muhammad est rationnelle. Après l'interruption des visions, l'inspiration vient dans le cœur de Muhammad. La réforme politique et sociale est secondaire par rapport à la prophétie. Muhammad accueille la révélation avec amour.

Les deux historiens que je viens de présenter sont seuls. Abdelmajid Charfi (al-Islâm bayna l-risâla wa l-târîkh, 2001) a voulu former des disciples, femmes et hommes à égalité, grâce à son enseignement à l'université. Le prophète, en lien avec Dieu, vit une expérience unique qu'il transmet à des disciples. Mais peu à peu, cette nouvelle manière de se comporter devient absolue et l'être humain oublie que c'est lui qui l'a inventée. Le Coran est clair : le message vient dans le cœur de Muhammad et c'est Dieu qui parle par lui ; il tient aux hommes un langage qu'ils comprennent. Ce que Dieu demande de rappeler, c'est le contenu du message, pas sa forme. Le Coran n'est pas une loi religieuse (chari'a), mais une voie. La conscience du croyant est le premier arbitre pour répondre à l'orientation divine. Mais la pratique s'est éloignée de cet esprit pour se figer dans des prescriptions juridiques immuables (prière, aumône, jeûne,

pèlerinage, châtement de l'apostasie). Muhammad n'est pas un souverain, son arbitrage est religieux. Muhammad sceau des prophètes, cela veut dire qu'il revient désormais à l'homme de compter sur lui-même. C'est condamner la répétition.

Une quinzaine de chercheurs tunisiens approfondit l'application des sciences historiques contemporaines à la lecture des textes fondateurs de l'islam, chacun et chacune sous un angle particulier :

- Hayet Ammamou (le rôle des Compagnons de Muhammad dans la naissance de l'islam) ;*
- Sadok Belaïd (le Coran et la législation : importance des circonstances muhammadiennes de la révélation) ;*
- Saloua Belhaj Salah Elaïeb (Khadîja, la première épouse de Muhammad) ;*
- Moncef Ben Abdeljalil (les sectes marginales, en particulier les Druzes et les Nosayris) ;*
- Hamadi Douib (la sunna comme source du droit) ;*
- Amal Grami (le statut de l'apostat ; la différence) ;*
- Mohamed Haddad (l'archéologie de l'interprétation dans le discours réformiste) ;*
- Honeida Hafsa (présence du Coran dans le livre du juriste Tunisien Sahnoun, 777-855, pilier du malikisme en Afrique du Nord) ;*
- Mohamed Hamza (la place du dit prophétique dans la pensée musulmane moderne) ;*
- Abdallah Jannouf (Muhammad avant la mission) ;*

- *Latifa Lakhdar (rôle réel du « consensus » dans la position de l'islam par rapport à la femme);*
- *Siham Missaoui (les interdits alimentaires);*
- *Ouahid Saafi (le traitement du merveilleux);*
- *Neila Sillini (historicité du commentaire coranique par rapport aux relations sociales);*
- *Mohamed Taallah (les livres récents sur les sources du droit);*
- *Olfâ Youssef (les styles du Coran).*

Cette équipe prépare la première édition critique du Coran, avec les manuscrits du Yémen et les papyrus d'Égypte qui contiennent des versets non reconnus, classant les sourates dans un ordre différent de la vulgate, remettant en cause la théorie de l'abrogeant et de l'abrogé.

En commun, nous pouvons militer pour une justice appliquant le droit international, basée sur un humanisme commun et pratiquant le dialogue inter-religieux.

BIBLIOGRAPHIE

Cette bibliographie donne un large éventail de visions et d'interprétations puisque notre but est de les appréhender dans leur diversité et même dans leurs excès. La littérature sur le sujet est abondante et bien d'autres ouvrages mériteraient d'être cités.

Les auteurs ou textes repérés d'un * font autorité dans la mouvance islamiste.

ABD AL MALIK, *Qu'Allah bénisse la France*, Albin Michel, Paris 2014

* ABOU QATADA, *Entre deux méthodes*

* ABU BAKR NAJL, *Gestion de la barbarie*, Editions de Paris, Versailles 2007

* ABU MUSAB AL-SURI, *Observations sur l'expérience jihadiste en Syrie*

ABDELWAHAB MEDDEB, *Contre-prêches – Chroniques (mars 2003-Janvier 2006)*, Le Seuil, Paris 2006

ADLER Alexandre

- *Rendez-vous avec l'islam*, Grasset, Paris 2005
- *L'islamisme va-t-il gagner ? Le roman du siècle vert*, avec FÉDOROVSKI Vladimir, Rocher, Paris 2012
- *Le califat du sang*, Grasset, Paris 2014

ALGALARRONDO Hervé, *La préférence immigrée*, Plon, Paris 2011

* AL-ZAWAHIRI Ayman,

- *Cavaliers sous la bannière du Prophète*,
- *Fidélité et Rupture*,

Voir ci-dessous dans KEPEL Gilles, *Al-Qaïda dans le texte*, PUF, Paris 2005

* AL-ZARQAWI Abou Moussab

Voir ci-dessous dans KEPEL Gilles, *Al-Qaïda dans le texte*, PUF, Paris 2005

* AZZAM Abdallah

Voir ci-dessous dans KEPEL Gilles, *Al-Qaïda dans le texte*, PUF, Paris 2005

* BEN LADEN Oussama

Voir ci-dessous dans KEPEL Gilles, *Al-Qaïda dans le texte*, PUF, Paris 2005

BENZINE Rachid, avec DELORME Christian, *Nous avons tant de choses à nous dire*, Albin Michel, Paris 1997

BIDAR Abdennour

- *Un islam pour notre temps*, Seuil, Paris 2004
- *Self islam. Histoire d'un islam personnel*, Seuil, Paris 2006
- *L'islam sans soumission - Essai pour un existentialisme musulman*, Albin Michel, Paris 2008
- *L'islam face à la mort de Dieu - Actualité de Mohammed Iqbal*, François Bourin Editeur, 2010

- *Comment sortir de la religion*, Les Empêcheurs de penser en rond, La découverte, Paris, avril 2012

BLIN Arnaud, *Al-Qaïda - Manuel pratique du terroriste*,
* Traduction du *Manuel de Manchester* (Provenance présumée de Al-Qaïda), André Versaille éditeur, Paris 2009

BURDELOT Yves, *Devenir humain, La proposition chrétienne aujourd'hui*, Le Cerf, Paris 2002.

BOUDON Raymond, *Croire et savoir - Penser le politique, le moral et le religieux*, PUF, 2012

BOUGRAB Jeannette, *Ma république se meurt*, Grasset & Fasquelle, Paris 2013

BOUZAR Dounia,
- *Laïcité, Mode d'emploi*, Eyrolles, Paris 2011
- *Désamorcer l'islam radical*, Editions de l'atelier, Paris 2014

BRONNER Gérald, *La Pensée extrême - Comment des hommes ordinaires deviennent des fanatiques*, Denoël, Paris 2009

BULLIET Richard W., *La civilisation islamo-chrétienne - Son passé, son avenir*, Flammarion, Paris 2006

CALDWELL Christopher, *Une révolution sous nos yeux - Comment l'Islam va transformer la France et l'Europe*, Éditions du Toucan, Paris 2011

CANDIARD Adrien, *En finir avec la tolérance ? - Différences religieuses et rêve andalou*, PUF, Paris 2014

CÉSARI Jocelyne, *L'Islam à l'épreuve de l'Occident*, La découverte, Paris 2003

CHAUPRADE Aymeric, *Chronique du choc des civilisations*, Chronique, Paris 2011

DALAI LAMA, *Le Dalai Lama parle de Jésus*, Brépols, Paris 1996

DEBRAY Régis, *Ce que nous voile le voile*, Gallimard, Paris 2004

De la BOÉTIE Etienne, *Discours de la servitude volontaire*, Editions Neuchâteloises, 2011

DELCAMBRE Anne-Marie,
- *Enquêtes sur l'islam - En hommage à Antoine Moussali*, collectif, Desclée de Brouwer, 2004
- *La schizophrénie de l'islam*, Desclée de Brouwer, 2006
- *Soufi ou mufti ? Quel avenir pour l'islam ?* Desclée de Brouwer, 2007. Préfacé par Pipes Daniel
- *L'Islam des interdits*, Desclée de Brouwer, Paris 2008.

DELORME Christian,
- *L'islam que j'aime, l'islam qui m'inquiète*, Bayard, Paris 2012

DEL VALLE Alexandre, *Pourquoi on tue des chrétiens dans le monde aujourd'hui ?* Maxima, Paris 2011

DENÉCÉ Éric, *La face cachée des révolutions arabes*, Ouvrage collectif de 23 auteurs, Ellipses, Paris 2012

DE VILLIERS Philippe, *Les Mosquées de Roissy - Nouvelles révélations sur l'islam en France*, Albin Michel, Paris 2012

DUPÂQUIER Jacques et LAULAN Yves-Marie, *Ces migrants qui changent la face de l'Europe*, Institut géopolitique des populations, Actes du Colloque de 2003, L'Harmattan, Paris 2004

ENCEL Frédéric, *De quelques idées reçues sur le monde contemporain*, Editions Autrement, Paris 2013

FALLACCI Oriana, *La force de la raison*, Rocher, Paris 2004

FILIU Jean-Pierre, *Le Nouveau Moyen-Orient : Les peuples à l'heure de la révolution syrienne*, Fayard, Paris 2013

FRANGIE Samir, *Voyage au bout de la violence*, Actes Sud, Paris 2012

GAUDIN Thierry, *Prospective des religions*, Editions Ovadia, Nice 2006

GEOFFROY Eric et BENGARAI ABOU NOUR Shaykh Tarik, dans *Contribuer au bien-vivre ensemble*, Textes rassemblés par Castel Jean-Luc et Pilley Vincent, L'Harmattan, Paris 2012

GIBLIN Béatrice, *L'extrême droite en Europe*, La découverte, Paris 2014

GODARD Bernard et TAUSSIG Sylvie, *Les musulmans en France – Courants, Institutions, communautés : un état des lieux*, Robert Laffont, Paris 2007

GUIDÈRE Mathieu, *Al-Qaïda à la conquête du Maghreb - Le terrorisme aux portes de l'Europe*, Editions du Rocher, Monaco 2007

GUITTON René, *La France des Intégristes : Extrémistes juifs, chrétiens, musulmans - Le refus de la république*, Flammarion, Paris 2013

HALTER Marek, *Faites-le ! - Une mémoire engagée*, Editions Kero, Paris 2013

HEISBOURG François, *Après Al-Qaïda - La nouvelle génération du terrorisme*, Stock, Paris 2009

KEPEL Gilles,

- *Les banlieues de l'islam - Naissance d'une religion en France*, Seuil, Paris 1991 et Points, Paris 2015
- *Jihad*, Gallimard, Paris 2003
- *Fitna*, Gallimard, Paris 2007
- * - *Al-Qaïda dans le texte*, PUF, Paris 2008. (Textes, traduits de l'arabe, des quatre plus importants dirigeants de l'islamisme jihadiste contemporain : Al-Zawahiri, Al-Zarqawi, Azzam, Ben Laden).
- *Terreur et martyre – Relever le défi de civilisation*, Flammarion, Paris 2009
- *Quatre-vingt-treize*, Gallimard, Paris 2012
- *Passion arabe - Journal, 2011-2013*, Gallimard, Paris 2013
- *Passion française - Les voix des cités*, Gallimard, Paris 2014

KÜNG Hans, *L'islam*, Cerf, Paris 2010, 956 p.

LAURENS Henry,

- *Français et Arabes depuis deux siècles : La chose franco-arabe*, Taillandier, Paris 2012
- *L'Orient arabe - Arabisme et islamisme de 1798 à 1945*, Armand Colin, Paris 2015

LE MONDE DES RELIGIONS

- *Etre musulman en France*, Auteurs multiples, N°37, 2009
- *Niqab, quels sens pour celles qui le portent ?* Samir Amghar, N° 40, 2012
- *Mahomet, cet inconnu*, auteurs multiples, N°43, 2010
- *2050 : quel avenir pour les religions ?* François Burgat, Raphaël Liogier, N° 55, 2012
- *Les Coptes dans l'Égypte des frères musulmans*, Marine Chanel, N° 56, 2012
- *Manger halal, le licite selon l'islam*, Malek Chebel, N°61, 2013

Annexes

- *Halâl et casher : un marché sous tension*, Mikael Corre, N°61, 2013
- *La nouvelle croisade des catholiques intégristes*, Mikael Corre, N°61, 2013
- *Juifs et musulmans, une histoire commune*, Abdelwahab Meddeb et Benjamin Stora, N° 63, 2013
- *Muhammad, une triple révolution*, Eric Geoffroy, N° 63, 2014
- *L'islam, faits et mythes*, auteurs multiples, mars 2013
- *Loin du Fondamentalisme - L'islam vrai*, auteurs multiples, n°64, 2014

LES CAHIERS DE L'ORIENT, Paris

- *Chrétiens en terre d'islam*, n° 48, 1997
- *Les Soufis à l'assaut de l'islam*, n° 50, 1998
- *Chrétiens d'Orient, quel avenir ?* n° 93, 2009
- *L'islam en Indonésie*, n° 92, 2008
- *Pakistan l'œil du cyclone*, n° 98, 2010
- *Le Caucase, un conflit pour demain*, n°101, 2011

LIOGIER Raphaël, *Le mythe de l'islamisation - Essai sur une obsession collective*, Seuil, Paris 2012

LORENZI Jean-Hervé et BERREBI Mickaël, *Un monde de violences - L'économie mondiale 2015-2030*, Eyrolles, Paris 2014

MANSOUR MONTEIL Vincent, *La Pensée arabe*, Seghers, Paris 1974

MARICHEZ Jean,

- *Croyances meurtrières - Essai pour la paix*, préfacé par Antoine Sfeir, L'Harmattan, Paris 2011
- Avec OLAGNE Xavier, *La guerre par actions civiles - Identité d'une stratégie de défense*, préfacé par le Ministre

français de la défense nationale, Fondation pour les Etudes de défense, diffusé par La documentation française, Paris 1998

MASSON D. (traduit par), *Le Coran*, Gallimard 1967

MAUCADE Julien, *L'islam - Une victoire inéluctable*, L'Harmattan, Paris 2012-11-09

MICHEAU Françoise, *Les débuts de l'islam, Jalons pour une nouvelle histoire*, Tétraèdre, Paris 2012

MINCES Juliette, *La génération suivante - Les enfants de l'immigration sont-ils si différents ? De toute façon, ils vont s'intégrer*, Flammarion, Paris 1986

NVA, 45202 Montargis

- *L'action non-violente - Guide théorique et pratique*, 1985

- *Résistances civiles - Les leçons de l'Histoire*, 1989

OBROU Tarek,

- *Profession Imam*, Albin Michel, Paris 2008

- *Un imam en colère - Intégration, laïcité, violences*, Bayard 2012

ONFRAY Michel, *Traité d'athéologie*, Grasset, Paris 2005

PIPES Daniel et MILLIERES Guy, *Face à l'islam radical - Un regard plus profond sur le Proche-Orient et le péril islamiste*, Ed. David Reinharc, Paris 2012

PLENEL Edwy, *Pour les musulmans*, La découverte, Paris 2014

PONS Frédéric, *Algérie - Le vrai état des lieux*, Calmann-Lévy, Paris 2013

- POPOVIC Srdja, Disponibles sur Internet : <http://www.canvasopedia.org/index.php/library>
- *La lutte non-violente en 50 points, Approche stratégique de la tactique quotidienne*, CANVAS, Belgrade 2006
 - *A guide to effective Nonviolent Struggle*, CANVAS, Belgrade 2007
 - *Making Oppression Backfire*, CANVAS, Belgrade 2013
- RABUT Olivier, *L'Après-Croyance*, Cerf, Paris 1990
- RAMADAN Tarik, *Muhammad – La vie du Prophète*, Presses du Châtelet, Paris 2006
- SANSAL Boualem, *Gouverner au nom d'Allah*
- *Islamisation et soif de pouvoir dans le monde arabe*, Gallimard, Paris 2013
- SÉMELIN Jacques, *Pour sortir de la violence, Les Éditions ouvrières*, Paris 1985
- SFEIR Antoine,
- *Dictionnaire de géopolitique de l'islamisme*, Bayard, Paris 2009
- *L'islam contre l'islam - l'interminable guerre des sunnites et des chiïtes*, Grasset & Fasquelle, Paris 2013
- SHARP Gene,
- *La lutte nonviolente - Pratiques pour le XXI^e siècle*, Ecosociété, Montréal, Québec 2015, traduit de l'américain *Waging nonviolent Struggle, 20th Century Practice and 21th Century Potential*, Porter Sargent Publishers, Boston, Ma, 2005
- *The Politics of Nonviolent Action, (in three parts)* - Porter Sargent Publisher, Boston, Ma, 1973
- *La guerre civilisée, La défense par actions civiles*, Presses Universitaires de Grenoble, 1998, Traduit de l'américain

Civilian-Based-Defense – A Post-Military Weapons System,
Princeton University Press, Princeton, New Jersey, 1990

- *La force sans la violence*, L'Harmattan, Paris 2009

- *De la dictature à la démocratie*, L'Harmattan, Paris 2009

- *L'anti-coup d'État*, L'Harmattan, Paris 2009

- How Nonviolent Works, *The Albert Einstein Institution*,
East Boston, MA 2013

SIFAOUI Mohamed,

- *Combattre le terrorisme islamiste*, Grasset, Paris 2007

- *Pourquoi l'islamisme séduit-il ?* Armand Colin, Paris 2010

SOREL-SUTTER Malika, *Immigration-Intégration, Le
langage de vérité*, Mille et une nuits, Paris 2011

SULTAN Wafa, *L'Islam en question*, H&O Editions,
Danemark 2011

TALEB Nassim Nicholas, *Le Cygne Noir, La puissance
de l'imprévisible*, Les belles Lettres, Paris 2008

TAMZALI Wassyla, *Une éducation algérienne*, Folio,
Paris 2012

TRIBALAT Michèle,

- *Les yeux grands fermés - L'immigration en France*, Denoël,
Paris 2010

- *Assimilation – La fin du modèle français*, L'artilleur, Paris 2013

VAÏSSE Justin, *L'Europe islamisée : réflexion sur un genre
littéraire américain*, Janvier 2010

VALLET Odon, *Petit lexique des guerres de religion
d'hier et d'aujourd'hui*, de Albin Michel, Paris 2004

VELIOCAS Joachim, *Ces Maires qui courtisent
l'islamisme*, Tatamis 2010

WEIL Francis, *L'Intégrisme - Le comprendre pour mieux le combattre*, L'Harmattan, Paris 2012

ZANAZ Hamid, *L'islamisme vrai visage de l'islam*, Ed. Paris Max Chaleil, Paris 1972

REMERCIEMENTS

Je ne saurais terminer ce livre sans remercier chaleureusement ceux qui m'ont aidé. A commencer par mon épouse Catherine qui m'a soutenu malgré les contraintes de mon travail. Je remercie également ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont contribué à cette réflexion. Je n'ai pas demandé leur caution mais leur aide, leur conseil et leurs corrections sous différentes formes, elles m'ont été précieuses. Merci donc à Eric Brunat, Vice-Président de l'Université de Savoie, Matthieu Damian Directeur de l'École de la paix de Grenoble, le Père Jean Fontaine spécialiste du monde arabe, Michel Lefebvre, Sophie Passetemps, Raymond Riche, Monique Röckmann, André Tissier et tout particulièrement Antoine Sfeir, grand connaisseur du Moyen-Orient.

DU MEME AUTEUR

- *La guerre par actions civiles - Identité d'une stratégie de défense*, avec Xavier OLAGNE, Fondation pour les Etudes de défense, diffusé par La documentation française, Paris 1998
- *Croyances meurtrières – Essai pour la paix*, L'Harmattan, Paris 2011

EDITÉS EN FRANÇAIS À L'INITIATIVE DE L'AUTEUR

SHARP Gene,

- *La guerre civilisée, La défense par actions civiles*, Presses Universitaires de Grenoble, 1998, Traduit de l'américain *Civilian-Based-Defense – A Post-Military Weapons System*, Princeton University Press, Princeton, New Jersey, 1990
- *La force sans la violence*, L'Harmattan, Paris 2009 Traduit de l'américain *There Are Realistic Alternatives*, The Albert Einstein Institution
- *De la dictature à la démocratie*, L'Harmattan, Paris 2009 Traduit de l'américain *From dictatorship to democracy*, The Albert Einstein Institution
- *L'anti-coup d'État*, L'Harmattan, Paris 2009 Traduit de l'américain *The Anti-Coup*, The Albert Einstein Institution
- *La lutte nonviolente, Pratiques pour le XXI^e siècle*, Éditions Écosociété, Montréal, Canada, 2015 - Traduction française de : *Waging nonviolent Struggle, 20th Century Practice and 21th Century Potential*, Porter Sargent Publishers, Boston (Ma), 2005

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	7
Première partie – État des lieux	25
L’immigration musulmane	25
La mouvance islamiste	37
Islam et islamisme	59
Une culture de violence	75
Deuxième partie.....	91
Bien poser le problème.....	91
Troisième partie – Propositions pour la paix	113
Idées générales pour inspirer nos recherches.....	113
Part internationale du conflit – <i>Stratégie politique</i>	133
Convention universelle du droit et des devoirs des religions – <i>Stratégie du droit</i>	171
Lueurs d’espérance – <i>Stratégie de recherche</i>	201
Le mur des croyances – <i>Stratégie religieuse</i>	217
La puissance cachée des peuples musulmans – <i>Stratégie populaire</i>	237
Part nationale du conflit – <i>L’initiative stratégique</i>	261
Conclusion.....	295
Annexe – Les recherches dans le monde musulman	309
Bibliographie	315

CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

L'Iran, si loin, si proche. De la fascination à la méfiance. Jean-Claude Voisin. Préface d'Antoine Sfeir. 142 pages. 15 €

La grande désillusion. L'argent des dictatures et des printemps arabes. Taieb Talbi, préface d'Antoine Sfeir. 254 pages. 20 €

Changer de politique. Une autre politique étrangère pour un monde différent. Francis Gutmann. 400 pages. 20 €

Printemps arabes, le souffle et les mots. Revue Riveneuve Continents n°14. 20 €

Algérie : la nahda des Lettres, la renaissance des mots. Revue Riveneuve Continents n°19. 20 €

A PARAÎTRE

Arabie Saoudite. L'incontournable Arabie. Jacques Jocelyn Paul

Religion et processus de démocratisation en Méditerranée. Cherif Ferjani.

